



L'ARCHICUBE

17 • DÉCEMBRE 2014

*Chine, Japon,
regards pour aujourd'hui*

Revue de l'Association des anciens élèves, élèves et amis de l'École normale supérieure

SOMMAIRE

Éditorial	5
LE DOSSIER : CHINE, JAPON, REGARDS POUR AUJOURD'HUI	
Introduction, <i>Jean-François Di Meglio</i>	9
Interface chinoise	11
Le dialogue, <i>François Cheng</i>	
Plaidoyer pour l'Eurasie, <i>Antoine Danchin</i>	18
Cultures et circulations, <i>Anne Cheng</i>	24
Échanges franco-chinois autour de l'interface entre mathématiques et informatique, <i>Pierre-Louis Curien</i>	30
La Chine en question	35
Les artistes engagés en Chine, <i>Sebastian Veg</i>	35
Le patchwork théorique : universitaires engagés chinois et références occidentales, <i>Émilie Frenkiel</i>	41
Les présences chinoises dans la globalisation contemporaine, <i>Thierry Sanjuan</i>	46
La Chine et l'Afrique/La Chine en Afrique, <i>Christine Heuraux</i>	51
Querelles de voisinage	61
Petite histoire des relations sino-japonaises, <i>entretien avec François Godement</i>	61
Les îles Senkaku/Diaoyu, cristallisation des tensions dans une Asie du Nord-Est en mutation, <i>Guillaume Prigent</i>	69
Chine-Japon, qui inquiète l'autre ? <i>Sophie Buhnik et Jean-François Di Meglio</i>	76
Les ambiguïtés du Japon	84
Le Japon : puissance régionale ou futur grand mondial ? <i>Nicolas Tenzer</i>	84
<hr/> <i>L'Archicube</i> n° 17, décembre 2014	3



Le système éducatif japonais et l'innovation : relance ou déclin ? <i>Jean-Pierre Dubois-Monfort</i>	90
Le manga en onze questions, <i>Jean-Marie Bouissou</i>	95
Anne-Marie Christin et le Japon, un hommage, <i>Bernadette Bricout, Marianne Simon-Oikawa, Cécile Sakai, Torahiko Terada</i>	108
Le sourire japonais de Marcel Proust, <i>Nathalie Mauriac Dyer</i>	114
Impressions d'une Japonaise à Paris, remarques sur le Japon d'aujourd'hui, <i>Aiko Okamoto-MacPhail</i>	116
La tradition asiatique de l'ENS, mémoires et perspectives	122
Voyages dans la Chine de Mao, <i>Lucien Bianco</i>	122
1965 : souvenirs d'un voyage en Chine, <i>Hubert Tavernier</i>	127
Révolution culturelle avant la Révolution culturelle, <i>Jean-Michel Carrié</i>	131
Les études chinoises, coréennes et japonaises rue d'Ulm, <i>Estelle Figon</i>	137
L'ENS en Chine autour du changement de siècle, <i>Laurence Frabolot-Izydorski</i>	139
L'action internationale et la politique partenariale de l'ENS en Asie, <i>Isabelle de Vendevre</i>	141
LA VIE DE L'ÉCOLE	
Un partenariat historique : PSL et Cambridge University	147
L'internationalisation de la formation au cœur de la stratégie de l'ENS	148
CARRIÈRES ET VIE DES CLUBS	
Le père André Brien, aumônier de l'École normale supérieure (1945-1964)	161
L'activité des clubs	163
LES NORMALIENS PUBLIENT	
Jean-Thomas Nordmann	169
Wladimir Mercouroff et Étienne Guyon	192
Lucie Marignac	197
ULMI & ORBI	
Hommage à Charles Péguy	205
ENSemble : la Nuit des musées	206
Courrier des lecteurs	207

ÉDITORIAL



Jean-Claude Lehmann (1959 s)
*Président de l'a-Ulm, Association des anciens élèves,
élèves et amis de l'École normale supérieure*

Ce numéro 17 de *L'Archicube* est tourné délibérément vers l'est, vers l'est lointain : principalement vers la Chine et le Japon.

D'une certaine façon, l'École est redevable à la Chine traditionnelle du principe même de son recrutement, celui consistant à identifier des jeunes gens parmi les plus doués de leur génération, quelles que soient leurs origines sociales, à travers tout le pays et sur la base de concours organisés autour des grandes disciplines traditionnelles. C'est ainsi que se recrutaient les mandarins. Certains aspects de ce principe se sont malheureusement un peu émoussés, notre système éducatif ayant du mal à donner toutes leurs chances à des étudiants d'origine modeste. Il est cependant encourageant de voir que les élèves eux-mêmes cherchent à restaurer cet élément essentiel. D'autres ont favorisé la diversification, comme par exemple l'ouverture toujours plus grande vers l'Europe et vers le Monde. Quant au modèle d'éducation japonais, je ne suis pas certain que beaucoup de nos jeunes Français pourraient s'y adapter.

Au cours de leur vie professionnelle, qu'ils soient enseignants, chercheurs, diplomates, journalistes ou, pourquoi pas, créateurs d'entreprises, les jeunes normaliens devront absolument être largement ouverts sur le monde et notamment sur ces pays d'extrême-orient. Ceux-ci considèrent de plus en plus, la Chine notamment, qu'après des siècles de progrès conduits par les pays méditerranéens puis par l'Occident dans son ensemble, ils sont redevenus le centre du Monde et qu'ils vont influencer durablement sur son évolution. Il est donc particulièrement bienvenu que certains de nos archicubes qui connaissent bien cette partie du monde nous en donnent quelques-unes des clés.

Ne pourrait-on envisager que, dans le prolongement de ce numéro, se créent, au sein de l'Association, des amicales regroupant ceux qui vivent déjà dans ces pays et ceux qui s'y intéressent ? Je lance donc un appel aux bonnes volontés, car nous pouvons apporter certaines aides logistiques à l'organisation de telles amicales. Celles-ci peuvent en outre se doter, au sein du site internet de l'Association, d'un site privé de communications et d'échanges. Je pense que de tels clubs d'archicubes, comme il en existe déjà un certain nombre, devraient s'efforcer d'attirer ceux des élèves de l'École intéressés par leurs spécificités (disciplinaire ou géographique). Ceci viendrait compléter d'une certaine façon les moyens d'action du service Carrières et pourrait apporter aux élèves qui le souhaitent une sorte de parrainage par des archicubes qui les ont précédés dans leur vie professionnelle et dans leur expérience.

C'est là peut-être mon dernier souhait en tant que Président de notre association, ayant atteint cet été la limite d'âge imposée statutairement pour cette fonction. Sachez donc simplement que j'ai pris énormément de plaisir à assumer cette présidence depuis maintenant huit ans et que je tiens à remercier très chaleureusement tout ceux et toutes celles qui m'ont conseillé, qui m'ont assisté et qui ont accompli nombre de tâches qui rendent l'a-Ulm toujours plus vivante et plus utile. Merci à tous.

LE DOSSIER

CHINE, JAPON,
REGARDS POUR
AUJOURD'HUI

Introduction, *Jean-François Di Meglio*

INTERFACE CHINOISE

Le dialogue, *François Cheng*

Plaidoyer pour l'Eurasie, *Antoine Danchin*

Cultures et circulations, *Anne Cheng*

Échanges franco-chinois autour de l'interface entre mathématiques
et informatique, *Pierre-Louis Curien*

LA CHINE EN QUESTION

Les artistes engagés en Chine, *Sebastian Veg*

Le patchwork théorique : universitaires engagés chinois
et références occidentales, *Émilie Frenkiel*

Les présences chinoises dans la globalisation contemporaine,
Thierry Sanjuan

La Chine et l'Afrique/La Chine en Afrique, *Christine Heuraux*

QUERELLES DE VOISINAGE

Petite histoire des relations sino-japonaises, *entretien avec François Godement*

Les îles Senkaku/Diaoyu, cristallisation des tensions
dans une Asie du Nord-Est en mutation, *Guillaume Prigent*

Chine-Japon, qui inquiète l'autre ? *Sophie Buhnick et Jean-François Di Meglio*

LES AMBIGUÏTÉS DU JAPON

Le Japon : puissance régionale ou futur grand mondial ? *Nicolas Tenzer*

Le système éducatif japonais et l'innovation : relance ou déclin ?

Jean-Pierre Dubois-Monfort

Le manga en onze questions, *Jean-Marie Bouissou*

Anne-Marie Christin et le Japon, un hommage, *Bernadette Bricout,*

Marianne Simon-Oikawa, Cécile Sakai, Torahiko Terada

Le sourire japonais de Marcel Proust, *Nathalie Mauriac Dyer*

Impressions d'une Japonaise à Paris, remarques sur le Japon d'aujourd'hui,

Aiko Okamoto-MacPhail

LA TRADITION ASIATIQUE À L'ENS, MÉMOIRES ET PERSPECTIVES

Voyages dans la Chine de Mao, *Lucien Bianco*

1965 : souvenirs d'un voyage en Chine, *Henri Tavernier*

Révolution culturelle avant la Révolution culturelle, *Jean-Michel Carrié*

Les études chinoises, coréennes et japonaises rue d'Ulm, *Estelle Figon*

L'ENS en Chine autour du changement de siècle,

Laurence Frabolot-Izydorski

L'action internationale et la politique partenariale de l'ENS en Asie,

Isabelle de Vendœuvre



INTRODUCTION

La prodigieuse collection de textes produits à l'instigation du comité éditorial par nos camarades, dans le cadre de ce numéro, très particulier pour l'École et pour l'auteur désigné de cette introduction, m'évoque à titre personnel une sorte d'oracle et un moment de jeunesse, inscrit dans la douloureuse et délicieuse incertitude de l'entrée à l'École.

Le départ pour la Chine, trois ans après l'entrée à l'École, fut dans mon cas le résultat d'un oracle prononcé par un professeur d'université qui ne savait rien de moi mais m'enjoignit alors le départ en disant : « il faut aller en Chine », ignorant (peut-être ?) qu'il écrivait une partie de mon avenir : j'interprétei sa sentence, sans savoir pourquoi, comme si elle sortait d'une sorte de « bocca della verità ». Le moment de jeunesse est celui où le directeur de l'École nous disait en nous accueillant, pour le coup sans y mettre probablement autant de sens que nous nous acharnions à y déceler au prix d'une herméneutique inquiète : « Devant les difficultés qui vous attendent, il faut devenir des « pros » » (sans doute par opposition à nos destins de « profs »...). C'est en essayant de fondre dans une alchimie improbable ces deux impulsions que je suis parti vers l'Est, désespérant à tort de l'Ouest et des enseignements que nous avions reçus ici.

Les textes qui suivent, riches, dépouillés de tout propos de circonstance, mêlent les expériences de vie et le travail profond et fertile de la réflexion et illustrent aussi (par hasard ?) autant d'oracles implicites enfantant ces destins entremêlés de tous ces camarades, Japonais de l'École, biculturels, normaliens « asiatisés » ou frottés de Chine et de Japon. Ils offrent non seulement la mosaïque habituelle (« normale ») et étincelante de savoirs et de réflexions originales mais aussi l'image, insoupçonnée au moment du voyage de Lucien Bianco, mais aussi du départ de François Jullien, du mien et de ceux des années « Mao », d'une conversion de l'École à l'Asie orientale. Au-delà des clivages entre scientifiques et littéraires, que *L'Archicube*, à son habitude, surmonte magistralement, par-delà les chemins



de traverse et les choix aventuriers et aventureux, c'est une « École dans l'École » qui se dessine, celle qui, loin des comparatismes, des orientalismes et des esthétismes dépassés, a construit (pour reprendre l'obsession de feu Jean Bousquet sur les « pros ») une vraie « profession » des « normaliens est-orientaux ». Qu'ils vivent, produisent et se reproduisent, en harmonie bien sûr avec le terrain fertile, et pas exclusivement normalien, du travail désormais accompli en France pour entrer dans le « siècle de l'Asie » !

Jean-François Di Meglio (1976 l)

INTERFACE CHINOISE

LE DIALOGUE

François Cheng

Écrivain, il a été élu à l'Académie française en 2002. Il est notamment l'auteur de *L'Écriture poétique chinoise* (Le Seuil, 1977, 1996), *Vide et plein* (Le Seuil 1979, 1991), *Double Chant* (Encre marine, 1998, 2000), *Le Dit de Tianyi* (Albin Michel, 1998), *Cinq méditations sur la beauté* (Albin Michel, 2006) et *Cinq méditations sur la mort, autrement dit sur la vie* (Albin Michel, 2013).



Le destin a voulu qu'à partir d'un certain moment de ma vie, je sois devenu porteur de deux langues, chinoise et française. Était-ce tout à fait dû au destin ? À moins qu'il y entrât tout de même une part de volonté délibérée ? Toujours est-il que j'ai tenté de relever le défi en assumant, à ma manière, les deux langues, jusqu'à en tirer les extrêmes conséquences. Deux langues complexes, que communément on qualifie de « grandes », chargées qu'elles sont d'histoire et de culture. Et surtout, deux langues de nature si différente qu'elles creusent entre elles le plus grand écart qu'on puisse imaginer. C'est dire que, durant au moins deux décennies après mon arrivée en France, ma vie a été marquée par un drame passionnel fait avant tout de contradictions et de déchirements. Ceux-ci, toutefois, se sont transmués peu à peu en une quête non moins passionnelle lorsque j'ai finalement opté pour une des deux langues, l'adoptant comme outil de création, sans que pour autant l'autre, celle dite maternelle, soit effacée purement et simplement. Mise en sourdine pour ainsi dire, cette dernière s'est transmuée, elle, en une interlocutrice fidèle mais discrète, d'autant plus efficace que ses murmures, alimentant mon inconscient, me fournissaient sans cesse des images à métamorphoser, des nostalgies à combler. Rien d'étonnant à ce que depuis lors, au cœur de mon aventure linguistique orientée vers l'amour pour une langue adoptée, trône un thème majeur : le dialogue. Ce thème a illuminé mon long cheminement ; il m'a procuré maintes occasions d'exaltation

et de ravissement chaque fois que la symbiose patiemment recherchée se réalisait comme par miracle, une symbiose qui, en fin de compte, m'a porté et continue à me porter bien plus loin que ce que je pouvais présager au départ. [...]

Pour nous en tenir au seul aspect concernant les signes, comme je suis façonné par l'écriture idéographique où chaque signe forme une unité vivante et autonome, j'ai une sensibilité particulière pour la sonorité et la plasticité des mots. J'ai tendance, tout bonnement, à vivre un grand nombre de mots français comme des idéogrammes. Ceux-ci sont idéogrammes, non par des traits graphiques bien sûr, puisqu'ils relèvent d'un système phonétique – encore que la graphie de certaines lettres ne me soit pas indifférente : A, homme ; E, échelle, H, hauteur, M, maison ; O, œil ; S, serpent ; T, toit ; V, vallée ; Z, zébrure, etc. –, c'est phonétiquement qu'ils incarnent l'idée d'une figure. Pour illustrer mon propos, les exemples concrets sont indispensables. Au lieu de les citer pêle-mêle, dans un désordre qui risque d'être fastidieux, je me propose de montrer certains mots qui viennent (du titre d'un) de mes recueils, plus précisément [...] *Entre source et nuage*. Chaque mot sera illustré, à son tour, par un poème que la qualité phonique du mot aura inspiré.

Entre

Le mot « entre », avec son double sens d'intervalle et de pénétration, est suggéré avec une netteté brève par la phonie. Il y a ce son suspendu en l'air (-EN) et qui me semble, tel un aigle, attendre la moindre occasion pour pénétrer (-TRE) dans la brèche ouverte par l'espace lorsque deux entités sont en présence, quelle que soit l'intention qui les anime, hostile ou harmonieuse. On connaît l'importance accordée par la pensée chinoise à ce qui se passe entre les entités vivantes, cernées par la notion du Souffle du Vide-médian, tant il est vrai que c'est bien dans « l'entre » qu'on entre, qu'on accède éventuellement au vrai.

Entre

Le nuage

Et l'éclair

Rien

Sinon le trait

De l'oie sauvage

Sinon le passage

Du corps foudroyé

Au royaume des échos

Entre

Source

La source, c'est bien phoniquement cet élément liquide qui sourd du sol et qui coule. Qui épouse toutes les aspérités du terrain en l'ourlant. Qui n'a de cesse de se murmurer sourdement et de se répondre en écho (-S, -CE).

Source sourde à nos souillures
 Sourde même à nos plaintes
 Ourlant le sol de ses bulles
 De ses billes et frisottis

 Parant l'azur de nuées
 Et le val d'éclats de pluie
 Sourdant coulant le temps nu
 Muant tous cris en mélodie

Nuage

Le nuage est un élément important dans l'imaginaire chinois, d'après lequel il constitue un chaînon dans le processus de la transformation universelle. Le titre de notre recueil poétique *Entre source et nuage* signifie ceci : si, d'une façon générale, une source qui coule en sens unique symbolise le temps irréversible, penseurs et poètes n'oublient pas que l'eau de cette source s'évapore au fur et à mesure ; montée vers les hauteurs, elle se transforme en nuage puis retombe en pluie pour ré-alimenter l'eau. Ainsi, la « linéarité terrestre » est sans cesse rompue par un invisible cercle terre-ciel, qui incarne le vrai ordre de la vie. Pour faire sentir cette substance qu'est le nuage, à la fois terrestre et céleste, matérielle et aérienne, le mot français, avec sa prononciation pleine de *nuances* – un mot beau et proche –, est plus qu'efficace. Ce son du début, -NU, qui, avec légèreté, s'accumule, puis s'élargit doucement et finit par s'évanouir dans l'espace. Par ailleurs, je sais gré à Mallarmé d'avoir, dans le poème « À l'accablante nue... », si magistralement combiné le double sens du mot « nue ». Faire fusionner le corps féminin et la nuée, les plaçant ainsi dans l'infini de la métamorphose, a de quoi toucher un esprit chinois, puisque de tout temps « nue » et « nuée » sont associées aussi dans la tradition poétique chinoise. On y use de l'expression « nuage-pluie » pour désigner l'acte charnel.

Aux imminentes nues
 l'été se révèle transparence
 De la chair fragrance
 plus que le toucher aérienne

 Par les brèches des ruines
 arrivent les senteurs d'orage

Soif devenant don
hors-ciel dahlias du jour...

Aux imminentes nues
la terre s'ouvre aux larmes
Proches du corps du cœur
pluie de pétales, extase d'étoiles

[...] Pour ce qui est des mots, la poésie ne les envisage pas seulement sous leur forme isolée. Elle tire sa force magique de leurs rencontres, ou de leurs entrechoquements. Sur ce point, j'ai été certainement marqué par le système idéographique, dans lequel chaque signe forme une unité vivante et autonome, conservant par là toute sa capacité souveraine d'aller à la rencontre d'autres signes. La tradition poétique chinoise ne se privait pas de proposer des binômes ou des trinômes pour engendrer des espaces imaginaires mus par de virtuelles déflagrations. Et moi-même je prends plaisir à les introduire dans ma poésie en français [...]. Si j'ai embrassé la langue française et, à travers elle, épousé toute une tradition poétique en Occident, je n'ai jamais cessé d'être inspiré par ma tradition poétique native qui, loin de m'alourdir, continue à me porter dans le sens de la croissance, telle une vieille nourrice fidèle. Entre le terreau ancien et toutes les nouvelles plantes que j'y ai fait pousser s'est opéré, à n'en pas douter, un fécond va-et-vient. L'osmose qui en résulte est à ce point intime que, faute d'une lucidité suffisante, je suis incapable de faire la part des choses, hormis justement des éléments lexicaux que j'ai traités plus haut. Est-il possible cependant de cerner la question quant à savoir en quoi consistent les deux traditions poétiques, quelle est la nature spécifique de chacune, quels sont les thèmes essentiels qui ont habité mes poèmes ? [...]

Portons d'abord notre regard du côté de la Chine. Depuis le *Livre des odes*, une poésie s'y est développée de façon ininterrompue durant trois mille ans. Elle a ouvert un large éventail de genres et de formes, connu d'incessantes transformations. À son apogée, sous les Tang et les Song (VII^e-XIII^e siècle), on comptait quelques milliers de poètes, dont au moins une centaine de grande valeur. Les plus connus en Occident sont les trois grandes figures appartenant à la même génération et dont chacune représentait l'un des trois courants de pensée de la culture chinoise, à savoir Li Bo le taoïste, Du Fu le confucéen et Wang Wei l'adepte du bouddhisme. À première vue, il semble malaisé de trouver un trait commun aux œuvres de ces trois poètes. Toutefois, si l'on fait abstraction de certaines formes plus longues, plus développées, de type descriptif ou narratif, ainsi que des ballades et complaintes marquées par la fantaisie, la tourmente ou la révolte, on se trouve en présence d'une veine poétique – que partagent non seulement les trois poètes mais tous ceux qui sont venus après eux – qui exploite pleinement la spécificité de

la langue et de l'esprit chinois. Une poésie où le poète, par des procédés d'ellipse et d'allusion, par l'abandon au jeu des métaphores qui suscite la résonance du non-dit, fait vivre une expérience de vacuité, cela aussi bien au niveau des signes qu'à celui de sa conscience et, au travers de cette expérience, entrer en intime communion avec les éléments de l'univers vivant. S'il faut qualifier l'essence de cette poésie, c'est l'esprit du *chan*, lequel, rappelons-le, est le fruit d'un mariage heureux entre le bouddhisme indien et le taoïsme chinois. Une poésie qui cherche à laisser parler le paysage et les choses, à laisser transparaître entre les signes un état de communion où l'invisible a sa part.

Tournons à présent notre regard vers l'Occident : on y constate également une poésie riche de complexité et de variété. Pourtant, si l'on cherche coûte que coûte à trouver une formule qui caractérise sa démarche fondamentale, tout en tenant compte des faits historiques, je fais une fois de plus appel à Mallarmé. Celui-ci, cherchant à remonter à l'origine de l'inspiration poétique, à rendre leur pureté « aux mots de la tribu », affirme que la poésie – spécifiquement celle de l'Occident – est « une explication orphique de la terre ». Orphée, le poète à la lyre, ordonne par son incantation le mouvement des rochers, des arbres et des animaux et, par là même, insère le destin de l'homme dans l'ordre de la Création. Y a-t-il plus haute tâche pour le poète ? À mes yeux en tout cas, la formule de Mallarmé est adéquate ; tous les grands « chantres de l'être » en Occident n'ont fait que tendre vers cette tâche.

Si ce qui précède ne paraît pas trop simpliste, il y a donc deux voix/voies auxquelles je me suis référé, celle du *chan* et celle d'Orphée. Quelle que puisse être la différence qui les sépare, je crois déceler un point commun qui les unit : toutes deux impliquent de la part de celui qui chante qu'il subisse le passage d'une « néantisation ». On sait qu'au cœur du chant d'Orphée demeure l'incontournable drame qu'est la mort d'Eurydice. Plus tard, ce thème sera renforcé par la vision christique. C'est ainsi que, plus tard encore, Goethe a pu lancer la lapidaire injonction : « Meurs et deviens ! » Pour ce qui est de la Chine, comme nous l'avons indiqué plus haut, le processus poétique, à l'instar de l'existence même, passe par le « non-avoir » ou le « non-être » – le *xu* et le *wu* chez les taoïstes et les bouddhistes ; le *xu-xin* chez les confucéens –, expérience indispensable pour accéder à la vraie source des choses, le souffle n'ayant de cesse, depuis sa base, d'effectuer le passage du non-être vers l'être. À ce propos, on se souvient du précepte de Lin-ji, maître *chan* des Tang, et de celui de Qing-deng, maître *chan* des Song. Ce dernier a fixé, de manière abrupte, les trois étapes de la perception et de la connaissance.

Voir la montagne

Ne plus voir la montagne

Re-voir la montagne

La première étape indique l'état ordinaire dans lequel la montagne s'offre à notre vue sous son aspect extérieur auquel on s'habitue, sans se demander d'où vient le mystère de sa présence, quelle richesse nous pouvons tirer d'un lien secret avec elle. La deuxième étape est l'état d'obscurité, voire d'aveuglement où l'on se trouve ; on est contraint d'exercer le Troisième Œil, qui apprend à voir la présence de l'autre de l'intérieur, d'assister à ce par quoi l'autre advient et, du coup, à voir ce par quoi soi-même advient. Parvenu à la troisième étape, le sujet ne se trouve plus dans une position de vis-à-vis par rapport à l'objet, il se laisse pénétrer par l'autre en sorte que sujet et objet sont dans un devenir réciproque, un va-et-vient de présence à présence. Le revoir est une illumination qui rappelle que le propos de la vraie vie n'est pas la domination mais la communion. Tout se passe comme si l'être n'était pas perçu comme une donnée légitime, un dû ; il faut connaître une sorte d'effacement originel avant d'accéder à l'être, au voir, au pouvoir de chanter.

Après avoir indiqué le point apparemment commun, il convient d'en souligner la différence. En Occident, au mythe d'Orphée est venue se greffer, nous l'avons dit, la vision christique. Au sentiment de la séparation s'est ajouté celui de la chute ? L'espérance de la résurrection est comme différée, située qu'elle est à la fin des temps. La conscience du tragique est prégnante chez l'individu – à plus forte raison chez le poète –, qui tente, par un acte de volonté, d'affirmer son désir toujours inachevé, son insatiable besoin de dire, d'où le thème constant de la quête. En Chine, la quête n'est point absente de la tradition poétique, comme en témoigne le genre *Chu-ci*, le « chant du Chu » inauguré par Qu Yuan (III^e siècle av. J.-C.), le premier poète non anonyme (sorte de Dante chinois). Exilé de son royaume à la suite de calomnies, il laissa le *Li-sao*, un long chant qui relate sa quête à la fois réelle et spirituelle. Il mourut en se jetant dans la rivière Mi-lo. Mais, à côté de cette veine illustrée par des continuateurs au long des siècles, s'est développé le courant devenu majeur, celui du *chan*. Ce courant privilégie donc l'illumination de l'instant qui transcende le temps, une illumination qu'on obtient par le dépouillement et la vacuité, c'est-à-dire par l'effacement d'un sujet trop plein de soi. On sera alors à même de rejoindre l'univers vivant non selon l'apparence, mais de l'intérieur. Car l'adepte de cette vision a foi en le Souffle primordial qui anime toutes entités vivantes : entrer dans sa grande rythmique, c'est entrer dans l'universel écoulement. Il est invité à une sorte de contentement : rejoindre un état originel où prend source la promesse de vie, accepter de vivre les choses simples d'ici, ce que confirme la formule imagée de « savourer la richesse de la vie dans l'humble geste de porter de l'eau et de couper du bois ».

Au début du XX^e siècle, un grand poète occidental, à partir du fonds chrétien, s'est approché aussi, durant sa longue quête, des spiritualités de l'islam et du bouddhisme. Conjuguant intuition et réflexion, il parvient, dans ses ultimes œuvres, à une vision étrangement proche de ce à quoi tendaient certains grands poètes chinois, tout en

faisant montre, bien entendu, d'une compréhension toute personnelle du mystère de la Création. Il s'agit de Rainer Maria Rilke. Dans les *Élégies de Duino*, après avoir traversé les thèmes traitant de diverses formes de la tragédie existentielle, il put déclarer, dans la neuvième élégie, que notre tâche sur cette terre, qui n'a jamais abandonné son rêve de devenir invisible, consiste à consentir à notre destin terrestre, à nommer les choses simples d'ici. « Peut-être sommes-nous ici pour dire : « maison, pont, fontaine, porte, cruche, arbre fruitier, fenêtre ; ou encore colonne, tour... » Oui, pour dire tout ce que les choses elles-mêmes jamais ne pensèrent être dans leur intimité. » Du fond du cœur, le poète est persuadé que dire vraiment, c'est le commencement du pouvoir dire ; et chanter, c'est être. Dans les *Sonnets à Orphée*, d'emblée, il affirme la primauté du Souffle, par lequel Apollon, ou l'Ange, ou le Poète célébrant relie le double royaume de la vie et de la mort. En dépit des souffrances que nous procure la vie, tout ce que la terre et les saisons produisent de bon est bon pour nous initier à la Voie qui mène du fini vers l'infini, du visible vers l'invisible. En sorte que, dans le dernier sonnet – dont on ne signale jamais assez l'importance –, le Poète, sur un ton libéré du doute, invite chacun de nous à entrer dans le courant de la Transformation :

Silencieux ami de nombreux lointains, sens
 Comme ton souffle accroît encore l'espace.
 Dans la charpente des sombres beffrois
 Consens au carillon. Ce qui vit de toi
 Deviendra fort par cette nourriture.
 Entre dans la mutation, entre et sors.
 Quelle est ta plus douloureuse expérience ?
 Si boire t'est amer, deviens vin.
 Sois, dans cette nuit de démesure,
 La force magique au carrefour de tes sens,
 Le sens même de leur étrange rencontre.
 Et si ce qui est terrestre t'a oublié,
 Dis à la terre immobile : je coule ;
 À la rapide eau dis : je suis. (trad. J.-F. Angellos)

À la suite de Rilke et de bien d'autres, je me range humblement mais fermement dans la cohorte de ceux qu'on peut qualifier, approximativement, de « poètes de l'être ». Ceux pour lesquels la poésie n'est pas seulement un lieu où l'on vient consigner ses états de sentiment ou de conscience, les élans, les regrets, les tourments, les plaisirs d'un individu avide d'effusion. Au moyen du langage, qui contient en soi notre énigme, elle entend appréhender le mystère de l'univers créé et du destin humain, avancer une possibilité de connaître et d'être. [...]

Une certaine forme de plénitude m'a été accordée au bout du chemin. Je pense que, si j'étais resté dans ma langue maternelle, tout en apprenant le français comme un instrument de type « universitaire », je serais devenu un « spécialiste » de tel ou tel aspect de la culture française. Or telle n'est nullement ma vocation, à moins qu'on puisse considérer mes traductions des poètes français en chinois comme le travail d'un « spécialiste ». En m'investissant totalement dans le français, je me voyais obligé de m'arracher à ce qui faisait mon passé et d'effectuer le plus grand écart que constitue le passage d'une écriture idéographique de type isolant à une écriture phonétique de type réflexif. Cet arrachement et cet écart, ne m'ayant pas fait me perdre en chemin, m'auront permis de me ré-enraciner, non seulement dans ma terre d'accueil, ce qui est déjà beaucoup pour un exilé, mais proprement dans l'être, puisque par cette nouvelle langue, j'ai accompli l'acte [...] de nommer à neuf les choses, y compris mon propre vécu. Celui-ci, certes, s'était initialement nourri de ma langue native, mais cette vieille nourrice humble et fidèle, à vrai dire, n'a jamais renié l'enfant qu'elle avait élevé, ni l'adolescent qu'elle avait protégé. Si, par la grâce d'une rencontre décisive, l'enfant devenu adulte a épousé une autre langue, elle est demeurée présente, toujours disponible, prompte à porter secours. Habité à présent par l'autre langue, sans que cesse en lui le dialogue interne, l'homme aux eaux souterraines mêlées vit l'état privilégié d'être constamment soi et autre que soi, ou alors en avant de soi. À la rencontre des choses, il éprouve la sensation de jouir d'une approche « stéréophonique » ou « stéréoscopique » ; sa perspective ne saurait être que multidimensionnelle.

Ce texte est extrait, avec l'aimable autorisation de l'auteur, de l'ouvrage intitulé Le Dialogue (Desclée de Brouwer/Presses littéraires et artistiques de Shanghai, 2002, 2010).

PLAIDOYER POUR L'EURASIE

Antoine Danchin (1964 s)

唐善安東

Longtemps chercheur à l'Institut Pasteur, il a fondé, en 2000, le HKU-Pasteur Research Centre Ltd à Hong Kong, co-entreprise entre cet institut et l'Université de Hong Kong. Cette aventure l'a conduit quelques années plus tard à créer la société de biotechnologie AMAbiotics SAS, dont il est le président.



Révoons un peu. Oublions pour un moment l'affreuse géopolitique contemporaine. L'Europe et l'Asie forment un unique continent. Et la Chine est sans doute la plus ancienne des civilisations avancées toujours vivantes. Pourquoi ne pas chercher à les unir ? Alors que l'Europe – mise à part l'Église, peut-être –

se débattait dans un ensemble de féodalités multiples au comportement très primitif (l'Égypte, Rome et la Grèce étaient bien oubliées), fleurissait l'empire Tang, ses lois et ses œuvres poétiques. On a coutume de souligner que la Chine se voyait à la fois centre du monde, et unique représentant de l'humanité, mais c'est pour oublier notre scotome occidental : nous sommes si certains de représenter le beau, le bon et le vrai que nous persistons à dénigrer la Chine ou, au mieux, à l'ignorer. Il est vrai que se confronter à une pensée radicalement différente oblige à faire de tels efforts qu'il est plus commode d'ignorer ou de décrier. Pourtant nous devrions voir les choses tout autrement – peut-être à la manière chinoise, justement – en comprenant tout l'intérêt d'une véritable complémentarité. Lors de mon séjour à Hong Kong – où j'ai créé une entreprise à but non lucratif en partenariat avec l'Université de Hong Kong et l'Institut Pasteur – j'ai eu la chance de pouvoir mettre en place, au département de mathématiques, un séminaire hebdomadaire de « biologie conceptuelle ». Et cela a été pour moi l'occasion de mettre au jour un cercle vertueux associant l'empirisme radical anglo-américain, l'approche hypothético-déductive gréco-latine et la prégnance du contexte dans la pensée chinoise. Alors que nous avons tendance à prendre le langage d'une façon saussurienne, où la signification dans le langage est surtout affaire de différence (signifiant/signifié), on remarque qu'en chinois la signification est davantage affaire de *relation* que de différence. En bref, tout est contexte, il n'y a pas de hors-contexte en chinois, comme on le devine dans les œuvres peintes, où la majorité de la toile (papier le plus souvent) est, pour un occidental, *vide*. Or, cela peut avoir des conséquences positives considérables pour l'invention ou la découverte, lorsque ce rôle du contexte se trouve associé à la logique occidentale. C'est ce que résume le professeur Wang Bin, de l'Université Sun Yat Sen à Canton :

L'intégration psychologique de l'homme au ciel ou la non-différenciation du sujet par rapport à l'objet, celle de l'observateur par rapport à l'observé constituent l'une des caractéristiques du mode holistique de la pensée chinoise. La « transcendance » chinoise ne suggère pas un mouvement mental vers l'autre monde dans le but d'une ré-union de l'homme avec Dieu [concept au demeurant tout à fait étranger à la pensée chinoise]. Au lieu de cela, elle tend au dépassement de chaque individu afin de pénétrer la société ou bien la nature cosmique. La préoccupation ultime est toujours d'agir dans le monde.

C'est bien ce qui explique l'attitude toujours positive des Chinois en face de l'action à entreprendre. Le travail n'est pas la malédiction biblique, mais bien au contraire une part positive, indispensable, de la personne. La moindre évocation d'hypothèses en vue d'expériences au laboratoire à Hong Kong suscitait immédiatement la question « Quand allons-nous les commencer ? » alors qu'en France les objections de toutes sortes fusaient et conduisaient à penser que de toute façon cela ne marcherait pas : « À quoi bon commencer ? »

Au-delà d'une réunion conceptuelle, créer un lien fort entre l'Europe et la Chine en une nouvelle route de la Soie, utilisant la continuité terrestre qui l'autorise, permettrait une fertilisation mutuelle de la pensée qui ne pourrait qu'être de la plus grande richesse. L'état géopolitique actuel rend ce rêve bien difficile, en particulier parce qu'il obligerait d'emblée à contourner ce qui a longtemps fait cette route, mais on peut certainement imaginer réinventer les liens qui ont durablement associés la Russie à l'Europe occidentale d'une façon constructive. Et alors il faudrait construire une liaison ferroviaire à très grande vitesse allant de Paris à Hong Kong *via* Pékin et Shanghai. Lorsque j'ai proposé ce genre d'initiative il y a quinze ans, mes interlocuteurs Chinois étaient prêts à commencer immédiatement des études de faisabilité, et imaginaient en particulier faire l'essai d'une section rapide entre Canton et Hong Kong. Au contraire – comme c'est hélas habituel – la contrepartie française soulevait toutes sortes d'objections, ne serait-ce que la trop courte distance qui existe entre ces deux villes, alors que cela aurait été, évidemment, une extraordinaire vitrine de notre savoir-faire (technique, mais certainement pas commercial !)... Et depuis, en moins de dix ans (combien faut-il de mois, à Paris, pour refaire une seule station de métro ?), la Chine s'est couverte d'un réseau ferroviaire pour les trains à grande vitesse, et l'idée d'un transsibérien à très grande vitesse est aujourd'hui à l'étude, malgré les problèmes techniques spécifiques à la fois au pergélisol sibérien et à l'écartement des rails particulier à la Russie (et d'importance stratégique, puisqu'il interdit l'arrivée massive de structures logistiques d'invasion dans ce pays). Le transsibérien classique d'ailleurs vit déjà une nouvelle vie, qui aujourd'hui sert de lien à une urbanisation neuve, tout le long de son parcours.

Mais revenons brièvement à mon intérêt pour la Chine. C'est durant l'été 1965 au cours d'un voyage d'études à l'occasion de la création de la première ambassade de France en Chine par Charles de Gaulle, organisé par des élèves de l'École, que j'ai pour la première fois réalisé ce que cela signifiait que d'être perçu comme foncièrement différent, au sein d'une pensée possédant sa rationalité propre. Étudiants occidentaux nous étions autres, et si nous étions traités comme des hôtes, donc protégés, nous étions aussi traités comme des « ennemis du peuple. » Quand je l'ai compris, au travers d'une discussion avec un interprète un peu moins obtus que les autres, j'ai immédiatement utilisé le petit texte de Mao Zedong qui traite des contradictions entre les amis et les ennemis du peuple, et qui prescrit les discours à tenir avec eux [De la juste solution des contradictions au sein du peuple (1957)]. Pourquoi donc, ai-je demandé, suis-je automatiquement un ennemi du peuple ? Pourquoi pas un ami ? Et j'ai argumenté que, très jeune homme, avec mes interrogations et mes conflits du sortir de l'adolescence, j'aurais plutôt dû être compté parmi les amis du peuple. Ainsi, je pus convaincre mon interlocuteur chinois qu'il devait me tenir le discours adapté à celui des amis du peuple et non celui de ses ennemis : et c'est

ce qui arriva, du moins au cours des discussions privées que nous pouvions avoir. C'est à partir de ce jour que je suis devenu systématiquement ouvert à la rationalité intime du regard de l'autre. J'ai compris l'importance d'accepter et de chercher à comprendre un point de vue radicalement différent, et qu'il était malsain de plaquer les modèles occidentaux sur la réalité chinoise.

Ce voyage mettait au jour toutes sortes d'oppositions. Contraste entre la pauvreté, l'uniformité, le discours unique des traducteurs à la langue de bois, et la réalité inattendue des communes populaires (je me souviens d'un secrétaire de commune, visiblement taoïste alors que l'on disait la pratique interdite, aux ongles immenses), la liberté de déplacement, infiniment plus grande en apparence qu'en Union soviétique, et qui fit que je me perdis dans une montagne près de Hangzhou, en chassant les papillons (j'étais donc entré en Chine avec un énorme flacon de cyanure de potassium, ce qui est impensable aujourd'hui). Contraste aussi entre le discours établi par la langue de bois hostile, occidentale cette fois, et la réalité chinoise : il ne devait pas y avoir d'amoureux en Chine. Et, en effet, notre guide-traducteur à qui l'on avait demandé s'il songeait à se marier, nous avait répondu : « Je conserve mes forces pour l'édification du socialisme. » Mais combien de couples d'amoureux avons-nous pu voir, le soir, autour de ce qui était à cette époque le poétique lac de l'Ouest à Hangzhou ! Il est vrai cependant que les contacts avec la population chinoise nous étaient interdits, et je me souviens encore du regard nostalgique, presque désespéré, d'une exquise danseuse de ballet à Shanghai, qui m'avait fait comprendre qu'il nous était tout à fait impossible même de nous adresser ne serait-ce que quelques mots... Contraste aussi entre les idées reçues et la réalité politique : les maoïstes sont revenus anticommunistes, et je suis revenu fort impressionné par l'intérêt de beaucoup d'aspects anarcho-syndicalistes de la construction politique et économique des communes populaires, et par l'opposition énorme avec la Russie soviétique qui paraissait tristement stalinienne. Ce pays était d'ailleurs clairement identifié par nos hôtes comme traître à la cause chinoise, et même à l'Internationale communiste. En effet, la Russie s'était comportée avec la Chine comme les communistes orthodoxes avec les anarcho-syndicalistes à Barcelone... En particulier, le discours économique et le discours de politique étrangère de nos hôtes (nous avons eu la chance d'avoir des exposés techniques par des membres haut placés dans la hiérarchie politique chinoise du moment) ne paraissaient pas absurdes dans un pays immense qu'il fallait bien nourrir et vêtir d'abord, avant de songer au surplus ou à la liberté : peut-on être libre quand on est esclave de son ventre ? Il était fascinant de voir cet État qui cherchait à sortir définitivement de la famine récurrente et du rejet par la communauté internationale et qui, face à la masse bien trop importante d'étudiants qui allaient se trouver bientôt sans emplois qualifiés (cela nous avait été explicitement dit au cours de notre rencontre avec des étudiants et des enseignants de l'Université de

Pékin, Beida), ne savait que faire et devait d'ailleurs sombrer l'année suivante dans la terreur de la Révolution culturelle, situation dont l'Occident ne semble avoir jamais pris la mesure, sinon sous la forme bien pensante de la réflexion de fauteuil. Les mouvements de foule, de jeunes gens en particulier, devraient susciter la plus grande méfiance. Combien de personnes ont traversé, à pied, la foule immense d'une gare chinoise, ne serait-ce qu'il y a vingt ans, pour tenter de comprendre comme il doit être difficile de contrôler les soubresauts d'un pays passé de 700 millions d'individus souvent affamés en 1965 à 1 milliard 400 millions bien nourris aujourd'hui ?

Ma deuxième expérience d'étranger en Chine se fit à l'Hôpital Queen Mary à Hong Kong en 2001, où à la suite d'un accident de santé je me suis retrouvé dans la salle commune des urgences, au milieu de la nuit, et identifié avec un brin de mépris comme « the Caucasian »... Être un immigré remet à sa place, et cela renforce la révolution copernicienne que le monde occidental devrait faire. Nous ne sommes pas le centre du monde (pas plus évidemment que ne l'est la Chine), et nos idées reçues, y compris dans des domaines qu'il est presque interdit de discuter, comme la question des droits de l'homme, doivent être mises en perspective. La Chine a été bouleversée en peu de temps : je suis passé à Shenzhen en 1990, et la ville devait comprendre 20 000 habitants. J'y suis aujourd'hui professeur honoraire (au Beijing Genome Institute, le plus grand centre de séquençage génomique du monde) et la ville a beaucoup plus de 10 millions d'habitants. Chengdu, Shanghai, Pékin ne sont plus reconnaissables, et la rivière des Perles est si polluée qu'il est impensable de s'y baigner. Lors du passage de Vénus devant le soleil en juin 2004, j'étais en taxi entre le nouvel aéroport de Shanghai (Pudong) et la ville, et j'ai pu le regarder en face et voir ce spectacle rare, ce qui illustre une pollution atmosphérique difficilement imaginable. Ce sont les signes négatifs d'une activité débordante, qui se révèle par bien des éléments qualitatifs importants dans la vie de tous les jours. Mais la propreté du métro de Shanghai ou de Hong Kong n'a plus rien à voir avec la Chine de naguère où il fallait marcher avec précaution en évitant les crachats, et devrait faire rougir les responsables de notre métro (et que dire de la SNCF et du RER !) Les médias de masse occidentaux soulignent les défauts de la Chine, mais rarement ses extraordinaires succès. Comme toujours avec ce pays, le monde n'est pas blanc ou noir, mais blanc et noir à la fois.

Dans un texte aussi court que celui-ci je ne peux aller beaucoup plus loin. Mais voici deux exemples de différences majeures entre la Chine et le monde occidental, et qui me semblent parlants. Les règles du droit en Chine sont bien différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui en Occident. Mais sommes-nous certains que notre façon de faire soit bien une référence ? Le nombre énorme d'erreurs judiciaires (y compris menant à la peine de mort, aux États-Unis) révélé par l'usage des empreintes ADN montre que nous sommes très loin de l'idéal que l'on pourrait

espérer et que nous souhaitons exporter (par la force s'il le faut). Nous sommes surpris par cette insistance qu'ont les Chinois à tenter d'obtenir à tout prix les aveux d'un prévenu. On pense souvent qu'il s'agit d'une pratique récente, liée au système politique communiste. Mais c'est en réalité une coutume très ancienne, déjà en place dans l'empire Tang, et qui avait pour objet de permettre à l'accusé de se dédouaner en refusant d'avouer, renversant les rôles : l'accusateur devenait alors accusé. Cela explique l'extraordinaire courage de certains « dissidents », qui restent sur leurs positions dans des conditions extrêmement difficiles. C'est que la justice chinoise admet implicitement que quelqu'un qui persiste à nier, même sous la torture, ne peut être que dans son bon droit, et que c'est alors une accusation mensongère qui l'a mené en détention. Cela impose aussi que l'accusé reste en vie, évidemment, et c'est une limite importante. Or, on a vu, même pendant la révolution culturelle, la continuation systématique de cette pratique, qui est encore tout à fait présente aujourd'hui et il est probable qu'elle joue aujourd'hui un rôle considérable dans les luttes pour le pouvoir, et très souvent dans un sens qui ne profite pas à ceux qui le détiennent temporairement. Bien des analyses, le plus souvent malveillantes, prédisant le futur politique de la Chine gagneraient à comprendre ces pratiques bien différentes des nôtres.

Un autre exemple, dans le domaine intellectuel. Le nombre des travaux scientifiques chinois augmente de façon exponentielle, et beaucoup sont de grande qualité. Il faut cependant mettre en regard la propension au plagiat, prégnante dans la culture chinoise. C'est en effet que l'acte de copier, loin d'être une faute, y est moralement recommandable, puisque cela montre que l'on honore celui que l'on copie. L'Université de Hong Kong a dû ainsi imprimer un fascicule, destiné à tous les étudiants, pour leur expliquer ce qu'est le plagiat. Cela implique bien entendu de nombreux conflits possibles, en particulier dans le domaine de la protection intellectuelle. Mais, en réalité, ces conflits n'apparaissent de façon aiguë que dans un contexte où l'Occident traite la Chine avec mépris, en utilisant les Chinois comme de petites mains. La situation change du tout au tout dès que l'on établit une vraie collaboration, et que, par conséquent, une partie de l'activité inventive est réalisée par des Chinois. Il n'est plus nécessaire de faire un long discours pour leur faire comprendre ce qu'est le plagiat et où se trouve la propriété ! La morale est qu'il est essentiel désormais de traiter la Chine comme un partenaire dont la civilisation n'est pas moins riche que la nôtre. Et cela suppose d'abord d'apprendre à la connaître. Cela suppose aussi, et c'est plus difficile (d'un côté comme de l'autre), de savoir que notre façon de faire n'est pas celle que toute l'humanité devrait adopter. Le développement d'une alliance entre l'Europe et la Chine, fondée sur cette reconnaissance mutuelle, aurait des retombées heureuses pour le futur de notre monde.

CULTURES ET CIRCULATIONS

Anne Cheng (1975 L)

Ancienne élève de l'ENS Ulm-Sèvres, elle est actuellement titulaire de la chaire d'Histoire intellectuelle de la Chine au Collège de France. Elle s'intéresse à l'histoire des idées, et plus particulièrement du confucianisme, en Chine et dans les cultures voisines. Parmi ses nombreuses publications dans ce domaine figurent une traduction en français des *Entretiens* de Confucius, ainsi qu'une *Histoire de la pensée chinoise* (Seuil, 1997). Elle codirige la collection « Bibliothèque chinoise » aux Belles Lettres.



Quelle place l'École tient-elle dans votre parcours ?

J'ai un attachement presque sentimental à l'École. Au fond j'ai une dette envers l'École de la République et envers Normale Sup' en particulier. J'ai accompli tout un parcours républicain depuis la maternelle et j'éprouve un réel sentiment de reconnaissance. J'ai notamment été formée à cet esprit critique auquel je tiens beaucoup. Actuellement, quiconque aborde une question regardant de près ou de loin la Chine doit absolument en être pourvu, sous peine de s'égarer très rapidement dans une position idéologique. Mais surtout et tout simplement, cette École m'a permis de me constituer en tant qu'être humain. J'ai eu une enfance assez difficile, tiraillée entre deux mondes, mon père ayant choisi la France, ma mère ayant pris le parti de retourner en Chine ; dans ce sens, cette école de la République m'a donné un ancrage, ce dont je lui suis vivement reconnaissante. On peut aller jusqu'à dire qu'elle m'a donné une sorte de colonne vertébrale qui m'a permis de tenir debout. L'être humain connaît à la fois une sorte de solidité et de résilience mais aussi de fragilité. À l'heure qu'il est, je suis encore plus ou moins debout, même si la vie ne m'a pas toujours épargnée. Ces livres qui m'entourent, ce que j'ai reçu de l'École me sont précieux.

La promotion par le mérite, les origines modestes, l'École qui a fait de nous des Français, alors que nous sommes issus d'autres nationalités et de pays pour lesquels une position n'est pas toujours claire... Ce sont des sentiments que nous pouvons très bien comprendre. Tout votre travail montre qu'il ne faut pas se limiter à un comparatisme entre la Chine et la France ou l'Occident : se situer sur la ligne de crête ne suffit pas.

Non seulement cela ne suffit pas, mais j'ai l'impression que l'on se fourvoie. Nous sommes tous inscrits dans un cadre institutionnel universitaire où depuis des décennies le comparatisme est porté par l'institution et valorisé. L'interculturalité fleurit partout. Mais les étudiants en sont victimes. Comparer Lao Tseu et des auteurs présocratiques leur semble une bonne manière de se mettre le pied à l'étrier. C'est un



point de départ totalement faux, voire malsain. Le comparatisme peut, à la rigueur, dans certains cas très particuliers, être un point d'arrivée, mais certainement pas un point de départ. L'histoire du développement des cultures n'est absolument pas celui de blocs étanches, d'essences qu'il s'agirait de mettre ensemble pour voir ce que cela donne d'un côté et de l'autre. En fait, une culture est bien davantage faite de circulations, d'interactions, d'interpénétrations que de comparaisons.

On ne passe pas d'une culture à l'autre comme d'un cheval à l'autre. J'ai toujours été très frappée par cette métaphore d'être « à cheval sur deux cultures » : d'abord c'est une position très inconfortable où l'on risque l'écartèlement... Je dois dire que c'est d'abord ainsi que je l'ai vécu à titre personnel, puisque dans mon cas, le père était d'un côté et la mère de l'autre. C'est après, dans une sorte de décision presque volontariste que j'ai décidé de faire quelque chose de ce déchirement : l'enseignement a été pour moi une façon de le dépasser dans la mesure où il consiste en la circulation d'une parole. Pour moi, l'enseignement n'est pas de la transmission mais plutôt le fait de se faire accompagner par des étudiants, des auditeurs, des lecteurs, afin d'aller au contact des textes et voir ce que chacun peut en extraire, dans le but de le mettre en commun. C'est ainsi que je conçois l'enseignement et c'est ainsi que sont nés les livres que j'ai pu produire. Je ne pontifie pas avec l'idée d'expliquer ce qu'est la Chine : la Chine, je ne sais pas ce que c'est. Tout ce que l'on peut faire, c'est aborder les choses à partir de sa propre situation et échanger autour de cette perception.

Cette comparaison en surplomb, cette vision, soit divine soit élaborée à partir d'une autre planète, me paraît artificielle et surtout complètement fautive. Elle ne peut aboutir à rien de réel. Il faut partir du réel et l'expérience de l'enseignement, d'une parole qui circule, en est la base. Il s'agit de regarder comment la parole fleurit et donne des fruits.

Vous avez appris le chinois enfant, ou après ?

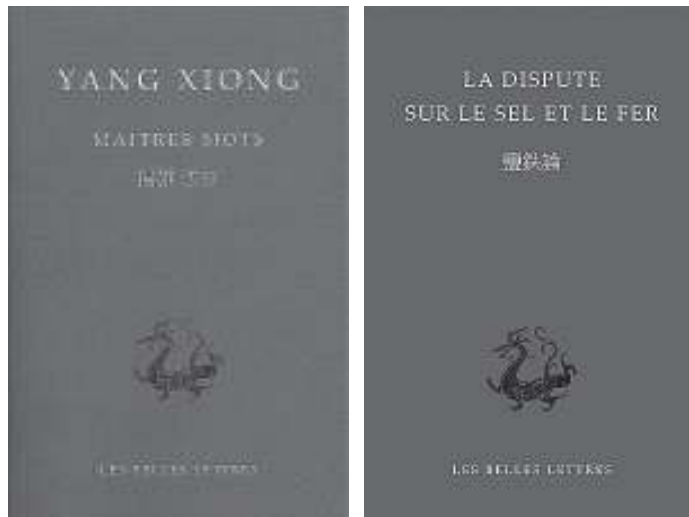
Je ne l'ai pas appris. C'est la première langue que j'ai parlée. Je suis née dans cette langue. C'est la scolarisation qui m'a fait apprendre le français. J'ai bien essayé de « prendre la tangente » : grâce à l'École de la République, j'ai cette formation très européenne et ouverte. L'idée européenne est d'ailleurs une idée que je défends envers et contre tout. Mais j'ai cet enracinement dans une histoire chinoise : mes parents sont chinois, j'ai épousé un Chinois ; nos deux enfants ont été éduqués dans ce contexte européen mais aussi dans cette histoire chinoise. On est d'emblée dans quelque chose de compliqué... mais tant mieux !

Comment avez-vous décidé de vous consacrer à la compréhension de la Chine ?

J'avais cette formation européenne – j'ai fait du latin pendant huit ans, même s'il est un peu loin maintenant ; ma fille cadette a été formée en lettres classiques et élève

à son tour à l'École... –, mais à un moment donné de ma vie, je me suis dit que je ne pouvais plus continuer dans cette direction qui tournait à la fuite en avant. J'ai décidé d'affronter ce que j'appelle « le Minotaure ». Il me fallait prendre le taureau par les cornes et accepter d'affronter la Chine. Mais je l'ai fait en revendiquant ce point de vue critique c'est-à-dire distancié, à la fois dedans mais sans perdre de vue le fait que je pouvais aussi être à l'extérieur.

Il s'agit au départ de donner à voir et à lire ce que certains penseurs chinois ont laissé dans leurs propos et leurs écrits, pour contrer cette idée que la sagesse chinoise est une sagesse « zen », sans parole : en fait, une masse de littérature est disponible. La collection bleue des *Budé* chinois, aux éditions des Belles Lettres, va dans ce sens.



La collection grecque et latine devient chinoise

En effet, à côté des auteurs grecs et latins, nous avons désormais également les auteurs chinois avec la traduction annotée en français. C'est une collection que nous avons lancée en 2010 avec un collègue de l'EPHE, Marc Kalinowski, et nous en sommes déjà à une vingtaine de volumes parus. Nous travaillons à marche forcée, en sortant quatre volumes par an. Notre ambition est de donner à lire plutôt que de faire comprendre. Nos collègues se plaignent du fait qu'il n'y a rien à lire en français : nous comblons là une lacune. Il faut simplement être curieux et affronter des auteurs inconnus. Le chinois classique est très concis ; il a fonctionné comme le latin, comme langue des clercs, dans l'espace chinois, mais aussi au-delà : notre collection inclut en outre des ouvrages japonais, coréens et, on l'espère, vietnamiens, c'est-à-dire des domaines où l'on s'exprimait en chinois classique. Les problématiques



peuvent être tout à fait japonaises ou coréennes, mais le chinois classique était utilisé comme médium, comme véhicule de communication des idées. Le Collège de France soutient aussi la collection. C'est une aventure qui essaie de montrer que, au fond, l'humanisme n'est pas le fait de la seule Europe : on peut circuler de manière continue d'un espace à l'autre, au-delà de la barrière des langues et des spécificités culturelles.

Ainsi, *La Dispute sur le sel et le fer* est un débat qui a eu lieu à la cour impériale au II^e siècle avant Jésus-Christ : il portait sur le monopole imposé sur le sel et le fer pour financer une politique de conquête militaire. Or c'est un sujet qui est toujours d'actualité et intéresse les économistes. On n'est pas dans l'exotisme, dans la Chine de l'ailleurs, de l'altérité, etc., tellement mise en avant par certains. Il y a des problématiques qui apportent des éléments intéressants dans la discussion générale.

C'est dans ce sens que je récusé cette démarche comparatiste dans la mesure où elle tend à essentialiser et rejeter la Chine dans une sorte d'altérité. Évidemment, apprendre le chinois classique est un investissement assez lourd ; de même, il y a des spécificités qu'il ne faut pas nier. Mais derrière cela, il y a la possibilité d'établir les fondements d'une conversation commune.

Est-ce que la Chine, les Chinois, les intellectuels chinois d'aujourd'hui ont conscience de l'importance de ces textes ?

Pas toujours. Il y a une forme de discours officiel, actuellement en Chine, qui a tendance à cultiver une certaine amnésie, du fait de raisons idéologiques et d'une volonté de garder un contrôle sur le corps social. L'amnésie concernant le passé récent est entretenue et on affecte de faire revenir sur le devant de la scène une sorte de passé glorieux qui est en fait une pure invention. Le discours nationaliste chinois met en avant la gloire impériale en fonction de certains besoins politiques et idéologiques, mais passe à côté de la réalité des textes et des témoignages historiques. Nous essayons de faire ce travail de fond, obscur, difficile, de connaissance des sources. Ces textes ne parlent pas immédiatement au public que nous connaissons, mais nous faisons ce pari sur le long terme, comme les Budé l'ont fait depuis un siècle pour le grec et le latin. Nous ne participons pas de cette montée en puissance supposée de la Chine – qui connaît d'ailleurs des signes de très grande fragilité –, et nous nous inscrivons dans la longue durée de la culture humaine. Nous osons espérer qu'un jour, ces textes finiront par dire quelque chose à un public qui n'est pas préparé pour cela.

Et notre travail d'enseignant, c'est aussi de préparer à cela.

Nous avons fait récemment une tournée en Chine pour présenter la collection. Or, contrairement à tous les pronostics négatifs, cela a suscité de l'intérêt, y compris

dans la jeune génération qui découvre toutes les richesses de ce passé dont elle n'a jamais entendu parler. De plus, c'est un patrimoine qui lui revient par le biais d'une édition française. Nous mettons en avant le fait que nous ne traduisons pas en anglais. Au contraire, nous nous inscrivons dans la tradition sinologique française, la plus ancienne dans le monde occidental. On peut même dire que la sinologie est une invention française. Et c'est par le biais de la France que ce patrimoine revient, ce qui rend les choses intéressantes.

On gagne toujours à faire circuler les choses... C'est la grande réflexion de Confucius : il savait très bien que ce qu'il faisait était peine perdue ; mais il le faisait quand même. Tout le monde nous dit : « c'est peine perdue », mais nous le faisons quand même et j'espère que cela va rester.

Et le Japon ? Et l'Inde ?

Vous préparez un numéro centré sur la Chine et le Japon. Mais pour moi, le Japon a été une façon de me dégager de cette très puissante et pesante centralité chinoise. Le Japon a depuis très longtemps porté un regard critique sur la Chine et l'Inde est aussi pour moi une autre façon d'en sortir.

Les tensions géopolitiques actuelles entre la Chine et le Japon sont ridicules. La circulation entre les deux pays existe depuis bien plus longtemps. De la même façon, la Chine et l'Inde affectent de s'ignorer : or elles se sont parlé à un moment donné, lors de l'interface bouddhique notamment et on ne voit pas pourquoi cela ne serait plus possible.

Je donne peut-être l'impression d'être totalement idéaliste, mais c'est à cela que j'œuvre. En tant qu'universitaire, on a peu d'influence mais le Collège de France permet cette ouverture sans limite. J'ai, à ma petite échelle, réussi à faire signer des conventions entre le Collège de France et des universités à Tokyo, à Shanghai, et j'essaie de faire la même chose avec l'Inde. C'est ma manière à moi de faire exister cette circulation, de refuser cet enfermement à la fois idéologique et universitaire.

La Chine n'est pas pour moi un objet d'étude, c'est un point de départ pour regarder le monde autrement.

Votre Chine n'a donc pas de frontières ?

D'abord la Chine, je la connais à partir de la France. Je suis née en France, de parents chinois et avec une histoire chinoise. Cela crée déjà un point de vue différent et cette différence, je la cultive. C'est plus une histoire de point de vue que de frontière. De plus, le point de vue est forcément mouvant : nous ne sommes pas enracinés comme des carottes dans un lopin de terre : nous sommes des êtres humains, vivants, mouvants voire nomades.



Comment voyez-vous le regard des Chinois qui sortent maintenant de Chine et viennent nous voir, à leur tour ?

Ce serait à eux de le dire... Mais ce n'est pas parce que l'on sort de chez soi que mentalement on change de point de vue. J'ai dans mon séminaire pas mal de ces étudiants et beaucoup restent tributaires de ce discours très nationaliste. Ils circulent dans le monde avec ce sentiment de fierté retrouvée, cette idée que la Chine arrive à présent à l'heure de la revanche après avoir été piétinée pendant un siècle. On va voir ce que cela donnera à long terme : c'est un phénomène relativement récent.

Mais je suis un peu inquiète du fait que pour la Chine, « l'Occident », ce sont les États-Unis. J'essaie de faire valoir que l'Europe existe aussi, avec cette culture pluraliste qui n'est pas forcément représentée par les États-Unis, et qui n'est pas impériale. J'ai plus ou moins de succès...

Que pensez-vous des instituts Confucius ?

Je vais vous dire très clairement ce que je pense : il faut savoir que c'est le bras armé de la propagande chinoise. Ils sont financés directement par l'État chinois. On ne peut pas dire que la Chine soit un pays riche. Mais l'État chinois, autoritaire, est très riche et dispose de moyens considérables. Quand ces instituts s'implantent quelque part, ils prétendent être construits sur le modèle des alliances françaises ou des instituts Goethe. Mais, à ma connaissance, ces derniers ne s'implantent pas à même les universités : les instituts Confucius, eux, créent une confusion des genres et la tentation est grande, vus les moyens qu'ils déploient, de créer une sorte de vase communicant avec les départements d'études chinoises des universités. C'est une sorte de noyautage, en fait. Dans beaucoup de cas, on a vu le directeur du département d'études chinoises être en même temps le directeur de l'Institut Confucius, pour faciliter le mélange des genres pour ainsi dire.

Il y a péril en la demeure. Tout récemment, cet été, l'Association européenne d'études chinoises a tenu son congrès plénier au Portugal. La directrice des instituts Confucius a censuré des pages du programme de ce congrès, parce que quelque chose ne lui plaisait pas. Certains congressistes ont eu le programme complet et d'autres non. On voit là les limites du « soft power » à la chinoise... mais cela m'a en réalité à peine surpris. Voilà en tout cas une preuve tangible du fait que mes propos ne sont pas exagérés... Je suis de ceux qui mettent en garde contre les instituts Confucius. La naïveté à leur égard n'est pas de mise, quels que soient les moyens à leur disposition.

ÉCHANGES FRANCO-CHINOIS AUTOUR DE L'INTERFACE ENTRE MATHÉMATIQUES ET INFORMATIQUE

Pierre-Louis Curien (1972 s)

Pierre-Louis Curien est directeur de recherche au CNRS, en informatique fondamentale. Il a été membre du Laboratoire d'informatique de l'ENS, au sein du DMI (Département de mathématiques et informatique), puis a fondé en 1999 le Laboratoire Preuves, programmes et systèmes (CNRS et Université Paris Diderot). Ses recherches portent sur les langages de programmation (syntaxe et sémantique) et sur les preuves de correction des logiciels.



Dans ces quelques pages, je souhaite relater vingt ans d'expériences personnelles de collaboration en Chine dans mon domaine de recherche, qui traite des fondements logiques des langages de programmation, avec des applications à la preuve de correction des logiciels, et à la vérification sur machine des démonstrations mathématiques.

Mes premiers contacts avec la Chine sont cependant bien antérieurs. En 1979 et 1980, j'ai été volontaire du service national actif (VSNA) à l'Ambassade de France en Chine, en qualité d'adjoint du conseiller scientifique. C'était la période où les échanges scientifiques entre les deux pays commençaient juste à se dégeler. Un premier grand programme d'envergure, qui a débuté durant mon séjour, concernait la géologie du Tibet. Je me souviens d'épiques tribulations d'une bouteille d'hélium liquide qu'il a fallu suivre à la trace de Pékin à Chengdu et de Chengdu à Lhassa, en déployant une grande énergie pour que le transit ne soit pas trop long. Je me souviens aussi de jolies chaises basses en bambou achetées dans une ruelle de Chengdu 2 yuans pièce... J'ai également assisté aux premières ébauches du programme de coopération universitaire entre la France et la Chine à Wuhan, opération pilote des années 1980 d'exportation du modèle français des classes préparatoires scientifiques, aujourd'hui encore reconnue pour ses effets positifs.

J'ai ensuite effectué quelques missions dans la décennie qui a suivi, missions qui étaient de nature très exploratoire. Les choses plus sérieuses ont commencé quand j'ai pris la décision avec ma famille de séjourner un an à Beijing, durant l'année universitaire 1993-1994. J'avais l'opportunité d'enseigner à l'Université Tsinghua et d'animer un séminaire à l'Institut du logiciel de l'Académie des sciences (créé huit ans plus tôt à partir du Département du logiciel de l'Institute of Computer Technology, afin d'encourager la recherche dans ce domaine promis à une expansion rapide). Durant cette année, j'ai noué une collaboration scientifique avec des chercheurs de cet Institut, principalement Lin Huimin¹, spécialiste de la théorie des processus communicants, qui modélise le partage et les échanges de données dans les réseaux informatiques et sur la Toile. Deux ans plus tard, j'ai eu aussi mes premiers



contacts avec deux jeunes chercheurs de l'Université de Nanjing et de l'Université Jiaotong de Shanghai : Song Fangmin² et Fu Yuxi³. Ces collègues rentraient de séjour doctoral ou post-doctoral en Europe (Royaume-Uni et Suisse/Suède) et rapportaient avec eux des thématiques de recherche encore peu familières en Chine. Il y avait bien une tradition de logique mathématique dans ce pays, mais assez peu orientée vers les applications à l'étude de la correction des logiciels. La Chine comptait aussi quelques pionniers de l'informatique, auteurs de compilateurs développés dans un contexte militaire, un peu à l'abri des tourmentes politiques traversées entre 1966 et 1976, mais la coupure générationnelle était trop forte pour assurer la continuité avec la recherche telle qu'elle se faisait dans les années 1990 en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie...

Dans ce contexte, c'était d'autant plus stimulant et réjouissant d'observer la naissance, en plusieurs endroits de Chine, des groupes de recherche autour du logiciel et des méthodes formelles. J'ai continué par la suite à me rendre régulièrement en Chine. C'est en enseignant dans une école d'été du groupe de recherche BASICS (basics.sjtu.edu.cn) animé par Fu Yuxi, en 2000, que j'ai conçu le projet d'un programme d'échange avec l'Université de Nanjing : l'idée était de permettre à des étudiants de cette université de terminer leur master par un stage en France, qui donnerait lieu à une validation du diplôme dans les deux pays. Cet accord, spécialisé en informatique, a été signé en 2001 entre l'Université de Nanjing, l'Université Paris 7 et l'Inria. Il a permis d'accueillir deux étudiants par an en moyenne pendant plusieurs années, le financement du stage étant à la charge de l'équipe d'accueil. Certains ont poursuivi en thèse dans un laboratoire français. Plusieurs de ces étudiants sont restés en Europe et y travaillent dans le secteur privé (recherche et développement logiciel). L'un d'entre eux, Zhang Yu, resté très francophone, et féru de cinéma français, occupe maintenant un poste de chercheur permanent à l'Institut du logiciel à Beijing (lcs.ios.ac.cn/~yzhang).

Une autre chercheuse francophone de cet Institut, Jiang Ying, achevait à l'Université Paris 7 sa thèse en logique mathématique sous la direction de Jean-Louis Krivine (1957 s) et Chantal Berline (1968 s) pendant mon séjour de 1993-1994. J'ai eu le plaisir de la rencontrer à son retour en Chine. Sur mes conseils, elle a orienté ses thèmes de recherche vers le lien entre le lambda-calcul (son objet d'étude en France) et les langages de programmation, et a rejoint, au sein de l'Institut du logiciel, le groupe qu'allait former Lin Huimin. Je mentionnerai encore un autre jeune chercheur francophone de notre domaine, Deng Yuxin, qui a préparé sa thèse (qui portait sur les calculs de processus) en France, partiellement sous ma direction, et qui est aujourd'hui maître de conférences à l'Université Jiaotong, dans le groupe de Fu Yuxi. Deng Yuxin a de nouveau séjourné deux ans à Paris de 2012 à 2014, en détachement à l'Unesco. Jiang comme Deng ont suivi leur propre chemin pour venir faire leurs études en France, avec la volonté farouche d'apprendre.

Le bilan global de ce programme d'échanges est un peu mitigé, principalement parce que le champ de recherche dans lequel il se situe est très exigeant : il requiert en effet, en plus d'acquis en informatique, une très solide formation de base en mathématiques. Cette double compétence est rare en Chine, où les mathématiques n'occupent pas une position aussi incontournable qu'en France (tant pour la sélection que pour son attractivité auprès des étudiants). Les étudiants que nous accueillons ne pouvaient pas suivre de cours en français, et étaient donc directement immergés dans un travail de recherche personnelle, où la communication pouvait se faire facilement en anglais, mais où la confrontation à une culture scientifique très différente et « mathématisante » représentait un défi difficile à relever.

Mais la collaboration a pris d'autres formes, notamment celle de projets financés dans le cadre du Programme de recherche avancé (programme bilatéral franco-chinois « post-Tiananmen »). J'ai également co-encadré la thèse d'une étudiante, de formation mathématique, Zhang Min⁴, qui a bénéficié d'une bourse de thèse « en alternance » au sens où la bourse finançait trois séjours de six mois en France. Ainsi, l'étudiante passait la moitié de son temps en Chine (encadrée par Fu Yuxi, mentionné plus haut) et l'autre moitié en France. Pour lui faciliter une poursuite de carrière en Chine, nous avons décidé de lui proposer un sujet de nature plutôt appliquée, en l'occurrence à la conception de langages de description de processus biologiques. Ce travail s'inscrivait donc à la lisière d'un nouveau champ scientifique, la biologie synthétique, qui présente une interdisciplinarité importante avec l'informatique. Zhang Min a soutenu sa thèse en 2007 et occupe maintenant un poste de maître de conférences à l'ECNU (East China Normal University), qui entretient des rapports étroits avec l'ENS.

Au moment où j'écris ces lignes, ces coopérations se poursuivent dans le cadre de nouveaux projets de collaboration bilatéraux (ANR internationale), l'un avec l'ENS Lyon et l'Inria Saclay, l'autre avec mon laboratoire et l'Inria Paris-Rocquencourt. Ces projets assurent des supports pour quelques doctorants et post-doctorants. Ils impliquent une trentaine de collègues français et chinois et donnent lieu à des publications communes. Jiang Ying, par exemple, collabore de manière très étroite avec Gilles Dowek (Inria Paris-Rocquencourt) et avec Thomas Ehrhard (CNRS et Université Paris Diderot). Ce qui me semble remarquable dans ces échanges, outre leur richesse, c'est leur continuité dans le temps, et le sens de l'amitié qui s'est développé au fil des années à travers elles.

Je voudrais enfin commenter brièvement la question du retour en Chine des doctorants formés en France. Si je donne ici l'exemple de quatre chercheurs et enseignants-chercheurs qui ont réussi leur retour en Chine, je ne suis pas sûr que ces retours soient dans l'ensemble si faciles. Il existe évidemment des offres « à



l'américaine » qui sont faites à des stars, comme Andrew Yao (médaille Turing, 2000), qui dirige depuis 2004 un centre de recherche très prestigieux consacré à la théorie de la complexité, au calcul quantique et à la cryptographie, à l'Université Tsinghua. Je connais aussi quelques mathématiciens à qui des conditions très attractives ont été proposées et qui animent la recherche en mathématiques, notamment à l'Academy of Mathematics and Systems Science (regroupement de plusieurs instituts de l'Académie des sciences de Chine, créé en 1998). Mais, pour revenir à l'informatique, il n'y a pas tant d'opportunités ouvertes en termes de postes, au moins dans des domaines de recherche fondamentale. Il est par exemple frappant d'observer que le département d'informatique de l'Université de Pékin (Beida), qui est avec Tsinghua le fleuron du système universitaire chinois, est une vaste antichambre pour les industries du logiciel, *via* des stages qui tirent les étudiants vers des projets de développement et non de recherche. L'exercice du métier de chercheur ou d'enseignant-chercheur demeure par ailleurs encore aujourd'hui assez « politique », dans un sens imprégné tant de mandarinat (l'original !) que de prégnance du parti-État. Cependant la dynamique est bien présente et les financements de recherche sont nombreux, moins il est vrai dans les composantes les plus fondamentales, mais c'est une situation que l'on retrouve aussi dans les financements européens... Ces dernières années ont vu aussi la montée en puissance de la recherche en informatique dans le privé, au sein de grandes compagnies comme Alibaba, Baidu, et particulièrement Huawei, intéressé par la vérification formelle (ou semi-formelle) des logiciels.

Enfin je terminerai en mentionnant deux autres collaborations récentes auxquelles j'ai eu plaisir à être associé.

De 2009 à 2011, j'ai bénéficié d'une chaire « Professor Group » de la Software School de l'Université Tsinghua, mise en place à l'occasion du montage du projet FORMES, projet Inria en Chine animé par Jean-Pierre Jouannaud (École polytechnique) autour de la preuve formelle et de l'assistant de preuve Coq, constituant l'un des projets de recherche phare du Liama (Laboratoire franco-chinois de recherche en informatique, automatique et mathématiques appliquées, commun entre l'Inria, le CNRS et l'Académie des sciences de Chine, fondé en 1997 et devenu sino-européen en 2008). Quatre à cinq chercheurs français ont séjourné plusieurs années en Chine (jusqu'en 2013), pour y former des chercheurs et des étudiants à l'utilisation de méthodes formelles avancées. D'autres groupes de recherche en Chine travaillent aussi sur la preuve formelle, notamment au département d'informatique de l'USTC (University of Science and Technology of China, qui dépend de l'Académie des sciences de Chine) à Suzhou.

Dans un domaine différent et « purement mathématique », j'ai co-organisé avec Guo Li (Rutgers University), Bai Chengming (Université Nankai, Tianjin) et le

regretté Jean-Louis Loday (1965 s), mathématicien lumineux, avec lequel j'ai eu le plaisir d'interagir régulièrement entre 2006 et 2012 (année de son décès accidentel), une école d'été et une conférence internationales *Operads and Universal Algebra* dans les magnifiques locaux du Chern Institute (sur le campus de l'Université Nankai). Cet événement a ouvert pour moi un nouveau front de collaborations, qui m'a amené à visiter l'Université normale de Guangzhou, où un algébriste russe pionnier de la théorie des bases de Gröbner (qui est à la source de nombreux composants des logiciels de calcul formel), Leonid Bokut, passe six mois par an en Chine et forme, avec son collègue et hôte Chen Yuqun, des générations d'étudiants, avec un enthousiasme partagé. Dans ces écoles normales, les étudiantes sont en proportion importante, probablement en lien avec la vocation de ces universités à fournir l'élite du corps enseignant des lycées et collèges du pays, profession assez féminisée. En 2013, j'ai également été invité à un colloque de mathématiques sur ces mêmes thématiques à Lanzhou, situé au nord-ouest de la Chine, aux marges du plateau tibétain, ce qui m'a permis de renouer avec l'aventure de mes premières années dans ce pays !

Notes

1. iscas.ac.cn/english/openCategory.action?categoryId=124. Nous avons adopté dans ce texte la convention utilisée en Chine qui consiste à donner les noms dans l'ordre du nom (la plupart du temps un seul caractère/phonème), puis du prénom (un ou deux caractères).
2. cs.nju.edu.cn/english/teacher/teacher_detail.php?current_nav_id=18&teacher_id=14.
3. basics.sjtu.edu.cn/~yuxi/#publications.
4. faculty.ecnu.edu.cn/s/1934/t/22447/main.jspy.

LA CHINE EN QUESTION

LES ARTISTES ENGAGÉS EN CHINE

Sebastian Veg (1996 l)

Ancien élève de l'ENS, agrégé et docteur en lettres, il est directeur d'études à l'EHESS, et actuellement directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine à Hong Kong. Ses recherches portent sur la littérature, l'histoire intellectuelle et les débats politiques chinois au xx^e siècle.



Tout au long du xx^e siècle, la référence à la nation a joué un rôle important pour les écrivains chinois. Mais, à la fin des années 1980, une décennie encore dominée par les grands récits de l'histoire de la Chine (Mo Yan, Zhang Chengzhi), un changement s'opère : écrivains, universitaires et réalisateurs indépendants s'intéressent de plus en plus aux laissés pour compte du système politique et économique. Sebastian Veg revient, dans un entretien réalisé par Émilie Frenkiel, le 12 octobre 2012 pour *La Vie des idées*, sur les premiers signes d'une fragmentation de la société chinoise. Nous remercions Émilie Frenkiel et *La Vie des idées* de nous autoriser à reproduire ici cet entretien.

De l'obsession pour la Chine...

LA VIE DES IDÉES : Dans la présentation du dossier sur Gao Xingjian et la littérature chinoise que vous avez publié dans *Perspectives chinoises en 2010*, vous évoquez ce que C. T. Hsia a appelé l'« obsession pour la Chine » des écrivains chinois. Pouvez-vous nous présenter cette notion, et nous dire si c'est, selon vous, sous ce mode que la littérature chinoise contemporaine tend à s'engager ? Pensez-vous, comme Wolfgang Kubin et Li Zehou¹, que la littérature chinoise est assujettie à la politique et au « salut national » ?

SEBASTIAN VEG : Il est vrai que, tout au long du xx^e siècle, la référence à la nation a joué un rôle important pour les écrivains chinois et encore plus dans la réception de la littérature chinoise, à la fois par le monde politico-intellectuel et, plus largement,

dans la société. C'est ce que C. T. Hsia a nommé « l'obsession de la Chine ». La formulation même de cette notion chez Hsia est cependant problématique. Pour Hsia elle est péjorative, censée expliquer pourquoi la littérature chinoise moderne n'aurait jamais réussi à atteindre le niveau de l'universel, et les réalisations formelles du « modernisme » à la Joyce ou à la Eliot. Hsia écrit dans un contexte de guerre froide où une partie des universitaires taïwanais-américains cherchent à discréditer la tradition de gauche qui mène du 4 mai 1919 à la « nouvelle littérature » des années 1950. Kubin aussi mélange le descriptif et le normatif quand il disqualifie la littérature romanesque contemporaine comme contaminée par le politique et affirme que seule la poésie a su s'extraire de ce piège. On peut préférer lire les textes littéraires dans une optique plus polysémique. Il est vrai que la référence à la nation est centrale dans la redéfinition de l'intellectuel autour du mouvement du 4 Mai, remplaçant en quelque sorte, sans réellement la redéfinir, la référence précédente au « monde sous le ciel », selon laquelle le rôle du lettré était d'être « le premier à se préoccuper des soucis du monde, le dernier à prendre part à ses joies » (*xian tianxia zhi you er you, hou tianxia zhi le er le* 先天下之憂而憂, 後天下之樂而樂). Mais elle n'est en aucun cas la seule référence : j'ai essayé de montrer comment Lu Xun en particulier, souvent associé à ce souci du national dans la critique chinoise, peut également être lu comme se préoccupant plus précisément de la construction d'une communauté démocratique dont l'espace local (villageois, provincial) sert de point d'ancrage privilégié, plutôt que l'espace national². Les nouvelles « Terre natale » et « L'opéra de village » dans *Cris*³ décrivent ainsi des communautés villageoises égalitaires, où l'influence hiérarchique du confucianisme est faible : c'est au contraire la modernité qui réintroduit de la hiérarchie et de l'inégalité sociale dans ce monde, par exemple quand le narrateur de « Terre natale », désormais un fonctionnaire en ville, revient au village et découvre son camarade de jeu d'antan qui ne parvient plus à s'adresser à lui de façon familière. On trouve également des écrivains de la ville, aux références cosmopolites, en particulier à Shanghai dans les années 1930 : pour eux non plus la nation n'est pas centrale. Mu Shiyong ou Liu Na'ou sont les plus connus, et une anthologie existe en français sous le titre *Le Fox-trot de Shanghai et autres nouvelles chinoises*. Il existait, dès la fin des années 1910 et au début des années 1920, tout un spectre d'idéaux politiques, allant des communautés anarchistes ou communautés rurales utopistes inspirées du mouvement des Nouveaux Villages japonais jusqu'au fédéralisme politique avec des constitutions provinciales. Cette diversité a ensuite été niée ou dénoncée comme divisant la nation (le fameux label des « seigneurs de la guerre » qui sert à discréditer *ex ante* des tentatives de décentralisation du pouvoir dont certaines sont d'inspiration démocratique), d'abord par le gouvernement nationaliste, puis dans des termes très similaires par le gouvernement communiste après 1949. En lisant les œuvres, il faut donc essayer de retrouver quelque chose de ce foisonnement



intellectuel de l'entre-deux-guerres en Chine, que Frank Dikötter appelle « l'ère de l'ouverture ». Dans son bref essai publié en 2008, *The Age of Openness*, il avance en effet l'argument que la période républicaine correspond, du point de vue politique (élections démocratiques), économique et culturel (notamment la culture matérielle de consommation), à la plus grande ouverture que la Chine ait connue.

...à l'intérêt pour les marges de la société...

Peut-on dire par ailleurs que les auteurs chinois contemporains se caractérisent par une préoccupation particulière pour les questions sociales ?

En vertu de la tradition prémoderne évoquée précédemment, à laquelle vient se superposer la préoccupation sociale des écrivains dans un contexte institutionnel communiste (association des écrivains, littérature de reportage), il est vrai que les écrivains contemporains restent intéressés par les questions sociales. Mais cette préoccupation, d'après les entretiens que j'ai menés ces dernières années, a changé de nature depuis la fin des années 1980. Cette décennie est marquée par un grand foisonnement intellectuel mais la littérature reste dominée par le modèle des grands récits romanesques, formellement influencés par Faulkner ou Marquez, qui ont surtout été lus comme des allégories nationales ou des grands récits de l'histoire de la Chine du XX^e siècle : les romans de Mo Yan ou de Zhang Chengzhi sont de bons exemples. *Le Clan du Sorgho rouge* de Mo Yan⁴, structuré autour d'une lignée familiale qui traverse différentes époques, depuis la période républicaine jusqu'à la République populaire, reste ancré dans le terroir paysan de la Chine rurale. Depuis 1989, un nouveau mouvement prend de l'ampleur qui conduit les écrivains, mais aussi les universitaires, les cinéastes et, plus récemment, les journalistes, les blogueurs ou les avocats à s'intéresser moins aux grands récits nationaux qu'aux marges de la société : aux victimes du système politique (des purges de l'ère maoïste jusqu'aux campagnes de contrôle des naissances), aux laissés pour compte de la croissance économique, au monde rural non pas comme réservoir d'identité culturelle après la destruction maoïste, mais comme lieu de marginalisation de populations économiquement dominées, aux « marginaux » ou « groupes faibles » (*ruoshi qunti*) chers à Wang Xiaobo, comme les prostituées, les malades du sida, les expulsés qui ont perdu leur logement, les pétitionnaires. Yan Lianke est peut-être actuellement l'exemple le mieux connu de ce nouveau positionnement, mais d'autres l'ont précédé, comme Liao Yiwu, qui a récemment quitté la Chine, ou, dans une autre veine, Wang Shuo dès la fin des années 1980, et Zhu Wen aujourd'hui, qui moquent la société bien pensante à travers des personnages de voyous ou de marginaux⁵. Wang Xiaobo, mort prématurément d'une crise cardiaque en 1997, a fait l'objet d'un engouement sans précédent parmi les étudiants et les jeunes lecteurs des années 1990, notamment

suite à son célèbre essai « La majorité silencieuse ». Pour Wang, chaque individu en Chine a des raisons de se sentir marginalisé et privé des conditions de prendre la parole :

Il y a quelques années, j'ai participé à des enquêtes sociologiques et, pour cette raison, je suis entré en contact avec des « groupes faibles », dont le plus atypique était celui des homosexuels. Après cette enquête, je me suis soudain rendu compte que ces prétendus « groupes faibles » étaient constitués de personnes qui ne disent pas certaines choses tout haut. Parce qu'ils ne parlent pas, certains pensent que ces groupes n'existent pas ou qu'ils sont très loin d'eux. [...] Ensuite, je me suis aussi soudain rendu compte que moi-même je faisais parti du plus grand de ces « groupes faibles » qui a existé de tous les temps, à savoir la majorité silencieuse. Les raisons pour lesquelles ses membres restent silencieux sont multiples et variées : certains n'ont pas la capacité, ou pas l'occasion, de s'exprimer ; d'autres ont des sentiments privés qu'ils préfèrent taire ; d'autres encore, pour beaucoup de raisons, éprouvent un sentiment d'hostilité envers le monde des prises de parole. Je fais partie de cette dernière catégorie. Mais, en tant que personne de ce type, j'ai tout de même le devoir de parler un peu de ce que je vois et de ce que j'entends⁶.

Cependant, parmi tous ces individus qui ne se reconnaissent pas dans les valeurs centrales de la société, très peu franchiront le pas d'une prise de parole publique. La prise de conscience que chacun appartient, à un titre ou un autre, à une minorité, change radicalement la représentation de la société parmi toute une classe post-1989. Plutôt que de changer les valeurs centrales de la société, comme l'ont fait les intellectuels des années 1980, cette nouvelle génération s'intéresse alors à ces groupes éparés situés aux marges.

...et la naissance d'un cinéma indépendant chinois

Est-ce à relier à l'intérêt des réalisateurs « indépendants » pour les couches sociales les plus défavorisées (diceng), et à leur désir d'engager une discussion non officielle (minjian) sur les valeurs partagées par la société ? Le besoin irrésistible de s'exprimer évoqué par Jia Zhangke dans le cadre de votre dossier sur le cinéma indépendant chinois publié en 2010 dans Perspectives chinoises n'est-il propre qu'aux réalisateurs indépendants⁷ ? Ne retrouve-t-on pas cette tendance chez certains écrivains et/ou artistes chinois contemporains ?

Les réalisateurs indépendants apparus eux aussi dans les années 1990, avec d'abord la génération de Zhang Yuan, puis celle de Jia Zhangke, de Wang Bing et de leurs émules, appartiennent en effet à la même mouvance. L'apparition d'appareils digitaux bon marché et une faille dans le système de censure (où les documentaires relèvent exclusivement de commandes de chaînes de télévision) ont provoqué un foisonnement de documentaires, ainsi que des films de fiction dont la production est comparable aux documentaires indépendants. On ne peut pas dire que la littérature



ait connu le même genre de mouvement collectif : par nature plus individuelle, elle reste aussi largement dominée par les institutions du pouvoir symbolique de l'État que sont les prix littéraires et l'association des écrivains. Récemment par exemple, des blogueurs ont révélé qu'une centaine d'écrivains célèbres, dont Mo Yan, ont participé contre de modestes honoraires à un projet de l'Association des écrivains commémorant le 70^e anniversaire des « Causeries de Yan'an » dans lesquelles Mao affirmait la nécessaire soumission des écrivains à la ligne du Parti : chacun a calligraphié quelques phrases des Causeries pour un album commémoratif. Le monde de l'art, que je connais mal, me semble avoir été dominé très tôt par des logiques commerciales internationales rendues possibles par l'absence de barrière linguistique. Le cinéma documentaire indépendant, à la fois moins lesté des références au statut symbolique de l'écrivain, plus ouvert sur le monde international *via* les festivals de films d'art et d'essai, et mieux connecté au monde des blogueurs et des activistes sociaux, s'est constitué autour de communautés de vie, comme à Songzhuang près de Pékin, ou à Kunming, où des réalisateurs travaillent ensemble de manière « non officielle ». Cela ne veut pas dire, loin de là, que leurs réflexions soient largement partagées dans la société, mais la constitution de ces groupes participe de la fragmentation de la société chinoise dans laquelle il y a en effet de moins en moins de consensus ou de valeurs partagées, qu'il s'agisse de la lecture de l'histoire, des institutions politiques ou de l'organisation de la société. Schématiquement parlant, même si les lignes peuvent être localement floues, la société chinoise est de plus en plus divisée entre une sphère officielle, celle des unités de travail et des entreprises d'État, une sphère commerciale, liée à la première mais plus ouverte sur l'international, et une sphère non officielle ou *minjian* qui est sous la double pression des deux premières. En ce sens, on peut dire que le cinéma documentaire est l'une des manifestations palpables de cette sphère informelle (bien moins influente cependant que les blogs ou, plus récemment, les microblogs). Cependant, ces divisions ne sont pas absolues : beaucoup d'individus ont des identités multiples, à différents moments de leur vie, voire à différents moments de la journée...

Comment décririez-vous le rapport entre style et engagement ? Comment concrètement, à travers un style d'écriture, le choix d'un sujet, l'impact qu'ils veulent avoir sur un public, ces auteurs et réalisateurs traduisent-ils cet engagement social et politique ? Trouve-t-on un style particulier chez eux ?

Il est difficile d'isoler un seul style, tant les approches sont différentes. Le cinéma documentaire exerce une influence importante dans l'ensemble des productions culturelles, favorisant un certain réalisme social, qui est cependant très éloigné du réalisme omniscient des grandes narrations réalistes, qu'elles datent de la période maoïste ou des années 1980. Ce nouveau réalisme est plutôt caractérisé par le

montage, allant souvent jusqu'à des juxtapositions incompréhensibles, absurdes, voire fantastiques, comme le monument aux déplacés du barrage des Trois Gorges qui, dans le film de Jia Zhangke, *Still Life*, décolle soudain tel une fusée. Il y a aussi, plus particulièrement parmi les écrivains, une réflexion sur l'absurdité de la langue et la nécessité d'en extirper les habitudes héritées d'un demi-siècle de manipulation linguistique totalitaire. Wang Xiaobo joue un rôle important dans cette déconstruction, se servant notamment des apories ou contradictions logiques pour mettre en lumière l'absurdité d'un certain usage de la langue qui dépasse largement le contexte administratif ou officiel où il prend son origine. Dans *L'Âge d'or*, par exemple, il tourne ainsi en dérision des expressions comme la « grande amitié » révolutionnaire qui est censée prendre la place de l'amour dans le vocabulaire maoïste, et qui contraste fortement avec des descriptions très physiques de l'amour parmi les jeunes instruits envoyés à la campagne.

Notes

1. Voir le numéro spécial *Perspectives chinoises*, 2, 2010. C. T. Hsia, « Obsession with China : The Moral Burden of Chinese Literature », *A History of Modern Chinese Fiction*, Bloomington, Indiana University Press, 3^e éd. 1999, p. 536-537.
2. Voir S. Veg, *Fictions du pouvoir chinois. Littérature, modernisme et démocratie au début du XX^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2009 et sa recension par É. Frenkiel, « La Chine et ses fictions démocratiques », *La Vie des idées*, 7 octobre 2009.
3. Le recueil publié en 1923 regroupe des nouvelles que Lu Xun écrit pendant le mouvement du 4 mai 1919. Sebastian Veg en a récemment donné une nouvelle traduction, accompagnée d'études critiques : Lu Xun, *Cris*, Paris, Rue d'Ulm, « Versions françaises », 2010.
4. Mo Yan, *Le Clan du sorgho*, trad. fr. P. Guinot et S. Gentil, Arles, Actes Sud, 1993. C'est ce roman publié en Chine en 1986 et consacré à la résistance d'un village du nord-est de la Chine durant l'invasion japonaise qui fait accéder Mo Yan à la notoriété. Le roman est rapidement adapté au cinéma par le réalisateur célèbre Zhang Yimou, dont c'est le premier film. Le film obtient l'Ours d'or à Berlin en 1988.
5. Certains romans de Yan Lianke : *Servir le peuple, Rêve du village des Ding, Les jours, les mois, les années, Bons baisers de Lénine, Songeant à mon père* (Picquier) ; de Liao Yiwu : *L'Empire des bas-fonds* (Bleu de Chine), *Poèmes de prison : Le grand massacre-L'Âme endormie* (L'Harmattan), *Quand la terre s'est ouverte au Sichuan : Journal d'une tragédie* ; et de Wang Shuo : *Feu et glace* (Picquier) ont été traduits en français.
6. Wang Xiaobo, « Chenmo de daduoshu » [La majorité silencieuse], in *Siwèi de lequ* [Le plaisir de penser], Kunming, Yunnan Renmin chubanshe, 2006, p. 12.
7. Voir le numéro spécial de *Perspectives chinoises*, n° 1, 2010.



LE PATCHWORK THÉORIQUE : UNIVERSITAIRES ENGAGÉS CHINOIS ET RÉFÉRENCES OCCIDENTALES

Émilie Frenkiel (ENS-Lyon 2001)

Elle est maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil et chercheur au Largotec. Ancienne élève de l'ENS en lettres et sciences humaines et agrégée d'anglais, elle a enseigné et étudié en Grande-Bretagne à l'Université d'Exeter et en Chine à l'Université de Pékin. Sa thèse en études politiques à l'EHESS portait sur le débat contemporain sur la réforme politique dans les universités chinoises. Elle a récemment publié *Parler politique en Chine* (PUF, 2014) et *La Chine en mouvements*, avec Jean-Louis Rocca (PUF, 2013). Elle est co-rédactrice en chef de *La Vie des idées* et de *Books&Ideas*.



La liberté académique et la liberté d'expression des universitaires chinois nous semblent *a priori* très limitées. Il est difficile d'imaginer qu'un débat intéressant sur la question de la réforme politique puisse exister en Chine et que les propositions d'universitaires engagés, lorsque certains en formulent malgré tout, aient un impact sur les politiques publiques, comme en témoigne l'absence de réforme politique. Mon expérience des universités pékinoises et les entretiens que j'ai pu mener avec une vingtaine d'universitaires de renom engagés dans ce débat m'ont encouragée à aller au-delà de ces réticences et à étudier ce qui se dit et ce qui se passe dans les universités chinoises¹.

Il faut d'abord comprendre le contexte dans lequel les chercheurs chinois prennent position : un contexte de réouverture des départements de sciences humaines et sociales à partir de 1978 pour rendre possible et servir la Politique d'ouverture et de réforme, en parallèle de l'accès aux études supérieures d'une génération d'étudiants fortement marqués par la Révolution culturelle et avides de découvrir et d'utiliser les théories et recherches développées dans les universités américaines et européennes. Divisés sur le plan idéologique, mais unis par leur patriotisme, certains universitaires sortent de leur domaine d'expertise et prennent position, avec l'espoir d'infléchir l'orientation des politiques gouvernementales. L'impact de leurs interventions politiques est souvent difficile à évaluer, mais le Parti a opté pour une stratégie de maintien par la promotion de sa légitimité, qui passe notamment par une plus grande écoute des besoins de la société et une adaptation à ses mutations, même s'il n'hésite pas à recourir à la répression si cette offensive de charme ne suffit pas à étouffer les oppositions. Il a somme toute besoin de l'expertise des chercheurs et subit à bien des égards leur influence. La liberté académique et de publication est ainsi grande à condition de ne pas remettre explicitement en question la primauté du Parti unique. Ce tabou est une grande contrainte, que la nouvelle flexibilité et la taille du Parti, ainsi que de nombreuses stratégies de contournement, parviennent à dompter

quelque peu. Enfin, les sources de financement des recherches sont de plus en plus diversifiées, si bien que les chercheurs gagnent en indépendance vis-à-vis du pouvoir.

Des expériences difficiles, voire humiliantes dans bien des cas, vécues pendant la Révolution culturelle, les universitaires chinois que j'ai interrogés prétendent avoir gagné en endurance, adaptabilité et humilité. Ils affirment ne pas être coupés de la réalité – reproche souvent fait aux universitaires cantonnés à leurs laboratoires urbains – et mettent en avant leur connaissance pratique des réalités économiques, sociales et politiques chinoises. Ainsi, cette génération de chercheurs se définit et est définie par les générations suivantes, comme marquée au fer rouge par son militantisme précoce et par le profond désenchantement et le sentiment d'avoir été trahie. Cette expérience se traduit sur le plan professionnel par des recherches qui sont orientées par des motivations qui peuvent être plus politiques qu'universitaires et qui sont donc moins académiques que pragmatiques et interdisciplinaires, voire hétéroclites.

Universités et recherche depuis la fin de la Révolution culturelle

Une grande partie des intellectuels les plus actifs appartiennent à une génération qui, contrairement aux autres générations d'intellectuels, a passé des années à travailler la terre ou à travailler à la chaîne en usine comme de simples ouvriers et paysans avant d'entrer à l'université. Ils insistent sur leur indépendance d'esprit et leur scepticisme, ainsi que sur les souffrances endurées pour expliquer leur refus du dogmatisme, qui résulte de la perte déstabilisante de leurs « croyances » communistes passées. Si bien que les membres de cette génération ont accepté avec une grande ouverture d'esprit de nouvelles théories et idéologies. D'après leurs propres dires, ces chercheurs ont cessé, semble-t-il après le choc de 1989 et de façon progressive, de ne s'appuyer que sur une théorie englobante. Ainsi, d'après Liu Dong (études sinologiques, Tsinghua), après la trop grande foi en une théorie unique, qu'il identifie comme le grand problème du XX^e siècle, l'heure est au patchwork théorique, à la sélection d'éléments utiles des diverses théories émanant de différentes cultures. Il indique une voie à suivre, même si elle est difficilement applicable. Qu'il s'agisse de libéraux véritablement convaincus que les effets non souhaités de la réforme économique (augmentation de la corruption, des inégalités, du chômage, etc.) s'expliquent principalement par le fait que le marché a été introduit en Chine de façon incomplète, et que le libre-échange permettrait de les résoudre en grande partie ; ou qu'il s'agisse des proches de la Nouvelle Gauche que des marxistes américains ont réussi à convaincre, selon Liu Dong (études sinologiques, Tsinghua) entre autres, que la Révolution culturelle est le mai 68 chinois, l'impératif de pluralisme et le refus du dogmatisme ne se sont pas totalement imposés en Chine. Pourtant, la méfiance envers les grandes théories et les politiques volontaristes prévaut, comme l'indique le consensus autour de la méthode adoptée pour les réformes, que certains cherchent à ériger en « modèle chinois »



– c'est-à-dire le « *trial and error* », l'expérimentation localisée et graduellement étendue en cas de succès.

Traduire et étudier le libéralisme pour faire évoluer la Chine

Les « libéraux » chinois, unis dans la critique de la Nouvelle Gauche, correspondent à une myriade de tendances : certains défendent la « liberté négative » d'Hayek ou de Berlin alors que d'autres affirment leur préférence pour le néolibéralisme de Rawls. Deng Zhenglai (philosophie politique, Fudan), qui a apporté une contribution considérable à l'introduction des idées libérales en Chine par son travail de traduction (il a traduit beaucoup des livres de Friedrich Hayek, ainsi que John Rawls, Robert Nozick, etc.), explique pourquoi, selon lui, les théories libérales et les théories de l'individualisme sont reçues avec un tel enthousiasme en Chine.

À 14 ans, en 1970, j'ai été envoyé à l'usine. [...] Mes professeurs à l'école primaire disaient que nous étions la première génération à être le pur produit de la nouvelle société. Avant 1949, l'ancienne société était horrible. Les enfants étaient envoyés à l'usine pour travailler, nous avons vraiment beaucoup de chance de pouvoir aller à l'école. Et voilà que j'avais à peine 14 ans lorsqu'on m'a envoyé à l'usine. J'étais vraiment abasourdi. Comment cela pouvait-il arriver dans la nouvelle société ? On ne pouvait pas envoyer les enfants au travail dans une bonne société. Je ne comprenais plus. J'étais totalement perdu. J'ai ensuite commencé à lire et à étudier et j'ai compris que c'était une question fondamentale. D'un point de vue théorique, le problème se définissait par la question : qui peut avoir un tel pouvoir ? En quoi était-ce légitime ? Il fallait réfléchir à cette question. Voilà pourquoi je me suis intéressé aux questions politiques. [...] Pour répondre à cette question, j'ai lu beaucoup de théories occidentales. Beaucoup de penseurs répondent à cette question. Toutefois, je pense que c'est surtout la théorie libérale qui répond à cette question.

Dans les traductions de Burke, Hayek, Popper, Rawls, Berlin, Nozick ou Dworkin qui sont publiées par vagues depuis le début des années 1980², les intellectuels cherchent une formule ayant le potentiel de guérir le pays de ses excès passés et de ses maux actuels. Le libéralisme, dont les principes avaient été introduits avec succès au tournant du XX^e siècle, retrouve progressivement sa place et les idées de Hu Shi et Gu Zhun sont réhabilitées. En préface de l'œuvre de ce dernier, le professeur Li Shenzhi, qui dut lui-même attendre vingt-quatre ans avant d'être réhabilité suite à sa répression lors du mouvement anti-droitier de 1957, et de devenir le secrétaire diplomatique de Zhou Enlai et le directeur de l'Institut d'études américaines, cherche à résumer l'entremêlement complexe d'idées du mouvement du 4 Mai à un tronc commun, le libéralisme.

Rétrospectivement, on peut dire que ce qui animait les Chinois aux idées nobles, depuis la révolution de 1911 et en particulier le mouvement du 4 Mai au début du

siècle, c'était le libéralisme, même s'il était dissimulé par le radicalisme à certains moments. L'histoire moderne de la Chine est en réalité une histoire ponctuée par les attaques de l'idéal du libéralisme. En définitive, c'est ce que le réveil de Gu Zhun nous annonçait³.

Ce que voulaient montrer Gan Yang (arts libéraux, Université Sun Yat-sen, Canton), Wang Shaoguang (science politique, Université chinoise de Hong Kong), et les autres précurseurs de ce mouvement qu'on essaiera d'abord de décrédibiliser en l'appelant « Nouvelle Gauche » à un moment où toute référence à la gauche était péjorative, car assimilée à l'ancien système et au maoïsme, c'était que si la réforme maintenait son orientation néolibérale, contrairement à ce que soutenaient les libéraux, qui parlaient de réforme incomplète, ses effets pervers ne disparaîtraient pas mais s'aggravaient. Gan Yang assimile cette dernière division de l'intelligentsia chinoise à l'apparition d'une gauche et d'une droite chinoise

Fragmentation des élites chinoises dans les années 1990

Les étiquettes commodes mais réductrices de « libéralisme », « Nouvelle Gauche » et « nationalisme culturel » ne suffisent pas pour rendre compte de la diversité de l'intelligentsia chinoise. Du libertarianisme le plus anarchique d'un Liu Junning (au ministère de la Culture depuis qu'il a été limogé de l'Académie des sciences sociales) au confucianisme autoritaire et élitiste d'un Jiang Qing, en passant par les différentes variantes d'une social-démocratie, qu'elle soit libérale, comme celle défendue par Qin Hui (histoire, Tsinghua), ou étatiste, prônée par Wang Shaoguang, on retrouve les courants de pensée les plus divers dans le champ universitaire chinois. Ren Jiantao (philosophie politique, Université du peuple) attribue cette transformation du champ intellectuel à la Politique de réforme et d'ouverture, qui l'a « morcelé en différents royaumes opposés ayant chacun sa sphère d'influence » (*zhuhou fenqi gequ yi di*). La fragmentation progressive des milieux intellectuels chinois est traversée par une réflexion de plus en plus poussée sur l'apport de la « tradition » dans la modernisation de la Chine. Les premières affirmations conservatrices et nationalistes autour de 1990 amorcent cette forme d'introspection des intellectuels chinois, mais ces considérations ne manquent pas d'affecter l'ensemble des intellectuels et aboutissent à l'émergence d'une troisième tendance : le nationalisme culturel. Ainsi, si les années 1980 représentent une phase de rattrapage intellectuel, pendant laquelle ouvrages, théories et concepts étrangers sont importés et introduits en masse, les années 1990 marquent quant à elles un basculement : l'intelligentsia chinoise commence à exprimer la volonté d'avoir une pensée propre.

Cette fragmentation des élites intellectuelles est liée à la professionnalisation et à l'approfondissement des connaissances sur les théories rudimentaires jusque dans les



années 1990. Selon Chen Yan, « pour contourner la censure, toutes sortes d'actions sont possibles : critiquer la politique de l'époque, réclamer les droits de l'individu, analyser les phénomènes sociaux et même décrire les choses telles qu'elles sont ; mais elles doivent, plus ou moins, soit emprunter les paroles des Occidentaux, soit se cacher derrière les citations des penseurs du passé⁴ ». Cela pourrait expliquer les références constantes mais partielles et souvent superficielles aux auteurs, théories et concepts classiques ou étrangers. Cependant la théorie du bricolage ou du patchwork théorique est plus convaincante, et elle décrit une tendance qu'on retrouve chez l'ensemble des chercheurs étudiés dans cette enquête. Le rejet du dogmatisme et des théories universelles a abouti à une propension au glanage d'idées, de concepts, de fragments de théories qui représentent les pièces d'un puzzle, celui du développement et de la grandeur de la Chine, projet dont chaque chinois, même expatrié, s'enorgueillit et dans lequel il parvient à se réaliser en tant qu'individu. Certes, l'éloignement de ces fragments, parce qu'ils viennent de l'étranger ou des profondeurs de l'histoire chinoise, confère au discours de l'intellectuel qui les mobilise un caractère inoffensif. Mais, ce n'est pas la seule raison de leur utilité. Ils fonctionnent également comme autant d'arguments d'autorité, attestant du capital culturel de l'intellectuel et de la légitimité de son intervention dans le débat public et politique. Enfin, cette légitimité à s'exprimer sur des grandes questions est d'autant plus grande que l'intellectuel fait montre d'indépendance d'esprit et d'un grand sens des réalités chinoises et de sélectionner patiemment les ingrédients nécessaires à la résolution des problèmes et à la construction du bon régime, celui qu'il faut à la Chine. Car le moteur de la production, de l'intervention et de l'engagement intellectuels, ce sont le patriotisme, le désir de défendre l'intérêt national, l'inquiétude et la conscience des problèmes à résoudre⁵.

Beaucoup de questions font débat en Chine ; le débat politique est simplement déplacé par rapport à nos attentes. De plus, les divergences et les conflits existent bel et bien et se multiplient. Chaque étape du développement du régime est l'objet d'intenses luttes, de consultations diverses et de négociations. L'État et la société, en Chine comme dans le reste du monde, sont totalement perméables, interdépendants et en interaction permanente, comme l'indique à plusieurs reprises notre enquête sur les relations entre les chercheurs et le pouvoir. La cooptation, la qualité de l'écoute, la réactivité des autorités sont autant d'éléments mis en avant pour légitimer le maintien du Parti unique et pour retarder une démocratisation rapide du régime. Comme le suggère l'orientation de la science politique chinoise vers de grands problèmes comme la nature d'un bon régime et la construction de l'État, les priorités ne sont pas les mêmes qu'ailleurs dans le monde. De Chine, il semble moins urgent de débattre sur la nécessité d'élire les dirigeants que de définir ce que l'on peut attendre du gouvernement, les grandes valeurs qu'il doit défendre (ordre et prospérité/égalité

et justice), et son rôle (limité/étendu). On débat sur son fonctionnement (opaque/transparent, participatif/fermé, centralisé ou non, technocratique et scientifique/arbitraire), sur les meilleurs moyens de résoudre les grands problèmes auxquels est confrontée la Chine (inégalités, corruption, inflation, etc.) et de le rendre ainsi plus légitime. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les emprunts et les références aux théories et aux recherches émises en Europe ou en Amérique du Nord, ainsi que les propositions de la Nouvelle Gauche, qui saluent les avancées de la réforme sociale et les expérimentations diverses en termes de diversification des procédures de consultation de la société et de délibération.

Notes

1. Cette recherche, effectuée dans le cadre d'un doctorat en études politiques à l'EHESS, a donné lieu à la publication de *Parler politique en Chine. Les intellectuels chinois pour ou contre la démocratie* (PUF, 2014).
2. Xu Youyu, « The Debates between Liberalism and the New Left in China since the 1990s », *Contemporary Chinese Thought*, 34, n° 3, 2003, p. 13 ; Chen Yan, *L'Éveil de la Chine*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 215 ; É. Frenkiel, *Perfect Freedom : A Study of the Evolution and Representation of Contemporary Anglo-American Political Philosophy in China*, mémoire de master 2 ENS LSH, 2005.
3. Préface de Li Shenzhi à *Gu Zhun rijì* [Journal de Gu Zhun], Beijing Jingji ribao chubanshe, 1997.
4. Chen, Yan, *L'Éveil de la Chine : les bouleversements intellectuels après Mao, 1976-2002*, Paris, Éditions de l'Aube, 2002, p. 211.
5. Au point que le titre de deux ouvrages se réfèrent à cette inquiétude : G. Davies, *Worrying about China, the Language of Chinese Critical Inquiry*, Harvard, Harvard University Press, 2007 ; et *Voicing Concerns : Contemporary Chinese Critical Inquiry*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2001.

LES PRÉSENCES CHINOISES DANS LA GLOBALISATION CONTEMPORAINE

Thierry Sanjuan (1987 l)

Géographe spécialiste de la Chine, professeur à l'Université Paris 1, il a dirigé *Le Dictionnaire de la Chine contemporaine* (Armand Colin, 2006) et publié l'*Atlas de la Chine. Un monde sous tension* (Autrement, 2007) et, avec Pierre Trolliet, *La Chine et le monde chinois. Une géopolitique des territoires* (Armand Colin, 2010). Son site : www.geochina.fr



Nous observons depuis une vingtaine d'années une recomposition profonde des équilibres mondiaux, avec les conséquences de la fin d'un monde hier bipolaire et une globalisation matérielle aux enjeux planétaires où l'hyperpuissance américaine peine aujourd'hui à contrôler un monde toujours plus



multipolaire. Or, la Chine, pays pourtant de régime communiste mais à l'essor économique spectaculaire, à l'échelle de son immensité même, est aujourd'hui la seule puissance en développement à bouger autant les lignes de l'économie, de la diplomatie et des valeurs mondiales, jusque dans notre quotidien le plus banal.

Cette implication des Chinois dans la globalisation se décline désormais par des conséquences directes sur le tissu économique et social interne à ce pays-continent mais aussi de plus en plus à l'échelle du monde par une présence accrue, diverse et puissante dans les pays du Nord comme du Sud. La diplomatie de la République populaire de Chine a été pendant longtemps orientée par sa rivalité avec la République de Chine, à Taïwan. Même après la reconnaissance du régime communiste comme la « Chine » à l'ONU en 1971, la question taïwanaise est restée centrale, notamment dans les relations de Pékin avec les pays en développement. Aujourd'hui, la place qu'occupe la Chine dans le monde tient avant tout à son développement économique et à son intégration dans le système économique mondial.

L'ouverture chinoise de la fin des années 1970 visait les marchés occidentaux et accueillait innovations, investissements et modernité depuis l'Asie développée (Taïwan, le Japon, la Corée du Sud) *via*, notamment, la plaque tournante que représentait à l'époque la colonie britannique de Hong Kong. Les années 1990 ont été ensuite une période de réinsertion régionale et de régularisation de la plupart des frontières terrestres avec les pays voisins, frontières pourtant issues de « traités inégaux ». Sa croissance économique a alors permis à la Chine de redevenir une centralité majeure en Asie orientale. La crise asiatique de 1997 a clairement montré le recul de Taïwan et les faiblesses du Japon sur la scène géopolitique asiatique au profit de la montée en puissance de la Chine. Les effets de la crise ont été limités pour les pays du Sud-Est asiatique grâce à la politique monétaire de Pékin. Parallèlement, nationalisme chinois et sentiment d'encerclement par les États-Unis et leurs alliés régionaux ont réactivé en Chine une rivalité à l'occasion agressive envers le Japon, principal soutien de Washington en Asie.

Dans les années 2000, la donne s'élargit considérablement. La Chine s'implique économiquement, diplomatiquement, voire militairement – avec des opérations de maintien de la paix – sur tous les continents. La question des ressources et la recherche de nouveaux marchés sont évidemment centrales ; la montée en puissance militaire chinoise, une rivalité soigneusement entretenue avec les États-Unis et les alliances avec des pays décalés par rapport aux alliances américaines, comme la Russie ou – dans un tout autre registre – le Soudan, s'y ajoutent. Toutefois, ces nouveaux rapports de force ne sont pas sans susciter chez nous des images fausses ou caricaturales, qui vont de la future hyperpuissance chinoise de demain au colonisateur chinois en Afrique avide de ressources énergétiques, de matières premières et de terres, ou à l'espionnage asiatique qui infiltre les industries californiennes.

Dans les faits, plusieurs points sont à prendre en considération pour évaluer non *la* mais *les* présences chinoises dans la globalisation contemporaine.

En premier lieu, sur le plan politique, les Chinois ont-ils la même notion de la « puissance » que nous ? Hier, la Chine développait ses relations avec l'étranger en fonction de ses intérêts propres et les centrait principalement sur des liens de voisinage régional. Son positionnement contemporain à l'échelle mondiale ne signifie pas pour autant qu'elle veuille devenir à terme un nouveau gendarme du monde, une hyperpuissance qui aurait à défendre dans le monde des valeurs universelles, comme la liberté, la démocratie ou les droits de l'homme... Il s'agit avant tout d'un régime autoritaire qui veut garder la main par un développement économique continu en interne et une satisfaction nationaliste affichée en externe.

Sur le plan de la globalisation économique et des migrations internationales, la Chine n'est pas un acteur monolithique. Les acteurs chinois continentaux à l'étranger sont au contraire multiples : il s'agit à la fois de l'État chinois, de grands groupes comme les sociétés pétrolières chinoises CNPC, CNOOC ou Sinopec, d'entreprises privées, de commerçants issus de provinces traditionnellement ouvertes sur l'étranger comme le Zhejiang, de cadres ou d'ouvriers chinois s'expatriant en vue de meilleurs salaires, de populations déclassées socialement ou économiquement par les réformes comme les populations du Nord-Est, ou d'étudiants à la recherche de diplômes étrangers. Pékin n'instrumentalise pas l'ensemble de ces acteurs dans un projet global de puissance. Même s'il est vrai que l'État chinois a encouragé les investisseurs chinois à « sortir » du pays dans les années 2000, que les grands groupes restent très liés aux administrations centrales ou provinciales dont ils sont issus, et que tous profitent de la puissance diplomatique chinoise, il existe autant de projets et d'ambitions que d'acteurs en question.

L'Afrique est un terrain particulièrement investi par la Chine. Le sommet sino-africain à Pékin, en 2006, a voulu être le symbole d'un renouveau de relations sous le sceau d'une aide entre pays en développement et d'une stratégie commune du « gagnant-gagnant ». La Chine mord en cela sur des aires d'influence hier largement réservées. Mais, dans cette présence chinoise en Afrique, qu'y a-t-il de commun entre les cadres d'une entreprise pétrolière chinoise en partenariat avec le gouvernement tchadien à l'occasion de la création d'une raffinerie, les ouvriers du bâtiment venus travailler temporairement sur un chantier algérien, les commerçants chinois de Dakar qui vendent des produits « made in China » et les Sud-Africains d'origine chinoise de Johannesburg issus de trois ou quatre générations présentes en Afrique australe ?

L'une des données qui a changé ces dernières années, et qui peut jouer à l'avenir un rôle central, tient certainement à la nouvelle dimension culturelle de la présence de la Chine dans le monde. Il s'agit à la fois d'une stratégie d'État en termes de rayonnement et de puissance géopolitique, et d'un attrait des jeunes générations des pays

étrangers pour un pays qui offre l'image d'une civilisation alternative et, de plus en plus, des occasions d'emplois, notamment en début de carrière, dans le cadre d'une crise d'ampleur mondiale.

Les instituts Confucius se multiplient ainsi dans le monde, promus par le gouvernement chinois. Ils sont nombreux notamment aux États-Unis, au Canada et en Europe, mais couvrent progressivement tous les continents. Ils ont pour but la diffusion du mandarin, de la culture et de la civilisation chinoises. Ils se créent le plus fréquemment en partenariat avec des institutions d'enseignement supérieur locales, ils visent ainsi à s'ancrer dans les milieux de la recherche étrangère, non sans ambiguïté : l'enjeu tacite est aussi que les universités d'accueil n'abordent pas de questions « intérieures » comme celles du Tibet ou de Taïwan.

Parallèlement, l'attrait pour la Chine peut être fulgurant. L'Inspection générale du ministère français de l'Éducation nationale, dans un rapport récent, évoquait une croissance de 400 % en dix ans du nombre d'élèves qui apprennent le mandarin dans le secondaire en France, 33 000 élèves aujourd'hui. Dans l'enseignement supérieur, trois quarts des 17 000 étudiants qui acquièrent une connaissance de la langue chinoise n'en ont pas fait pour autant leur discipline centrale et voient donc en elle un atout supplémentaire pour leur future carrière.

Vers une guerre des mondes ?

La Chine, premier pays pour sa population, ses exportations, son attractivité financière, bientôt son PIB, n'est-il pas inévitable que cette nouvelle puissance changera le monde ? À l'échelle d'une géohistoire mondiale, les Chinois aiment à énumérer le temps des puissances successives : les pays européens avant-hier, les États-Unis hier et encore aujourd'hui, pourquoi pas la Chine demain ? Le nationalisme chinois y retrouve à la fois une revanche sur les humiliations du « siècle de la honte » et les perspectives d'un renouveau chinois à l'égal de la prestigieuse époque des Tang.

Pour autant, la Chine n'a pas *a priori* une définition identique de la puissance et un intérêt historique pour une domination mondiale. Rappelons le périple de l'amiral Zheng He au xv^e siècle, plus préoccupé de faire publicité de la grandeur impériale chinoise que de conquérir à proprement parler les terres étrangères qu'il abordait. De toutes façons, la Chine aurait-elle cette aspiration qu'elle ne pourrait pas la satisfaire, parce que la globalisation, l'unification du monde par les réseaux, ne signifie par un monde politiquement uni. Ne serait-on pas plutôt au terme du temps des hyperpuissances ? Une multipolarisation de grandes puissances d'échelles mondiales ou continentales, avec des régions se structurant économiquement et d'autres traversées par des remous politiques et militaires, n'est-elle pas plutôt la configuration en cours ?

Dans un tel contexte, la Chine va devenir incontestablement un acteur majeur, participant directement de notre futur économique, diplomatique, environnemental. Mais elle reste son propre défi. Rapporté au nombre de sa population, le premier pays du monde pour son développement économique est le cent unième – derrière le Belize et la Jordanie – pour l'indice de développement humain en 2012 selon le Programme des Nations unies pour le développement ; en 2060, un Chinois devrait avoir en moyenne 60 % du revenu d'un Américain selon l'OCDE ; le maintien d'une compétitivité économique mondiale, les tensions internes liées aux inégalités de croissance et les revendications grandissantes des populations pour une meilleure participation à la gouvernance sont les énigmes premières de la Chine pour les années à venir.

Enfin, est-ce un choc de civilisation ? une nouvelle guerre des mondes culturels ? La Chine qui se réinscrit dans la sphère géopolitique et économique mondiale n'est pas un Empire immobile qui s'éveillerait, mais un pays qui a, depuis notamment la fin du XIX^e siècle, déjà profondément changé, par l'importation d'une culture occidentale donnée pour seul vecteur possible de modernisation – et comme instrument matériel essentiel à une renaissance spirituelle et politique chinoise tant désirée –, à partir des années 1950 par l'application d'un modèle socialiste héritée de l'Union soviétique et désormais par l'intégration à un système-monde fonctionnant sur les règles du marché et du capitalisme. La Chine approche aujourd'hui ses propres traditions avec des grilles conceptuelles venues de l'Occident. La Chine, une autre nous-même, « qui n'est, chaque fois, ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre ».

Texte extrait de : Thierry Sanjuan, « Les Chinois dans la globalisation », *EchoGéo* [En ligne], Sur le vif, mis en ligne le 4 octobre 2013, URL : <http://echogeo.revues.org/13549> ; DOI : 10.4000/echogeo.13549.

Bibliographie

- Bel Lassen, Joël, « Le chinois, langue émergente : état de l'enseignement du chinois en 2012-2013 », Paris, 2012, Inspection générale.
- Bergère, Marie-Claire, *Chine : le nouveau capitalisme d'État*, Paris, Fayard, 2013.
- Cabestan, Jean-Pierre, *La Politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.
- Colin, Sébastien, *La Chine et ses frontières*, Paris, Armand Colin, 2011.
- Godement, François, *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme*, Paris, Odile Jacob, 2012.
- Sanjuan, Thierry, *La Chine et le monde chinois. Une géopolitique des territoires*, Paris, Armand Colin, 2010.
- , « Y a-t-il une philosophie chinoise ? Un état de la question », *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, n° 27.

LA CHINE ET L'AFRIQUE/LA CHINE EN AFRIQUE

Christine Heuraux (1978 L)

Elle est agrégée et titulaire d'un doctorat de troisième cycle en littérature allemande. Après être entrée aux Charbonnages de France en 1983, elle rejoint EDF en 1994 où elle exerce différentes fonctions à l'international (Allemagne, Europe, Afrique). Elle y dirige aujourd'hui l'appui à la formation à l'international. Elle a publié *L'Électricité au cœur des défis africains. Manuel sur l'électrification en Afrique* (Karthala, 2010) ; *La Formation au cœur du développement. Réussir l'électrification en Afrique subsaharienne* (L'Harmattan, 2011) ; et, tout récemment, *Croissance africaine : y croire et s'implanter. 15 clés pour comprendre les défis du continent* (2014, L'Harmattan) et d'où est extrait cet article (voir aussi *infra*, p. 176).



La Chine n'a pas « découvert » l'Afrique au XXI^e siècle, mais elle est sans aucun doute le pays qui y a opéré la progression la plus fulgurante au cours des dix dernières années. Devenue son premier partenaire commercial et son premier bailleur de fonds depuis 2009, elle n'y porte toutefois que 10 % de ses investissements directs. Prônant des partenariats « gagnant-gagnant » entre « pays frères », elle commence à prendre la mesure des reproches de néocolonialisme qui lui sont adressés par les Africains eux-mêmes.

Quelques chiffres et données en toile de fond

Pour essayer de cerner la présence chinoise en Afrique, rien ne vaut quelques ordres de grandeur chiffrés¹. Ceux qui retracent la progression des échanges commerciaux sont des plus instructifs.

Une progression fulgurante des échanges commerciaux et des investissements

Premier bailleur de l'Afrique, la Chine est également devenue, depuis 2009, son premier partenaire commercial : leurs échanges commerciaux sont passés de 10 à 200 milliards de dollars entre 2000 et 2012. Une progression vertigineuse et sans commune mesure avec celle d'autres pays émergents comme l'Inde ou le Brésil. La Chine représente ainsi 18 % du commerce extérieur africain² et 17 % des importations africaines.

Bien que le champ d'action chinois en Afrique s'élargisse et se diversifie au fil des années, ses cibles prioritaires en valeur économique et en nature d'activités restent relativement concentrées sur quelques pays phares et sur un nombre réduit de secteurs ou de produits clés – ceux-ci désignant ceux-là. Ainsi 80 % des investissements directs étrangers (IDE) de la Chine en Afrique vont vers treize pays subsahariens : l'Afrique du Sud arrive largement en tête avec 50 % du stock des IDE chinois en Afrique³, suivie du Soudan et du Nigeria, ses fournisseurs pétroliers de premier plan.

Quant aux importations chinoises depuis l'Afrique, elles portent essentiellement sur des sources d'énergie et des matières premières et proviennent à 90 % de dix pays exportateurs de pétrole, hormis l'Afrique du Sud qui livre charbon, platine et autres métaux ou minéraux. En effet, alors qu'elle importait deux fois moins de minerais d'Afrique subsaharienne que l'Union européenne en 2000, dix ans plus tard la Chine en importe quatre fois plus, une progression dictée par son formidable essor comme puissance manufacturière dont elle représente la première valeur ajoutée au monde avant même les États-Unis.

En retour, les exportations chinoises vers l'Afrique ciblent à 71 % dix pays clients qui lui achètent produits manufacturés bon marché, appareils électroniques, biens de construction et de consommation, équipements informatiques et de communication⁴.

On soulignera pour finir que ce continent n'est pas le seul ni le principal à avoir connu en si peu d'années une progression rapide et massive de ses échanges commerciaux et des investissements issus de l'Empire du Milieu. La croissance des investissements chinois en Amérique latine et les échanges commerciaux avec cette région du monde ont été plus spectaculaires encore depuis le début des années 2000⁵, et leur progression se poursuit : la Chine y dépasse déjà le Japon, elle est le premier partenaire commercial du Brésil et du Chili. La Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes prévoit qu'elle détrônera l'Europe, son deuxième partenaire commercial, d'ici quelques années⁶. Autrement dit, l'Afrique n'est qu'une terre (riches en ressources diverses) parmi d'autres à profiter de la formidable croissance chinoise.

Le dessous des cartes

Des intérêts bien ciblés sur l'achat de ressources...

On l'a vu, les centres d'intérêt de la Chine pour ses importations concernent massivement tout ce qui peut alimenter et soutenir sa propre croissance. Pour donner un ordre de grandeur des « priorités », le pétrole brut, les minerais de fer, le cuivre et le platine représentent à eux quatre 80 % de la valeur des importations chinoises, dont les deux tiers pour le seul pétrole... Pour soutenir sa quête de ressources, elle investit tout aussi massivement et encore majoritairement dans les mines – qui comptent pour 50 % de ses engagements ; dans les infrastructures⁷ liées à l'énergie – au premier rang desquelles celles du secteur électrique – et des transports – routes, chemins de fer, ports et aéroports ; dans l'agriculture et dans l'immobilier social – hôpitaux, écoles, universités...

Au vu de ces enjeux stratégiques, il n'est pas surprenant que ces contrats et investissements soient portés et arbitrés par l'État lui-même, qui en fait également un instrument de son influence politique extérieure. Les dix premières entreprises



chinoises les plus actives en Afrique sont des entreprises d'État. Cette ligne semble appelée à s'inscrire dans la durée avec le lancement en 2013 par le China-Africa Business Council et le Fonds sino-africain pour le développement de deux fonds d'investissements en Afrique dotés de 750 millions d'euros. Ils sont destinés à des entreprises chinoises qui opèrent en Afrique dans les mines et le commerce.

...mais qui commencent à se diversifier

Les centres d'intérêt de la Chine évoluent ; elle s'ouvre à de nouveaux secteurs comme les télécommunications – équipements, réseaux navigateurs de recherche –, les PME et l'artisanat – textile, matériaux – ou encore le tourisme – comme au Mozambique. En créant des zones économiques spéciales en Afrique (notamment en Égypte, Éthiopie, Maurice, Nigeria, Ouganda, Zambie), exonérées des droits de douane et sur lesquelles les entreprises chinoises bénéficient d'aides à l'installation, la Chine sait faire preuve de pragmatisme.

Autre évolution : jusqu'à présent, les investissements visent moins à asseoir des positions de producteur-exploitant qu'à porter des politiques d'échanges (« infrastructures contre matières premières »). L'exemple le plus probant est celui du pétrole : alors qu'elle est le deuxième importateur au monde de pétrole subsaharien et qu'elle compte des sociétés pétrolières d'envergure internationale, la Chine est loin d'être un acteur de premier plan dans la production pétrolière africaine. En d'autres termes, la Chine apparaît plutôt comme un « financeur » d'infrastructures que comme un investisseur, ce statut supposant *a priori* l'acquisition de droits de propriété ou de gestion, même modestes, sur les biens financés.

Mais cette situation n'est certainement pas immuable, et le discours de l'État évolue vers l'incitation auprès de ses entrepreneurs à devenir opérateurs. Pour s'y préparer, des sociétés chinoises commencent à coopérer avec des sociétés occidentales, pour des raisons techniques (les Chinois manquent d'expertise dans certains secteurs comme l'offshore pétrolier profond – CNOOC s'est ainsi associé à Total au Nigeria), mais aussi pour des raisons politiques (par exemple dans les contextes conflictuels ou difficiles de Libye et du Soudan du Sud).

Les raisons d'un succès

Les chiffres qui attestent la progression rapide des Chinois sur une large partie de l'Afrique subsaharienne n'ont rien de miraculeux. L'explication de ce succès tient en quelques faits et principes.

Sans passé colonial en Afrique, la Chine peut aisément tenir un discours qui prend le contrepied des schémas occidentaux pour promouvoir des partenariats entre égaux, en valorisant une relation Sud-Sud entre acteurs aux besoins et aux aspirations

comparables, et en n'hésitant pas à mettre en avant un parallèle entre leurs parcours de développement ; la similitude des situations vécues est présentée comme un gage de la capacité chinoise à comprendre les besoins des Africains, à les aider à y remédier en leur transférant les clefs du développement, puisqu'eux-mêmes ont connu – et parfois connaissent encore – des enjeux de développement comparables.

Décider vite, agir sitôt la décision entérinée, payer dans les temps et livrer dans les délais – toujours beaucoup plus courts que ceux des acteurs occidentaux ; autrement dit privilégier pragmatisme et efficacité qui plus est sans conditionnalités génératrices de retards et/ou de vexations (conditions de gouvernance ; ingérence dans la conduite du développement telle qu'elle fut notamment préconisée suite aux accords de Bretton Woods ; exigences concernant le respect de l'environnement, les droits sociétaux...).

S'appuyer sur ses ressources financières et ses capitaux disponibles pour prêter à des taux défiant toute concurrence, ce qui, associé à une main-d'œuvre très bon marché, le tout en jouant d'une politique de change monétaire agressive, lui permet de favoriser ses entreprises et ses produits⁸.

Assortir la disponibilité financière d'une ressource en main-d'œuvre chinoise nombreuse, travailleuse, très bon marché car peu qualifiée, et de la fourniture d'équipements robustes, sans doute peu sophistiqués mais adaptés aux besoins locaux et surtout moins coûteux pour des pays aux ressources financières souvent contraintes, le tout produisant inmanquablement des offres chinoises plus compétitives que celles des Européens ou des Américains.

Oser et prendre des risques, tirer parti des lacunes africaines pour en faire des opportunités grâce à l'apport d'expertise et de technologies chinoises, et ne pas hésiter à porter des projets ambitieux sur un continent qui en a terriblement besoin.

Ces atouts ne sont pourtant pas sans revers, régulièrement pointés y compris par certains Africains.

La critique est facile... et parfois entendue

Parmi les craintes et les critiques les plus fréquemment citées on trouve, ironie de l'histoire, l'accusation d'un comportement néocolonialiste :

« La Chine prend des ressources primaires et nous revend des produits manufacturés. C'était aussi l'essence du colonialisme⁹. » Cette critique fait valoir la sous-rémunération de la main-d'œuvre africaine, quand elle n'est pas spoliée des emplois attribués à une main-d'œuvre importée ; l'exploitation des biens et des ressources à courte vue, sans égard pour le long terme, et souvent au détriment de l'environnement ; des pratiques favorisant la corruption et le maintien en place de régimes dictatoriaux ; le détournement de l'artisanat et du commerce locaux au



profit de Chinois qui s'installent comme résidents ; et plus généralement l'absence d'égards pour les considérations sociales et humaines.

« Les entreprises chinoises opérant en Afrique doivent respecter les lois locales et placer les bénéficiaires à long terme avant les gains à court terme. » Ces propos d'un haut fonctionnaire chinois, en appui à la publication, durant l'été 2013, d'un Livre blanc sur « La coopération économique et commerciale sino-africaine », tendent à prouver que Pékin a pris la mesure des critiques, voire de l'hostilité manifestée par certains pays et leurs populations. Et commence à adapter ses méthodes pour préserver ses intérêts, voire dessiner de nouveaux enjeux.

Quand l'économie rejoint la géopolitique

On aurait tort de ne considérer la place et l'influence grandissantes de la Chine en Afrique que sous l'angle économique. Ses prises de position, le choix des pays où elle investit et développe ses réseaux, obéissent à une vision géopolitique beaucoup plus large que la simple acquisition de matières premières. Ainsi son intérêt pour le Mozambique n'est-il pas seulement dû aux ressources (gazières, pétrolières, hydro-électriques, agricoles, linières) dont est richement doté ce pays. Outre qu'il est membre de l'Union africaine et de l'Union économique d'Afrique australe, le Mozambique appartient aussi à la « communauté » lusophone mondiale – une cible que la Chine a identifiée comme un autre relais stratégique, avec ses 230 millions de personnes que leur langue, leur culture, relie à l'Europe, à l'Amérique latine, à l'Asie¹⁰. Des rencontres régulières sont ainsi organisées à Macao pour cultiver des liens subtils capables, sur le long terme, de créer des solidarités originales, de construire ou faire émerger des intérêts communs – la meilleure façon de s'inscrire dans la durée.

Enjeux, défis et opportunités de la Chine-Afrique

Qui gagne quoi ?

Les enjeux qui se profilent depuis quelques années sur le continent africain autour de la montée en puissance du partenaire chinois sont apparemment assez simples à résumer : qui gagne quoi ? Et pour combien de temps ? Sachant qu'en filigrane, cette question renvoie aussi à la place laissée à d'autres acteurs-partenaires, historiques ou potentiels, pour l'Afrique. Afrique et Chine ont-elles intérêt à s'installer dans un partenariat dual sinon exclusif, du moins largement privilégié ?

Premier constat global, la Chine bénéficie *a priori* d'un avantage dans la mesure où elle constitue une entité unique capable d'exercer tout son poids face à des pays sans unité qui traitent individuellement avec elle, sans stratégie concertée, donc sans possibilité de faire valoir dans les négociations un poids économique et politique ou géostratégique qui leur permettrait de traiter d'égal à égal. Cette faiblesse est

accentuée par le fait que tous les pays africains ne sont pas concernés au même chef, l'attrait qu'ils exercent étant proportionnel aux ressources qu'ils peuvent offrir.

Mais parmi ceux qui se sont lancés dans une lune de miel avec la Chine, il en est qui commencent à vouloir rééquilibrer les échanges : reprise de concessions minières, retrait de droits d'exploitation sur des champs pétroliers, expulsions de travailleurs chinois clandestins... Il semble que l'heure des comptes ait sonné et que, justement, le compte n'y soit pas totalement pour la partie africaine. Ce qui ne signifie pas pour autant que le divorce doive ou puisse être prononcé prochainement, tant les besoins sont complémentaires.

Le décollage économique de l'Afrique au cours des dernières années est bien lié à l'entrée en scène de la Chine et l'apport de cette dernière, ne serait-ce que dans la construction d'infrastructures vitales pour la poursuite de cet essor, pourra difficilement être pris en charge avec la même efficacité par un quelconque autre acteur.

Inversement, où la Chine trouverait-elle dans le long terme les multiples ressources en matières premières dont elle a besoin pour soutenir sa propre croissance ? Autre question qui ne devrait pas tarder à se poser : au fur et à mesure que les niveaux de vie et le pouvoir d'achat augmentent en Chine, mais aussi les salaires et les revendications sociales, le coût de la main-d'œuvre chinoise devient moins attractif. Pour continuer à produire certains articles manufacturés bon marché, et approvisionner de façon compétitive leur propre marché intérieur et les marchés étrangers, les Chinois pourraient bien être tentés de délocaliser certaines fabrications ou transformations dans des pays subsahariens où la main-d'œuvre restera meilleur marché pour quelques années encore. Les rapprochements sino-africains sont donc appelés à durer, voire à se renforcer.

En revanche, c'est le « comment » qui fait l'enjeu pour les deux parties, avec toutes les chances d'aboutir à un mariage de raison. Ce questionnement a commencé côté chinois, un travail s'est engagé en faisant l'effort de comprendre les critiques qui lui sont opposées, en recherchant des partenaires – notamment occidentaux – plus au fait des cultures, de l'histoire, des sociétés africaines, pour mieux apprivoiser le « terrain ». Dans une certaine mesure, il est aussi amorcé côté africain en changeant de regard pour mieux considérer son intérêt immédiat et de long terme dans les négociations passées et présentes. Mais il reste indéniablement du chemin à parcourir des deux côtés.

« [...] l'Afrique profitera vraiment de cette normalisation de la présence chinoise à une condition : que ses propres dirigeants, souvent victimes de leur insouciance, de leur corruptibilité ou tout simplement de leur incompétence, cessent de considérer ces nouveaux investisseurs comme les machines à sous des casinos de Macao et ne se contentent plus qu'on leur offre le poisson sans leur apprendre à pêcher [...]»¹¹. »

Une façon directe de signaler, sous couvert d'un proverbe chinois, que la responsabilité d'une relation « gagnant-gagnant » incombe autant à la partie africaine que chinoise, et qu'il ne tient qu'à elle de prendre la main sur la construction de ce partenariat pour en tirer non seulement les infrastructures dont elle a besoin, mais aussi des constructions de qualité, des transferts de compétences, l'association à des gains technologiques, bref, pour s'inscrire dans une logique de bénéfices dans le long terme, plutôt que dans le profit à court terme qui semble avoir prévalu jusqu'ici. On n'y est pas encore, mais rien ne dit que ce défi ne sera pas relevé, car chacun a tout à y gagner.

Chine

Motivation et discours politique	
Motivation et discours politique	Les relations s'organisent en fonction de l'intérêt supérieur de la nation chinoise pour sécuriser les importations en ressources nécessaires à sa croissance et ouvrir la voie aux débouchés commerciaux de demain. Cet objectif économique se double d'une politique de positionnement dans les grandes instances de gouvernance mondiale (ONU, OMC, FMI) et sur la question de Taïwan. Elle se positionne en contre-pied des principes du consensus de Washington.
Pays-cibles prioritaires	Présence dans la plupart des pays africains, mais avec pour cibles prioritaires les pays dotés de ressources stratégiques pour la Chine (énergie, mines, terres) et pays à débouché commercial potentiel fort (pour les biens de consommation) : Afrique du Sud, Nigeria, Algérie, Libéria, Angola, Soudan, Égypte.
Diplomatie	
Historique des liens/relations avec l'Afrique	1955 : Conférence de Bandung. La Chine se fait porte-parole des pays du tiers-monde sur la base d'un discours anticolonial.
Visites de chefs d'État	1964 : première visite d'un chef d'État chinois en Afrique (Zou Enlai). 1996-2013 : sept visites des présidents chinois (Jiang Zemin : 2 ; Hu Yintao : 4 ; Xi Jinping : 1) couvrant dix-huit pays d'Afrique subsaharienne et les cinq pays d'Afrique du Nord.

Diplomatie (suite)	
Véhicule de rencontre et communication	2000 : premier forum sino-africain pour définir la politique de coopération. Sommets Chine-Afrique, qui se tiennent tous les deux ans. Le premier a eu lieu en 2006.
Nombre d'ambassades	49 en Afrique et 44 en Afrique subsaharienne. Implantation d'instituts Confucius (culture et langue chinoises), qui passent de 1 en 2005 à 25 en 2010 (18 pays).
Diaspora vivant en Afrique ¹²	Estimée à 250 000 en 2008 par le ministère chinois des Affaires étrangères ; 750 000 à 1 million, dans 40 pays (2012).
Économie	
Vecteurs majeurs et relais	Commerce et financements sont définis dans une relation d'État à État. Le gouvernement (ministre du Commerce) mandate des entreprises chinoises grandes et moyennes pour réaliser un projet en contrepartie de droits à exploiter des matières premières, et envoi des migrants et s'appuie sur ceux déjà installés. Évolue vers l'incitation à des initiatives d'investissement privées : création en 2013 de deux fonds d'investissement (2 × 750 millions d'euros) pour soutenir les entreprises chinoises opérant en Afrique dans les secteurs miniers et commerciaux. La China Export Import Bank est le vecteur de financement. Réserves de change estimées à 3 400 milliards de dollars.
Mode opératoire type	Non-ingérence dans la gestion africaine (gouvernance, environnement, politique sociale). L'aide est liée à des conditions d'emploi (utilisation de main-d'œuvre et d'équipements chinois à hauteur estimée de 70 à 80 %).
Nombre d'entreprises opérant en Afrique	Environ 1 000 dans le secteur formel, répartis dans environ 50 pays (équivalent au nombre d'entreprises françaises au Maroc). Plus probablement le double, totalisant un chiffre d'affaires de 36 milliards de dollars (chiffres 2012).

Prestations et principaux secteurs d'investissements/d'activité	Constructions d'infrastructures (routes, électricité, ports, chemins de fer, BTP, immobilier social), pétrole souvent en consortium d'entreprises chinoises.
Principaux biens importés d'Afrique	Pétrole et produits pétroliers (27 % du pétrole importé par la Chine vient d'Afrique, qui assure ainsi 10 % de sa consommation), charbon, gaz, minerais. L'Afrique fournit 10 % de la consommation chinoise de pétrole. La Chine est le deuxième débouché du pétrole africain après les États-Unis. Globalement, la Chine constitue 18 % du commerce extérieur africain.
Biens exportés vers l'Afrique	Divers biens manufacturés. La Chine est à l'origine de 17 % des importations africaines.
Montant des IDE en Afrique	2000-2011 : – 75 milliards de dollars. 2012 : évalués à 2,52 milliards de dollars.
Montant des échanges commerciaux	Multiplié par vingt en 12 ans. 2000 : 10 milliards de dollars ; 2012 : 200 milliards de dollars. Prévision 2015 : 385 milliards de dollars. La Chine est la première destination des exportations africaines depuis 2012 et représente 18 % du commerce extérieur africain. 17 % des importations africaines viennent de Chine ¹³ .
Prêts bonifiés (engagements et promesses)	2006-2009 : 5 milliards de dollars. 2009-2012 : 10 milliards de dollars par an. 2012-2015 : 20 milliards de dollars par an (prévision).
Aide à l'Afrique	19 milliards de dollars (cumulés 1950-2009).

Notes

1. Voir également le tableau récapitulatif sur la Chine en Afrique à la fin de cet article.
2. À noter que, depuis 2005, les pays les moins avancés d'Afrique sont exemptés des droits de douane sur 95 % des produits qu'ils exportent en Chine.
3. Voir T. Pairault, « Les entreprises chinoises sous la tutelle directe du gouvernement illustrées par leur investissement en Afrique », *Revue de la régulation*, 1^{er} semestre 2013, <http://regulation.revues.org/10195>.
4. *Ibid.*
5. Le montant des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et la Chine est passé de 10 milliards de dollars en 2000 à 241 milliards de dollars en 2011. Voir M. J. Strauss, note 6.
6. Voir M. J. Strauss, « Africa in China's global strategy », *African Geopolitics*, n° 48, 2013.

7. On notera sans surprise que les cinq premiers bénéficiaires avec lesquels la Chine a développé des contrats d'infrastructures sont les cinq principaux pays pétroliers – Algérie, Angola, Soudan, Nigeria et Libye par ordre décroissant du nombre de projets.
8. « Le taux de change effectif réel de la Chine vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne s'est déprécié de 42 % alors qu'il s'est apprécié de 9,5 % vis-à-vis de ses principaux partenaires mondiaux », extrait du Rapport au ministère de l'Économie et des Finances « Un partenariat pour l'avenir », décembre 2013.
9. L. Sanusi, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, dans une tribune publiée dans le *Financial Times* (cité dans *Jeune Afrique*, n° 2724, mars 2013).
10. D. A. Robinson « Chinese engagement with Africa : the case of Mozambique », *Portuguese Journal of International Affairs*, printemps-été 2012
11. F. Soudan, « Donner un poisson ou apprendre à pêcher », *Jeune Afrique*, n° 2750, septembre 2013.
12. Statistiques 2012 fluctuantes selon les sources.
13. *Source* : ministère du Commerce de la Chine.

QUERELLES DE VOISINAGE

PETITE HISTOIRE DES RELATIONS SINO-JAPONAISES

Entretien avec François Godement (1968 I)

Professeur des universités à Sciences-Po, historien et spécialiste de la Chine, il dirige le programme Asie du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR). Il est également chercheur associé à Asia Centre, qu'il a fondé en 2005.



Perspective historique depuis le XIX^e siècle

Contrairement à un certain nombre d'idées reçues, les relations entre la Chine et le Japon sont anciennes, intenses, profondes, même si elles ne sont pas toujours empreintes de cordialité. Sur une très longue durée, on observe des siècles d'entente et une courte période de difficultés entre 1895 et 1965, ce qui permet aux officiels chinois de jouer sur les deux registres. Même au XIX^e et au XX^e siècles, les relations ont été le plus souvent proches, malgré quelques guerres comme celle de 1895. Remettre en question certaines idées fausses occidentales permet de mieux comprendre hésitations et perspectives actuelles.

Le Japon est en grande partie à l'origine de la modernisation de la Chine, depuis l'époque de l'ère Meiji. Les grands thèmes de la Restauration chinoise sont identiques à ceux de la réforme de l'ère Meiji, tout comme en Corée, et selon un principe asiatique : « Prendre à l'Occident son esprit et garder son âme. » Les mouvements étudiant et constitutionnaliste chinois sont ainsi venus du Japon ; des chinois émigrés au Japon ont été partie prenante de la révolution de 1911 ; l'influence allemande en Chine est aussi largement passée par le Japon (notamment les notions juridiques). Tout ceci se déroule parallèlement à l'expansion coloniale japonaise.

La guerre de 1895 a détaché Taïwan de la Chine et en a fait une colonie japonaise – presque une province. C'est l'un des succès du colonialisme japonais : plus d'éducation, plus de bilinguisme, de nombreux étudiants qui se rendent au Japon,

une participation des Taïwanais à l'élection à la Chambre Haute japonaise et même à l'armée par la conscription, ont fait de Taïwan une région où l'influence japonaise a été très importante de 1895 à 1945.

Ni la Chine communiste, ni Mao Zedong avant 1949 et la victoire de la Révolution communiste n'ont exprimé d'idées bien arrêtées sur ce fait, à tel point qu'avant l'avènement de la République populaire de Chine, le Parti communiste taïwanais était une sous-section du Parti communiste japonais.

Les Occidentaux ont une vision très différente à propos des influences : ils pensent qu'ils ont ouvert la Chine à l'influence occidentale et qu'ils l'ont modernisée : avec en tête les images du *Dernier train de Shanghai* (Von Sternberg, 1932) et des concessions françaises et occidentales. Nous pensons que nous avons créé le système des concessions, ainsi que l'implantation et la révolution industrielle chinoise. Cependant, certains faits très simples contredisent cette vision : en 1920, avant même la phase de conquête militaire des années 1930, les Japonais étaient trois ou quatre fois plus nombreux que les Occidentaux en Chine, avec une installation économique non seulement au nord-est, mais aussi du côté de Shanghai. C'est une implantation importante, qui n'empêche pas une sensibilité nationaliste chinoise, très vive après le traité de Versailles en 1919, suivie d'une explosion patriotique qui secoue le pays. Cela montre l'ambiguïté de la présence japonaise dont on est prêt à souligner le côté envahissant et militaire, mais qui a aussi un versant économique et culturel important (et même démographique si les Japonais étaient restés).

Après 1930, le Japon envahit progressivement tout le nord-est de la Chine. Chaque hésitation occidentale permet une avancée du Japon que la Chine est incapable d'endiguer : le régime fantoche du Mandchoukouo est créé en 1932 en Mandchourie. Mais les statistiques démographiques montrent dans le même temps, à partir d'une analyse de l'histoire des familles chinoises, que près d'un million de paysans quittent chaque année la Chine intérieure pour les trois provinces du nord-est tenues par le Japon. Un million par an, c'est autant que le plus fort courant d'émigration à la même époque en Europe, d'Allemagne et d'Italie vers le Nouveau Monde. Ces chiffres importants sont évidemment en rapport avec la sécurité alimentaire et administrative qui règne dans la Mandchourie occupée par le Japon, mais ils montrent aussi une certaine ambiguïté dans les relations entre les deux pays qui ne peut évidemment être reconnue par la Chine.

L'occupation par le Japon a posé en Chine les bases d'une infrastructure ferroviaire avec l'infrastructure économique qui l'accompagne : c'est le fameux South Manchurian Railway. Plus étonnant : les anciens de ce réseau ferré formeront la pépinière des cadres du Japon qui se relève après la guerre ; avec ces anciens, on trouve aussi des douaniers, des administrateurs, des espions... qui constitueront l'essentiel de l'ossature de l'administration à Tokyo, après 1945. C'est un retour d'influence,



mais ces allers-retours n'empêchent ni les massacres, ni la guerre insurrectionnelle, ni le racisme, ni la domination par la force, tout ce qui a conduit par exemple au massacre de Nankin en 1937.

Les Japonais qui ont pris la place des Occidentaux développent leur emprise économique et recrutent de très nombreux collaborateurs. Il existe cependant une grande différence entre la coopération en milieu urbain – même si elle n'est pas totale et s'il y a de la résistance –, et la situation en Chine rurale du nord-ouest où la guérilla communiste mobilise fortement la paysannerie contre l'envahisseur japonais.

La période de 1885 à 1945 représente les soixante années les plus noires des relations entre la Chine et le Japon, mais il ne faut pourtant pas sous-estimer les courants d'interpénétration, car tout n'est pas noir ou blanc. Parmi les partisans du régime militaire japonais, il y a de nombreux partisans de « l'asianisme », c'est-à-dire de la thèse de la libération des Asiatiques face aux Occidentaux ; certains d'entre eux ont même protégé des révolutionnaires chinois. À l'inverse, l'éducation et la propagande antijaponaise sont très faibles en Chine sous Mao.

Les relations après la Seconde Guerre mondiale

Après 1945, l'ambiguïté demeure. Le Japon a dû rendre les armes et les territoires qu'il avait pris par la force. Il renoue des liens, mais il est gêné par le développement de la Guerre froide et par la guerre de Corée. Il va donc appliquer la doctrine du « rideau de bambous », à une exception près : dès 1950, la Diète japonaise vote une loi spéciale qui ouvre une brèche permettant de commercer indirectement avec la Chine, grâce à des compagnies « boîtes aux lettres ». Ce sera le rôle de Hong Kong qui va abriter le siège de ces compagnies. Même au cœur de la guerre chaude de Corée, le Japon n'abandonne pas ses liens économiques avec la Chine, et Mao qui n'a jamais montré d'hostilité envers le Japon le sait bien. Dans un célèbre épisode des années 1950, Mao reçoit les membres d'une troupe de Kabuki et leur dit : « Messieurs, vous vous êtes assez excusés, il n'est plus nécessaire de s'excuser, on peut avoir d'excellentes relations. »

Au début des années 1960, c'est-à-dire après la catastrophe du « Grand Bond en avant » mais avant la « Révolution culturelle », le Japon est aussi le premier pays n'appartenant pas au bloc soviétique à prêter de l'argent à la Chine alors que les Chinois sont opposés aux prêts avec intérêt (comme dans le « crédit islamique »). Après la rupture avec l'Union soviétique, Mao ne veut plus emprunter avec intérêt et achète donc avec paiement différé. Ainsi le Japon aidera notamment la reconstitution de la flotte de pêche chinoise, au début des années 1960, bien avant la reconnaissance, en 1972, de la République populaire de Chine par Kakuei Tanaka, Premier ministre japonais. Cet acte est la reconnaissance par le Japon d'une relation de voisinage à

long terme, qui prend le pas sur l'idéologie, sur le conflit stratégique de la Guerre froide. Bon gré mal gré, les Américains vont l'accepter. L'éducation et la propagande antijaponaises sont très faibles en Chine sous Mao, alors qu'il y a eu une immense campagne anti-américaine pendant la guerre de Corée. Rétrospectivement, cela semble très curieux parce que les sentiments antijaponais ont pris le pas et ont même été encouragés lors de la période récente.

À cela succède un « âge d'or » de la relation sino-japonaise, qui correspond en fait à l'ascension des réformateurs en Chine après 1978 (après la reconnaissance par Tanaka en 1972). Cet âge d'or se poursuit jusqu'en 1986-1987 environ, un peu avant les événements de Tian'anmen en 1989, parce que le Japon est alors un soutien, un pilier de la réforme économique chinoise, par le biais de prêts considérables. C'est l'un des premiers vendeurs d'équipements technologiques à la Chine, et même de biens de consommation, en particulier de voitures. C'est donc un partenaire privilégié et l'on voit se développer un axe économique sino-japonais, en même temps qu'une « sino-mania » s'étend au Japon, avec le culte de « la Route de la soie » et la reconnaissance de l'antériorité chinoise sur le plan culturel. C'est à cette époque que le dirigeant du Parti communiste chinois, Hu Yaobang (celui qui sera purgé en 1987 et dont la mort déclenchera les manifestations de Tian'anmen) encourage les relations sino-japonaises en recevant sur la place Tian'anmen des milliers d'étudiants japonais (parmi eux se trouvait le futur Premier ministre, Yoshihiko Noda, prédécesseur du titulaire actuel).

Après 1986-1987, le Japon est victime de la campagne des conservateurs chinois contre les réformateurs. Avant même 1989, les premiers mouvements antijaponais apparaissent. Les Occidentaux sont peu présents (y compris les Russes qui ont apporté en Chine des influences modernistes venues d'Occident), la présence diplomatique et économique forte est celle du Japon. Les relations sino-japonaises sont donc interrompues par la lutte entre réformateurs et conservateurs au sein du Parti communiste chinois. Un grand tournant se produit lors de la crise de Tian'anmen en 1989 : le régime va faire un demi-tour complet en matière d'éducation et de propagande, ce qui affecte les Occidentaux mais surtout les Japonais. Après 1989, l'agitation autour du massacre de Nankin perpétré en 1937 par les Japonais, et plus généralement autour des crimes de guerre japonais, se traduit par la création d'associations et de musées.

L'histoire des années 1990 est assez complexe. Les conflits frontalier et maritime étaient en sommeil jusqu'à la restitution d'Okinawa au Japon en 1972, à la fois par Taïwan et par les Américains, et la restitution dans le même lot de petites îles (les Diaoyu/Senkaku) qui sont aujourd'hui l'objet d'un conflit de souveraineté. Cette restitution n'a pas fixé les limites exactes de souveraineté de ce qui était rendu. Le traité mutuel de sécurité États-Unis-Japon porte sur les zones qui étaient « sous le contrôle effectif du Japon ». Un diplomate japonais dit aujourd'hui que



« les Américains devraient savoir où se trouvent ces îles et à qui elles appartiennent, puisqu'ils les ont bombardées 394 fois, quand elles servaient de cibles d'essai à l'aviation américaine avant 1972 ! » Le conflit avait été mis sous le boisseau par Deng Xiaoping qui avait prononcé cette phrase célèbre : « Laissons la solution du conflit aux générations futures ! » Ce conflit a pris de l'importance à partir du moment où est apparue la perspective de découvrir du pétrole et du gaz.

La situation actuelle

Pour la première fois depuis 150 ans, il est indiscutable que la Chine dépasse aujourd'hui le Japon sur les plans économique et militaire, peut-être pas encore en termes d'efficacité, mais en tout cas en volume. Même si l'armée chinoise n'a pas été engagée sur le terrain (ni celle du Japon depuis 1945), sa taille croît chaque année et le Japon ne peut pas suivre : le budget militaire du Japon a augmenté de 30 % en vingt-cinq ans, alors que, dans le même temps, celui de la Chine a été multiplié par quinze environ ! Les deux crises financières asiatiques – la crise japonaise de 1991 qui a mis fin aux « années folles » et celle de 1997-1998, qui a relativement épargné la Chine – ont mis à égalité les deux pays.

Le Japon garde l'avantage stratégique d'être une île ; les niveaux d'éducation, les niveaux écologiques sont encore incomparables ; l'industrie japonaise est de nouveau très présente et très influente en Chine. Les statistiques sont comparables à celles des années 1920 : aujourd'hui, on recense environ cinq mille entreprises allemandes en Chine (l'Allemagne y est le pays européen le plus présent, avec 5 % des ventes européennes) contre vingt-deux mille entreprises japonaises. Malgré les divagations politiques, malgré le retour en force des récriminations historiques, les deux pays sont revenus à une situation d'interdépendance assez frappante. Jusqu'en 2014, les Chinois utilisaient une expression nouvelle pour qualifier les rapports avec le Japon : ils parlaient de « paix froide ». Malgré les bagarres politiques, les disputes, les interruptions de contacts entre les gouvernements, les polémiques et les manifestations en Chine, les échanges économiques ont continué d'augmenter imperturbablement, tout comme les investissements japonais en Chine.

Une rupture s'est produite en 2014 : peut-être la Chine est-elle allée trop loin ? Peut-être le Japon a-t-il pris peur ? Shinzō Abe, revenu au pouvoir, assume une posture réaliste et nationaliste avec moins de complexes. Pour la première fois, les investissements japonais en Chine ont considérablement diminué et l'on assiste aussi à un début de baisse des échanges. Comme si le climat politique avait fini par rattraper le climat économique, alors qu'il n'en était rien jusque-là.

Au Japon, pour éviter une trop forte dépendance vis-à-vis de la Chine, on investit ailleurs, notamment en Inde et au Vietnam. Le patronat japonais a toujours eu

des réticences à transférer des technologies avancées en Chine, de peur de se faire dépouiller. 2014 est nettement la conséquence du mouvement chinois de boycott violent de septembre 2012, avec des attaques contre des entreprises japonaises, et en particulier contre des Chinois conduisant des voitures japonaises. On n'avait pas vu d'appels au boycott depuis les années 1920-1930 ; le mouvement, s'il était spontané, pouvait être arrêté, et il n'a pas repris en 2013. Mais les Japonais y ont certainement vu un signe d'alerte.

Comment cette tendance est-elle perçue en Chine ? Dans l'affaire des îles, la Chine officielle s'est lancée dans une opération de propagande internationale pour tenter d'accréditer l'idée que cette question est l'équivalent de la lutte antifasciste pendant la Seconde Guerre mondiale (c'est un point de rapprochement opportuniste avec Poutine). Il y a cependant des voix qui s'attachent à retrouver une normalisation. Les manifestations de 2013 n'ont pas repris et, depuis, c'est une sorte de recul sans le dire plutôt qu'une politique ouvertement négative.

Les relations avec les autres pays de la zone

Les États-Unis ont jusqu'à présent géré des crises, mais n'ont jamais pratiqué dans cette zone une politique de résolution des conflits ; ils ont donc quelques responsabilités dans des litiges qui se sont enkystés et qui éclatent en ce moment. Plus les relations sino-japonaises se sont détériorées, plus l'alliance nippo-américaine a été confortée, au détriment des tendances asianistes et pacifistes existant au Japon. La relation économique avec la Chine est devenue prioritaire pour les États-Unis, et ils évitent à tout prix d'être entraînés par le Japon dans un conflit, au point que celui-ci s'interroge parfois sur les garanties de sécurité réelles qu'offre l'alliance avec les États-Unis. Pour l'instant, en dehors des négociations de Genève sur le nucléaire en Corée du Nord en 1994, il n'y a pas d'implication réelle américaine en Asie, ni dans des négociations internationales, ni dans des résolutions de conflits. La première puissance mondiale de la région ne prend pas de risques et vit dans le présent, dans un équilibre qu'elle cherche à préserver.

Quels sont les rapports avec l'Inde ? C'est une nation-pivot, qui n'est fondamentalement alliée avec personne, qui a gardé une forme de neutralité et des liens avec la Russie. La menace chinoise, si elle existe, est beaucoup moins directe, car entre les deux pays se trouve l'Himalaya, même si des régions de voisinage tel que le Tibet posent problème. L'Inde, qui n'est soumise à aucun embargo, achète librement des armements à qui elle veut, aux États-Unis (10 milliards de dollars) et même à la France (nous espérons 1 milliard de dollars, ce qui n'est pas rien !).

Sur le plan économique, l'Inde tournait complètement le dos à la Chine, mais elle s'est ouverte : il y a vingt ans, les échanges ne représentaient que quelques dizaines



de millions de dollars ; aujourd'hui, ils approchent la centaine de milliards. Il y a une fascination des industriels indiens pour la Chine, qui leur paraît moins bureaucratisée que leur propre pays. Mais subsistent les préventions stratégiques, la méfiance, le conflit frontalier, fondamentalement déterminé par la divergence sur le Tibet (l'Inde accueille le dalaï-lama, ce que la Chine ne lui pardonne pas). Depuis 2008, l'Inde est le seul pays qui soutient l'indépendance du Tibet ; le Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale de tutelle de l'Inde, cautionnait en effet l'indépendance en soutenant depuis 1913 que la Chine avait la « suzeraineté » mais non la « souveraineté » sur ce pays ; il a abandonné ce principe en 2008, après les Jeux olympiques de Pékin. On peut dater de cette époque les ennuis frontaliers de l'Inde.

L'Inde, puissance nationaliste ombrageuse qui pense qu'elle a la démographie de son côté (la Chine vieillira avant l'Inde, sans parler du Japon et de la Corée), se raidit face à la Chine. D'où des situations d'antagonisme assez fort, illustrées par la visite récente du président chinois Xi Jinping, promettant une cascade d'investissements (suivie de moins de signatures), en concurrence visible avec le Japon, alors même que les troupes chinoises pénétraient au Ladakh, dans la région sous contrôle indien, avec des slogans, des drapeaux, dans une sorte de défi local. Au même moment, le président chinois est en visite dans la province précédemment administrée par le Premier ministre indien Modi, qui réagit, proteste et refuse de se laisser faire. En 2005, au sommet de la Défense de l'Asie orientale à Singapour, George Farnes, ministre de la Défense indien, ancien syndicaliste des chemins de fer indiens, disait : « Vous savez, le nucléaire, nous l'avons contre la Chine, pas contre le Pakistan ! » L'Inde a la capacité de prendre ce qu'elle veut des alliances sans se lier entièrement. Mais, avec le Japon, l'alliance ne peut pas être symétrique, car les Japonais sont liés aux États-Unis par le Traité mutuel de sécurité, et sont de ce fait beaucoup moins libres dans leurs accords.

En ce qui concerne la Russie, elle a bien une frontière (démographiquement faible) avec la Chine (et aussi le Japon), mais elle n'intervient pas vraiment dans leurs relations. Certes, Vladimir Poutine est revenu dans le jeu diplomatique, mais le rêve de l'amiral Gorshkov, sous Brejnev, d'une projection stratégique d'une grande marine soviétique avec ses croiseurs et ses sous-marins nucléaires dans le Pacifique est dépassé. Poutine a une diplomatie énergétique très forte : il a réussi à mettre en concurrence les Chinois et les Japonais ; cependant, bien qu'il ait passé un accord gazier avec la Chine, il ne peut pas s'associer de manière trop importante avec elle. Cet accord lui sert à faire du chantage ou à résister aux sanctions européennes, mais il a besoin, à long terme, du marché européen : il pourrait nous couper le gaz pour un mois, mais pas sur cinq ans.

Les relations culturelles

En ce qui concerne la culture, il est difficile de dire qui a donné à qui, et qui a appris à qui. Le Japon est redevable à la Chine de son alphabet mais, en retour, les penseurs de la réforme de l'ère Meiji ont eu une très grande influence en Chine. Aujourd'hui, le Japon fournit la technique et l'éducation à la Chine. On trouve beaucoup d'étudiants japonais dans les universités du nord-est chinois et même jusqu'à Shanghai (et encore plus d'étudiants coréens).

La Chine est redevable au Japon d'importants transferts technologiques. Cependant, les patrons japonais freinent ces transferts, comme ils l'ont toujours fait, car ils en connaissent les dangers. Pour les affaires importantes, soit la Chine refuse de reconnaître l'apport (par exemple celui des aciéries de Baoshan, près de Shanghai, construites entièrement sur fonds japonais), soit le Japon s'abstient d'y contribuer. Les entreprises japonaises n'ont pas participé à l'appel d'offres pour la construction d'un TGV en Chine, estimant que cette construction pouvait être source de récriminations et d'agitations, comme cela a été le cas à la fin des années 1990. En revanche, ils ont largement transféré des TGV de « seconde zone », qui roulent à 250 km/h au lieu de 380.

Sur le plan économique, le modèle des entreprises chinoises n'est pas vraiment calqué sur celui des entreprises japonaises. Une cassure s'est produite en Chine en 1994, conduisant à la constitution de grandes entreprises d'État : elles ressemblent plutôt aux conglomérats coréens (les « chaebols ») qu'aux grands groupes japonais. En revanche, Taïwan, longtemps occupé par le Japon, est une « éponge japonaise ». Hou Hsiao-hsien, immense cinéaste taïwanais, né sur le continent, a réalisé un film merveilleux (*La Cité de la douleur*, 1989) sur les rapports entre les Taïwanais et les Japonais.

Il y a toujours de nombreux étudiants et touristes chinois au Japon, et beaucoup de travail au noir également, mais il n'est pas sûr que cela entraîne des sentiments plus mesurés vis-à-vis du Japon. Les deux pays vieillissent, mais le Japon a vingt-cinq ans d'avance sur le vieillissement ; son taux de natalité, même s'il s'est légèrement redressé, plombe ses perspectives de croissance. Le gouvernement de Shinzō Abe, industrialiste et nationaliste, a lancé une politique de dévaluation du yen inverse de celle de l'Allemagne en Europe (l'Allemagne a aussi une démographie vieillissante), mais il n'est pas certain que cela puisse relancer l'industrie. La Chine, même si elle manque de filles, a vingt-cinq ans devant elle et a encore de la marge : elle a notamment un réservoir d'émigration intérieure rurale, il faut donc tenir compte des glissements d'une région à une autre. En pratique, l'essor démographique d'une Chine moderne se poursuit, malgré le ralentissement démographique d'ensemble.

Les monnaies

Sur le plan de la monnaie, le Japon n'a pas réussi à faire ce que l'Allemagne a réalisé en créant une « zone mark », bien avant l'institution de l'euro. Le Japon a joué sur

la parité avec le dollar, comme pays exportateur vers les États-Unis, mais il n'est pas parvenu à internationaliser sa monnaie : le yen, pourtant reconnu internationalement, n'est pas une monnaie régionale, la monnaie régionale restant le dollar.

À la différence du Japon, la Chine pousse à une forme d'internationalisation de sa monnaie, qui repose avant tout sur les échanges commerciaux, et s'apparente beaucoup à un mercantilisme rappelant les années 1930 et non à une libéralisation monétaire. Elle en tire des avantages. Cependant, le yen est plus utilisé que le yuan dans les transactions internationales. Le Japon a longtemps été pris au piège de la hausse du yen, tandis que les Chinois pratiquent une stratégie de stérilisation des réserves qui leur permet d'éviter la hausse de leur monnaie et soutient la croissance : ils ont évité le piège de l'ouverture complète des changes. En matière monétaire, le Japon est plutôt un contre-modèle pour la Chine. Il est trop tard pour qu'il y ait une « zone yen » en Asie. On ignore encore s'il y aura une « zone yuan » : sur le plan commercial certainement, sur le plan financier probablement pas, ni sur le marché des capitaux.

LES ÎLES SENKAKU/DIAOYU, CRISTALLISATION DES TENSIONS DANS UNE ASIE DU NORD-EST EN MUTATION

Guillaume Prigent (2010 I)

Élève en quatrième année à l'ENS-Ulm, il est titulaire d'un master en relations internationales (Paris 1) et étudie actuellement le chinois à l'Inalco. Ses recherches portent sur les minorités chinoises en Asie du Sud-Est, problématique qu'il a eu l'occasion de rencontrer grâce à un stage à l'ambassade de France en Indonésie.



Le continent asiatique connaît un différend maritime majeur, situé en mer de Chine orientale, autour des îles Senkaku (en japonais) ou Diaoyu (en chinois). Ce point de tension oppose les deux grandes puissances asiatiques : le Japon, puissance économique installée, et la République populaire de Chine, en expansion. Ces îles se présentent comme un terrain où les deux pays testent leur puissance respective, au miroir l'une de l'autre : les coups de force de l'un donnant lieu à une réaction de l'autre.

De multiples incidents qui maintiennent un niveau de tension élevé et des forces armées en état d'alerte

Les îles Senkaku/Diaoyu : une localisation stratégique

Les îles Senkaku/Diaoyu correspondent à un petit archipel de cinq îlots principaux. La plus grande mesure 3,5 km² et les autres quelques dizaines d'hectares. Situées à

120 miles nautiques de Taïwan, elles sont officiellement intégrées par le Japon à la préfecture d'Okinawa¹. Cet état de fait est contesté, à la fois par la République populaire de Chine et par Taïwan². Ces îles représentent en effet un intérêt stratégique majeur.

Tout d'abord, elles sont situées au cœur de routes maritimes essentielles pour les trois parties. Dans ce contexte, une solution de compromis semblerait la meilleure chose, pour permettre le transport sans heurt des biens de chacun des acteurs riverains et favoriser le commerce.

Un autre enjeu concerne la présence de ressources halieutiques et de réserves en hydrocarbures³. Des opérations de prospection menées sur place conduisent néanmoins à nuancer l'importance de ces gisements. Les ressources ne permettent donc pas, à elles seules, d'expliquer le différend maritime.

La naissance d'un droit international de la mer constitue, paradoxalement, la raison principale de ces tensions⁴. La République populaire de Chine comme le Japon sont parties à la convention signée à Montego Bay, qui crée des zones économiques exclusives⁵, propriétés de l'État riverain. Pour la Chine comme pour le Japon, s'assurer le contrôle effectif de ces îlots signifierait alors asseoir sa souveraineté sur l'ensemble de l'espace maritime adjacent. Le droit international de la mer, en reconnaissant la souveraineté d'un État au détriment de régimes de gestion conjointe, écarte donc une solution de compromis au conflit.

Les revendications de la Chine et du Japon

Pour la République populaire de Chine, les territoires disputés constituaient une zone tributaire de l'empire sous les Qing (XVII^e-XX^e siècles), lesquels en étaient les suzerains. Ils ont échappé à l'autorité chinoise suite aux conquêtes japonaises et aux contraintes du siècle de la Honte⁶. Leur non-restitution à la Chine lors du traité de San Francisco (1951), concernant les territoires chinois conquis par les Japonais, constitue une erreur pour Pékin.

Pour le Japon, ces îles appartiennent au territoire japonais depuis le XIX^e siècle (1895), date à laquelle il en prend possession officiellement⁷. De plus, lors du départ des troupes américaines, les îles ont été intégrées dans la préfecture d'Okinawa (1972). Et, selon les autorités japonaises, la République populaire de Chine a commencé à s'intéresser à ces îlots inhabités au moment où la présence d'hydrocarbures a été suspectée.

Les États-Unis constituent le troisième acteur majeur dans cette crise. Ils ont utilisé les îles Senkaku/Diaoyu avant de les rétrocéder au Japon en 1972. Ils affichent depuis un soutien aux positions japonaises, renforcé par l'inquiétude due à la montée en puissance de la République populaire de Chine. Enfin, en cas de conflit ouvert entre les deux partenaires, les États-Unis sont tenus, par des accords militaires signés avec le Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale, de défendre leur allié.

Chronologie des événements : vers une tension croissante autour des îles Senkaku/Diaoyu

Ces revendications donnent lieu à des incidents caractérisés par leur soudaineté, leur retentissement et leur caractère imprévisible. Trois périodes de tensions croissantes peuvent être observées.

Le premier moment s'étend des années 1980 à 2010. Il est marqué par un début de frénésie de la part des deux pays. Néanmoins, les incidents sont minimisés et les deux gouvernements appellent à une résolution pacifique du différend.

L'année 2010 est marquée par un regain de tensions, lorsqu'en septembre un navire de pêche chinois heurte un garde-côte japonais. La détention du capitaine chinois provoque de vives réactions en République populaire de Chine. Cette dernière suspend ses relations de haut niveau avec le Japon et déclare un embargo sur ses exportations de terres rares vers l'archipel. Jusqu'en 2012, de nombreux gestes de provocation de part et d'autre sont observés.

Un nouveau pas est franchi en avril 2012 lorsque le gouverneur de Tokyo, nationaliste et partisan du révisionnisme, annonce son souhait d'acquérir trois des îlots Senkaku/Diaoyu. Pour contrer ce projet, le gouvernement japonais rachète les îles concernées, provoquant l'ire de la République populaire. La tension militaire monte alors d'un cran. Les effectifs déployés augmentent ainsi que le risque d'escalade.

On observe une instrumentalisation croissante du conflit par le pouvoir dans les deux pays. De périphérique et anecdotique, il est devenu un enjeu de premier plan dans un discours politique radicalisé, qui laisse de moins en moins de place au compromis.

L'instrumentalisation de ces îles par les pouvoirs chinois et japonais

Les îles Senkaku/Diaoyu, zone de test, pour la Chine, de sa nouvelle puissance diplomatique et militaire ?

La montée en puissance militaire et diplomatique de la République populaire de Chine ne fait aucun doute. Depuis vingt ans, les dépenses militaires chinoises sont en augmentation constante. Entre 2013 et 2014, elles ont augmenté de 12,2 %⁸. La modernisation de la marine constitue un enjeu majeur pour l'armée chinoise. L'objectif poursuivi par Pékin est de combler son retard technologique sur le Japon, mais aussi et surtout sur les États-Unis.

La chaîne hiérarchique est donc réduite, pour faire des forces navales le fer de lance d'un pouvoir central qui affirme de plus en plus le rôle de la République populaire sur la scène internationale. Le nouveau président, Xi Jinping, s'est saisi personnellement des dossiers de politique étrangère jugés prioritaires. Le différend qui nous intéresse en fait partie. Il a développé un certain nombre de concepts visant à mettre la République populaire de Chine sur un pied d'égalité avec les États-Unis. Il entend

développer avec Washington un « nouveau type de relations entre grandes puissances », laquelle se décline sur le plan militaire : l'armée chinoise (Armée populaire de libération) doit être aussi puissante que l'armée américaine. Sur le plan diplomatique, Xi Jinping entend opposer un « rêve chinois » au rêve américain.

Dans cette redéfinition du statut diplomatique de la Chine, qui se pense de plus en plus comme une puissance mondiale, les îles Senkaku/Diaoyu jouent un rôle de test : la République populaire de Chine, par ses coups de force et ses revendications, tente de cerner la réaction de ceux qu'elle considère comme ses concurrents dans la zone.

En réaction : « Japan is back »⁹

Le Japon a d'abord donné l'impression de céder face aux réactions chinoises dans les îles Senkaku/Diaoyu. Cependant, l'accession de la République populaire de Chine au rang de deuxième puissance économique, devant le Japon, et les incursions de navires chinois à proximité de ces îles a modifié l'image que les Japonais avaient de leur voisin. La classe politique, à commencer par le Premier ministre Shinzō Abe, prône désormais la fermeté et fait valoir de solides atouts.

Tout d'abord, les forces navales nippones disposent d'une force de frappe au moins aussi puissante que leurs homologues chinoises. Selon Philippe Pelletier, la marine japonaise est plus importante que les marines française et britannique réunies. Quant à la garde côtière japonaise, en charge de la zone des Senkaku/Diaoyu, elle équivaut, à elle seule, à la marine italienne¹⁰. Outre leur importante numérique, ces flottes disposent d'un armement parmi les plus avancés au monde.

Enfin, le Japon utilise cet enjeu maritime pour se présenter comme le garant de la démocratie et du droit international en Asie face à une République populaire de Chine représentée comme autoritaire et hégémonique. Il développe une rhétorique à destination des pays de l'ASEAN et de la communauté internationale. Ainsi, depuis décembre 2012, le Premier ministre japonais évoque un « diamant de sécurité ». Regroupant l'Inde, l'Australie, le Japon et les États-Unis, il permettrait de protéger les zones maritimes de l'océan Indien à l'ouest du Pacifique. Il peut être vu comme un équivalent « démocratique » du collier de perles chinois¹¹.

L'instrumentalisation des opinions publiques et l'usage du nationalisme par les dirigeants

Les incidents survenus autour des îles Senkaku/Diaoyu se caractérisent par un retentissement médiatique sans commune mesure avec l'importance réelle des événements.

Derrière ces faits, on peut observer des opinions publiques de plus en plus radicalisées et méfiantes vis-à-vis du pays voisin. Le rapport à l'histoire et au passé hérité de la Seconde Guerre mondiale joue un rôle essentiel dans ce processus.

Du côté chinois, l'argument utilisé par le pouvoir est celui d'une souveraineté chinoise datant de l'empire et mise à mal par les guerres de l'Opium. Le gouvernement fait ainsi référence à un moment sensible de l'histoire pour la population, celle du siècle de la Honte, caractérisé par des incursions étrangères et des traités inégaux. La politique actuelle de la Chine se pense en miroir de cette période : les affronts subis doivent être lavés. De l'autre côté, toute velléité militaire du Japon dans ces îles ravive les souvenirs de l'occupation japonaise et de ses atrocités. Elle suscite immédiatement des manifestations antijaponaises en Chine, largement tolérées (sinon encouragées) par le pouvoir.

Le même phénomène est observé au Japon. Les élites politiques ont certes exprimé à plusieurs reprises leurs regrets quant aux actes commis pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, elles ont également su tenir des propos nationalistes, qui touchent une frange de la population pour qui cette guerre n'apparaît pas illégitime¹². De plus, les manifestations de nationalisme apparaissent comme de plus en plus assumées au Japon. Le Premier ministre Abe lui-même a visité, en décembre 2013, le sanctuaire Yasukuni, dans lequel sont enterrés (entre autres) des gradés militaires jugés comme criminels de guerre en 1945. La montée en puissance de la République populaire de Chine accentue ces sentiments, chez une population japonaise qui perçoit son voisin comme une menace¹³. C'est donc un Japon quelque peu décomplexé sur son passé qui souhaite ne pas perdre la face sur la question de ces îles.

On observe une sorte de cercle vicieux dans l'utilisation du nationalisme par le pouvoir dans les deux pays : les Japonais demandent plus de réaction face à une Chine perçue comme menaçante. Les Chinois, quant à eux, s'inquiètent de voir le Japon s'affirmer sur le plan militaire et soutiennent la politique de leur gouvernement.

Enfin, cette attitude est renforcée par la personnalité des deux dirigeants, chinois et japonais. Shinzō Abe se présente quelque peu comme un nationaliste affirmé, défenseur d'une attitude de fermeté face à la Chine. De son côté, Xi Jinping rompt avec l'approche de compromis initiée par Deng Xiaoping et reprise, dans une certaine mesure, par Hu Jintao au début de son mandat. De manière assez paradoxale, les deux hommes, qui ne se sont pas encore rencontrés, présentent des traits assez similaires. Ils conduisent personnellement la politique étrangère de leur pays, notamment la question des îles Senkaku/Diaoyu. Cette appropriation personnelle diminue les chances de compromis. Les deux hommes, peu favorables à l'apaisement, ne peuvent être remis en cause par leurs administrations subalternes comme cela pouvait être le cas précédemment, où elles tentaient, en coulisse, de « calmer le jeu ».

Quelles évolutions du conflit autour de ces îles ?

Des risques limités de conflit en raison de l'interdépendance économique

Les déclarations politiques et le nationalisme croissant des populations ne peuvent occulter l'interdépendance économique de la Chine et du Japon. Ce dernier réalise 20 % de son commerce extérieur avec la République populaire de Chine. Il est son premier client depuis 2009, la part chinoise dans les importations japonaises s'élevant à 22,1 % cette même année. La République populaire de Chine, quant à elle, absorbe 19,4 % des exportations japonaises¹⁴. L'appareil productif des deux pays, de même que leurs débouchés, est étroitement lié. Un conflit ouvert et de grande ampleur entre les deux États semble donc peu probable, voire impossible.

La grande inconnue : que veulent véritablement les deux protagonistes ?

Les tensions autour des îles Senkaku/Diaoyu illustrent une ambiguïté de la politique étrangère chinoise. D'un côté, la Chine se présente comme une puissance diplomatique à l'échelle internationale, capable de rivaliser avec les États-Unis en proposant des concepts de portée mondiale, tel le « rêve chinois ». Dans le même temps, elle développe une stratégie régionale, des partenariats et des constructions à l'échelle du continent, qui la placent au-dessus des partis en Asie. Elle se présente comme un arbitre, une sorte de gendarme garantissant la paix dans la Méditerranée asiatique grâce à sa flotte modernisée. Son opposition au Japon peut se lire comme une réaction face à un pays qui lui conteste son *leadership* sur le continent et ses abords maritimes. Cependant, elle agit également comme un État en querelle avec ses voisins, adepte des coups de force et jouant des rivalités en Asie pour accroître sa puissance. Cette situation risque à terme de desservir la République populaire de Chine¹⁵. La plupart de ses voisins asiatiques la voient comme un État agressif et nombreux sont ceux, particulièrement au sein de l'ASEAN, qui ont choisi de renforcer leurs liens avec les États-Unis.

De son côté, l'attitude belliciste du Japon risque également de lui nuire. S'il se présente comme le champion de la démocratie, le nationalisme qui sous-tend ses positions ne rassure pas non plus ses voisins en Asie. Ces derniers ont souffert de l'occupation japonaise et réagissent comme la population chinoise à toute velléité nationaliste et/ou militaire nipponne. Là encore, les États-Unis sont vus comme des alliés moins dangereux que le Japon, car capables de contrôler les gestes de ce dernier.

Conclusion : les États-Unis, garants de la stabilité en Asie orientale

Ainsi, Washington apparaît comme le grand gagnant de ces tensions autour des îles Senkaku/Diaoyu. Elles font des États-Unis un partenaire nécessaire pour garantir la paix et l'équilibre des puissances face à deux États qui semblent pris dans une sorte

d'*hybris* belliciste. Bien loin de les servir, elle paraît les décrédibiliser sur la scène internationale.

De plus, ces tensions renvoient à une conception paradoxalement très proche de la puissance entre la Chine et le Japon, illustrant leurs liens culturels et leur interdépendance. Dans les deux cas, la fierté nationale les amène à refuser tout compromis par crainte de perdre la face. Ils réagissent l'un par rapport à l'autre, en utilisant les mêmes mécanismes (nationalisme, référence au passé, rôle de l'armée). Un tel constat peut inquiéter, mais il peut également rassurer : s'ils se ressemblent, les deux pays peuvent aussi échanger sans décalage culturel et trouver un moyen d'apaiser leurs tensions. Ainsi, si les échanges de haut niveau sont gelés, les relations entre la République populaire de Chine et le Japon sont maintenues à l'échelle des autorités locales, des *think tanks* et des personnalités du monde des affaires.

Le risque d'un véritable conflit armé est donc à relativiser. Le danger principal est celui d'un incident de grande ampleur, suite à l'accroissement des forces militaires dans la zone. Ces îles présentent en effet le défaut de territorialiser des oppositions qui seraient autrement cantonnées au domaine de la rhétorique diplomatique. Gérer une crise de ce type serait un exercice délicat pour des États qui tiennent leur population par l'instrumentalisation du nationalisme.

Notes

1. « Ces îles qui enveniment les relations entre la Chine et le Japon », *Le Monde*, 11 septembre 2012. Cet article présente une carte simple localisant les îles.
2. En raison de notre problématique portant sur la République populaire de Chine, la position taïwanaise sera peu étudiée.
3. L'enjeu énergétique, calqué à d'autres rivalités, est une cause majeure des tensions entre la Chine et le Japon, pas seulement autour des îles Senkaku/Diaoyu. Pour un aperçu complet, cf. V. Niquet-Cabestan, « La géopolitique de l'énergie en Extrême-Orient : un nouvel enjeu des relations sino-japonaises ? », *Politique étrangère*, 2005/4, hiver, p. 867-879.
4. Cf. Ph. Pelletier, « Le Chien et l'éléphant. Le Japon au miroir de la Chine », *Hérodote*, n° 150, 2013/3, automne, p. 118.
5. La ZEE est un territoire maritime s'étendant jusqu'à 200 milles des côtes d'un État et dont l'exploitation est exclusivement réservée à cet État côtier.
6. Ce terme désigne une période s'étalant du début des guerres de l'Opium (1839) à la proclamation de la République populaire de Chine en 1959. Il correspond à l'intrusion des Occidentaux en Chine et à la conquête japonaise.
7. Selon le principe de *terra nullius* : si une terre n'appartient à personne, le premier État qui en prend possession en acquiert la souveraineté.
8. Chiffres avancés par A. Ekman, dans « Asie-Pacifique, la priorité de la politique étrangère chinoise », *Politique étrangère*, 2014/3, automne, p. 16.
9. Cf. C. Pajon, « Le Japon d'Abe face à la Chine de Xi : de la paix froide à la guerre chaude ? », *Politique étrangère*, 2014/3, automne, p. 28.
10. Cf. Ph. Pelletier, « Le Chien et l'éléphant. Le Japon au miroir de la Chine », p. 125.

11. Expression créée par l'armée américaine pour désigner un ensemble de bases chinoises le long des côtes asiatiques, chargées de protéger les routes maritimes vers la République populaire de Chine.
12. Cf. Ph. Pelletier, « S'excuser, mais sincèrement », *Hérodote*, n° 150, 2013/3, automne, p. 116.
13. Un sondage conduit par les services du Premier ministre japonais révèle ainsi que 80 % des Japonais, interrogés entre octobre 2012 et octobre 2013, affirment n'avoir « pas d'affinités » avec leur voisin chinois. Ils étaient 60 % en octobre 2009. Cf. C. Pajon, « Le Japon d'Abe face à la Chine de Xi : de la paix froide à la guerre chaude ? », *Politique étrangère*, 2014/3, automne, p. 29.
14. Cf. Philippe Pelletier, « S'excuser, mais sincèrement », p. 113.
15. Cette attitude ambiguë est illustrée par l'attitude de la République populaire de Chine face aux institutions économiques multilatérales. Cf. F. Nicolas, « La Chine et les institutions économiques multilatérales, entre révisionnisme et *statu quo* », *Politique étrangère*, 2014/3, automne, p. 49-61.

CHINE-JAPON, QUI INQUIÈTE L'AUTRE ?

Sophie Buhnik (2003 A11)

Elle est diplômée du magistère « Urbanisme et aménagement » de l'Université de Paris 1, doctorante et monitrice, puis Ater, en géographie (laboratoire : UMR Géographie-cités) depuis 2009. Rédactrice en chef de *Japan Analysis*, une publication d'Asia Centre, ses recherches portent sur la décroissance urbaine et les mobilités au Japon, où elle a séjourné en 2012-2013 en tant que lauréate de la Japan Society for the Promotion of Science, à l'Université Ritsumeikan à Kyôto.



Jean-François Di Meglio (1976 I)

Il a été agrégé des Lettres étudiant à l'Université de Pékin de 1979 à 1981. Il a travaillé plus de vingt-cinq ans, principalement en Asie orientale ou avec elle. Il a participé à la création d'Asia Centre (www.centreasia.eu1) dès 2005 et préside désormais l'association qui abrite le Centre.

« **G**uerre des nerfs entre Chine et Japon » autour de la possession des petites îles Senkaku/Diaoyu selon l'édition du 30 mai 2014 du quotidien *Libération*. « Une nouvelle guerre froide ? », s'interroge Patrick Pesnot pour France Inter le 1^{er} mars 2014... Les tensions entre République populaire de Chine et Japon semblent avoir atteint un point de non-retour depuis

que le Premier ministre Noda a pris, en août 2012, la décision de nationaliser des îles appartenant à une famille de propriétaires terriens japonais, revendiquées à la fois par la République populaire de Chine et par Taïwan. L'étendue des campagnes de boycott qui ont éclaté en Chine continentale durant l'automne 2012 a montré comment le sentiment antijaponais s'associait étroitement à de constants rappels à la mémoire des exactions commises durant la seconde Guerre sino-japonaise (1937-1945) et à la célébration d'une fierté nationale « retrouvée » depuis que la Chine est devenue deuxième puissance économique mondiale... devant le Japon. Il va sans dire que la dégradation des relations entre ces deux voisins inquiète, d'aucuns les interprétant à la lumière de la présence stratégique réaffirmée des États-Unis dans la région, ce qui s'accompagne – entre autres – de la réactualisation des traités de défense et de sécurité liant le Japon aux États-Unis depuis 1945.

Ce « coup de froid » fait oublier, d'une part, à quel point ces deux pays partagent une histoire commune, en particulier grâce à la circulation de savoirs et d'idées (touchant à l'écriture en sinogrammes, le bouddhisme, les systèmes de pensée politique et moral, les méthodes d'administration du territoire...) en provenance du continent vers le Japon dès le VI^e siècle, puis du Japon vers la Chine à partir de l'ère Meiji (1868-1912). Il fait passer au second plan, d'autre part, les bonnes relations que ces deux pays ont entretenues des années 1970 à 1990. Et si Chine et Japon ont connu des trajectoires très différentes depuis 1945, la période d'ouverture et de réformes entamée sous Deng Xiaoping au début des années 1980, puis les mouvements de délocalisation d'une partie de la production des entreprises japonaises vers la Chine à partir des accords du Plaza (1985), ont mené à la forte interdépendance de ces deux économies. Malgré tous ces facteurs de lien, ils paraissent aujourd'hui si loin !

Tout pourrait les rapprocher...

En termes d'économie, après des années passées dans des horizons de chiffres très éloignés : (que ce soit pendant la période, exaltée ou reconstruite aujourd'hui en Chine où l'empire chinois était l'un des deux ou trois premiers PIB mondiaux, ou bien à partir de la fin du XIX^e siècle, lorsque la croissance rapide du Japon a effacé la Chine), après s'être croisés (sur les courbes statistiques ou sur les fronts de guerre), si souvent, après avoir vécu dans des systèmes de référence adverses, voilà que les deux pays se rapprochent, du point de vue de la taille de leurs économies du moins. Le graphique d'un consultant occidental établi à Pékin (« The Beijing Axis »²) montre à la fois le chemin parcouru (à l'envers, pour retrouver son rang) par la Chine et la stagnation japonaise depuis « la décennie perdue » (1991-2002) qui a suivi l'éclatement de la bulle d'actifs financiers et immobiliers formée entre 1986 et 1990. C'est à la fin de 2010 que le PIB chinois rejoint le PIB japonais, opérant une sorte de « remise des pendules du monde à l'heure asiatique » puisque deux des trois plus

grandes puissances économiques du monde se trouvent là et font jeu égal, en laissant relativement loin derrière elles le premier pays européen, pour autant que l'on prenne l'Allemagne isolément. Ce que le graphique montre, c'est qu'après avoir été la première économie mondiale jusque probablement au XVII^e siècle, la Chine, rattrapée par tous les autres pays recensés, en Europe, en Amérique et en Asie, « touchait le fond » en termes de PIB brut jusqu'aux réformes de la fin des années 1970. C'est alors que sa remontée s'opère, avec une phase tout à fait intéressante entre 1990 et 2010, où la ligne représentant le Japon stagne, oscille entre son plus haut de 1995, en retombe puis y revient, alors que la courbe de remontée de la Chine accentue sa pente, et rattrape progressivement l'Espagne en 1993, le Canada en 1995, le Brésil en 1996, l'Italie en 1996, la France en 2005, l'Angleterre en 2006, l'Allemagne en 2007 et, finalement, le Japon au deuxième trimestre 2010.

Que pourrait nous dire ce *sorpasso* (pour prendre un autre rattrapage emblématique mais éphémère, celui-ci, du Royaume-Uni par l'Italie) ? Vu d'ici, certainement que l'alliance économique (réelle mais contrastée) et financière (bien lointaine, on le verra) des deux pays forts de la région est un extraordinaire réservoir de puissance pour l'Asie orientale. Et pourtant, vu de là-bas, l'histoire moderne, mais plus encore la complexité du sentiment national rendent pour l'instant impossible la formation d'un couple, symétrique du couple franco-allemand.

À nos yeux, et c'est surtout l'idée qui anime ce court article humblement comparatiste, la réaction réciproque d'inquiétude des deux voisins ne vient pas tant de la peur de voir l'autre dominer la région ou le monde, mais plutôt de la peur de tomber dans les erreurs qui ont mis ou mettent en péril le lointain cousin. Dans ce jeu de miroirs, les autorités chinoises regardent le passage du Japon du statut de modèle de résistance aux puissances occidentales à celui d'antimodèle en repli sur la scène internationale, autant que le gouvernement japonais actuel scrute les velléités expansionnistes de son voisin et les risques de ralentissement de l'activité industrielle chinoise.

Il y a déjà longtemps (c'était à la fin des années 1970 !), le « rapprochement » était en marche. Avec la reconnaissance mutuelle de 1972, les deux pays établissent des relations diplomatiques. Comme le régime de Taïwan l'a fait en 1952, la République populaire de Chine abandonne ses demandes de réparation des dommages causés par les quinze années d'occupation de la Chine par l'armée impériale japonaise. En 1978, le Premier ministre japonais Ohira annonce l'intégration de la Chine au programme japonais d'Aide au développement (APD). Le traité d'amitié de 1978 pouvait faire imaginer un binôme de pays conquérants et alliant leurs complémentarités et leur dynamisme et, pour l'étudiant étranger qui arrivait à Pékin en 1979 (l'un des auteurs de ces lignes en forme de regard croisé), la présence japonaise sur les campus chinois n'était pas la moindre surprise. Cadres déjà mûrs envoyés par les grands conglomérats de l'archipel, ces représentants d'une coopération amorcée

étaient déterminés, malgré leur rang dans leurs entreprises respectives et leur âge avancé, à être d'humbles instruments d'une construction qui les dépassait. Au contraire, les Européens que nous étions rêvions, armés des légendes gauliennes, littéraires et normaliennes, des retrouvailles grandioses de cultures jumelles établies de chaque côté de l'Eurasie. L'ombre de ces retrouvailles franco-chinoises continue de nous hanter sans avoir réellement encore donné naissance à un corps sensible plus de cinquante ans après.

En revanche, les premières années d'investissement japonais en Chine ont été fertiles et ont laissé des traces durables, que ce soit dans la production d'acier ou dans l'automobile. Le projet-phare de l'industrialisation chinoise sous Deng Xiaoping, l'aciérie de Baoshan, s'était construite avec l'équivalent de 20 milliards de dollars de l'époque, et même à travers les récents développements adverses, les fabricants japonais de voitures ont continuellement détenu au moins 10 % du marché chinois, à partir de leurs usines construites dès cette époque de « lune de miel » paradoxale. L'aide publique au développement constitue quant à elle un outil essentiel de la politique japonaise d'engagement avec la Chine, conçu pour l'aider à développer ses infrastructures et à devenir une « puissance responsable³ ». Certaines caractéristiques du *soft power* que le Japon détient à partir des années 1990 (ayant perdu les traits d'une puissance « agressive ») se dessinent dans sa manière d'utiliser l'APD comme une sanction démocratique : il suspend en effet son aide en 1989 après les événements de Tian'anmen, puis en 1995 à la suite des essais nucléaires conduits par la Chine. Mais rien ne semble arrêter le volume des biens et services échangés entre les deux pays, au point que la Chine devient le premier partenaire commercial du Japon, même et surtout pendant le mandat du Premier ministre libéral Koizumi Jun'ichirō : les tensions vont alors commencer à se cristalliser autour des querelles sur l'utilisation de manuels scolaires jugés révisionnistes et surtout au lendemain de la visite officielle du sanctuaire Yasukuni par Koizumi⁴.

Et pourtant, ce qui nous apparaît aujourd'hui, ce sont les tensions si fortes. D'autres contributions à ce numéro détaillent les différents éléments concrets de ce « je t'aime moi non plus » qui prévaut désormais entre les deux pays et, naturellement, succède aussi à des périodes de guerre ouverte et de conflits terribles.

Nous voudrions plutôt évoquer ici les raisons qui rendent cette éventuelle alliance impossible pour l'instant, et en particulier l'idée, en partie fondée sur l'incompréhension sans doute, que les « logiciens », comme nous dirions aujourd'hui, sont inconciliables, mais surtout que l'application des méthodes récentes de l'un pourrait menacer le succès de l'autre.

Tout (re-)commence pourtant par un autre « Meiji ». Lorsque les « quatre modernisations » de Deng Xiaoping incluent dès 1979 la création de « zones économiques

spéciales » où l'investissement étranger et les règles et pratiques importées seront largement acceptées et même favorisées, après les années d'isolation et le tour de verrou supplémentaire des années de Révolution culturelle, le modèle japonais semble inspirer les dirigeants chinois. C'est une époque où le « complexe colonial » semblait totalement balayé et où, du côté japonais, la condescendance semblait avoir totalement laissé la place à l'appétit pour un marché plus grand et surtout prometteur encore que celui que la « sphère de co-prospérité » avait envisagé de conquérir par la force, ouvert désormais sans ressentiment apparent et sans nécessité de violence.

Si le modèle japonais n'est pas évoqué à l'époque par la Chine, il est pourtant plus que probable que le passage de la fermeture (encore plus longue au Japon, mais c'était une période où « l'Histoire allait moins vite ») à l'accueil des idées et des « vents » étrangers, permettant ainsi le décollage, voire un rattrapage qui eût été impossible en « ne comptant que sur ses propres forces » évoquait des échos connus.

Et pourtant ils se méfient tellement...

Il y a plus que de la sincérité et des sentiments irréductibles dans l'absence de réconciliation, il y a aussi une absence de volonté au sommet. La réconciliation de la France et de l'Allemagne s'est faite à la force de leaderships déterminés et à la faveur du reniement du régime nazi rejeté par toute l'Europe. Le maintien de la lignée impériale et la continuité de ce régime au Japon – même si l'empereur est aujourd'hui cantonné à un rôle uniquement honorifique –, les jeux d'alliance complexes, pour ne pas dire ambigus, entretenus à la fois (et surtout) par les États-Unis très présents dans la région, mais aussi par chacun des pays de la zone rendent le parallèle impossible, et le temps qui passe éloigne encore plus peut-être cette forme de réconciliation. C'est en effet très vite que le Japon avait signé dès 1952 un traité de paix avec son ancienne « colonie » Taïwan, qui n'a pas coupé tous ses liens historiques et culturels avec l'ex-occupant. Le Japon y avait modelé dès 1895 une sorte de premier vrai « Meiji » chinois et continue de contribuer à une culture locale beaucoup plus « mixte » que celle qui prévaut sur le continent. Une visite de Taipei montre par ailleurs qu'un certain nombre de vestiges architecturaux de l'occupation japonaise y sont conservés, voire patrimonialisés, alors qu'ils ont été détruits en Chine continentale mais aussi en Corée du Sud en tant que souvenir honni des exactions de l'armée impériale. Pour autant Taïwan peut parfois se retrouver dans le camp de la Chine s'agissant des réclamations territoriales et maritimes. Or rien d'aussi rapide que ce traité de 1952 (et pour cause) ne s'est produit entre Pékin et Tokyo. Bien au contraire, à la phase de rapprochement, fondé sur l'économie, décrite plus haut a succédé un éloignement grandissant. C'est souvent l'intransigeance nationaliste japonaise qui est invoquée pour l'expliquer, et l'instrumentalisation par le pouvoir chinois du sentiment national dans les périodes de difficulté. Ces explications sont largement valides.

Pourtant, par-delà le souhait de toujours emprunter « ce qu'il y a de mieux » à l'étranger sans s'en rendre totalement dépendant, qui a animé l'aggiornamento du régime chinois après 1978, la crainte de prendre un mauvais chemin a toujours été présente aussi. C'est ce qui peut expliquer cette « inquiétude » chinoise, à laquelle notre titre fait principalement allusion.

Ces inquiétudes font peut-être partie de ces malentendus, qui confirmeraient un jour (bien lointain encore sans doute), comme le dit Giraudoux dans la *Guerre de Troie*, que le « destin est la forme accélérée du temps ». Mais ces inquiétudes-là ne sont pas forcément le seul cœur de la relation. L'une des inquiétudes, qui à notre avis, anime la Chine vis-à-vis du Japon, c'est l'échec possible d'un modèle d'émergence asiatique, déjà incarné par le Japon, naturellement au milieu du ^{xx}e siècle, mais aussi pendant sa période de croissance économique. Cette inquiétude a aussi partie liée au sentiment national. Le « désamour économique » a commencé avant même les résurgences du révisionnisme japonais, à la fin des années 1990. C'est lors des premières difficultés des réformes de Deng qu'un doute s'est établi. Et si le modèle en partie emprunté du Japon (ou dépendant de lui) n'était pas le bon ? Le discours plus tendu à l'intérieur du Parti s'est d'ailleurs reformé à la fin des années 1990. Il y avait d'autres raisons aussi, mais ce discours n'est plus revenu en arrière. Et si le doute avait envahi les dirigeants chinois qui observaient leurs propres difficultés, l'entrée dans la décennie perdue, à partir de 1991, n'a fait qu'accélérer cette méfiance. Assurément ce que nous voyons ici comme un modèle chinois « tout tracé » est au contraire fait d'expériences et pas empreint de dogmatisme. Mais l'expérience japonaise est désormais une forme d'épouvantail, au moment où des choix symétriques pourraient séduire la Chine. Un pays vieillissant, homogène, sans immigration, dont la croissance ralentit et la pyramide des âges produit un taux de dépendance des non-actifs très menaçant (la Chine rejoint celui qu'avait atteint le Japon en 1991 désormais) est-il un modèle ?

Or ce pays a tenté, disent les observateurs chinois, une entrée dans le jeu monétaire et financier international. Au début des années 1980, le monde parlait de l'internationalisation du yen, de l'arrivée des investissements japonais partout où des actifs étaient bradés (le Rockefeller Center, et même des équipes de base-ball de l'ouest des États-Unis). Cette arrogance plus ou moins volontaire, cette inquiétude que le Japon a suscitée est le véritable épouvantail pour la Chine. Tout peut être compromis, en particulier parce que, comme à l'hôtel Plaza en 1985, une forme de diktat remettrait en cause une montée en puissance non souhaitée. Signé entre les États-Unis, le Japon, la République fédérale allemande, le Royaume-Uni et la France, il autorisait une intervention sur le marché des changes en vue de déprécier le cours du dollar américain et apprécier celui du yen : cette action a conduit au rapatriement d'une énorme épargne extérieure en dollars, et gonflé le prix des actifs

financiers et immobiliers domestiques du Japon à des niveaux inouïs. La montée de prix fonciers a poussé hors des villes des ménages de classes moyennes désireux d'investir dans un terrain, et qui ont perdu leurs économies avec l'éclatement de la bulle et les épisodes de déflation qui ont suivi. C'est ce Japon-là, endetté à un niveau record, qui inquiète la Chine peut-être plus que tous les autres. Il a mis en évidence la capacité des maîtres d'un jeu trop peu multipolaire à exclure, voire à rabaisser un nouvel entrant. Naturellement, ce n'est pas la seule lecture possible de l'échec japonais dans cette timide (et peut-être illusoire d'ailleurs) internationalisation du yen, désormais avortée. Mais les experts chinois y tiennent. Ils y lisent le risque d'une émergence trop rapide, dans un monde dont les équilibres n'auraient pas été remis en cause. La Chine ne rééditera pas l'émergence du Japon, elle se fait, comme il s'est fait, en se construisant sur des modèles empruntés, on pourrait dire imités, mais plus encore en mettant à l'écart les scories des modèles.

Naturellement, en miroir, la montée en puissance de la Chine, économique et militaire, inquiète aussi un Japon conscient de ne pas avoir aujourd'hui les capacités matérielles et humaines, ni le désir d'entrer en conflit ouvert avec son voisin. En attestent les choix de politique étrangère, écartelés entre nationalisme et *realpolitik*, du gouvernement conservateur (Parti libéral démocrate) de Abe Shinzō. Ce dernier jouit d'une confortable majorité aux deux chambres de la Diète depuis 2012 : cette stabilité, après des années de valse parlementaire, semble avoir libéré une parole favorable à la réinterprétation de l'article 9 de la Constitution de 1946 (qui dispose que le Japon renonce à la guerre et ne l'autorise à entretenir qu'une armée d'autodéfense). Dans le sillage de l'affaire Snowden et par volonté de rapprochement stratégique avec les États-Unis, l'actuel gouvernement a fait voter une loi sur la protection des secrets « spécifiques » : considérée comme liberticide au-delà de l'opposition de gauche, elle suggère aussi un développement des échanges d'informations liées à la surveillance des mouvements d'hommes et d'armes en Chine continentale et en Corée du Nord. Les déclarations, considérées par certains observateurs comme étonnantes, des représentants japonais au « Shangri-La dialogue » de Singapour en juin 2014⁵ peuvent inquiéter la Chine, ou du moins lui faire prétexter que ce spectre d'une résurgence d'un militarisme japonais confirment ses vieilles inquiétudes, en prenant à témoin les tiers concernés. Dans le même temps, l'importance que Abe Shinzō place dans la consolidation des traités avec les États-Unis l'a obligé à renier son souhait de « revenir » sur les excuses du gouvernement Kono de 1993, et à accepter les remontrances de Washington après que des élus japonais ont tenu des propos irrespectueux vis-à-vis de la mémoire des femmes de réconfort.

Ironiquement, les spécialistes japonais de relations internationales tels que Kitaoka Shin'ichi, qui prédisent une « domination inébranlable » des États-Unis au détriment d'un binôme Japon-Chine plus indépendant, appuient leur argumen-

taire sur des facteurs démographiques et économiques similaires à ceux qui posent le Japon en antimodèle pour la Chine : vieillissement très rapide et faible taux de fertilité, risques de crise du secteur immobilier, attirance pour une Asie du Sud-Est plus émergente... Enfin, la conscience de ne plus pouvoir rivaliser avec la Chine sur des indicateurs de croissance économique n'est pas étrangère à l'élaboration de discours sur le modèle « post-croissant », innovant et tourné vers la transition énergétique, futur hôte des Jeux olympiques de 2020, que le Japon incarnerait par rapport à une Chine aujourd'hui confrontée aux dégâts sociaux et environnementaux de la croissance.

Enfin, aux yeux de la Chine, et même s'il est clair que dans beaucoup de domaines le Japon, désormais en déficit commercial, est très dépendant de la Chine pour sa croissance, mais pas encore vassalisé (contrairement à la plupart des pays voisins de la Chine, il ne l'a d'ailleurs jamais été), il peut apporter beaucoup au modèle chinois, car son parcours est grevé de choix erronés. Ce que peut apporter le Japon à la Chine, y compris d'ailleurs une certaine forme de *soft power*, là où la Chine continue de balbutier, sinon de rester en deçà de ses objectifs, c'est une entrée dans la modernité relativement décripée. C'est d'autant plus possible dans un monde multipolaire que la Chine a souhaité et a vu se dessiner il y a longtemps. Mais les choix fondamentaux auxquels a été confronté le Japon se posent aussi à la Chine et c'est son inquiétude d'être « un nouveau Japon », oubliés aussi de ses propres priorités internes, qui guideront les décisions qu'elle va prendre. Le tout est aussi que les dirigeants chinois, fascinés qu'ils sont par certains des échecs du Japon, tirent aussi parti des réussites japonaises et ne reproduisent pas d'autres échecs japonais auxquels ils n'auraient pas donné toute l'importance méritée...

Notes

1. Voir l'entretien avec François Godement, *supra*, p. 61.
2. thebeijingaxis.com
3. Voir Masayuki Masuda, « Japon-Chine : un tournant dans l'Aide publique au développement », *Perspectives chinoises* [Online] 76, mars-avril 2003, en ligne depuis le 12 juillet 2006.
4. Situé au cœur de Tokyo, c'est dans ce sanctuaire qu'est rendu hommage aux âmes des soldats japonais morts pendant la guerre. Y ont été ajoutés les noms de quatorze criminels de rang A (selon le procès de Tokyo de 1945) ainsi qu'un musée présentant un récit révisionniste des incursions japonaises en Chine côtière, notamment à propos du sac de Nankin en 1937.
5. Il y a alors été fait mention des actions militaires japonaises comme non pas destinées à assurer l'« autodéfense » du territoire, expression sacro-sainte depuis la capitulation, mais éventuellement aussi à opérer dans l'intérêt régional, pour d'autres pays qui seraient en risque.

LES AMBIGUÏTÉS DU JAPON

LE JAPON : PUISSANCE RÉGIONALE OU FUTUR GRAND MONDIAL ?

Nicolas Tenzer (1980 l)

Directeur de la revue *Le Banquet* (dont le numéro 32 de 2013 a été entièrement consacré au Japon) et spécialiste des questions géostratégiques, il est aussi l'auteur de trois rapports officiels au gouvernement, dont deux sur la stratégie internationale, et notamment de *Quand la France disparaît du monde* (Grasset, 2008), *Le Monde à l'horizon 2030. La règle et le désordre* (Perrin, 2011) et *La France a besoin des autres* (Plon, 2012) Twitter @NTenzer



Dans un livre de prospective à très long terme, donc hasardeux, publié il y a quelques années, *The Next 100 Years*¹, George Friedman entrevoyait dans les années 2070-2080 une guerre entre les États-Unis et le Japon, désormais les deux puissances en compétition pour le leadership économique et politique mondial. Oubliées, la Chine, l'Europe, la Russie et l'Inde : la seule puissance demeurant du monde d'aujourd'hui, les États-Unis, allait devoir s'affronter à l'ancienne puissance impériale asiatique, en tout cas celle qui le fut historiquement le plus, le Japon. Il est d'ailleurs à noter que Friedman écrivait ces lignes bien avant l'arrivée au pouvoir de Shinzō Abe et la nouvelle vague d'affirmation de soi qui devait en résulter.

Or, autant nous restons sceptiques quant à la faculté même de produire une anticipation solide à un terme si long, autant elle nous paraît révéler beaucoup de nos perceptions – pas seulement américaines et liées au souvenir de Pearl Harbor – de ce pays, de nos craintes et, en tout cas, de nos incertitudes. Tout se passe comme si ce pays n'avait pas définitivement trouvé une place claire dans le concert des nations. C'est de ces perceptions extérieures que nous devons partir, tout en les confrontant à celles qu'expriment les Japonais eux-mêmes, avant de voir à quels dilemmes stratégiques le Japon s'affronte aujourd'hui. Ceux-ci paradoxalement ne paraissent pas pouvoir faire de ce pays autre chose qu'une immense puissance économique, ce qui ne pourrait qu'accumuler frustrations et insatisfactions.

Perceptions du Japon, perceptions japonaises

La perception du Japon a évolué au cours des dernières années pour deux raisons. D'abord, la longue période de récession a quelque peu terni son image de laboratoire technologique mondial – en même temps que de menace commerciale pour l'Occident –, même si ce n'est qu'en 2010 qu'il a cédé à la Chine son rang de deuxième puissance économique mondiale. Si l'image de la culture japonaise reste aussi forte, en termes d'influence culturelle à l'étranger, la Corée paraît marquer plus de points sur le terrain de l'innovation et de la créativité. Pour forcer le trait, il n'est pas exclu que le Japon, plus formaliste et plus traditionnel, fasse de plus en plus figure de puissance du passé. Il devra en tout cas lancer de nouveau des produits grand public marquants pour reconquérir une image équivalente à celle qui était la sienne il y a une trentaine d'années. Si ce contexte est si important, c'est qu'il vient percuter la nouvelle stratégie japonaise de « renaissance », qui paraît à la fois encore trop incertaine sur le plan économique, malgré la révolution que la mise en place des Abenomics a entraînée, et risquée sur le plan géopolitique, puisque le Japon commence à faire figure de puissance de division.

Quels sont en effet les traits fondamentaux de la situation géopolitique du Japon ? Bien sûr, il apparaît comme l'allié naturel, peut-être le plus solide, des États-Unis en Asie, auquel Tokyo est lié par un accord de sécurité très contraignant pour Washington, un partenaire fondamental sur le plan commercial et un possible relais d'influence dans les pays asiatiques avec lesquels le Japon entretient des relations fortes. Mais, en même temps, la limitation constitutionnelle de son armée à des « forces d'autodéfense », imposée par les Alliés après la Seconde Guerre mondiale, n'en font pas aujourd'hui un partenaire militaire de premier plan. Le Japon est plus dépendant géostratégiquement des États-Unis que ces derniers n'ont besoin aujourd'hui de Tokyo en Asie. Le Japon est certes partie d'une stratégie de *containment* de la Chine, mais il n'est qu'une pièce parmi d'autres.

Dans la mesure où les États-Unis entendent maîtriser très précisément leur politique chinoise, la reprise par le Japon de sa faculté d'autonomie stratégique, qui résulte directement de la volonté du Japon de réviser l'article 9 de sa Constitution, ne peut qu'inquiéter Washington dans le contexte de son « pivot » vers l'Asie. Les Américains ont clairement montré qu'ils soutenaient le Japon dans le différend territorial qui porte sur les îles Senkaku/Diaoyu, mais ils ont réaffirmé à maintes reprises leur appel à un règlement pacifique, craignant une action unilatérale qui accroîtrait la tension en mer de Chine. Certes, ils craignent aussi l'expansionnisme chinois, mais ils ne souhaitent pas être entraînés dans la gestion fine de leurs relations avec la Chine par des actions à l'origine desquelles ils ne seraient pas. De surcroît, les États-Unis redoutent, par-dessus tout, une relation envenimée entre Tokyo et Séoul, mais

ils connaissent aussi la dépendance commerciale considérable de la Corée du Sud envers la Chine. Ils savent que leur deuxième allié principal en Asie, Séoul, encore protégé par des troupes américaines dans la Péninsule, ne pourrait pas suivre les États-Unis dans l'hypothèse d'un conflit avec Pékin.

En somme, ils se retrouvent avec un allié exceptionnel, mais qui entretient des disputes avec plusieurs de ses voisins. Dès lors, même si, dans le conflit avec la Chine sur les îles Senkaku, le droit international donne raison au Japon, non seulement les États-Unis ne semblent pas prêts à autoriser le Japon à prendre le risque d'une escalade, mais ils pourraient considérer que les intérêts vitaux de celui-ci, que les États-Unis doivent garantir selon le traité de sécurité avec Tokyo, ne sont pas directement en jeu. Cette position entraîne d'ailleurs, dans certains milieux japonais, une défiance accrue envers la crédibilité de la protection américaine. Par contrecoup, elle suscite logiquement une volonté unilatérale du Japon de réarmer.

Le Japon lui-même n'a pas encore défini une politique de sécurité claire au-delà du réarmement annoncé dans le cadre de l'adaptation de l'article 9 de la Constitution. Certes, on perçoit bien sa stratégie économique, qui peut devenir potentiellement un plan de reconquête volontariste des marchés perdus et s'accompagner d'une nouvelle agressivité sur le plan technologique et de l'innovation. Par son influence considérable au sein de la Banque asiatique du développement, en raison du rôle majeur de la *Japan International Cooperation Agency* (JICA) comme pourvoyeur international d'aide au développement, le Japon a créé des liens de dépendance à son endroit de plusieurs pays asiatiques et, depuis longtemps aussi, en Afrique. Par ce biais, certes indirect, le Japon paraît de nature à contrebalancer le jeu de la Chine, ce qui semble aussi un atout potentiel. Japon et Chine peuvent ainsi jouer un rôle significatif et essentiel en termes de développement au Vietnam, au Cambodge, en Birmanie et aux Philippines notamment, et leur affrontement « doux » sur ce terrain ne pourra que croître au cours des prochaines décennies. Certes, cela ne définit ni un rôle mondial, ni même l'assurance d'une position régionale dominante, mais cette action permet de conclure à un rôle diffus certainement structurant en termes de marchés. Un tel rôle peut-il toutefois convenir au Japon ?

Aucune réponse n'est acquise parce que le Japon est, depuis l'ère Meiji, traversé par deux courants contraires qui affleurent toujours dans les discussions. D'un côté, le Japon se veut en partie un pays sinon occidental, du moins qui s'est réapproprié par un travail volontaire les acquis « mentaux » du développement occidental, depuis la forme démocratique de gouvernement jusqu'aux modes de vie en passant par sa philosophie des relations internationales et un engagement dans la politique mondiale. Le visiteur européen ou américain ne considérera pas les Japonais comme radicalement différents de lui. D'un autre côté, la dimension insulaire du Japon le

rend, en partie, peu ouvert à l'imprégnation de cultures différentes en dehors de ce qu'on pourrait appeler les bases de l'occidentalisation. Pour prendre un exemple significatif, ses universités accueillent nettement moins d'étudiants étrangers que les universités coréennes. Enfin, une fraction de la classe politique et de la population japonaises – cela se produit certes ailleurs – semble effectuer un retour vers ce que l'histoire japonaise recèle de spécifique. Tout se passe comme si, dans les moments d'apaisement et de propension à la coopération, le Japon s'assumait en tant que pays d'abord occidental – par ses alliances et sa philosophie, mais aussi par ses références culturelles – et, dans les moments de doute et d'inquiétude, se réaffirmait comme spécifique et séparé. Ce n'est certes pas exceptionnel dans le monde, mais la phase de nouvelle fierté que cherche à susciter le gouvernement Abe va naturellement dans le sens d'une plus grande indépendance par rapport à l'Occident. La grandeur du Japon passe par la « japonéité ». Peut-être devons-nous d'ailleurs considérer ce mouvement comme cyclique.

Les dilemmes stratégiques du Japon

Le Japon se trouve placé devant des dilemmes stratégiques qui ne sont pas étrangers à la situation spécifique de l'Asie du Sud-Est. Au risque de rappeler une évidence, remarquons qu'il n'est pas possible de regarder l'Asie avec les schémas européens de la Guerre froide ou de l'après-Guerre froide, à la fois en raison de sa taille, de son environnement maritime et de son histoire propre. L'Asie est une terre de conflits, parfois communautaires et religieux, souvent liés aux frontières, terrestres ou maritimes, mais surtout économiques. C'est un lieu de forts déséquilibres, d'abord liés à la montée de la Chine qui a à la fois besoin de ressources naturelles et énergétiques et de débouchés commerciaux. C'est enfin l'une des places du monde où le jeu de l'unique superpuissance, les États-Unis, est le plus déterminant. C'est ainsi probablement l'endroit où, aujourd'hui, s'applique le mieux la sentence de Raymond Aron : « Paix impossible, guerre improbable. »

Dans cet environnement, le Japon est placé devant des choix sans doute relativement limités et dont certains apparaissent plus théoriques que réalistes. Le premier choix consiste à résister, d'une certaine manière, à la Chine, ce qui signifie deux choses. D'une part, on voit mal Tokyo accepter toute forme de concession dans son conflit territorial avec la Chine, à la fois pour des raisons de principe et de ressources tirées des fonds marins et de la pêche. Il n'en va pas de même pour les prétentions japonaises sur les îlots sud-coréens Dokdo. D'autre part, l'idée générale qui consisterait pour le Japon à contrebalancer la Chine dans les équilibres des forces sur un plan régional plus large se heurte à la limitation des forces japonaises. Peut-on dès lors envisager sérieusement que, au sein d'une alliance plus large, le

Japon entend jouer un rôle majeur dans la région ? Cette ambition risque de se heurter à la fois à de fortes réticences de la Corée du Sud, avec laquelle les relations sont très dégradées, mais aussi à la volonté d'équilibre des autres pays-phares de la région sur le plan diplomatique, notamment Singapour. Sans mentionner les États-Unis, le Japon conduit certes des exercices navals avec d'autres pays, en particulier l'Inde, qui apparaît comme le principal allié du Japon dans la région. Mais le Japon n'est pas membre de l'ASEAN et le forum ASEAN Plus Trois est un cénacle d'une importance limitée, en tout cas concernant Tokyo. Dès lors, il n'a sans doute pas d'autre choix réel que d'observer une attentive attentiste, au-delà de postures de principe, tout en renforçant tous azimuts sa présence économique dans les pays de la région.

L'autre choix qui s'offre au Japon, mais qui suppose qu'il parvienne à s'abstraire intellectuellement et en termes d'investissement dans le domaine de la sécurité en Asie, consiste à privilégier ses relations au niveau mondial. Pour ce faire, le Japon dispose de quelques bases : membre important de l'OCDE, il participe au G7. Il est aussi de plus en plus présent dans ses relations avec l'Union européenne, même si l'Europe compte peu en Asie en matière de sécurité. C'est aussi, nous l'avons évoqué, un acteur majeur de l'aide au développement tant en Asie qu'en Afrique. Il est enfin le deuxième contributeur budgétaire, après les États-Unis, aux opérations de maintien de la paix. Toutefois, une politique trop marquée et offensive, sinon parfois provocante – visites d'officiels japonais au sanctuaire Yasukuni – et sans fondements réels – conflits sur l'écriture de l'histoire avec la Corée du Sud –, ne peut que contrarier une politique mondiale plus ambitieuse. Surtout, manque encore un discours cohérent susceptible d'offrir un cadre à une ambition mondiale.

Une interrogation de principe : une puissance peut-elle n'être qu'économique ?

La difficulté principale du gouvernement japonais, au-delà de sa position régionale mal assurée, tient à l'importance des liens, dans la représentation collective, entre puissance économique et puissance tout court. On connaît la volonté du Premier ministre Abe de redonner au peuple japonais une fierté disparue par les années de stagnation et les difficultés de plusieurs des grands groupes industriels qui avaient contribué à sa prééminence économique mondiale et à la « reconnaissance » dont il bénéficiait. D'une certaine manière, le Japon ne se trouvait pas en « déclin » en raison d'une perte de puissance militaire ni même d'influence dans les jeux diplomatiques, puisque son *soft power* s'exerçait plus par les exportations et une politique d'aide au développement bien vendue et intellectuellement très structurée. Mais pour le volet « renaissance », le gouvernement japonais s'est senti contraint de marier, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre

mondiale, nouvelle diplomatie et nouvelle politique économique. La force de Shinzō Abe a d'abord été de présenter un discours global, et relativement rare chez les dirigeants des pays de l'OCDE, associant économie et politique étrangère ambitieuse au niveau régional. Certes, ce discours a été essentiellement construit à partir de considérations de politique intérieure, mais il a marqué plusieurs analyses sur le thème : « Japan is back. »

Pour autant, le Japon se trouve devant une triple contradiction. La première tient à la contradiction entre le projet même de renaissance et l'affirmation trop unilatérale de soi. Il existe une contradiction sociopolitique entre un « nouveau Japon » et les forces qui soutiennent le plus fortement la politique extérieure de Shinzō Abe, plutôt les laissés-pour-compte de la société et une jeunesse peu cultivée et sensible à la thématique d'une extrême droite dont la présence s'accroît dans les mangas. La deuxième est intellectuelle. Un Japon qui aspire à une nouvelle « grandeur » ne peut s'affranchir de la vérité. Cela vaudra le moment venu pour la nouvelle politique économique, certes audacieuse et qui peut réussir, en tout cas qui méritait d'être tentée, mais qui doit être évaluée. Cela vaut dès à présent pour la politique extérieure. Le « révisionnisme » japonais, qui tend parfois à réhabiliter certains criminels de guerre et, pour le moins, à sous-estimer la responsabilité japonaise dans les crimes commis pendant la période coloniale (Corée) et pendant la Seconde Guerre mondiale, est impensable dans un pays qui entend occuper les premières places mondiales. Ce mensonge, de proche en proche, peut se diffuser dans toute la société. Enfin, il existe une contradiction potentielle entre le renouveau économique japonais et une politique extérieure trop offensive. Le Japon non seulement pourrait dès lors créer de nouveaux risques pour ses investissements et ses marchés en raison des représailles ou sanctions possibles, mais il pourrait être conduit à utiliser des ressources limitées pour développer ses outils de puissance apparente au détriment de la redynamisation de ses industries et de ses services. Dans le contexte actuel de crise des finances publiques japonaises, la question se pose sérieusement. Sans doute la meilleure façon pour le Japon de devenir un acteur régional indispensable et une grande puissance globale sera-t-elle qu'il reste une puissance sage, capable de combiner audace et prudence.

Notes

1. *The Next 100 Years. A Forecast for the 21st Century*, Londres, Allison & Busby, 2009.

LE SYSTÈME ÉDUCATIF JAPONAIS ET L'INNOVATION : RELANCE OU DÉCLIN ?

Jean-Pierre Dubois-Monfort (ENS Cachan 1969)

Conseiller économique au ministère des Finances. Agrégé d'allemand, il a effectué le stage d'élève de l'ENA au Japon en 1986, en particulier dans des entreprises japonaises (Seiko, Matsushita, Sony), et a été affecté au service économique de l'Ambassade de France à Tokyo de 1992 à 1995. Il est membre du Comité d'échanges franco-japonais.



L'administration japonaise réputée pour développer des visions de moyen terme s'interroge sur les perspectives du pays à l'horizon 2030, en particulier sur sa capacité d'innovation dans certains secteurs comme l'électronique où il fut longtemps un incontestable leader et sur sa capacité à préserver sa position dans d'autres, comme la robotique où il mène actuellement la compétition. Les succès que continuent de remporter les scientifiques japonais, notamment les prix Nobel, ou les bons résultats des entreprises – Panasonic et Sony figurent parmi les dix premières entreprises mondiales de biens de consommation en termes de CA net – ne doivent pas occulter, selon elle, les préoccupations pour l'avenir.

Le retard, au moins partiel, pris par le Japon n'est pas dû à une insuffisante compréhension du rôle central de l'innovation : au début des années 1990, le Japon qui était en position de force par rapport aux États-Unis estimait qu'il avait à mener la course en tête et reconnaissait que son système éducatif ne faisait pas suffisamment place à la créativité et qu'il lui fallait le réformer. À en juger par les analyses internes ou par les rapports d'organisations internationales, comme l'OCDE, l'objectif n'a pas été atteint. Pourquoi n'y est-il pas parvenu ? La politique volontariste actuelle du gouvernement de M. Shinzō Abe peut-elle inverser cette tendance ?

L'OCDE range, en effet, parmi les réformes structurelles que le pays doit accomplir celle du système éducatif. L'innovation souhaitée dans le système éducatif porte à la fois sur les méthodes pédagogiques et les contenus, sur l'ouverture du monde éducatif au monde extérieur, sur la mobilité entre ces deux mondes, sur la place accordée aux femmes au sein du système éducatif et dans les activités de recherche.

Le Japon n'est pas hostile par principe au changement et à la réforme, car dans d'autres domaines, il a su changer profondément son mode de fonctionnement : ainsi, les principes qui régissaient le modèle social japonais – la règle de l'emploi à vie et l'avancement à l'ancienneté – ont été remplacés par une plus grande flexibilité et une plus grande précarité jugées nécessaires pour faciliter l'adaptation à une économie mondialisée.

L'innovation dans le système éducatif implique de revenir sur des traditions auxquelles les enseignants comme les parents sont très attachés. L'innovation conduit

souvent à se singulariser et à aller à l'encontre des idées reçues, exercice particulièrement difficile dans un pays où l'approche consensuelle et l'aversion au risque restent des caractéristiques déterminantes. La capacité d'innovation trouve également ses limites dans la place centrale qui revient à la langue dont l'apprentissage est particulièrement difficile et qui exige qu'une place importante lui soit réservée dans l'enseignement.

Sur le plan institutionnel, le regroupement dans un même ministère de la recherche, des sports de la culture et des arts impose aux dirigeants des arbitrages difficiles pour réaliser un équilibre délicat entre ces multiples compétences. Toutefois, le Japon et son gouvernement affichent leur détermination à surmonter ces obstacles et ont adopté un plan de relance qu'ils vont s'employer à mettre en œuvre dans un calendrier, désormais connu, celui des Jeux olympiques et paralympiques de 2020 dont il sera le pays hôte. Le Japon avait su en 1964 transformer les Jeux qu'il accueillait en vitrine de sa puissance technologique. Les dirigeants japonais nourrissent la même ambition pour la fin de cette décennie.

Apprends tes *kanji* d'abord !

L'apprentissage de la langue maternelle, matière déterminante dans la sélection, nécessite un investissement important de la part des enseignants comme des élèves. La difficulté spécifique de la langue japonaise exige qu'un temps important soit consacré à son apprentissage, au détriment d'autres disciplines. Les enfants d'expatriés japonais rentrent d'ailleurs souvent au pays à partir de l'enseignement secondaire pour ne pas « décrocher » dans l'apprentissage de la langue maternelle. Les élèves doivent maîtriser l'écriture et la lecture de près de deux mille *kanji* (idéogrammes) à la fin de l'enseignement secondaire, mais un Japonais cultivé en maîtrise environ six mille. Cet exercice de mémorisation est très utile dans certaines disciplines, mais très consommateur de temps.

Les cours du soir pour travailler ; les cours à l'école pour se reposer

Le système éducatif japonais est un système dual : rares sont les élèves qui ne suivent pas des cours du soir – le *juku* – une forme de boîte à bac, plus exactement de préparation aux examens, en particulier aux concours d'entrée aux universités.

Ce système est à ce point ancré dans les mentalités qu'il est difficile d'imaginer sa suppression, d'autant plus qu'il est un secteur d'activité non négligeable. Les dépenses des parents pour les *juku* représentent les deux tiers de leurs dépenses totales d'éducation. Un élève d'école primaire passe en moyenne chaque jour cinq heures à l'école et une heure et demie au *juku*.

Les horaires de l'école officielle auxquels s'ajoutent ceux du *juku*, sans oublier le temps passé dans les transports, font que les élèves sont souvent au bord de

l'épuisement et que cela nuit à leur capacité d'assimilation et, plus encore, à leur créativité. En réalité, ce sont souvent les cours de l'école officielle qui pâtissent de l'insuffisante capacité de concentration liée à la fatigue.

Dans son étude économique pour 2013, l'OCDE invite, en conséquence, le Japon à réduire le recours au *juku*, facteur d'inégalités, et à améliorer la qualité de l'enseignement primaire.

L'enseignement supérieur : une pause entre la « guerre des examens » et la vie professionnelle hyperactive

Le système hiérarchisé dominé par les grandes universités prestigieuses qui assurent à leurs diplômés un accès aux meilleures carrières dans le secteur public ou privé n'est pas favorable à une utilisation optimale du cycle universitaire.

L'important, c'est de réussir le concours d'entrée à une université prestigieuse, ensuite les choses se font d'elles-mêmes : les réseaux d'anciens sont très puissants et garantissent l'obtention de postes convoités dans les administrations publiques ou dans les grands groupes. L'essentiel est accompli avec la réussite de l'examen d'entrée. La trajectoire potentielle de chacun est désormais connue et les corrections ne jouent qu'à la marge. Ceux qui auront dû se contenter d'une université médiocre savent qu'ils n'auront qu'une carrière moyenne.

La période universitaire, si l'on en juge par la littérature, serait pour les étudiants plutôt décevante. Les romans de Haruki Murakami, dont les personnages sont souvent des étudiants, nous décrivent la vie universitaire comme dépourvue de consistance intellectuelle et sans grand intérêt. Les étudiants y ont fréquemment des petits boulots (*arubeito*, l'un des mots d'origine allemande les plus usités) qui sont autant de temps non consacrés au travail universitaire.

Les universités mettent également l'accent sur la partie conviviale de leurs activités, sur la restauration de la sociabilité qui a souffert de la compétition : les cercles ou *bukatsu* constitués sous les thématiques les plus diverses y prospèrent. Par ailleurs, la discipline étudiée en priorité ne détermine pas nécessairement la nature de la profession exercée, ce qui n'incite pas à développer une expertise poussée.

Malgré l'internationalisation, l'attachement au système traditionnel reste fort

Le Japon a su s'ouvrir sur l'extérieur : la *kokusaika* (internationalisation), engagée à la fin des années 1980 en parallèle avec la montée en puissance du pays, a conduit à renforcer l'enseignement des langues – surtout de l'anglais – et à développer les partenariats avec des établissements étrangers. Alors que l'enseignement des langues vivantes était resté souvent livresque, les Japonais se sont mis à travailler

systématiquement l'expression et la compréhension orales. Du fait de la multiplication des investissements japonais à l'étranger, les filiales devaient y disposer d'un nombre accru de cadres intermédiaires.

Des programmes qui visent à ouvrir le pays et ses préfectures au monde extérieur – notamment, le programme JET – ont été mis en place. Les partenariats avec les universités étrangères ont été développés. Afin de faciliter l'internationalisation, une modification du calendrier universitaire japonais a été mise en œuvre, de façon à assurer sa cohérence avec les cursus internationaux.

Le poids des traditions, la propension à filtrer les influences extérieures de façon à en limiter l'impact sur la culture domestique, l'ampleur des changements à mettre en œuvre et l'instabilité gouvernementale font que nombreux sont ceux qui considèrent que dans ce domaine également il y a eu une décennie perdue pour le Japon. Le secteur de l'éducation est aussi l'un des plus réticents au changement : la profession est ancrée dans ses habitudes et les parents ne sont pas moins attachés que les enseignants au système traditionnel qu'ils ont eux-mêmes connu.

Or, comme l'estime le professeur Shinya Yamanaka, co-lauréat du prix Nobel de médecine 2012, le système éducatif japonais ne fait pas suffisamment de place à la créativité et impose surtout aux élèves un effort de mémorisation. Le passage par des universités américaines favorise, en revanche, la pratique de l'innovation ; le retour au Japon permet alors de la diffuser. On remarquera, toutefois, qu'aux États-Unis les personnalités qui ont contribué à développer les technologies numériques n'avaient pas toujours eu un parcours classique et qu'elles avaient réalisé leurs inventions en dehors des filières classiques.

Ce système laisse peu de marge de manœuvre pour les initiatives individuelles et l'autonomie ; le contre-exemple pourrait être le système finlandais qui permet à l'élève d'organiser sa scolarité en fonction de ses intérêts personnels et d'avoir un sentiment de satisfaction élevé qui engendre un travail de qualité.

Il faut ajouter que, de par le nombre de personnes concernées, du coût des équipements nouveaux à financer et du principe inscrit dans la Constitution de l'égalité d'accès à l'éducation, les changements ne s'opèrent que très lentement et ne concernent, en réalité, qu'un nombre limité d'établissements expérimentaux. Dans le milieu des années 1980, des écoles maternelles de Tokyo ont ainsi organisé un apprentissage à l'informatique, soit un calendrier comparable à celui mis en place en France à la même époque.

Innover y est difficile, car c'est souvent se singulariser et accepter la prise de risque

Le Japon s'est souvent réformé sous l'effet de la *gaiatsu*, de la pression extérieure, de certains pays, comme les États-Unis, ou d'enceintes multilatérales, car l'innovation

suppose des idées nouvelles qui vont à contre-courant, ce qui constitue un exercice difficile dans un pays où la culture est de privilégier une approche collective des problématiques et de leurs solutions.

Cette réticence au changement se manifeste aussi dans la gestion des entreprises : vendre un actif non stratégique est difficile à réaliser parce qu'agir ainsi, c'est plus se séparer d'un membre de la famille qu'améliorer la rentabilité. Dans certaines entreprises, comme Sony, pour stimuler l'innovation les dirigeants avaient placé de très jeunes diplômés dans une structure spéciale relevant directement de la direction générale et chargée de l'alimenter en projets innovants. Il y a donc un espace à l'intérieur duquel l'innovation peut se mouvoir librement, mais des entreprises comme Sony ont été créées dans le contexte particulier de l'après-guerre dans une période qui était ouverte à l'aventure entrepreneuriale. Aujourd'hui, les positions sont plus figées.

S'agissant des grandes entreprises, la recherche et l'innovation y sont menées avec ou sans l'impulsion des autorités publiques : elles regroupent leurs chercheurs et leurs ressources sur un programme commun de recherche, chacune pouvant ensuite en valoriser les résultats selon ses objectifs propres.

Pour les jeunes entreprises innovantes, le salut pourrait venir de l'extérieur : des entreprises américaines dédiées au financement des *start-up* ont décidé de s'implanter au Japon, prenant en compte le potentiel scientifique dans ce domaine.

L'une des difficultés sera de réussir l'internationalisation des groupes japonais au niveau des directions générales, la présence de *gaijin*, d'étrangers, n'est pas rare mais reste nettement inférieure aux pratiques américaines ou européennes, dans les conseils d'administration, les membres étrangers sont en très nette minorité. On note cependant la présence d'étrangers, notamment des Français, à des postes de dirigeants d'entreprises réputées. Sur le recours à l'immigration, en particulier de cadres, le Japon n'a pas non plus progressé et se contente pour l'instant de recourir à de jeunes diplômés étrangers auxquels il n'accorde que des autorisations de séjour limitées.

Le Japon a un programme et un calendrier : les Jeux olympiques de 2020

Les Japonais ont su dans le passé utiliser le système éducatif pour renforcer la cohésion interne du pays : quelques années après le début de la révolution Meiji, vingt-cinq mille écoles primaires avaient été créées pour mettre un terme au cloisonnement du système éducatif par classes sociales et pour créer un sentiment d'unité nationale. Plus proches de nous, les Jeux olympiques de 1964 ont été l'occasion pour le Japon d'affirmer sa puissance technologique. Avec l'obtention, après une rude compétition des Jeux de 2020, il dispose d'un calendrier mobilisateur pour restaurer sa réputation. Y parviendra-t-il ?

Les autorités sont mobilisées par cet objectif : familier de ces visions à moyen terme destinées à anticiper les réformes nécessaires, le ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie a développé une vision dans laquelle il insiste sur le fait que les Japonais ne sont pas seulement des personnes qui travaillent dur, mais aussi éminemment créatifs. La vision pour l'Université doit « permettre à l'individu de rayonner dans l'environnement compétitif du XXI^e siècle » affirme le Conseil pour la refondation de l'éducation créé en 2006.

Les larges compétences du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie sont-elles un avantage ou un inconvénient pour mener un tel programme ? Il lui faut veiller à assurer un certain équilibre entre les différents champs de compétences. Selon des enquêtes menées auprès des parents, ceux-ci souhaitent qu'une place importante soit réservée au sport et aux arts. D'autres préoccupations doivent être également prises en compte : le déclin dans la motivation des élèves, la violence dans les écoles, la perte de fleurons industriels, le travail sur les valeurs, l'apprentissage tout au long de la vie, la nécessité de renforcer la quantité et la qualité à l'Université.

Les prochaines années seront cruciales : privé de ressources naturelles, affecté par le vieillissement démographique, il lui faudra mener une politique dynamique d'innovation pour conforter sa position au sein des puissances économiques. C'est un vrai défi qu'il lui faut relever, d'autant plus que les structures ne sont pas nécessairement adaptées à des changements qui devront intervenir rapidement.

LE MANGA EN ONZE QUESTIONS

Jean-Marie Bouissou (1969 l)

Il est directeur de recherche à Sciences Po. Jeté par l'armée dans la marmite japonaise, il n'en est jamais ressorti. Outre *Manga. Histoire et univers de la bande dessinée japonaise* (Philippe Picquier, 2010), il a aussi commis *Japan. The Burden of Success* (Lynne Rienner, 2002) ; *Quand les sumos apprennent à danser. La fin du modèle japonais* (Fayard, 2003) ; et *Géopolitique du Japon* (PUF, 2014). Il dirige la collection « L'Asie Immédiate » aux éditions Philippe Picquier. jeanmarie.bouissou@sciencespo.fr



Depuis trois décennies, rien – pas même sa crise économique sans fin – n'a autant modifié l'image du Japon en Occident que l'invasion de ses séries animées télévisées, puis du manga, dont la France est aujourd'hui le premier marché d'exportation (record en 2008 : 15 millions de volumes vendus, soit 39 % du marché hexagonal en volume).

Qu'est-ce que le manga ?

Une énorme industrie... À son apogée, en 1994, le tirage des magazines de manga et des *tankôbon** a atteint 1,9 milliard d'exemplaires, soit près de quinze par habitant contre un unique exemplaire de BD par Français. Son chiffre d'affaires représentait alors l'équivalent de 4,4 milliards d'euros.

Bien plus qu'un divertissement pour toute une génération... En France comme au Japon, les baby-boomers ont été la première génération à lire massivement de la bande dessinée. Mais le manga a réussi là où notre bande dessinée a échoué : il a su capter toutes les catégories sociales, les filles autant que les garçons, et conserver ses lecteurs jusqu'au seuil de la retraite où ils entrent aujourd'hui. Il a aussi beaucoup contribué à construire l'identité de la « génération 68 ».

Un foisonnement infini de genres auquel le marché français, écrasé par les séries pour adolescents, ne rend pas justice. Il existe un manga d'auteur qui en remonte à notre meilleur « 9^e art », du manga pour adultes actifs et pour femmes au foyer, des séries historiques, sportives, pédagogiques, gastronomiques et œnologiques. Le manga informatif (*jôhō manga*) existe sous une infinité de formes – économique, social, politique, polémique – qui en fait un véritable média.

Le manga est-il une abomination au regard de la culture japonaise ?

Réputé vulgaire, violent et laid, le manga a horrifié les amoureux du Japon traditionnel symbolisé par l'ikebana et les jardins zen. Mais ce Japon-là a toujours coexisté avec un Japon populaire qui adorait la grosse farce, les fantômes sanglants, les torrents de larmes, le sexe et le plaisir sous toutes leurs formes. L'ère Meiji (1868-1912) a mis cette culture populaire sous l'éteignoir afin de forger un peuple moderne, discipliné et prêt au sacrifice. Désormais, tous les garçons auraient « l'esprit samurai » et les filles aimeraient l'ikebana ! Pourtant, cette culture « pseudo-nationale » calquée sur celle des élites n'a pas détruit le vieux fond populaire. C'est leur mélange qui donne au manga sa saveur incorrecte si particulière.

Mais si ses héros s'adonnent à de multiples activités burlesques, niaiseuses, abracadabrantes et de mauvais goût, le manga est aussi plein de la grande tradition : il fait grand usage de samurais en quête de leur « voie », de kimonos, de cerisiers, et de toute l'histoire japonaise. Les amoureux du « beau Japon » trouveront tout leur compte dans *Ikkyū*, qui met en scène le moine Ikkyū Sōjun (1394-1481) et le maître de nô Zeami (1363-1443), et dont le graphisme est du pur *sumi-e**. Et *Satsuma* – dont l'un des fans était l'écrivain Yukio Mishima qui poussa sa passion pour le vieux Japon jusqu'à s'éventrer rituellement – donne aux historiens une peinture de la dure condition des guerriers de rang inférieur à l'époque d'Edo qui vaut bien des travaux érudits.

Puisant ainsi dans les deux traditions, le manga pourrait bien être l'expression la plus révélatrice de la vraie culture japonaise dans sa complexité.



CECI EST DU MANGA...
(de gauche à droite et de haut en bas)

IKEGAMI Ryōichi; sc. BURONSON: Sanctuary (vf. Kabuto)
TANIGUCHI Jirō; sc. SEKIKAWA Natsuo: Au temps de Botchan (vf. Le Seuil)
KŌJIMA Gōseki; sc. KOIKE Kazuo: Lone Wolf & Cub (vf. Panini)
SAKAGUCHI Hisashi: Jūkyū (vf. Glénat et vents d'Ouest)



CECI EST AUSSI DU MANGA...
(de gauche à droite et de haut en bas)

- IGARASHI Yumiko: *Candy Candy* (vf: BD Livre Junior)
- YAMAGAMI Tatsuhiro: *Gaki deka* (vo: Kôdansha)
- OH! GREAT (ITÔ Ôgure): *Enfer et Paradis* (vf: Panini)
- NAGAI Gô: *Goldorak* (vf: diverses, dont Dynamic Visions)



Le manga est-il de l'art... ?

Cela ne lui est jamais venu à l'idée, pas plus qu'à Walt Disney. Une des raisons pour laquelle notre BD n'a eu de cesse de revendiquer ce statut – et le droit à la liberté de création qui va avec – est le joug de la Commission de surveillance des publications destinées à la jeunesse. La censure lui étant épargnée, le manga n'a jamais eu besoin de cet alibi.

Un mangaka peut difficilement « faire de l'art »*. La quasi-totalité des séries étant prépubliées dans des magazines très bon marché, l'auteur est condamné au noir et blanc et doit souvent fournir vingt ou trente planches par semaine. Pour tenir le rythme, il doit s'entourer d'assistants, voire d'une véritable PME s'il produit plusieurs séries simultanément. Un artiste de notre BD, lui, peut se contenter d'un mince album par an et jouer des couleurs tout à loisir.

Le manga présente des caractéristiques « industrielles ». C'est un produit de masse jetable, qui est très rarement collectionné. Sa production est aux mains de mastodontes de l'édition, dont le chiffre d'affaires représente parfois plusieurs fois celui de toute notre BD. La concurrence est féroce sur un marché où les séries à succès sont aussitôt copiées. Et, de plus en plus, le manga est formaté par le marketing : le comité de rédaction des magazines choisit les sujets, scénarios, dialogues et documentation sont confiés à des spécialistes, et le dessinateur intervient en bout de chaîne, sous la surveillance d'un *henshûsha** qui veille au respect du cahier des charges et des délais.

...ou du cochon ?

Parmi les reproches faits au manga, celui de (trop) parler de sexe n'est pas le moindre. Un des pionniers de l'étude du manga n'écrivait-il pas que « même les jeunes enfants » pouvaient y trouver « leur dose quotidienne de sexe »¹ ? C'est que la culture japonaise prend la chose avec naturel. Voici cent cinquante ans, les voyageurs occidentaux s'effrayaient de voir les femmes côtoyer quasi nues les hommes au labour ou aux bains. Le shintô, religion de la fertilité, vénère son instrument naturel et en promeut l'usage. Les villages du vieux Japon organisaient systématiquement la promiscuité sexuelle entre les jeunes pour favoriser la formation des couples, et tenaient la virginité prolongée pour une anomalie démoniaque.

On parle donc de sexe dans le manga avec une liberté inconnue dans notre BD. Témoin le formidable succès de *Step Up Love Story*, une « comédie érotique informative » dont les timides héros, mariés vierges et ignorants, accèdent pas à pas depuis 1997 à la virtuosité, y compris les joies des figures de groupe et de l'adultère bien mené. Chemin faisant, le lecteur reçoit nombre d'informations, à commencer par la taille moyenne du pénis nippon prêt à l'action (12,7 cm) et mille conseils utiles au débutant comme au pratiquant confirmé.

Le manga pornographique est florissant. Il comptait pour le tiers des trois cents magazines destinés aux hommes entre 1975 et 1995, et représente aujourd'hui la majorité des téléchargements de *digital manga**. Toutes les perversions ne se donnent pas pour autant libre cours au Japon : s'affranchir des convenances à travers la fiction peut aider à s'accommoder des contraintes du réel. D'autant plus que, derrière la « dose de sexe », la leçon de vie donnée par le manga aux adolescents est des plus conventionnelles.

Le manga est-il dangereux pour les adolescents ?

Le succès du manga pour adolescents renvoie à ce que Bettelheim dit des contes de fées² : l'enfant les aime parce qu'ils sont divertissants et pleins de suspense, mais aussi parce qu'ils sont « accordés à ses angoisses et à ses aspirations », y compris ses désirs confus et ses craintes indicibles (abandon, mort). Ils mettent au clair pour le tout-petit cette « gravité de [sa] situation » qu'il ressent sans la comprendre. Mais ils lui promettent qu'il surmontera les épreuves, comme les héros qui « se marient et ont beaucoup d'enfant ».

Que répète le manga aux adolescents ? Que la vie n'est pas simple. Que les adultes ne résoudre pas leurs problèmes à leur place. Que les relations entre filles et garçons sont compliquées. Que la communauté a son lot de violence, de jalousies et de brebis galeuses. Alors oui... dans le manga pour adolescents, les parents sont souvent abusifs ou démissionnaires, les familles désunies et les maîtres grotesques. Les protagonistes connaissent et affrontent la jalousie, le désir, la violence et la trahison. Et les « choses de la vie » sont évoquées sans trop de détour.

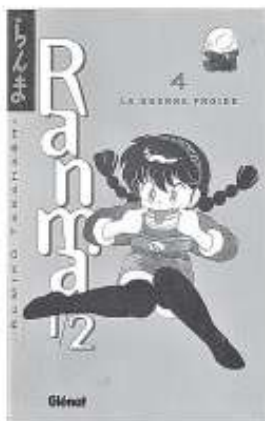
Les adolescents aiment ces séries parce qu'ils y reconnaissent avec leurs interrogations, leur part d'ombre, mais aussi leurs espoirs – et parce qu'elles leur enseignent qu'ils s'en sortiront avec des recettes simples : courage, efforts, sincérité, amitié. Ce faisant, elles satisfont leurs besoins psychologiques fondamentaux. La puissance : les héros défont les méchants et conquièrent le (ou la) partenaire qu'il leur faut. La sécurité et l'accomplissement : les lecteurs (se) reconnaissent (dans) le monde que le manga leur peint, et où il leur promet qu'ils trouveront leur place. L'excitation, car il le leur dit à travers des histoires bourrées de suspense, d'action, de romantisme, de burlesque et de drame. L'évasion enfin, car le manga pour adolescent comporte presque toujours une dose de fantaisie ou de fantastique, qui assure la mise à distance nécessaire pour faire passer leur message.

Que vaut le manga « du point de vue du genre » ?

Le manga est la seule bande dessinée à proposer aux lectrices des séries réalisées spécifiquement pour elles par des dessinatrices. À la fin des années 1960, alors que la BD abandonnait les petites fans de *La Semaine de Suzette* aux émois et aux interrogations

LEÇONS DE VIE A L'USAGE DES ADOS

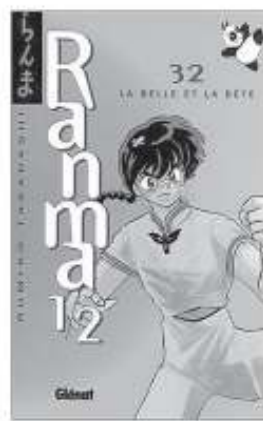
TAKAHASHI Rumiko: *Ranma 1/2* (vf: Glénat)



La découverte
agaçante
de l'autre "genre"



A chacun son genre, à chacun sa nature,
à chacun ses armes



On se tourne
autour...



... on se trouve...



... et on se marie !

de l'adolescence, le manga dédia aux lycéennes des séries où des auteures guère plus âgées leur parlaient (notamment) de toutes les figures du sentiment amoureux – grossesses non désirées comprises – qui font toujours le fond du *shôjo manga**.

Le fait de dédier aux filles des séries spécifiques peut sembler aussi « incorrect » que celui de réserver aux femmes des wagons dans le métro pour les soustraire aux attouchements : du point de vue du genre, il faut des hommes respectueux et des séries *gender free*. En outre, l'image que le *shôjo manga* présente des filles a de quoi faire frémir. À la fois tête en l'air et décidées, modestes et tenaces, toujours en quête du prince charmant, elles sont vouées à l'art, à la *fashion* et au mariage. Même modernisé par une nouvelle génération d'héroïnes qui n'hésitent pas, dès le lycée, à coucher avec des hommes mariés, collectionnent hardiment les bleus à l'âme, et même parfois travaillent, le *shôjo manga* reste l'école des stéréotypes. Mais le fait est que les Japonaises, même féministes, ont bien moins dans l'idée d'investir la sphère des hommes, dont le sort leur paraît assez peu enviable, que d'aménager la leur au mieux de leurs intérêts et de leurs envies. Incorrect, certes...

Le manga a-t-il « fait du bien » au Japon ?

Assurément, si l'on se réfère à Serge Tisseron, qui voit dans la bande dessinée le média par excellence qui permet de « vomir ce qu'on a dû avaler mais qu'on n'a pas digéré³ », et qui rassure en « mettant sous contrôle ce récit indicible ». Le manga tel que nous le connaissons, né au lendemain de la défaite de 1945, a été l'instrument d'une catharsis collective de cette nature, à travers trois genres nés de cette expérience cataclysmique. Tous ont pour héros des jeunes gens, généralement orphelins. Dans les séries post-apocalyptiques, ils luttent pour survivre dans un univers dévasté. Dans le *mecha**, ils pilotent des robots de combat pour défendre le Japon, ou la Terre, contre une autre race. Dans « l'aventure scientifique », ils mettent la science au service de l'humanité. Le pays dévasté revivra, la guerre que les pères ont perdue sera gagnée, la science qui a anéanti Hiroshima deviendra bienfaisante. Était-il message plus rassurant pour doter la génération du baby-boom d'une identité solide et optimiste ?

Les trois genres existent toujours. Mais, aujourd'hui, les jeunes héros du post-apocalyptique meurent dans des univers que personne ne reconstruira ; ceux du *mecha* ne savent plus où est la juste cause, et leurs émois d'adolescents les occupent plus que leurs quincalleries guerrières ; la science est aux mains de sectes malfaisantes. Rien ne fait autant toucher du doigt à quel point le Japon a changé.

Pourquoi le manga a-t-il connu un tel succès en Occident ?

Ce qui précède l'explique largement. On peut ajouter que la culture populaire japonaise accorde une large place au fantastique, à la magie et aux esprits de toute nature.

DES CASES QUI DISENT TOUT...

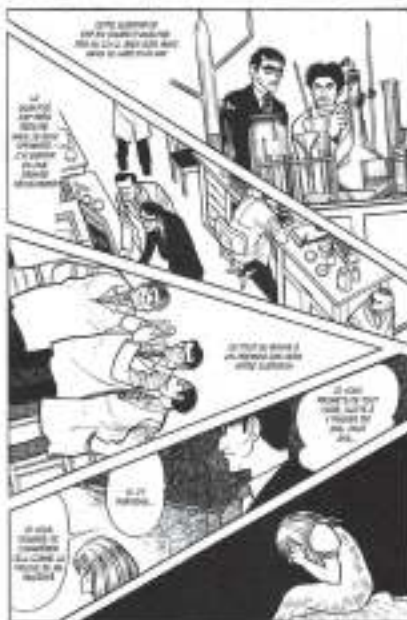


TEZUKA Osamu: *Kiri-hito* (vf: Delcourt)

Osamu Tezuka (1928-1989), alias « le dieu du manga » (*manga no kamikawa*) a révolutionné l'art d'utiliser les cases pour la narration graphique. La fonction quasi-unique de la case de BD est de marquer la succession des temps d'une action. Le manga, pour sa part, en utilise souvent le tracé et l'assemblage dans la planche pour dynamiser le mouvement et faire ressentir les états d'âme des personnages. Le lecteur occidental peut en être perturbé.

Dans les scènes de course précipitée [ci-dessus], Tezuka utilise souvent de longues cases verticales courant sur toute la planche. Le mandarin, patiqué à l'idée que le patient qu'il veut présenter au congrès de médecine va mourir, a littéralement « la tête à l'envers ».

Le jeune médecin [ci-dessous] essaie de convaincre sa patiente désespérée – littéralement écrasée par le poids de la planche – qu'il la guérira. Les cases semblent converger vers un but et leur structure pyramidale, à la fois stable et dynamique, donne à voir ce que le jeune homme tente de mettre d'assurance dans son plaidoyer.



Les « Huit myriades de *kami* » du shintô ne sont pas loin et, dans le manga, ils investissent volontiers machines et logiciels. Ce « techno-animisme⁴ » rend à sa manière un sens que le monde a perdu depuis la mort de Dieu et des grandes idéologies, mal remplacés par le culte de la croissance et de la consommation.

Plus prosaïquement, le manga offre un rapport qualité-prix imbattable. Une page de manga pour adolescents coûte entre quatre et huit fois moins cher au fan qu'une planche de BD. En outre, les séries à succès sortent au rythme d'un volume tous les trois mois, dont chacun se termine par un pic de suspense. Il en résulte une véritable accoutumance, que n'engendre pas celui – au mieux annuel – des albums de BD.

Le manga est aussi un vecteur de socialisation. La communauté des fans, structurée par Internet et par de grandes manifestations comme la Japan Expo, donne à ses membres l'occasion de satisfaire leur besoin de distinction – que ce soit par le simple fait de savoir « lire » de droite à gauche, par l'habileté créatrice (fanzines, *cosplay**) ou par la réputation qu'acquiert celui qui connaît le moindre détail des grandes séries. Sans oublier le sentiment excitant de fréquenter un univers vaguement sulfureux. Lire du manga est distrayant, mais aussi valorisant.

Mais comment ça se lit ?

Un parent occidental décidé à pénétrer les arcanes de *Naruto* afin de comprendre pourquoi sa progéniture en raffole peine souvent à appréhender ce qu'il a sous les yeux. Entre cases de toutes formes et valse des plans, là où ses rejetons nourris de jeux vidéo s'ébattent d'instinct, lui s'y perd. Il peut aussi achopper sur des héros qui « se ressemblent tous » et dont « les visages occidentaux » aux yeux immenses le déroutent.

« Pour que la bande dessinée s'invente, il fallait un homme qui soit à la fois écrivain et peintre⁵ » : le 9^e art suppose un graphisme léché et se sert du texte pour mettre au clair les sentiments. Le manga, lui, use du dessin pour « faire voir » les émotions plutôt que de faire parler les bulles, pour « faire ressentir » le mouvement plutôt que de le figer, et même pour « bruite » la scène. Quand les émotions déforment grotesquement les corps entiers, que la planche est hachée par les lignes de mouvement et les onomatopées, et que l'angle de vue est celui d'un œil placé sous les pieds d'un personnage, l'amateur de BD peut désespérer de jamais pouvoir « lire du manga ».

C'est que le manga ne se lit pas : il se saisit. L'expert reste en moyenne moins de trois secondes sur une planche, le temps que lui sautent aux yeux le mouvement et les sentiments surjoués par le graphisme. Toutefois, ceci ne vaut que pour le manga d'adolescents. La quasi-totalité des autres séries utilisent une disposition régulière des cases et des personnages au graphisme assez conventionnel pour ne pas dérouter un féru de BD.

LE MANGA AU RISQUE DE LA "CORRECTNESS"

NAGAI Gô: *Harenchi gakuen* [L'École impudique] (Shûeisha)



Dans « L'École impudique » - chef d'œuvre soixante-huitard nippon - les collégiens sont fort déçus et le grotesque corps enseignant se révèle d'une moralité plus que douteuse (à gauche).

Au final, l'établissement est soviétisé à un sége ou règle par tout ce que le Japon compte de réactionnaires, et par les forces armées. L'inspectrice lance les classes primaires dans une charge-soviète de la garde nationale (ci-dessous). Les Insoumis sont massacrés et l'école rasée.

En France, la censure n'aurait jamais toléré une telle scène. Au Japon, elle a paru pendant quatre ans dans le plus grand magazine de manga pour adolescents.

Harenchi Gakuen était encore inédit au Japon dans les années 2000, mais l'éditeur refuse absolument et sans explication de vendre les droits à l'étranger. Le manga était devenu aujourd'hui un élément de soft power japonais, il ne convenait pas qu'il devienne une «marque manga» du Japon.



Le manga est-il l'avenir de la BD ?

Le manga semble sur le déclin. Depuis leur apogée au milieu des années 1990, les tirages et le chiffre d'affaires ont chuté de plus d'un tiers. La clientèle du manga diminue mécaniquement « par les deux bouts », avec l'effondrement de la natalité au Japon et l'entrée des baby-boomers dans l'âge de la retraite, pour lequel les éditeurs n'ont pas encore vraiment trouvé la recette du *silver manga*. En outre, les jeunes préfèrent désormais les jeux vidéo.

Le manga perd aussi en qualité. Beaucoup des jeunes *mangaka* sont désormais préformatés dans des écoles spécialisées, tenus en tutelle par leurs chargés d'édition, et doivent se plier à la logique commerciale des éditeurs. Plutôt que des créateurs, ce sont des « colleurs » qui puisent leur style et leurs personnages dans la gigantesque « banque de données » qu'est devenue la culture des jeunes Japonais⁶.

Le manga souffre d'un souci de « correctness » qui va s'aggravant depuis que les dirigeants japonais en ont officiellement fait un pilier du *soft power* dont ils ambitionnent de doter l'Archipel. Le manga est né rebelle, impudique, de mauvais goût, excessif dans le drame comme dans le burlesque... Presque jamais censuré par les autorités, il s'étiole depuis qu'il l'est *de facto* par les éditeurs, qui refusent aujourd'hui de céder les droits de certaines des plus célèbres séries des années 1960 et 1970 pour ne pas donner une « mauvaise image » du Japon.

Pour aller plus loin ?

Deux autres de mes ouvrages : *Manga. Histoire et univers de la bande dessinée japonaise*, (2010, Philippe Picquier) ; *Histoire du manga* (Karyn Poupée, 2010).

Voir aussi ma petite mangathèque idéale sur le site www.manga-poche.org.

Petit glossaire

Cosplay : se déguiser en héros de manga ou de jeu vidéo.

Henshūsha : chargé de production attaché personnellement à un *mangaka* par l'éditeur.

Mangaka : dessinateur de manga.

Mecha [de *mechanical*] : séries de robots de combat.

Sumi-e : peinture à l'encre de Chine.

Shōjo manga : séries pour adolescentes

Tankōbon : l'équivalent des albums de notre BD, sous forme de livres de poche en noir et blanc (12,5 × 18 cm, 240-250 pages).

Notes

1. F. Schodt, *Manga ! Manga ! The world of Japanese comics*, Kodansha International, 1983, p. 132.
2. *Psychanalyse des contes de fées*, trad. fr. Paris, Robert Laffont, 1976.
3. *Psychanalyse de la bande dessinée*, Paris, Flammarion, 2000.

4. Voir A. Allison, *Millennial Monsters. Japanese Toys and the Global Imagination*, Ewing, University of California Press, 2006.
5. B. Peeters, *Lire la bande dessinée*, Paris, Flammarion, 1998, p. 1. L'auteur fait référence à Rodophe Töpffer.
6. Voir Hiroki Azuma, *Génération otaku. Les enfants de la postmodernité*, Paris, Hachette, 2008.

LE MANGA INFORMATIF

MŌRI Jinpachi; sc. HATAJI Hideaki: *Les fils de la terre* (vf: Delcourt)

Le héros explique au Premier Ministre Koizumi (2001-2006) son plan de revitalisation de l'agriculture japonaise...

J'EN AI BIEN EVIDEMMENT CONSCIENCE. LE NOMBRE DES EXPLOITATIONS VIVABLES DE NOTRE PAYS SE RÉDUIT COMME BEAU DE CHAGRIN...

TOUT À L'HEURE, JE VOUS AI PARLÉ DES CINQ CENT MILLE AGRICULTEURS QUI CONSTITUENT LA CLÉ DE VÔTRE DE MON PROJET. SELON LES DERNIÈRES STATISTIQUES DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, LE VIEILLESSEMENT DE LA POPULATION AGRICOLE NATIONALE FAIT QUE D'ICI 2010, IL NE RESTERA PLUS QUE HUIT CENT MILLE PERSONNES DANS TOUT LE PAYS QUI POURRONT ENCORE ÊTRE CLASSIFIÉS DANS LA CATÉGORIE "COMMERCES FARM HOUSEHOLDS" ET DONC SUSCEPTIBLES D'ÊTRE SÉLECTIONNÉS.

SI LE GOUVERNEMENT FOURNIT UNE AIDE D'UN MILLION DE YENS PAR AN AUX CINQ CENT MILLE PERSONNES QUE NOUS ALLONS SÉLECTIONNER, ÇA LEUR PERMETTRA DE STABILISER LEUR NIVEAU DE VIE. ET SI LES JEUNES DE NOS LYCÉES LES AIDENT TOUTS LES ANS POUR LEURS RÉCOLTES, ÇA LEUR PERMETTRA EN MÊME TEMPS DE RÉDUIRE LEURS COÛTS.

CE SYSTÈME NOUS PERMETTRAIT DE DÉVELOPPER L'AUTONOMIE ET LA SOLIDARITÉ LOCALES AUTOUR DES DEUX GRANDS AXES DE L'ÉDUCATION ET DE LA RÉGION

ÉDUCATION
FIBRE SOCIALE

FAMILLE EXPLOITATIONS AGRICOLES ÉCOLE

ON PEUT SUPPOSER QUE DANS LES RÉGIONS, LES GENS ACHÈTERONT VOLONTIERS LES LÉGUMES QUE LEURS ENFANTS ONT AIDÉ À PRODUIRE, CE QUI INDIRAIT NATURELLEMENT L'APPARITION D'UN SYSTÈME DE CHISAN-CHISAN!

ANNE-MARIE CHRISTIN ET LE JAPON, UN HOMMAGE



Ane-Marie Christin nous a quittés au mois de juillet de manière presque subreptice. Sa démarche s'inscrit dans la longue durée chère à Fernand Braudel, elle participe d'une anthropologie de la mémoire. Des gravures paléolithiques de la vallée du Côa au Portugal où l'homme a gravé il y a près de vingt mille ans des milliers de rupestres et de bovidés aux écritures idéographiques de Mésopotamie, d'Égypte, de Chine ou du Japon, l'image ne se présente-t-elle pas comme « la réalisation spectaculaire d'un rêve très ancien, celui d'accéder au monde invisible par l'intermédiaire du visible, d'établir un lien physique entre l'univers des hommes et celui des dieux, tel qu'il puisse se substituer à l'écran souverain du ciel nocturne et de son réseau d'étoiles ? »

« L'écriture est née de l'image, elle ne reproduit pas la parole, elle la rend visible. » Voilà ce qu'affirme avec force Anne-Marie dès 1995 dans *L'Image écrite ou la déraison graphique*. Et « Toute image, à quelque civilisation qu'elle appartienne, a pour vocation de produire des signes, vocation qui a conduit nombre de civilisations à inventer l'écriture. Mais en retour tout système d'écriture induit chez ceux qui l'utilisent une approche originale de l'image qui les incite à extraire de sa surface des formes singulières. » C'est dans ce mouvement de va-et-vient, dans cette approche conjointe du texte et de l'image, image métissée par nature puisque sa raison d'être est le franchissement des frontières, que réside l'originalité d'Anne-Marie Christin et l'acuité de sa vision qui lui vaudra d'être sollicitée par les préhistoriens, par les anthropologues, par les linguistes, par les historiens.

Anne-Marie Christin entretenait des liens très intimes avec le Japon. Le champ de sa réflexion, c'est l'empire des signes – « de l'idéogramme au multimédia ». Car, si l'écriture est née de la combinaison du langage et de l'image, le support de l'image a joué un rôle plus essentiel que ses figures. La pensée de l'écran a précédé nécessairement celle du déchiffrement des traces, c'est elle qui a rendu possible leur mise en réseaux signifiants. Nous vivons dans un monde d'écrans et de réseaux que tisse la toile planétaire. En anticipant cette révolution technologique Anne-Marie a été visionnaire.



Mais elle était aussi un peintre de l'instant. Il suffit de relire son beau livre, *Vues de Kyôto*, pour s'en convaincre. Une observation aiguë et sensible du monde, une attention portée aux choses en devenir, aux mouvements imperceptibles, à la poésie du blanc, aux chatoiements de la lumière. Les textes qu'on va lire – regards croisés – voudraient lui rendre hommage en nous restituant sa présence invisible.

Bernadette Bricout (1968 L)

Vice-présidente de l'Université Paris Diderot-Paris 7

À propos des *Vues de Kyôto*

Anne-Marie Christin parlait peu de sa vie privée. La plupart de ceux qui l'ont fréquentée à l'université, même pendant de longues années, n'ont jamais rien su de son cercle familial ou de ses amis proches, ni même de ses goûts personnels. Mais elle confiait volontiers ses émerveillements, ses découvertes et ses surprises esthétiques. Le Japon lui en a fourni quelques-uns, dont on mesure l'importance en relisant *Vues de Kyôto* (Le Capucin, 1999), un livre issu d'un séjour de plusieurs mois à l'Institut des humanités de l'Université de Kyôto en 1987-1988.

Objet en soi, soigneusement imprimé, cousu, et orné d'une œuvre d'un grand calligraphe contemporain, Ishikawa Kyûyô, *Vues de Kyôto* n'est pas un ouvrage de souvenirs. Évidemment. Conçu sur le modèle des *Trente-six vues du mont Fuji* d'Hokusai comme le précise l'avant-propos, mais prolongeant aussi une réflexion engagée depuis longtemps sur Fromentin, à propos de qui Anne-Marie Christin avait formulé une opposition entre « vue » et « vision », il se présente comme une suite d'observations, qui mènent à autant de réflexions sur le signe, l'écriture, l'image. Le *je* qui y apparaît est l'autre nom d'un œil, qui saisit, contemple et tente d'analyser ce qu'il voit : la montagne, la forêt, le sanctuaire d'Isé, les poupées du théâtre de marionnettes, les miroirs...

Attiré par des objets ou des faits qui se signalent d'emblée par leur différence, ce regard note les chaussures à brides des collégiennes dans le bus (p. 33), les lunettes mises par une banque à la disposition de ses clients (p. 41), la variété des sacs à main (p. 47), le kitsch de certaines constructions, comme « cette grande bâtisse rose à l'enseigne de *Motor for love* décorée d'un énorme médaillon de céramique où étaient reproduites en bas-relief deux Grâces de Botticelli » (p. 92). Mais il livre aussi quelques confidences, qui permettent de deviner les fragments d'un paysage mental : la joie de compter parmi les habitués de tel restaurant, le « désarroi » (p. 98) au moment de signer maladroitement un livre d'or, ou encore le sentiment de « double exil » (p. 65) éprouvé pendant les fêtes de fin d'année, loin du Noël français mais étranger aussi au Nouvel An japonais, suivi devant la télévision, avec un « dîner d'œufs de harengs et de saké » (p. 76).

Les mentions de la vie à Paris suggèrent tout autant des lieux ou des moments d'épaisseur intime. Anne-Marie a rapporté à Paris des feuilles de gingko (elle aime manifestement cet arbre, qu'elle évoque à plusieurs reprises, et jusque dans la dernière ligne de son livre), et a posé à côté d'elles, sur son bureau, « un petit pot de camélias acheté hier par hasard » (p. 77-78), qui lui rappelle les fleurs des haies de Kyôto. Elle les décrit ensemble, à la manière des Goncourt, dont on se souvient qu'ils furent eux aussi de grands amateurs d'Hokusai. La remarque de l'un de ses collègues japonais sur la longueur des jours lui inspire une comparaison entre la lumière de Paris au mois d'août et les journées si courtes de l'été japonais (p. 32). Ce Paris au mois d'août, dont Anne-Marie ne dit rien, mais dont elle gardait jalousement chaque journée pour son travail d'écriture, retardé pendant l'année par mille tâches universitaires.

On devine, dans certains détails, l'écho de goûts ou de refus peut-être plus personnels encore. Elle a noté à Kyôto « les tentures d'ameublement exposées dans les magasins d'octobre à mars » (p. 70). On se dit qu'Anne-Marie, qui n'était pas faite pour devenir une femme d'intérieur, et qui confia la totalité de l'aménagement de son appartement boulevard Saint-Marcel à une entreprise spécialisée, s'intéressait donc parfois elle aussi à ces frivolités... Dans un tout autre registre, la faible présence des jeunes filles à l'université et le privilège accordé à leurs collègues masculins sont sans rapport avec l'écriture, l'image, le vide ou Hokusai, mais s'ils occupent près d'une page dans le livre (p. 90), c'est qu'ils résonnaient en elle de manière particulièrement sensible : n'avait-elle pas fait elle-même l'expérience du plafond de verre au cours de ses années passées à la Sorbonne ?

Que le Japon ait changé sa vision des choses, c'est indéniable, et pas seulement dans sa recherche. L'écoeurement qu'elle éprouve à son retour de Kyôto devant les textes de Colette, n'est pas uniquement un jugement esthétique. Il est le signe d'une métamorphose : « Je ne lisais plus, je ne mangeais ni ne vivais plus de la même manière », écrit-elle (p. 53). Métamorphose vécue, mais hantée aussi par le regret d'occasions manquées (« Je n'aurai pas vu Kyôto sous la neige », dit-elle au tout début de son livre), et par l'étrangeté dans laquelle devaient rester pour elle la langue, l'écriture, tout comme la littérature japonaises. On dit au Japon que la beauté d'une femme ne se mesure pas à son visage, mais à sa silhouette vue de dos, *ushiro sugata*. Vertu du regard inversé, qui devine à son tour la silhouette d'Anne-Marie, vue de Kyôto.

Marianne Simon-Oikawa
Professeur-adjoint, Université de Tokyo

Le Japon d'Anne-Marie Christin : quelques images

En mémoire d'Anne-Marie Christin, je voudrais évoquer quelques moments d'un compagnonnage universitaire qui nous a réunies autour de l'énigme japonaise, de



cette culture à la fois si proche et si lointaine, si riche aussi en sources d'hypothèses et d'interprétations.

Au cours de mes études dans ce qui s'appelait alors Université Paris 7-Jussieu, entre 1974 et 1983, j'ai eu la chance de suivre les cours de l'UFR Sciences des textes et des documents (STD) tout au long d'une période exaltante, portée par la puissante vague des grandes théories de la littérature et de la liberté intellectuelle et d'action qui prévalait alors. Le séminaire d'Anne-Marie Christin portait déjà sur la lettre et l'image, sur la sémiologie de l'écriture. Anne-Marie illustrait ses cours par des diapositives fascinantes et donnait littéralement à découvrir, dans la pénombre de la classe transformée en salle de projection, les signes cachés dans les monnaies, les palimpsestes anciens, les enluminures comme figures de l'écriture, les variétés infinies des typographies depuis Gutenberg jusqu'à Robert Massin, ou bien encore les audaces de la poésie lettriste.

Elle s'intéressait déjà à la multiplicité des écritures dans le monde, évoquant notamment les hiéroglyphes et les idéogrammes – dénommés plus tard idéophonogrammes (indiquant la présence des sons qui accompagnent les signes écrits). L'enjeu était de taille : il s'agissait de rendre son autonomie à l'écriture en fondant une discipline dans la lignée de la grammatologie, de poursuivre ce faisant la bataille contre les tenants de l'inféodation de l'écriture à la parole.

Anne-Marie Christin menait un travail individuel, très cohérent, très abouti, autour des problématiques sémiologiques de l'écriture. Parallèlement, elle conduisait un grand nombre de recherches collectives – on compte plus d'une douzaine d'ouvrages de ce type sous sa direction, sachant s'entourer de spécialistes : collègues experts d'autres institutions, mais aussi étudiants de tous les horizons, dont elle dirigeait avec attention et amitié les travaux, dans lesquels elle puisait en retour des informations qui pouvaient nourrir sa propre réflexion. Pour ma thèse sur la littérature populaire au Japon, elle a accepté de siéger au jury, éclairant les débats par ses considérations théoriques. Puis elle m'a intégrée comme post-doc dans une équipe longtemps soutenue par le CNRS : le Centre d'étude de l'écriture (CEE, devenu plus tard le CEEI, en intégrant l'image), installé avec son fonds documentaire dans quelques pièces de la grande tour du campus Jussieu. C'est ainsi qu'elle m'a associée à plusieurs ouvrages collectifs, m'offrant la chance de « sortir » en quelque sorte des limites du champ aréal. Je garderai toujours en mémoire son implication personnelle, et totale, dans l'animation de la recherche, dans la création de réseaux nationaux et internationaux de scientifiques intéressés par les sujets qu'elle promouvait avec ferveur. Plus tard, j'ai compris qu'en effet les équipes les plus actives se construisent autour de ces personnalités convaincues et généreuses, qui parviennent à créer les dynamiques collectives, pourtant si complexes à entretenir.

Parallèlement, Anne-Marie était invitée dans de nombreuses universités dans le monde, et, après un séjour comme professeur invité à la Maison franco-japonaise de Tokyo, son exploration du Japon s'est poursuivie de façon systématique, avec d'autres séjours de recherche, émaillés de conférences dans plusieurs des universités les plus prestigieuses du Japon. C'est ainsi qu'elle a été chercheur invité à l'Institut des humanités de l'Université de Kyôto en 1987-1988 ; elle a aussi participé à de nombreux colloques sur place, encore récemment en 2011, à l'Université de Tokyo. Sa communication s'intitulait : « L'art au regard de l'écriture ».

La rencontre avec l'Asie, et particulièrement le Japon, à travers cette question du signe d'écriture, a sans doute été décisive pour Anne-Marie. En témoigne la série d'ouvrages importants qu'elle a consacrés à la théorie du signe et de l'image, avec toujours un regard sur l'écriture japonaise, notamment : *L'Image écrite ou la déraison graphique* (Flammarion, 1995 ; rééd. 2001 et 2009) ; *Poétique du blanc : vide et intervalle dans la civilisation de l'alphabet* (Peeters-Vrin, 2000 ; rééd. Vrin, 2009) ou *L'Invention de la figure* (Flammarion, 2011), mais aussi un livre de souvenirs poétiques, vraiment personnels : *Vues de Kyôto* (Le Capucin, 1999).

Je n'ai jamais discuté, avec Anne-Marie, de sa relation au Japon. Mais je devine qu'il ne s'agissait pas seulement d'une rencontre avec un pays dont l'écriture, les arts, la pensée répondaient intellectuellement à plusieurs des principes de sa thèse défendant la centralité de l'écriture ; il s'agissait aussi d'une sorte de choc esthétique, porté par un mouvement d'affinité élective, avec un pays étranger et lointain – dont elle ne connaissait pas la langue, ce qui lui permettait précisément de tenter d'en décrypter la culture à travers les signes. Un geste herméneutique, « du dehors », qui sans doute lui convenait profondément. Une manière d'être aussi, dans l'observation discrète et attentive, en résonance avec sa personnalité, du moins de ce que l'on peut en connaître.

À Kyôto, Anne-Marie m'avait interrogée sur les « noms » des gâteaux japonais : *Lune d'automne, Première Oie sauvage, Tempête d'érable...* Pourquoi, comment, ces métaphores ? Telle était la curiosité d'Anne-Marie, infinie et sensible. Un reflet de ce qui a été son vaste champ de recherche. Et un legs précieux pour tous ses anciens élèves.

Cécile Sakai

Professeuse de littérature japonaise,

Université Paris Diderot

Le paravent japonais

L'Empire du Soleil-Levant est souvent considéré comme « le monde du tout à l'envers ». Anne-Marie Christin, s'en imprégnant sans hésiter, avait plusieurs fois observé ce paradoxe des Japonais qui « font beaucoup de choses de façon exactement contraire à ce que les Européens jugent naturel et convenable » y compris pour s'occidentaliser.



Citons juste un exemple : le paravent japonais exposé au musée. Se dressant plié sans socles, il était parfois exposé « à plat » dans les musées japonais. L'objectif de cette manière d'exposition était de montrer son image comme un tableau occidental. Toutefois, il va sans dire qu'un paravent japonais ainsi aplati ne tient plus debout tout seul. Il fallait le remonter sur un support et le fixer contre le mur. Le mode d'exposition « occidentalisé » fait disparaître sa particularité et son usage réel.

Pis encore, l'image ainsi figée ne correspondait pas, en réalité, à celle que l'on voit dans un habitat japonais. Dans une maison de l'Empire des signes, l'image de paravent est pliée, changeante selon l'installation et modifiable au gré des résidents. Le paravent profite par ailleurs d'une illusion optique née de ses plis ; les panneaux, tantôt en retrait, tantôt en avant, donnent une sorte de profondeur à certains détails. Outre ces remarques, Anne-Marie Christin notait aussi les effets « cinématographiques » du paravent japonais. En effet, au fur et à mesure que l'on avance sur le tatami, des parties cachées par les plis apparaissent ; les yeux d'un invité découvrent ainsi successivement des scènes qui se déroulent devant lui. Anne-Marie Christin était sensible à toutes ces subtilités du paravent japonais.

Elle aimait m'expliquer tout cela en visitant les musées japonais. Ces réflexions m'ont non seulement ouvert les yeux mais m'ont aussi obligé à faire un petit exercice physique. Nous essayions d'imiter le regard des Japonais assis sur le tatami ; nous avançons un peu accroupis pour mieux apprécier les chefs-d'œuvre exposés et, si nécessaire, passions et repassons – toujours accroupis – devant les paravents. À la boutique, nous achetions des cartes postales et, devant le regard étonné des vendeuses japonaises, nous commençons à les plier pour refaire de vrais paravents japonais en miniature. Cela fait peut-être rire mais les vraies conditions d'une œuvre d'art dans la vie quotidienne étaient décisives pour Anne-Marie Christin afin d'approfondir l'analyse. Cette approche à la fois concrète et droite était née d'un contact direct avec les images qui ne peuvent d'ailleurs exister sans support ni matières.

Sa théorie est valable avec les œuvres de toutes les civilisations y compris la civilisation occidentale. Cependant, dans ses recherches, c'était surtout le Japon qui l'a fascinée car, sans doute, ce pays lui a permis de « marcher à l'envers » afin de prendre du recul vis-à-vis de l'Occident qu'elle jugeait « figé » à cause du système alphabétique. Anne-Marie Christin adorait la souplesse, acceptait la différence et accordait de l'importance aux cultures qui n'étaient pas la sienne. Nous n'oublierons jamais sa sincérité ni son audace sur le plan académique.

Torahiko Terada
Université de Tokyo

LE SOURIRE JAPONAIS DE MARCEL PROUST

Nathalie Mauriac Dyer

Elle est spécialiste de Proust, éditrice du *Bulletin d'informations proustiennes* et de la collection des « Cahiers 1 à 75 de la Bibliothèque nationale de France » (Brepols-BnF). Elle est directrice de recherche à l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM), un laboratoire du CNRS associé à l'ENS.



A la recherche du temps perdu est teinté, ici et là, de japonisme fin-de-siècle, à commencer par l'épisode de la madeleine : « Et comme dans ce jeu où les Japonais s'amuse à tremper dans un bol de porcelaine rempli d'eau de petits morceaux de papier jusque-là indistincts [...] » Mais ce n'est certainement pas cette scène fameuse, ni même peut-être la longue tradition du roman d'analyse commune aux deux pays et qui remonte pour le Japon au *Dit de Genji* (XI^e siècle), qui suffit à amener à Proust de nombreux lecteurs de ce pays, mais bien plutôt et sans surprise la valeur universelle de l'œuvre. Même si la première traduction ne remonte qu'au milieu des années cinquante, nous en sommes, après celle de Kyuichiro Inoue (très fidèle, paraît-il, et par là même d'un abord assez difficile) et celle de Mitchihiko Suzuki (qui manquerait peut-être un peu de saveur littéraire et « hache » la phrase proustienne), à l'entreprise de Kazuyoshi Yoshikawa : combinant de l'avis général fidélité, élégance et facilité de lecture, elle est en passe de devenir la traduction de référence.

Fait remarquable, cette nouvelle traduction aux Éditions Iwanami, et dont sept des quatorze volumes prévus ont déjà paru, émane d'un très grand spécialiste de l'œuvre de Proust, professeur émérite à l'Université de Kyoto après avoir enseigné à Tokyo. En 1973, Yoshikawa débarque à Paris comme élève étranger de l'ENS et, grâce à Michel Raimond, rencontre le groupe de « proustiens » qui commence à se pencher sur les très complexes manuscrits de la *Recherche* conservés depuis quelques années à la Bibliothèque nationale. En 1976, il achève une thèse sur « La genèse de *La Prisonnière* d'après des brouillons inédits » : thèse pionnière qui embrasse, en réalité, la rédaction au long cours du roman de Proust, de 1908 à 1922, et, malgré des lacunes documentaires liées à l'état du fonds de la Bibliothèque nationale, non seulement fait date mais demeure largement d'actualité. Yoshikawa dirige ensuite l'équipe de quarante chercheurs japonais qui publie en 1998 *l'Index général de la Correspondance de Marcel Proust* (1998), boussole qui permet de se retrouver dans les quelque cinq mille lettres de Proust alors publiées par Philip Kolb, et qui ne saurait faire défaut dans la bibliothèque de tout « proustien » digne de ce nom. Yoshikawa élargit ensuite ses recherches à la question de la peinture dans le roman, privilégiant l'approche historique et génétique : *Proust et l'art pictural* (Champion, 2010), étude la plus complète et fouillée à ce jour, est un autre ouvrage de référence.



Ce remarquable chercheur n'est pas un cas isolé : sa thèse avait été suivie deux ans plus tard par celle de Jo Yoshida, « Proust contre Ruskin : la genèse de deux voyages dans la *Recherche* d'après des brouillons inédits » (1978), elle aussi dirigée par Michel Raimond. Une brillante école japonaise de génétique proustienne était née. Aux thèses des deux « pères fondateurs » succèdent notamment celles de Wada (1986), Nakano (1989) et Yuzawa (1989), mais la veine génétique se tarit quelque peu après la publication de l'édition de la *Recherche* dans la « Bibliothèque de la Pléiade » qui livre de nombreuses « Esquisses » ou extraits des cahiers de brouillons. Disparu en 2005 à l'âge de cinquante-quatre ans, grand érudit et traducteur, Yoshida y avait participé à l'édition du premier volume, trouvant encore la force, en 2004, d'aller étudier à Genève les placards corrigés acquis par la fondation Bodmer. Aujourd'hui, les jeunes « proustiens » japonais s'attachent de préférence à l'histoire et à la contextualisation culturelles du texte, mais l'approche génétique trouve naturellement place dans leurs démonstrations. En témoigne notamment la thèse brillante et déjà deux fois primée de Yuji Murakami – l'un des derniers élèves du professeur Yoshida à l'Université de Kyoto –, « Proust et l'affaire Dreyfus » (2012, Paris-Sorbonne) qui, de *Jean Santeuil* au « cycle » d'Albertine, suit dans l'œuvre les traces multiples, souvent métaphorisées ou obliques, du choc que fut pour le jeune romancier la découverte de l'antisémitisme de la Troisième République.

Il serait trop long d'énumérer toutes les contributions de l'école japonaise aux études proustiennes : on les retrouvera dans les nombreux articles du *Bulletin d'informations proustiennes* (publié à l'École depuis 1975 aux Éditions Rue d'Ulm), ou sur le site de « l'équipe Proust » de l'ITEM, où le professeur Wada a généreusement offert en libre accès son « capitalissime » *Index général des Cahiers de brouillon de Marcel Proust* (2009). Ces cahiers de brouillon – au nombre de soixante-quinze tout de même, et qui ne représentent d'ailleurs pas l'intégralité des cahiers et carnets conservés dans le fonds Proust de la BnF – font aujourd'hui l'objet d'un ambitieux projet d'édition diplomatique et génétique aux éditions Brepols et de la Bibliothèque nationale de France. L'entreprise, qui a d'abord débouché sur la numérisation et la mise en ligne de ce corpus (et, progressivement, de l'intégralité du fonds Proust) sur Gallica, est certes « mondialisée » : mais le projet aurait été impensable, d'une part sans les travaux fondamentaux réalisés par l'école japonaise de génétique proustienne depuis le milieu des années soixante-dix, d'autre part sans la contribution active de ses chercheurs. Cinq cahiers ont été publiés depuis 2008 : parmi les noms des éditeurs, on ne s'étonnera pas de retrouver, auprès de leurs collègues et amis français, ceux de Chizu Nakano (*Cahier 54*), Shuji Kurokawa (*Cahier 71*), Akio Wada et Hidehiko Yuzawa (*Cahier 26*), Kazuyoshi Yoshikawa (*Cahier 53*), Yuji Murakami et Eri Wada (*Cahier 44*)... Le mystère japonais de Proust ne s'épuise pas, tandis que ces amis viennent, dans la discrétion et la fidélité, nous rendre visite rue d'Ulm à Paris, ou que nous partageons la visite d'un temple ou une promenade dans Kyoto.

IMPRESSIONS D'UNE JAPONAISE À PARIS, REMARQUES SUR LE JAPON D'AUJOURD'HUI

Aiko Okamoto-MacPhail

Née à Tokyo, elle a fait ses études à l'International Christian University et à Tokyo Gaikokugo Daigaku. Elle a été pensionnaire étrangère à l'ENS de 1986 à 1988. Elle enseigne aujourd'hui à l'Université d'Indiana, aux États-Unis, où elle vit avec son mari, Eric MacPhail, également ancien étudiant étranger de l'ENS.



Tandis que je montais la côte menant à l'entrée de l'Ambassade de France à Tokyo, monsieur Kitagawa qui s'occupait depuis longtemps des boursiers du gouvernement français m'attendait dans son bureau du service culturel. La première chose dont il me fit part dès que je l'eus salué fut ceci : « À l'École normale, ce que vous gagnez, ce sont des amis. » Il le savait bien, après toutes ces années passées au service des boursiers du gouvernement.

En 1986, quand j'arrivai à l'École normale, celle-ci venait d'inaugurer l'institution mixte fusionnant les deux écoles, celles dite de Sèvres et celle de la rue d'Ulm. L'ancienne ENSJF du boulevard Jourdan avait une annexe à Montrouge où se rassemblaient surtout les scientifiques de l'ENS (j'y ai rencontré beaucoup de mathématiciens) et une autre catégorie, les « normaliens étrangers ». C'est là que j'atterris.

Au moment du thurnage, il n'était pas difficile de se rendre compte que les normaliens qui avaient tiré une chambre à Montrouge maudissaient leur mauvais sort. Tous les élèves rêvaient de la vie de la rue d'Ulm. À la première occasion, la plupart des élèves français quittaient donc Montrouge. Ceux qui y restaient étaient des étudiants étrangers venus d'Égypte, du Chili, du Japon et surtout de pays anglophones – Irlande, Écosse et États-Unis. Nous nous désignions tous comme les *sixiémistes* parce que nous occupons le sixième étage de la Tour C, 1 rue Maurice Arnoux.



Madame Junko Takeuchi, une Japonaise qui occupait à cette époque la chambre voisine de la mienne et qui se réfugia à un autre étage parce qu'elle n'était pas venue jusqu'en France pour faire la connaissance d'une compatriote, est devenue l'une de mes meilleures amies à l'École et mon témoin de mariage. Une autre élève étrangère que j'y ai rencontrée était une mathématicienne japonaise (madame Noriko Hirata). Elle s'était lancée dans une compétition avec un mathématicien, qui habitait quelque part en Russie, pour tenter de résoudre un problème que personne n'avait résolu avant eux ; au bout d'une semaine, épuisée, elle nous déclara qu'elle n'était pas devenue la première au monde à avoir résolu ce problème, mais qu'être la deuxième est déjà bien ! J'ai aussi croisé à Jourdan madame Kozue Ogata, avec qui j'ai été étudiante dans les mêmes universités au Japon et à l'ENS ; elle était sur le point de rentrer au Japon lorsque je suis arrivée en France. Elles enseignent aujourd'hui toutes les trois dans des universités japonaises.

À cette époque, chaque pays avait son propre système de recrutement pour envoyer des élèves à l'École. Le Japon les sélectionnait par un concours national et c'était surtout pour donner la dernière touche à notre formation professionnelle que nous venions à l'École normale.

Lorsque je suis venue étudier pour la première fois en France, grâce à une bourse du gouvernement français, j'ai eu la chance d'être accueillie dans la famille de monsieur et madame Serres. Michel Serres était alors professeur à l'UFR (UER à cette époque) d'histoire à Paris I – il est aujourd'hui l'académicien que l'on connaît. Un planisphère spécialement coupé et recollé pour que le centre du monde soit l'océan Pacifique était accroché au mur de leur salle à manger. Ils m'expliquèrent qu'ils avaient enseigné à leurs enfants qu'au milieu du monde il y a l'océan et qu'il est pacifique. « Aiko, ton pays est au milieu », avait poursuivi monsieur Serres. J'ai été accueillie, durant ce premier séjour, par la famille la plus gentille de Paris. J'ai pu découvrir la vie la plus authentiquement française grâce à monsieur Serres qui a beaucoup d'esprit, et surtout grâce à madame Serres qui a le cœur doux et une merveilleuse gentillesse maternelle. Lors de mon second séjour, la vie de l'internat avec les étudiants étrangers de l'École m'a donc beaucoup amusé, tant elle était différente du Paris que j'avais connu auparavant.

Les normaliens sont dispersés dans le monde et beaucoup occupent des postes académiques dans différents pays. J'enseigne pour ma part la langue et la littérature françaises aux États-Unis où j'ai suivi mon mari, un chercheur américain rencontré à l'ENS où il était aussi étudiant étranger. C'est donc, d'une certaine manière, l'École normale qui m'a donné trois ancrages – la France, les États-Unis et le Japon – pour appréhender mon pays natal.

Pour évoquer le Japon d'aujourd'hui, c'est une phrase de Michel Serres qui me vient à l'esprit, et que j'illustrerai par deux photos. Michel Serres nous avait dit un jour, à table, qu'une civilisation en pleine croissance et qui a confiance en elle n'hésite pas à détruire son héritage culturel, et il a cité en exemple le Paris du baron Haussmann. D'un autre côté, la civilisation parvenue à maturité tente de conserver son passé, comme le Paris de la seconde moitié du XX^e siècle, où commencèrent le nettoyage et la restauration des bâtiments anciens. C'est dans les années 1990 que le Japon a posé sa première candidature à l'Unesco pour l'inscription de sites sur la liste du patrimoine mondial afin de préserver ses monuments culturels et ses sites naturels. Le Pavillon d'or est l'un des premiers patrimoines désignés par l'Unesco (en 1994) ; le mont Fuji est le dernier en date, (en 2013). Cette démarche japonaise visant à préserver le passé comme quelque chose de monumental montre que le pays entre, après une phase d'expansion, dans sa phase de maturité.



Le Pavillon d'or, construit en 1397, incendié en 1950 et reconstruit de 1952 à 1955.

Thème du roman, *Le Pavillon d'or*, de Mishima Yukio,
il a été inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco en 1994.



Le Japon d'aujourd'hui vit une époque de stabilisation après une période de croissance économique, qui a duré des années 1960 aux années 1980, et une période de stagnation puis de récession entre les 1990 et les années 2000. Cette évolution est la voie par laquelle ce pays s'est stabilisé parmi les pays développés du monde. Peut-être le Japon d'aujourd'hui n'aime-t-il pas ce mot de « développé » qui va de pair avec celui de « sous-développé » ou, plus gentiment, « en voie de développement », car nous étions nous-mêmes rangés parmi ceux qui portaient cette étiquette peu laudative il y a une cinquantaine d'années. En voyant le monde entier en difficulté économique et en observant autant de conflits internationaux, le Japon découvre une autre valeur que la prospérité. Il y a beaucoup plus dans la vie que la simple richesse mondiale et matérielle. Surtout, le séisme de 2011 et la catastrophe nucléaire qui s'en est suivie ont causé des dégâts irréparables, même avec toute la richesse du monde, et ont affermi ce sentiment.

Lors de son discours de réception, à Stockholm en 1994, le lauréat du prix Nobel de littérature, Ôe Kenzaburô, a dit que les Japonais subissaient l'état ambigu de la prospérité. S'il y a effectivement une angoisse à être prospère, c'est parce que le Japon n'est pas habitué à être le premier ou le « centre » du monde. C'est un pays qui a historiquement toujours défini sa propre identité comme étant à la périphérie du monde, tout en apprenant énormément de l'extérieur auquel il portait beaucoup d'estime.

Il y eut des moments de folie dans l'histoire : des troupes militaires furent envoyées à trois reprises dans des pays étrangers. En 663, le Japon dépêcha ses forces pour sauver Baekje, l'un des trois royaumes coréens qui partageaient alors cette péninsule ; entre 1592 et 1598 Toyotomi Hideyoshi envahit la Corée ; enfin il y eut plusieurs mouvements du Japon impérial, de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale. À chaque fois, le Japon fut défait, ce qui lui a laissé un héritage négatif qui a terni le souvenir de l'époque beaucoup plus longue pendant laquelle nous avons porté respect à l'outre-mer. Par ailleurs, le Japon s'est bien défendu contre les invasions. En 1274 et 1281, les Mongols ont tenté d'envahir le pays, sans succès ; de 1945 à 1952 le Japon était sous l'occupation américaine.

Avec la dernière défaite, mon pays a vécu l'échec de l'impérialisme de style occidental à échelle réduite ou, si l'on veut, en miniature. Les Japonais ne regrettent pas d'avoir laissé ce passé d'avant-guerre derrière eux. C'est la raison pour laquelle je pense que nous avons le devoir de parler de nos expériences dans le monde d'aujourd'hui, alors même que certains pays n'ont pas encore abandonné ce rêve d'impérialisme.

Revenons sur ces mots d'Ôe Kenzaburô : le Japon se trouve curieusement dans l'angoisse de la prospérité à cause de sa position ambiguë. C'est un pays habitué à

maintenir un niveau de vie confortable voire élevé (selon la norme de chaque époque historique) tout en se situant lui-même à la périphérie du monde sans pourtant jamais perdre sa propre identité. Or, la plupart des pays se trouvent « à la périphérie » et ils ne sont pas, comme les Américains ont tendance à le penser, des « minorités » américaines. Dans les salles de cours des universités américaines, il y a aussi eu bien des changements depuis que j'ai commencé à y enseigner en 1989. De plus en plus d'étudiants étrangers déferlent sur les campus américains et incarnent un fond culturel et historique que l'on ne peut pas inclure dans le cadre de la culture minoritaire américaine.



Le mont Fuji classé au patrimoine mondial de l'Unesco en 2013.

Au milieu d'eux, les Japonais ont l'air timide et il y en a d'ailleurs assez peu à l'étranger. Les jeunes Japonais ne cherchent pas vraiment à sortir de leur pays si ce n'est en tant que touristes car, malgré la récession, le niveau de vie y est assuré. Mais



on observe également des signes de changement au Japon, comme aux États-Unis. Dans les années 1970, la distribution de la richesse était homogène et, sans être un pays communiste, le Japon était une société très égalitaire. Aujourd'hui, l'écart se creuse entre les habitants riches et pauvres. Cela dit, bon gré mal gré, le Japon se classe parmi les pays dits « avancés », ironiquement à cause de l'instabilité de l'emploi par exemple. Ainsi le Japon, qui a connu la croissance et la stagnation, se trouve-t-il confronté aux mêmes problèmes que certains pays occidentaux d'Europe et d'Amérique qui ont tous connu des destins semblables, étant passés à tour de rôle par des moments de prospérité et de récession.

Il y a toutefois quelque chose de singulier dans notre expérience. Le Japon est le seul pays du tiers-monde à avoir vécu cette situation. Il porte donc paradoxalement la voix unique, si j'ose dire, du centre décentré. S'il vient un monde où l'ambition hégémonique cède la place aux voix multiples et autonomes, et que le centre se dissout dans la périphérie, alors le Japon aura un rôle à y jouer et sa voix deviendra utile.

LA TRADITION ASIATIQUE DE L'ENS, MÉMOIRES ET PERSPECTIVES

VOYAGES DANS LA CHINE DE MAO

Lucien Bianco (1952 I)

À sa sortie de l'École, il a été professeur de lycée à Beauvais puis à Paris, avant de faire presque toute sa carrière à l'EHESS. Le deuxième des quatre mousquetaires ABCD (Claude Aubert, Lucien Bianco, Claude Cadart et Jean-Luc Domenach qui publient au Seuil, en 1976, *Regards froids sur la Chine*) a dédié une dizaine de livres à la Chine, des *Origines de la révolution chinoise* (1967) à *La Récidive : révolution russe, révolution chinoise* (2014).



1954

Coup de téléphone d'Althusser : « Veux-tu aller en Chine cet été aux frais de la princesse ? » Le géographe Jean Dresch (1926 I), président de l'Association des amitiés franco-chinoises, souhaitait inclure un normalien dans la délégation qu'il emmenait en Chine. Le choix d'Althusser fut vite fait : j'étais le seul normalien élève aux Langues O, où l'on ânonnait un chinois suranné. En Chine, nos interprètes s'esclaffaient à la lecture des tournures classiques parsemant le manuel qui résumait tout mon savoir. Avec Félix Guattari et une jeune syndicaliste communiste, nous étions les benjamins d'une délégation de vingt-six membres dont Jean Effel, Francis Lemarque, qui composait sa chanson *Mon copain de Pékin* durant les interminables trajets en train, Pierre Gascar, qui venait d'obtenir le prix Goncourt, la poétesse Alice Ahrweiler, la photographe Ergy Landau et une poignée d'universitaires, tels l'orientaliste Louis Bazin (1939 I), madame Prenant, directrice de l'École normale supérieure de jeunes filles, l'angliciste Jean-Jacques Mayoux et l'historien Roger Portal. Presque tous étaient de gauche, certains compagnons de route du Parti communiste, *a priori* bien disposés envers la « Chine nouvelle », ce qui n'empêcha pas quelques heurts avec la majorité communiste de la délégation (dont Louis Marcenac, directeur adjoint des *Lettres*



Photos Ergy Landau.

françaises). Pas durant le voyage : à Irkoutsk, où la météo sibérienne nous bloqua plus de deux jours, nous entreprîmes d'aller visiter la ville, distante de cinq kilomètres. On nous fit très vite rebrousser chemin, à l'indignation unanime des marcheurs, communistes ou non. En Chine, c'étaient plutôt nous qui moquions les applaudissements frénétiques dont nos camarades communistes ponctuèrent l'interminable discours de Khrouchtchev devant l'Assemblée nationale populaire. À l'exception de Portal, qui enseignait l'histoire russe à la Sorbonne, aucun de nous, moi inclus, ne comprit un traître mot du discours en russe et de sa traduction chinoise. Les visiteurs étrangers en Chine étaient si rares à l'époque que nous trinquâmes avec Zhou Enlai, qui évoqua ses années de jeunesse militante en France, puis serrâmes la main de Mao, Bouddha silencieux qui cachait mal son ennui.

Certains d'entre nous, dont moi-même, prolongèrent jusqu'à six semaines un séjour au demeurant classique : visite de crèches, d'usines, de coopératives de production agricole, de centres de rééducation de prostituées, d'un musée misérabiliste à la gloire de l'écrivain Lu Xun. Quelques-uns purent rencontrer la romancière Ding Ling et le poète Ai Qing (père de l'artiste Ai Weiwei), critiqués à Yanan (en 1942) avant de l'être de nouveau en 1957, au lendemain des Cent Fleurs. Les journées étaient néanmoins si remplies que je ne comprenais pas où mon cothurne trouvait la force de lire un chapitre de Gaudy le soir, tandis que je me hâtais de noter souvenirs et impressions de la journée et de m'endormir épuisé.

1974

Lors de mon second voyage vingt ans plus tard, la Chine avait beaucoup changé, et son visiteur aussi. En 1954, je ne connaissais rien, sinon trois mots de chinois. Un an après la mort de Staline, je m'émerveillais du contraste avec l'URSS. À Moscou (le trajet incluait des escales dans le « bloc socialiste »), Roger Portal avait tenté d'engager la conversation avec des promeneurs dans les jardins proches du Kremlin et n'avait réussi qu'à faire fuir ces silencieux apeurés. À Pékin, je m'étais aventuré à l'intérieur d'une cour carrée, une dame âgée m'avait invité gentiment à venir visiter sa maison et le soir du 1^{er} Octobre, nous avons dansé avec des étudiantes chinoises sur la place Tiananmen : ces menus indices m'autorisaient à conclure à un socialisme plus ouvert et accueillant que le modèle stalinien.

En 1974, j'avais tiré la leçon du Grand Bond en avant, de la famine et de la Révolution culturelle, qui continuait de sévir. L'École m'invita, en tant qu'archicube spécialiste, à me joindre à la bonne vingtaine de normaliens et normaliennes emmenés en Chine par son directeur Jean Bousquet (1931 l, la promotion de Georges Pompidou, dont il était resté proche). Cela ne se passa pas toujours bien entre certains élèves maoïstes et moi, mais je fus ému cependant par la gentillesse de nos

adieux en gare de Jinan : je prolongeai notre bref séjour de deux semaines par une visite de Qufu et de son temple de Confucius, saccagé en novembre 1966 par une bonne centaine de professeurs et élèves de... l'École normale supérieure de Pékin.

Quelques mois après notre voyage, Bousquet me convoqua dans son bureau : « Si cela vous amuse de scier la branche sur laquelle vous êtes assis, c'est votre affaire, mais vous portez tort à l'École. » Motif : deux articles publiés dans *Le Monde*, qui avaient fait scandale et paraîtraient aujourd'hui d'une affligeante banalité. Il avait raison : les Chinois raisonnaient en *danwei*, l'« unité » de travail ou de résidence à laquelle chaque individu appartenait. Mon « unité », c'était l'ENS et ils avaient pris soin de prévenir Bousquet. À l'occasion d'une réception à l'Ambassade de Chine populaire, l'attaché culturel chinois avait suggéré au directeur de l'École de me dissuader d'écrire un article « inamical » : l'École normale serait toujours la bienvenue en Chine populaire, un élève sinologue de l'École pourrait éventuellement séjourner un an à Pékin... sauf bien entendu dans le cas où M. Bianco écrivait un article inamical. La veille de cette réception à l'Ambassade, à l'invitation de « Centre Chine » de l'EHESS, j'avais fait un compte rendu oral de notre voyage à la Maison des sciences de l'homme. Habitué de ces réunions et du public qui les suit, je tenais pour acquis, avant même de commencer mon exposé, que mes propos seraient rapportés à l'Ambassade de Chine populaire. Je ne peux pour autant ni affirmer que ce fut fait dès le lendemain, ni dénier au directeur de l'École les raisons de m'exprimer son mécontentement.

Et encore s'il avait su ! Publiés sous le titre « La nouvelle orthodoxie », les articles du *Monde* étaient les moins méchants. En s'abritant derrière une décision de Jacques Fauvet (alors directeur du journal), le rédacteur en chef André Fontaine me signifia qu'il ne pouvait être question de publier le premier des articles que je soumis au *Monde*. Je réussis à le publier plus tard, bien après la réprimande de Bousquet, dans *Esprit*, puis dans *Regards froids sur la Chine*, sous le titre « Voyage dans un bocal ». Voici deux anecdotes pékinoises et une provinciale qui en sont extraites : elles confirment qu'à l'instar du directeur, quelques camarades de la promo 1972 eurent bien raison d'être choqués par mon indiscipline.

Voyage dans un bocal

Peu après notre arrivée à Pékin, nous visitâmes l'Usine textile n° 3, familière à maint voyageur. Le vice-président du comité révolutionnaire de l'usine fit un exposé introductif, à l'issue duquel nous lui demandâmes s'il était permis de filmer et de prendre des photos à l'intérieur de l'usine. Sa réponse fut affirmative et je filmai donc des slogans relatifs à la campagne en cours contre Lin Biao et Confucius, dont la cible n'était pas le maréchal Lin Biao, mort trois ans auparavant, mais le Premier ministre Zhou Enlai, réputé pour son entregent confucéen. Je remarquai l'impatience croissante d'un accompagnateur, qui me reprocha de prendre du retard sur le groupe.

J'essayai de l'amadouer en parcourant au pas de charge la dizaine de mètres qui me séparait de mes compagnons français et j'oubliai l'incident. Le soir après le dîner, on frappa à la porte de ma chambre et deux responsables de *Lüxingshe*, chargée comme son modèle soviétique *Intourist* d'organiser et d'encadrer les visites d'étrangers, me demandèrent de les recevoir « pour bavarder ». Il me fallut une bonne demi-heure pour discerner l'objet de leur visite. Ils y vinrent enfin après moult détours :

- « Un léger malentendu s'est produit ce matin, les masses ouvrières de l'usine ne sont pas très contentes...
- ?
- ... à propos d'un film que vous avez pris ; les ouvriers demandent si vous pouvez le leur communiquer ; ils vous le restitueront après s'être assurés que vous n'avez rien filmé d'inopportun.
- Bien volontiers, mais nous avons l'autorisation du vice-président du comité révolutionnaire de l'usine.
- Votre geste prouve que vous êtes un ami de la Chine. Vous aviez reçu l'autorisation de filmer, mais nous ne pouvons nous opposer à la volonté des ouvriers. Comme vous dites en France, d'un mal peut sortir un bien. Cet incident vous aura permis de vous rendre compte que les ouvriers ne sont pas traités ici comme ils le sont en France : en Chine les ouvriers sont les maîtres... »

Le film me sera restitué vers la fin du voyage, délesté des malencontreux slogans et de quelques vues prises la veille dans une Commune populaire.

L'après-midi du même jour, nous visitâmes le palais d'Été, dans la banlieue nord-ouest de Pékin. Le plan en chinois de Pékin était introuvable ou épuisé et le plan touristique en français que l'on nous avait distribué bien sommaire. Je n'y voyais pas mentionné l'Institut des langues étrangères, où je souhaitais aller rendre aux étudiants français qui y apprenaient le chinois une visite projetée entre nous depuis des mois. Je me souvenais seulement que l'Institut se trouvait lui aussi dans la banlieue nord-ouest. Je demandai donc à nos hôtes s'il leur serait possible de me déposer quelque part, au retour du palais d'Été, de façon à ce que je puisse gagner par mes propres moyens l'Institut des langues étrangères. Ils se consultèrent, consultèrent le chauffeur du car, puis me répondirent que ce n'était pas du tout dans la même direction ; le plus simple serait donc que je rentre à l'hôtel avec tout le monde et prenne un taxi. Ils savaient que la chose n'était guère faisable dans le court laps de temps qui séparait le retour à l'hôtel du dîner, suivi presque aussitôt d'une représentation (d'arts martiaux, si j'ai bonne mémoire). Je décidai donc de m'abstenir le lendemain de l'excursion prévue pour les tombeaux des Ming et la Grande Muraille et de me rendre par un moyen ou un autre à l'Institut des langues étrangères. J'y parvins, contai mon projet avorté de la veille aux étudiants français, qui éclatèrent de rire : « La ligne d'autobus qui conduit au palais d'Été passe devant l'Institut, le palais d'Été se trouve quatre stations plus loin, il y a un arrêt devant la porte de l'Institut. »

À Canton, j'espérai d'abord que nous aurions quartier libre le soir. Au terme de visites ponctuées de rappels d'histoire révolutionnaire (massacre de militants anti-impérialistes par les troupes anglo-françaises de Shamian en 1925, martyrs de la Commune de Canton en 1927), nous commençâmes en effet à marcher à notre gré. Au bout de cinq minutes, notre interprète rappela le groupe de tête qui prenait trop d'avance : il fallait attendre les autres... et même rentrer, car « les amis français étaient fatigués ». Je demandai : « Qui est fatigué ? Personne ». Nous repartîmes donc, pour être rappelés au bout de cinquante mètres. Il fallait rentrer, car il se faisait tard : 18 heures 10 et nous devions être de retour à l'hôtel à 18 heures 30 pour le dîner. « Ne pourrions-nous dîner à 19 heures ou 19 heures 30 », me permis-je de suggérer. « Non, car notre programme comporte (ce qui ne nous avait pas été révélé plus tôt) une activité culturelle après le dîner. » J'osai encore demander en quoi elle consistait : un match de ping-pong. Effronté, j'annonçai que je ne dînerai pas à l'hôtel, n'admirerai pas les pongistes et regagnerai l'hôtel à pied.

Pour moi et peut-être aussi pour le normalien en compagnie duquel je flânai ce soir-là dans Canton, la visite de la ville commença véritablement à 18 heures 15, une fois franchi un ultime obstacle. Un autre normalien courut après nous pour nous dissuader de partir : la véhémence de ses reproches partait d'un bon sentiment. Un adepte du tourisme idéologique en Chine avait à l'époque toutes les chances de s'y trouver aussi heureux qu'un poisson dans l'eau. S'il lui arrivait quelquefois d'être contrarié et même indigné, c'était par l'attitude de ceux de ses compagnons qui s'ingéniaient à compliquer la tâche d'hôtes qui se mettaient en quatre pour nous. Seul le visiteur qui s'intéressait à la Chine et aux Chinois risquait de se cogner aux parois du bocal.

C'était l'époque de Mao et de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, idoles des intellectuels parisiens. Il y a belle lurette que les touristes (cent fois plus nombreux qu'en 1974) ne sont plus tenus en laisse.

1965 : SOUVENIRS D'UN VOYAGE EN CHINE

Hubert Tavernier (1963 s)

Agrégé de mathématiques, docteur en recherche opérationnelle au MIT, il rejoint le groupe Saint-Gobain en 1971. À la direction du plan, il contribue à la gestion du portefeuille d'activités. Puis, comme directeur du marketing technologique, il cherchera à cerner les problèmes auxquels les chercheurs seront susceptibles de fournir des solutions.



En ces années-là une chape de bien-pensance marxiste-léniniste recouvrait l'ENS. Nous étions quelques-uns à vouloir profiter de nos années d'École en toute liberté. On nous concéda le Bureau des élèves, à charge pour nous d'organiser le bal. C'est dans ce petit groupe que naquit, non sans quelque malice, un projet de voyage en Chine. Alain de Wulf, accidenté, ne put le mener à bien et je me retrouvai donc à la barre.

Pour l'occasion, Jean Effel nous proposa une affiche sur le thème des « Copains », sujet mis à la mode par Brassens en novembre 1964, puis par le film d'Yves Robert début 1965 d'après le roman de Jules Romain.

L'Ambassade de Chine à Paris suggéra les services d'une « agence ».

Ce grand corps noir qu'était la Chine n'émettait quasiment rien, et les seuls ouvrages disponibles, ceux d'Edgar Snow, n'étaient pas exploitables comme guide touristique. Nous fîmes confiance aux Chinois sur les choix d'itinéraires, fondés en réalité sur la capacité des villes à disposer d'une offre hôtelière et d'équipes capables d'encadrer localement un groupe possiblement turbulent. Nous souhaitions arriver en train, mais l'URSS imposait un forfait de dépenses journalières qui incitait à réduire le temps de séjour sur son territoire. Nous optâmes pour la voie aérienne jusqu'à Irkoutsk, puis le Transmongolien.

Le bal de l'École fournissait l'occasion de solliciter les archicubes influents pour leur présence et leur soutien. Et nous avons pensé que Georges Pompidou, alors à Matignon, pourrait nous aider. La veille du jour prévu pour l'audience qu'il nous accordait, nous parvint le bon-à-tirer de l'affiche du bal. Notre budget ne nous permettant que la trichromie, le Premier ministre croqué en « copain » sur son cheval à Issoire apparaissait d'un rose uniforme du plus mauvais effet. Inquiets, nous décidâmes une campagne de collage pour le soir même et la révélation de notre forfait. Le lendemain, jour de notre rendez-vous, Georges Pompidou sourit, nous proposa une aide financière et nous demanda de revenir lui faire un compte rendu en apportant l'original de l'affiche.



Affiche pour le bal de l'ENS.

Mais le surlendemain nous fûmes convoqués d'urgence à Matignon. Le chef de cabinet, Michel Jobert, à qui le Premier ministre avait vraisemblablement montré l'affiche, nous expliqua, de l'air le plus sévère, que la subvention était supprimée et l'affiche interdite. Un compromis fut cependant trouvé : ne pas l'utiliser en dehors du quartier Latin. Le voyage était sauvé. Ultérieurement nous fîmes parvenir au Premier ministre le dessin original de Jean Effel.

Au cours du voyage en Chine, rien n'a jamais filtré des débats internes sur la crise économique provoquée par les Cent Fleurs, ni sur les problèmes nés de l'engagement massif des Américains au Vietnam décidé par le président Johnson. Tout fut camouflé sous le culte sans faille du président Mao. Si nous visitions une exploitation agricole, les courges étaient scarifiées pour faire apparaître un idéogramme souhaitant longue vie au président Mao. S'il s'agissait d'une usine textile, des portraits de Mao sortaient des métiers à tisser. Les spectacles de théâtre, de danse ou d'acrobates se terminaient par un salut de groupe au drapeau, secoué dans le vent, exaltant la résistance chinoise face à l'ogre américain.



Citrouille : scarifications à la gloire de Mao.

Nous fûmes reçus à l'ambassade de France par Lucien Paye. André Malraux, sortant de longues entrevues avec Mao et les principaux dirigeants chinois, testait ce soir-là le compte rendu qu'il ferait au général de Gaulle. Retenu par les invités chinois de l'ambassadeur, je n'ai pu assister au spectacle, mais il fut convenu qu'un étudiant chinois serait invité, chaque année à l'École.

À chaque étape, le même cérémonial se répétait avec nos hôtes :

— « Que voulez-vous voir ? »

- « Qu'avez-vous préparé ? »
- « Un peu plus de ceci ou de cela serait-il possible ? »
- « Désolé, nous n'avons plus le temps. »

La difficulté de mémoriser des visages sous l'uniforme, qui était imposé à un milliard de Chinois de tout sexe et de tout rang accentuait encore l'impression d'avoir déjà vécu la scène. Chaque soir, sur les pistes de cirque, le record du plus grand nombre de Chinois sur le même vélo était battu.



Voie de chemin de fer : paysans au travail.



Petites filles chinoises.

Notre présence suscitait une intense curiosité et il était parfois difficile de s'extraire de la foule, en particulier dans les rues de Shanghai ou encore ce jour où nous nous changeâmes dans les vestiaires d'une piscine.

Nous restâmes suspects. Nous en fîmes un jeu. Impossible d'abandonner un vieux polar dans le train ou une chambre d'hôtel. Il était immanquablement restitué à l'étape suivante, si bien caché qu'il fût, et si loin que ce soit. Nous ne fûmes jamais sollicités pour un contact direct ou un trafic quelconque, comme cela arrivait fréquemment en Europe de l'Est ou en Russie, à cette époque. Le retour à Irkoutsk nous apporta un grand bol d'air frais. Je promis en toute sincérité d'y revenir chasser l'ours.

Nul débat dans notre groupe sur la pertinence de la voie maoïste dans la conduite de la révolution prolétarienne. Au retour, même les articles que j'eus l'occasion d'écrire dans le *Figaro* restèrent sans écho à Paris, sauf de la part des Chinois qui me firent savoir que je n'étais plus *persona grata*.

1966 fut l'année de la Révolution culturelle. Contrairement à mes intentions initiales, je ne revins en Chine que trente-cinq ans après plus tard. Mais deux de nos camarades de voyage sont devenus des sinologues réputés.

RÉVOLUTION CULTURELLE AVANT LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Jean-Michel Carrié (1964 l)

Transfrontalier (France-Italie), ancien capitaine de l'équipe de rugby de l'ENS plus récemment reconverti à l'aviron, historien de la fin du monde antique (Orient et Occident), professeur émérite de l'EHESS.



Étranger à la première étape du projet de voyage en Chine piloté par le COF (Comité d'organisation des fêtes), je pris le train en marche et, avec mon regretté camarade de khâgne et cothurne de première année Wladimir Troubetzkoy, je me vis intégré à l'équipe d'organisation momentanément réduite à Hubert Tavernier.

Le voyage, qui reçut une généreuse subvention de notre camarade archicube Georges Pompidou, Premier ministre de l'époque, fut concrètement organisé par la seule agence de tourisme alors agréée – et pour cause – par les autorités chinoises : une émanation directe, à notre insu, des Amitiés franco-chinoises, comme je le découvris trois ans plus tard en retrouvant par hasard son jeune directeur lors d'une manifestation de Mai 1968. C'est directement des mains de Michel Jobert, alors directeur de cabinet de Georges Pompidou, que je reçus l'enveloppe en liquide de notre subvention. Ce fut aussi la seule fois de ma vie où j'entrai dans la cour de Matignon au volant de mon véhicule personnel, une Simca d'occasion néanmoins saluée respectueusement par le garde républicain de faction.

Le Transsibérien, c'est tout de suite l'aventure

Je passerai sur notre étape à Moscou, sur celle d'Irkoutsk et notre excursion au lac Baïkal (comment résister au plaisir de s'y plonger même sans avoir prévu de maillot de bain ?). La véritable aventure commençait une fois que nous avions pris place dans le mythique Transsibérien à destination de Pékin. Trois jours et deux nuits de voyage avec l'impression que le temps filait (pas comme le train !), tant les paysages étaient imperceptiblement changeants et nos compagnons de voyage variés : de l'ouvrier polonais partant pour la première fois de sa vie en vacances et ayant choisi de les passer à Oulan Bator où l'avait invité un stagiaire mongol venu autrefois dans son usine, jusqu'à ces deux Anglais très Phileas Fogg partageant un compartiment à quatre et échangeant une monosyllabe par heure. Toutefois l'élément le plus vivant était constitué par les nombreux étudiants chinois qui, à la suite de la rupture entre l'URSS et la Chine, avaient tout au plus terminé leur année en sachant que ce serait la dernière. Très remontés contre l'ex-grand-frère et dans une explosion de nationalisme, ils nous félicitaient de consacrer l'essentiel de notre voyage à la Chine dont ils nous faisaient l'interminable éloge. Une personnalité dominait le groupe, « Mademoiselle Très cultivée » qui méritait bien son surnom – aura-t-elle traversé sans encombre la Révolution culturelle à venir ? Nous étions le plus souvent debout dans le couloir, plongés dans d'interminables et passionnantes conversations d'une grande liberté qui nous introduisaient directement à notre sujet d'étude.

En gare d'Oulan Bator, le train s'était à peine immobilisé que notre wagon fut encerclé par des soldats armés jusqu'aux dents : mais aussi, quelle idée de traverser la Mongolie sans même un visa de transit ! Le sort voulut que la confiscation théâtrale d'au moins un appareil photo tombât sur celui de l'infortuné Georges Chapouthier. Personne, pourtant, dans notre groupe ne s'était privé de prendre des photos souvenirs de cette étrange agglomération de yourtes, chacune surmontée d'une antenne télé et dotée de sa Moskvich (voiture russe) garée devant ; de yourtes, dis-je, se pressant autour d'une gigantesque tour stalinienne dans le style de l'Université de Moscou. Au centre, un pont monumental enjambait la voie ferrée, dix fois plus haut que nécessaire : tous signes auxquels on reconnaissait le traitement de faveur réservé à un État client stratégiquement essentiel. En revanche, dans les gares secondaires, nous pouvions librement descendre du train, acheter, timbrer et poster des cartes qui n'arrivèrent jamais à destination. À chaque passage de frontière le wagon-restaurant changeait, ainsi que le menu. Le wagon mongol était le plus *vintage* : manifestement un wagon-restaurant du Far West des années 20, très hollywoodien. Nous n'avons pas compris ce que l'on nous a mis dans l'assiette, sans doute pas des ascaris malgré la ressemblance frappante qui rendait le plat fort peu appétissant. Nous nous sommes repliés sur le koumis. Dès que fut accroché le wagon-restaurant chinois, les étudiants, qui s'étaient jusque-là préparé des repas

dans leur compartiment, se ruèrent bruyamment vers la civilisation retrouvée et cet avant-goût de mère patrie.



Le wagon restaurant mongol (assis de face, Alain Chauviré).

Non merci, pas de canard laqué

À notre arrivée, nous avons trouvé une Chine sous pression. Nous étions encore en pleine guerre du Vietnam et le pays se préparait très sérieusement à une attaque des États-Unis : du moins était-ce un bon moyen de tenir la population dans un état de mobilisation permanente et de justifier la chasse aux traîtres réels ou imaginaires. Les stands de tir sur des soldats américains, sur Johnson ou sur des tigres en papier fleurissaient en tout lieu et nous fûmes souvent invités à démontrer nos qualités de tireur jointes à notre solidarité prolétarienne. L'omniprésence étouffante de la propagande, des portraits de Mao et des citations de son *Petit Livre rouge*, le discours stéréotypé de nos hôtes : c'était pour nous la première fois que nous nous trouvions d'une façon aussi palpable et concrète au contact d'un État totalitaire, réalité dont nous n'avions jusqu'ici qu'une représentation livresque. Or, ce que nous découvrions à ce moment-là de la Chine était absent de nos journaux nationaux. Ce voyage m'a ouvert les yeux sur l'incroyable mode de fonctionnement de notre presse occidentale qui a attendu qu'éclate la Révolution culturelle pour décrire et analyser une situation qui s'était clairement offerte à notre regard. Quasiment au moment de notre retour de Chine, le *Nouvel Observateur*, si je me souviens bien, publiait un

journal de voyage en Chine de Claude Roy, relation entachée d'un égotisme qui me faisait me demander si l'auteur était véritablement allé en Chine. Sept ans plus tard, alors même que la Révolution culturelle était entre-temps passée par là, le film d'Antonioni, *Chung Kuo* ne montrait rien de ce que nous avons vu – ce qui ne l'empêcha pas de déplaire fortement à Mao qui comptait sur un panégyrique auquel, du moins, Antonioni s'était dérobé.



J.-M. Carrié répond aux paroles de bienvenue du directeur de l'École normale supérieure de Shanghai, sous l'inévitable brochette de portraits de Mao et d'autres dirigeants chinois. Assis à gauche, Gérard Chastagnaret.

Mais c'est aussi que, d'une façon étonnante, l'organisation touristique chinoise a satisfait, au-delà de toute espérance, nos insatiables curiosités et nos demandes de visites diversifiées à l'extrême : jusqu'à trois visites différentes par demi-journée, selon les intérêts des sous-groupes entre lesquels notre trentaine d'individus se divisait. Bien que la visite idyllique nous en ait été proposée, nous avons poliment mais fermement décliné l'offre de nous faire trimbaler, comme tous les visiteurs étrangers d'alors, Antonioni compris, dans la folklorique et lénifiante « Commune populaire du canard laqué ». Au lieu de cela, nous avons eu droit à des visites d'un grand intérêt géographique, économique et politique. L'incroyable disponibilité des Chinois pour donner satisfaction à la quasi-totalité de nos demandes a conféré au programme de visites de ce qui était – ne l'oublions pas – un voyage d'études, une originalité dont nous nous sommes encore mieux rendu compte ensuite en faisant la comparaison avec les reportages publiés dans la presse occidentale. De cette originalité, je n'extrais que trois exemples.

– Nous avons agrégé à notre groupe un jeune et brillant médecin désireux de rencontrer les chirurgiens chinois ayant effectué les premières greffes de la main à l'hôpital de Shanghai : pouvions-nous imaginer qu'il serait un jour président du Comité consultatif national d'éthique ? C'était donc bien Didier Sicard, qui a prolongé plus récemment son contact avec l'École en participant aux débats « Éthique à l'ENS ». Il n'y a eu aucun obstacle à la réalisation de ce projet : il a pu voir des malades opérés et les chirurgiens précurseurs dans ce domaine.

– Dès notre premier passage à Pékin, nous avons émis le vœu de rencontrer un économiste de haut vol. À notre retour à Pékin après avoir visité quatre autres villes (Shanghai, Nankin, Hangzhou et Souzhou, ces dernières étant surtout touristiques), on nous fit savoir que rendez-vous était pris à l'Université de Peitah pour suivre la conférence d'un professeur d'économie, de surcroît l'un des responsables du plan qui, illustrant à merveille la hiérarchie des savoirs dans les *Pensées* pascaliennes intitulées « la raison des effets », éclaira rétrospectivement le discours stéréotypé des responsables subalternes (directeurs de communes populaires, d'usines ou d'institutions sociales) que nous avons entendus tout au long de notre voyage, le tout dans une salle de 2 000 étudiants prenant consciencieusement des notes. L'échec constatable sur le terrain du grand bond en avant (petit haut-fourneau et sa production de roues de wagons de chemin de fer inutilisables et abandonnées sur place) provoqua le silence gêné de nos accompagnateurs, nous expliquant l'inactivité de l'installation par les températures trop chaudes dans la journée : l'usine ne fonctionnait que de nuit ! À Peitah, une dialectique élégamment efficace nous expliqua comment les erreurs commises devenaient sources de progrès une fois soumises à une judicieuse autocritique.

– En ce mois d'août, la chaleur humide exténuante de Pékin nous inspirait des rêves de piscine. Notre demande sembla rencontrer un obstacle qui, cependant, ne tarda pas à être levé. Quand nous vîmes enfin notre désir exaucé, nous comprîmes qu'il avait fallu le temps de prendre des dispositions pour que la piscine – un bassin olympique – fût vidée de toute présence chinoise.

D'étranges sensations

Côté distractions, ce n'était pas triste : l'opéra de Pékin (au programme, *Le Printemps rouge*) reprenant toutes les ficelles de la comédie musicale américaine dans un spectacle violemment anticapitaliste ; la partie de football opposant l'équipe nationale d'Albanie à celle – tenez-vous bien – des métallos de Pékin Ouest : dans la tribune des étrangers que nous partageons avec la colonie albanaise au grand complet, nous pouvions reconnaître les figurants vus la veille sur la scène de l'Opéra où, affublés de moustaches et de chevelures rousses, ils incarnaient ces salauds d'Occidentaux.

La grande amitié entre les peuples n'empêchait pas l'arbitre chinois d'avantager scandaleusement ses compatriotes, provoquant l'ire des Albanais dont la bonne éducation allait jusqu'à se tourner dans sa direction en baissant le pantalon.

Étrange sensation que celle qui domina tout au long de notre séjour : autant la partie officielle du voyage était encadrée, contrôlée, corsetée, engoncée dans un cérémonial uniforme et appauvrissant (mais non moins significatif), autant nos sorties en « quartier libre » échappaient à tout contrôle, toute surveillance. Nous n'étions aucunement espionnés. Notre liberté de mouvements individuels ou en très petits groupes était complète, le contact avec les gens de la rue s'engageait naturellement, apparemment libéré de tout sentiment de peur et tout au plus limité par le fossé linguistique.



Une classe d'école en visite à la colline de charbon de Pékin.

Rétrospectivement, la globalisation actuelle de la Planète nous fait voir avec plus d'étonnement encore l'incroyable isolement dans lequel se trouvait la Chine que nous avons alors parcourue. Nous n'en avons pas cru nos oreilles quand l'un de nos interlocuteurs nous a demandé où en étaient les maquis du centre de la France dans leur résistance au gouvernement capitaliste. Coupée du reste du monde, la population nous percevait, nous Européens, comme des sortes d'extraterrestres venus de je ne sais quelle planète. À notre passage, des éclats de rire peinaient à se dissimuler : nos accompagnateurs nous expliquaient alors que nos « longs nez » en étaient la cause. La chemise Lacoste rouge de Wladimir Troubetzkoy lui assurait le plus grand succès : n'était-ce pas par définition une couleur féminine ? Au cours de la visite à la

maison de la jeunesse de Shanghai, à un moment je sentis sur mon bras un timide frottement ; la petite garde rouge qui m'avait été assignée comme guide, après sans doute une longue lutte intérieure, ne put se retenir de me caresser discrètement le bras : les Chinois sont sans poils et la Chine est, littéralement, le « Pays du Milieu », donc de la normalité.

Une Chine qui n'existe plus

Pour l'essentiel, la Chine qu'en 1965 nous avons vue et photographiée n'existe plus : comme si dans notre jeunesse nous avions encore admiré le Paris médiéval dont Hugo et Baudelaire déploraient la disparition (« le vieux Paris n'est plus »). À Pékin, tout particulièrement, Ville tartare et Ville chinoise se présentaient toujours comme sur les cartes postales 1900. Elles offraient encore le spectacle d'un océan de maisons villageoises basses, d'un dédale de chemins de terre, d'une marée d'enfants jouant dans la rue, ayant bien vite fait d'improviser une table de ping-pong sur un perron surbaissé entre deux escaliers d'accès. La Chine a eu honte de ces stigmates du passé, elle n'a eu de cesse de les faire disparaître.

En fin de compte, nous avons fait du tourisme dans une Chine sans tourisme de masse, dans des équipements hôteliers de luxe, surdimensionnés et vides. Nous avons pris très au sérieux l'étiquette « voyage d'études » attachée à notre bagage. Nous avons pris une bonne année d'avance sur l'information que prodigua plus tard la presse française et internationale quand son attention fut attirée par la violence des affrontements internes sur une toile de fond politique dont nous avons pu voir déjà en place les principaux éléments. Nous avons vu la Révolution culturelle avant qu'on la baptise ainsi.

LES ÉTUDES CHINOISES, CORÉENNES ET JAPONAISES RUE D'ULM

Estelle Figon

Diplômée de l'Inalco, agrégée de langue et civilisation japonaise, elle enseigne la langue japonaise à l'ENS depuis 2007. Elle est également chargée de cours de langue et littérature japonaises à l'Inalco depuis 2004.



Jean-Jacques Origas, jeune Alsacien, était loin de se douter quand il entra à l'ENS à 19 ans, en 1956, qu'il deviendrait quelques années plus tard l'un des plus grands spécialistes français de la langue et de la littérature japonaises, réformateur de son enseignement et créateur d'une agrégation. L'École offrit à ce jeune germaniste et antiquisant deux occasions inattendues : l'enseignement d'Étiemble

qui lui ouvrit l'horizon de la littérature comparée à d'autres mondes et la rencontre avec Abe Yoshio le premier boursier japonais du gouvernement français, affecté à l'ENS, auprès de qui il commença l'étude de la langue japonaise. L'École offrait un espace de liberté qui permettait à des vocations très diverses d'éclorre et, depuis quelque temps déjà, des ulmiens ou des sévriennes avaient fait du Japon leur pays d'adoption et choisi d'y passer leur vie. Mais cela relevait la plupart du temps d'un choix personnel, qui n'était pas encore relayé, ou très peu, par l'institution. Jean-Jacques Origas est mort en 2002, au moment même où l'Asie orientale et le Japon en particulier commençaient à occuper à l'ENS une place de choix.

Au fil des ans, en effet, les accords entre Ulm et les universités japonaises, mais aussi chinoises et coréennes, se sont multipliés, favorisant les échanges et faisant de l'Asie orientale une destination beaucoup plus abordable.

Signe notable de cette nouvelle place du Japon à Ulm, lors de mon arrivée en qualité d'enseignante de japonais pour l'année scolaire 2007-2008, j'ai immédiatement été chargée de l'organisation d'une « Semaine japonaise » qui venait célébrer le cent cinquantième anniversaire des relations diplomatiques entre nos deux pays. Véronique Perrin, précédente enseignante puis directrice des études, avait largement œuvré pour élargir le public du japonais à l'École, en sollicitant notamment davantage l'École scientifique, et avait déjà organisé avec succès, quelques années auparavant, une Semaine japonaise avec ses élèves. Cette fois, l'École souhaitait assumer un rôle déterminant de représentation auprès du Japon et cette nouvelle Semaine revêtit un caractère un peu plus formel. Aujourd'hui des élèves de toutes disciplines ont pris le relai avec enthousiasme et plusieurs Semaines portant sur le Japon et sur l'Asie orientale ont vu le jour, donnant ainsi de ces régions une vision toujours plus élargie et nuancée.

Désormais les cours de langue chinoise et japonaise forment un véritable petit cursus. En cette rentrée 2014, plus de soixante-dix élèves de toutes disciplines suivent les cours de japonais et plus d'une trentaine les cours de chinois, qui sont répartis sur trois ou quatre niveaux, de débutant à avancé. Depuis deux ans, suivant un mouvement qui s'est développé dans la France entière, la langue coréenne a également fait son entrée et une dizaine d'élèves suivent maintenant le cours de coréen débutant. Face à cet intérêt accru pour les langues et les civilisations de l'Asie orientale, s'est imposée l'idée de permettre aux élèves qui le souhaitent d'ajouter au diplôme de l'ENS une mineure portant sur cette aire géographique, et le Parcours Asie orientale est né. Il a été conçu de manière à ce que les élèves qui le suivent acquièrent une solide culture générale concernant le « monde sinisé », à commencer par son histoire, ainsi que par les problématiques les plus contemporaines de la géopolitique. Les meilleurs spécialistes dans leur domaine sont invités à donner cours et conférences. Nous souhaitons également inciter les élèves à sortir de l'École pour parfaire leurs

connaissances en suivant au moins un séminaire à l'extérieur. Ce parcours connaît déjà un succès d'autant plus remarquable qu'il ne concerne pas uniquement l'École littéraire, mais aussi, encore plus largement, l'École scientifique. On ne compte plus les échanges directs entre les laboratoires, et les demandes de séjour dans des universités japonaises ou chinoises commencent à devenir difficiles à satisfaire tant elles sont nombreuses.

ENS Banzai ! / Vive l'ENS.

L'ENS EN CHINE AUTOUR DU CHANGEMENT DE SIÈCLE

Laurence Frabolot-Izydorski (1973 L)

Agrégée de lettres classiques, Special Student à l'Université Harvard, puis lectrice de français à Yale, elle a été attachée culturelle près l'Ambassade de France à Bonn de 1981 à 1985. Elle a travaillé à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères (1985-2001) avant d'assumer, jusqu'en 2009, la direction des Relations internationales à l'ENS-Ulm. Elle est aujourd'hui directrice de la recherche et des affaires internationales à l'École pratique des hautes études (EPHE).



La présence de sinologues à l'École normale supérieure a naturellement favorisé de longue date les échanges avec la Chine. Dès le XIX^e siècle, des étudiants chinois ont séjourné rue d'Ulm. Les voyages et les collaborations ont été constants au fil des décennies et ont doté l'École d'incomparables atouts pour son avenir franco-chinois. Le contexte exceptionnel des années 2000, dans une Chine en pleine expansion, a marqué quant à lui le début d'une démarche active de construction de partenariats scientifiques et institutionnels. De nombreux accords ont alors été signés par l'ENS avec les meilleures universités, des programmes concrets de formation et de recherche ont été mis en œuvre, les visites de délégations se sont multipliées. La ville et la région de Shanghai ont été choisies comme porte d'entrée stratégique, tandis qu'un réseau s'est construit parallèlement avec les grandes villes du pays.

Un accord avec l'East China Normal University (Shanghai) (ECNU) avait été conclu lorsque Marianne Bastid-Bruguière, sinologue, était directrice adjointe de l'ENS. L'invitation à participer au cinquantenaire de sa fondation, en 2001, a été saisie par Gabriel Ruget, alors directeur de l'École, comme l'occasion de bâtir une coopération plus structurée, destinée à sélectionner les meilleurs étudiants chinois, à lancer des programmes de formation et de recherche communs et à ouvrir une coopération franco-chinoise plus visible politiquement.

Le programme, ouvert aux autres ENS (Cachan, Lyon-LSH et Lyon-Sciences), coordonné par la direction des Relations internationales de l'ENS-Ulm, avec l'ap-

pui local du sinologue Romain Graziani envoyé spécialement à l'ECNU pour le lancement et la mise en œuvre du programme, visait à attirer dans les quatre écoles d'excellents étudiants en mathématiques, physique, chimie, sciences humaines et sociales (disciplines auxquelles s'est ajoutée ensuite la biologie), de les sélectionner au cours de leur formation de master assurée sur place par des enseignants des ENS et d'inviter les meilleurs à venir préparer une thèse en cotutelle dans l'une des ENS. Venue assister à la remise des premiers diplômes en 2004, la ministre chinoise de l'Enseignement supérieur avait qualifié cette initiative de « programme-phare » en exhortant les trois autres grandes universités voisines (Fudan, JiaoTong et TongJi) à s'y associer.

Dix ans plus tard, et après des débuts parfois compliqués, ce programme existe toujours, sous la nouvelle appellation de Program of Sino-French Education for Research (PROSFER). Forte de ce succès, l'ECNU a connu un rapide développement grâce à l'appui du gouvernement chinois et a poursuivi son développement international, en accueillant par exemple sur son nouveau campus le premier établissement sino-américain d'enseignement supérieur : NYU-Shanghai, approuvé par les autorités chinoises en 2011 et dont la première promotion d'étudiants, pour moitié de New York University et pour moitié de l'ECNU, recevront en 2013 un double diplôme de Bachelor.

Au-delà de Shanghai, la stratégie initiale de l'ENS, la volonté de long terme et de globalité affirmée par la direction de l'ENS de s'appuyer sur la position politique toute particulière des Universités normales nationales en Chine (au nombre de quatre) pour tisser des liens dans le reste du pays, ont abouti à la signature de partenariats avec les plus grandes institutions. L'invitation – aux côtés d'Oxford, Harvard et Tokyo – de Gabriel Ruget au premier Forum international des présidents d'université chinois en 2002 a favorisé un rapprochement étonnamment rapide avec plusieurs d'entre les meilleures. Cette ouverture chinoise et l'appui des départements de l'École et de leurs directeurs ont abouti à une dizaine d'accords importants : à Pékin (avec Tsinghua, Beida, l'Université normale de Pékin et la Capital Normal University), à Canton (avec l'Université Sun Yat-sen, qui inaugura en 2007 dans l'un de ses bâtiments historiques un centre conjoint Zhongshan-ENS en mathématiques), à Hangzhou (Université de Zhejiang), à Shanghai (JiaoTong et TongJi), à Nankin, à Xi'an. Occasions de conférences pour les professeurs de l'ENS présents lors de ces signatures officielles, ces rencontres ont parfois donné lieu à des événements marquants dans le paysage local, comme l'ENS-Day at PKU, organisé à l'Université de Pékin-Beida au printemps 2004, sur le modèle et au lendemain du Yale's Day at PKU.

Parallèlement, des accords ont été passés à Hong Kong en 2004 avec la Hong Kong University of Science and Technology (HKUST) et avec la Chinese University. Dans le cas de Taïwan, en revanche, les nombreux liens académiques tissés avec ses

excellentes académies et universités attendaient à cette même époque d'être formalisés sous une forme institutionnelle.

L'ACTION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE PARTENARIALE DE L'ENS EN ASIE

Isabelle de Vendevre (1997 l)

Elle est directrice des Relations internationales de l'ENS depuis 2009, agrégée d'anglais et docteur en littérature générale et comparée. Sa thèse, à paraître en 2015-2016 dans la collection « Perspectives comparatistes » des Classiques Garnier, porte sur la satire dans les œuvres de Marcel Proust et de Henry James. Membre de la « République des savoirs : lettres, sciences, philosophie » (USR 3608) au sein de l'équipe de Jean-Charles Darmon (littérature et morale), elle a pour domaine de recherche la satire dans la fiction des XIX^e et XX^e siècles. Brésilianiste, elle travaille également sur l'œuvre de Machado de Assis.



Le 6 octobre dernier, Gabriela Bezerra de Melo, doctorante brésilienne inscrite à l'École doctorale 540 en anthropologie sous la direction de Philippe Descola, professeur au Collège de France, représentait l'École normale supérieure à Kyoto, lors de la rencontre de Laurent Fabius avec des étudiants en séjour d'études ou de recherche au Japon. Partie dans le cadre de l'accord d'échange entre l'Université de Kyoto et l'ENS, notre doctorante brésilienne renvoyait une image assez éloignée de la représentation du normalien franco-français frais émoulu de sa khâgne¹. En effet, une fois le concours réussi, une page se tourne pour les anciens khâgneux et une nouvelle vie commence dans un environnement d'une grande diversité : des étudiants venus du monde entier, issus de traditions scolaires et universitaires diverses, forts d'une culture différente et de leur talent personnel, enrichissent le creuset normalien, du master au doctorat, et les anciennes générations d'archicubes s'émerveillent d'entendre parler des langues si variées sur le campus.

Les trois pays les plus représentés sur le campus sont l'Allemagne, l'Italie et la Chine. Un indice s'il en était besoin, pour rappeler que le développement international de l'ENS passe par l'Europe et par l'Asie, zones prioritaires de notre politique internationale pour la période 2014-2018.

L'ouverture de l'ENS sur l'Asie ne date pas d'hier. Laurence Frabolot (voir *supra*, p. 139), mon prédécesseur à la direction des Relations internationales, le rappelait déjà dans le supplément au Quinquennal 2010. Ce bref article a pour but de présenter les actions les plus récentes de la politique asiatique de l'École et ce, dans mes trois domaines d'intervention que sont la recherche, la formation et la vie de campus.

Mes premières propositions ont porté sur la Chine continentale et se sont cristallisées dans le projet ENS-Fudan, présenté au Directeur et au directoire international

en 2012, puis au conseil scientifique le 23 mai 2013. Ce projet s'inscrivait dans une action en trois volets – formation, recherche, vie de campus. Il avait pour ambition de donner une traduction concrète à cette approche globale et transversale et de démontrer l'importance d'une politique internationale institutionnelle, conduite avec et pour les composantes de l'École que sont les enseignants-chercheurs, les chercheurs et les étudiants.

Sous l'impulsion du labex TransferS, le volet formation, initialement prévu au niveau licence et master, a directement évolué vers un programme de recherche. Les volets « formation des normaliens » et « vie de campus » ont quant à eux connu un aboutissement rapide, avec la création à la rentrée 2013 du parcours Asie orientale piloté par Estelle Figon, professeur de japonais, et l'organisation de la première « Semaine Extrêmes-Orient » dédiée à une ambitieuse trilogie « Chine-Corée-Japon », en janvier 2014, par une équipe d'élèves remarquable à tous égards².

Le partenariat fondateur avec l'ECNU sera renouvelé en novembre 2014. Impulsé par l'ENS-Ulm en 2001, il rassemble l'ENS-Lyon ainsi que l'ENS-Cachan, et bientôt la nouvelle ENS de Ker-Lann. Ce programme de formation prédoctorale couvre la physique, la chimie et la biologie côté scientifique, l'histoire, la philosophie et la sociologie côté littéraire. Il sera étendu aux sciences de l'éducation et à l'informatique et permet à un normalien ulmien, de préférence issu du parcours Asie orientale, d'enseigner le français un an sur place tout en suivant des cours lui-même. Suite à la visite officielle de l'Université de Pékin-Beida, un partenariat stratégique est envisagé.

La signature, en octobre 2014, d'un accord avec l'École française d'Extrême-Orient, forte de ses dix-sept implantations en Asie, est un temps fort de notre politique asiatique et devrait avoir un impact positif à plusieurs niveaux : accès des élèves à la bibliothèque de l'EFEO, riche d'un million de volumes, implication des chercheurs de l'EFEO dans le parcours Asie orientale de l'ENS, accueil de nos élèves dans les centres de l'EFEO en Asie pour des stages et des séjours de recherche.

La coopération avec le musée national des Arts asiatiques-Guimet, initiée à l'occasion de la Nuit des musées 2014 (voir *infra*, p. 206), se poursuit avec le séminaire « Épopées indiennes ».

Notre partenariat stratégique avec HKUST a débouché sur un atelier en physique et en biologie en octobre, tandis que les échanges d'étudiants continuent, notamment pour les stages de M1.

L'École accueille toujours un diplomate japonais, rattaché à la filière diplomatie du département de Géographie. Nous souhaitons l'impliquer plus directement dans la filière diplomatie, au travers d'un séminaire dédié.

La Corée, souvent prise en étau entre la Chine et le Japon, sera à l'honneur pour l'année croisée France-Corée 2015-2017. L'ENS, partenaire de l'Institut français,



organisera à cette occasion un colloque sur les enjeux de la mondialisation qui abordera la question des transferts de technologies, des frontières terrestres et maritimes, et de la culture à l'heure du numérique, en partenariat avec la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH), le Réseau français des instituts d'études avancées (RFIEA) et Asia Centre.

Enfin, les démarches de PSL en direction de Taïwan et la présence sur place d'un archicube au poste de conseiller pour la coopération et l'action culturelle, Nicolas Bauquet, devraient faciliter la concrétisation des projets avec Taïpeh dans les années à venir.

L'intensification des coopérations de l'ENS en Asie, en Chine et au Japon, mais pas uniquement, s'inscrit dans une longue tradition. Volontariste, cette politique a pour ambition de former certains des meilleurs spécialistes de la zone et, plus largement, de sensibiliser un nombre significatif d'élèves aux enjeux de la région, dans un *continuum* formation, séjour à l'étranger, débouchés professionnels. Les synergies entre la direction des Relations internationales, les chercheurs et les élèves jouent un rôle essentiel dans l'émergence et la structuration des coopérations, qui se construisent dans la rencontre et le dialogue, à la croisée d'une vision et d'une envie partagées. Les accords avec les universités étrangères sont un élément de cette politique, qui comporte aussi un volet partenarial en France, lequel n'est pas nécessairement dans le périmètre PSL. La volonté réelle de mener à bien ensemble un ou plusieurs projets est un facteur déterminant.

Notes

1. L'ENS compte plus de 20 % d'étudiants internationaux au niveau master et doctorat, ainsi que des postdoctorants.
2. Louise Bréhier, Guillaume Prigent, Martin Delassalle, Ariane Lamarsaude, Lucile Biarrotte et Rémi Albouy.



LA VIE DE L'ÉCOLE

Un partenariat historique : PSL et Cambridge University
L'internationalisation de la formation au cœur de la stratégie de l'ENS

UN PARTENARIAT HISTORIQUE : PSL ET CAMBRIDGE UNIVERSITY

Le 6 mai dernier, Paris Sciences et Lettres franchissait une étape décisive en matière internationale en signant un accord de partenariat d'une durée de cinq ans avec l'Université de Cambridge. Cet accord, signé par la présidente de PSL, Monique Canto-Sperber, en présence de Bernard Émié, ambassadeur de France au Royaume-Uni, de Valérie Cabuil, directrice de Chimie ParisTech, et de Jean Khalfa, senior lecturer à Trinity College, est le tout premier que l'université britannique signe à l'échelle continentale, le second à l'échelle mondiale. Il est fondé sur les relations de longue date entretenues entre les membres de l'Université de Cambridge et ceux de PSL et sur la volonté conjointe de ces deux universités et de l'ambassade de France à Londres d'approfondir ces liens en accroissant les possibilités d'échange pour les étudiants, les enseignants et les chercheurs et en développant des projets de recherche en collaboration.



Ce partenariat est destiné à porter sur l'intégralité des disciplines académiques, et plus particulièrement sur celles présentant pour les deux parties un intérêt évident en matière de recherche : mathématiques, physique, chimie, sciences de la vie, histoire et philosophie des sciences, lettres et archéologie. D'ores et déjà, afin de lancer la collaboration entre les deux institutions, les actions suivantes ont été menées :

- En chimie, cinq étudiants de l'Université de Cambridge, Department of Chemistry (quatre en fin de troisième année et un doctorant) ont été accueillis au cours du second semestre 2014 pour un stage de recherche d'un ou trois mois dans des laboratoires de l'ENS et de Chimie ParisTech, financé par le service scientifique de l'Ambassade de France.
- Une bourse financée par PSL a été octroyée à trois étudiants PSL (deux de l'ENS, département de Mathématiques appliquées, et un de Chimie ParisTech) pour leur permettre d'effectuer un séjour d'études d'un an (2014-2015), diplômant, de niveau master à l'Université de Cambridge. Dès la rentrée universitaire 2015, cette action sera menée par les deux parties : deux bourses d'études, de niveau master, seront offertes par le Cambridge Trust aux étudiants de PSL et par PSL aux étudiants de Cambridge.

Ce partenariat avec l'Université de Cambridge, qui fait suite à celui signé avec University College London (UCL) en novembre 2012, consolide les relations de PSL avec l'Université du Royaume-Uni.

L'INTERNATIONALISATION DE LA FORMATION AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DE L'ENS

La mondialisation de nos sociétés se traduit par une globalisation de l'enseignement supérieur et, entre autres phénomènes, par une augmentation de la mobilité étudiante. Les étudiants du monde entier font des stages, des séjours d'étude ou de recherche à l'étranger, en quête des meilleures formations et des campus les plus attractifs.

Dans un monde compétitif et de plus en plus internationalisé, les jeunes talents se démènent pour acquérir la formation et les expériences qui, en complétant et diversifiant leur formation initiale, leur donneront le plus de chances d'avoir un avenir professionnel à la hauteur de leurs ambitions et de leurs capacités. L'enseignement supérieur est ainsi devenu un marché, un lieu d'échanges aux paysages universitaires remodelés par des phénomènes de convergences comme de divergences induits par une série de facteurs qui relèvent, entre autres, des politiques publiques et de l'environnement socio-économique.



Dans ce contexte, le « séjour à l'étranger » est devenu un enjeu majeur dans la politique des universités. En effet, le caractère international de la formation constitue un facteur d'attractivité pour les étudiants qui y voient à juste titre un indicateur de la qualité des formations, l'opportunité d'évoluer sur un campus multiculturel et de meilleures perspectives d'embauche. Mais de quelle expérience internationale parle-t-on ? Du séjour de quelques mois non diplômant au cursus intégré avec double diplôme à la clé, la palette est large et les programmes d'échange ou de mobilité recouvrent des réalités diverses.

L'expérience internationale a toujours occupé une place importante dans la scolarité à Ulm. Compte tenu de la richesse et de la flexibilité de l'offre, les élèves se tournent plus volontiers vers la direction des relations internationales de l'ENS, plutôt que vers les services de relations internationales de leur université ou de Sciences Po, pour ceux d'entre eux qui font un double cursus. D'un avantage comparatif appréciable mais plus discret, le séjour à l'étranger a progressivement évolué pour devenir un élément capital de la scolarité à l'École. Il connaît actuellement une profonde mutation. D'une belle et profitable expérience relativement déconnectée de la formation, à l'exception des séjours des linguistes préagrégatifs, on est passé à une exigence accrue d'intégration dans un projet de formation, voire dans un projet professionnel, tandis que la multitude de nationalités représentées sur le campus constitue une richesse pour la vie étudiante, à condition naturellement que l'on y favorise le brassage des communautés. Dans ce contexte, l'expression « étudiant étranger » sera probablement bientôt obsolète ; on ne distingue pas les étudiants « nationaux » des étudiants « étrangers » : les étudiants sont tous des étudiants internationaux, inscrits sous différents statuts, diplômants ou pas, appelés à vivre ensemble l'expérience Normale Sup', pour une durée qui varie de quelques mois à quelques années.

Les réflexions qui suivent sont le fruit de mon expérience et de ce que j'ai pu observer dans la centaine d'universités partenaires avec lesquelles je suis en contact régulièrement depuis cinq ans. Je rappellerai les grandes lignes de notre politique et ferai un état des lieux de la mobilité à l'École afin d'interroger les évolutions en cours dans un contexte plus large : peut-on parler de changement de paradigme, et dire que le modèle du Grand Tour a définitivement cédé le pas à l'internationalisation de la formation ? Quelle voie emprunter dans ce contexte ? Comment assurer à nos élèves la meilleure employabilité dans le monde de la recherche et au-delà ?

Des motivations variées

À l'ENS, le séjour à l'étranger apparaît encore aux yeux de certains littéraires comme une bouffée d'air avant la reprise d'un cursus à l'issue incertaine (poste à l'université dans le meilleur des cas, poste dans le secondaire, ou encore poste en classes préparatoires après une dizaine d'années en lycée). Avec la réforme des masters et l'obligation

de détenir un M2 pour passer le concours de l'agrégation, le séjour à l'étranger en CST (congé sans traitement) est devenu un moyen pour ne pas passer l'agrégation en dernière année. Pour quelques autres, il s'agit de la première étape pour s'inscrire en PhD et tenter sa chance aux États-Unis. Dans la majorité des cas, le but est simplement de tirer parti de la richesse de l'offre pour compléter sa formation, gagner un regard nouveau sur son sujet de recherche par la fréquentation d'autres chercheurs ou acquérir une première expérience de l'enseignement en tant que « lecteur de français » dans un contexte universitaire différent. Les scientifiques sont de plus en plus nombreux à candidater, notamment pour un séjour d'un semestre dans l'un des trois nouveaux programmes nord-américains¹.

L'afflux des forces vives de la nation dans mes bureaux au moment des campagnes d'attribution des séjours à l'étranger, et tout au long de l'année, offre l'occasion de discussions toujours instructives. Ces échanges font ressortir un lien de plus en plus étroit entre mobilité, formation et débouchés. La direction des Relations internationales est sans nul doute un observatoire privilégié de la vie étudiante, des difficultés que les élèves rencontrent comme de leurs aspirations. Ils ont parfois des idées très arrêtées – en dehors de telle université, généralement américaine, point de salut – et se livrent à une course au label, les universités les mieux classées étant un peu rapidement considérées comme un sésame pour un avenir au demeurant inconnu. Les tendances longues – États-Unis et Grande-Bretagne – côtoient les effets de mode. Une année c'est Columbia, l'année suivante c'est Stanford qui remportera tous les suffrages. Un an, on misera tout sur Oxford avant de lui préférer Cambridge, à moins que ce ne soit le contraire... Il arrive également que la DRI devienne le refuge d'élèves prêts à partir n'importe où, de préférence le plus loin possible et le plus longtemps possible.

Si la popularité toujours croissante des séjours à l'étranger auprès de nos élèves s'explique en partie par les incertitudes de la carrière universitaire en France, leur ouverture internationale n'en est pas moins authentique et procède le plus souvent d'un réel intérêt pour le monde contemporain, qui s'appuie sur l'apprentissage des langues vivantes à ECLA² et s'articule souvent à une étude approfondie de la littérature, de l'histoire, de la géographie, de l'économie ou de la sociologie des pays concernés, parfois en marge et en sus du cursus principal.

Dès lors, l'un des enjeux de ma mission – comparable en cela à celle d'une directrice des études – est d'encourager les élèves à progresser dans la définition de leur parcours, à relier ce qui semble arbitrairement séparé et à les aider à amorcer la synthèse qui leur fera peut-être envisager leur recherche sous un jour nouveau. Il faut également savoir respecter les jardins secrets ou les îlots de savoir parfois surprenants cultivés pour eux-mêmes et en déconnexion totale avec tout le reste, comme l'apprentissage du japonais dans le seul but d'assouvir une passion dévorante pour les mangas, par exemple. En ce



qui concerne la mobilité sortante, notre rôle consiste donc en partie à aider les élèves à tirer profit des opportunités qui s'offrent à eux pour cultiver et approfondir une ouverture internationale qui est souvent un prolongement naturel de leur jeunesse et de leur enthousiasme. Parfois, une simple discussion avec la directrice des Relations internationales, considérée à juste titre comme une non-spécialiste, peut se révéler utile, grâce à l'effort de clarification et d'explicitation qu'elle requiert.

Un parcours à la fois balisé et flexible

Une majorité d'élèves réalise de un à trois séjours à l'étranger au cours de sa scolarité, en diversifiant à la fois les destinations et les types de séjour, stage en ambassade pour les littéraires ou en laboratoire pour les scientifiques, séjours d'études ou de recherche, poste de lecteur de français dans une université partenaire. Les scientifiques, à l'exception des élèves mathématiciens, ont un stage obligatoire en laboratoire, le plus souvent à l'étranger, pendant le second semestre de leur M1. Ils font parfois un stage dès l'été de leur troisième année de licence et renouvellent occasionnellement l'expérience en M2, avec pour objectif la préparation de la thèse. Les littéraires effectuent généralement un séjour d'ouverture en début de scolarité et un séjour professionnalisant – un séjour de recherche ou un doctorat – à partir du M2, ainsi qu'un stage en « placement libre³ ».

Les parts respectives de la direction des Relations internationales, du directeur des Études du département et du tuteur dans le processus d'identification de la destination et de sélection de l'étudiant varient beaucoup suivant le type de séjour. De manière générale, l'organisation des stages est décentralisée. Les stages des scientifiques en laboratoire sont organisés par l'élève et son département, ceux des littéraires en ambassade se font au moyen d'une application spécifique du MAE. La cellule stages du SAE accompagne les candidats dans les démarches administratives. En dehors des stages, les séjours à l'étranger font l'objet d'une candidature motivée par un projet d'études ou de recherche et présentée à la direction des Relations internationales⁴.

Depuis la promulgation de la nouvelle charte Erasmus 2014-2020, l'ENS peut envoyer des élèves en stage *via* le programme européen. Cette nouvelle disposition va probablement contribuer à accroître la part des stages effectués en Europe, en proportion des crédits alloués par l'Union européenne, renforçant ainsi l'axe européen de la stratégie internationale de l'École.

Vers une institutionnalisation croissante des échanges

Avec la formalisation croissante des programmes et la généralisation des *bench fees* dans les universités américaines, les réseaux informels de chercheurs scientifiques ne suffisent plus toujours à garantir des conditions d'accueil satisfaisantes à nos élèves,

y compris pour des séjours de quelques mois sans crédits de formation (ECTS). Le passage par les fourches caudines de l'administration, de plus en plus fréquent, est sans doute en passe de devenir inévitable.

La direction des Relations internationales est amenée à jouer un rôle croissant dans des mobilités dont les départements scientifiques ont pu longtemps assurer l'essentiel de la maîtrise grâce à leurs seuls réseaux de coopération. L'augmentation des flux, mais surtout l'importance relative croissante des programmes de bourses de type AMIE⁵ ou les nouveaux programmes de stages Erasmus, rendent peu à peu les scientifiques aussi tributaires que les littéraires d'une démarche coordonnée qui, de fait, et surtout si elle se montre volontariste, multiplie les possibilités. De même, la direction des Relations internationales joue un rôle croissant pour les normaliens étudiants. Alors qu'il n'y avait aucun candidat aux séjours professionnalisants⁶ en 2007, la direction des Relations internationales a enregistré un total de vingt-six candidats normaliens étudiants pour la campagne 2013-2014, avec un taux de succès sensiblement équivalent à celui des normaliens élèves (86 % et 87 %), mais un nombre de candidats encore très en deçà du nombre de normaliens étudiants⁷.

Les conséquences de cette institutionnalisation croissante se répercutent directement sur la tradition du traitement au « cas-par-cas » longtemps en vigueur à l'École, tradition soumise à l'épreuve des volumes toujours plus importants d'élèves en mobilité, ainsi qu'à la nécessaire harmonisation de traitement des données avec les universités partenaires, sans oublier une demande de transparence de la part des élèves.

La procédure que nous avons mise en place en 2009 et améliorée avec l'aide des correspondants de la direction des Relations internationales remplit ses objectifs de lisibilité et de collégialité (catégories de vœux distinctes, harmonisation des évaluations sur la base d'un projet de formation et/ou de recherche, tenue de deux sessions, réunion d'une commission) et permet un taux de remplissage des postes avoisinant les 90 %. En dépit de l'augmentation du nombre de candidats, le principe de l'entretien individuel peut encore être maintenu. Pour combien de temps⁸ ? Il faudra peut-être le réserver à l'avenir en priorité aux candidats à un poste de lecteur, procédure de recrutement qui nous est déléguée par les universités partenaires et qui répond à des critères spécifiques susceptibles d'être évalués lors d'un entretien⁹.

Enfin, il reste des progrès à faire en matière d'outils de pilotage. Le logiciel « Moveon » de traitement de la mobilité s'est généralisé dans la plupart des universités, ce qui complique la tâche pour les établissements comme le nôtre qui en sont dépourvus¹⁰. L'absence préjudiciable de base de données, déjà notée par mon prédécesseur, Laurence Frabolot, dans le supplément au Quinquennal 2010, est devenue un véritable obstacle à notre dialogue avec les tutelles. Un vaste chantier de restructuration a été lancé par notre nouvelle directrice générale des services, Laurence Corvellec, avec la rentrée 2015 comme horizon pour le lancement.



Du Grand Tour au double diplôme : un changement de paradigme ?

Le séjour à l'étranger tel qu'il est conçu à Ulm n'est pas sans évoquer la tradition du Grand Tour telle qu'elle s'est développée au XVIII^e siècle : des jeunes gens privilégiés allaient parfaire leur culture par un voyage à l'étranger à la valeur à la fois initiatique et sociale¹¹. Si le voyage s'est démocratisé, on retrouve ce rôle dans le *gap year* ou année de césure des Anglo-Saxons, qui se déroule entre le secondaire et l'université. Les apports du séjour à l'étranger sont en effet multiples. Le bénéfice le plus communément admis de toute expérience internationale est un gain en « ouverture d'esprit ». Indéniablement, la perte des repères habituels, en créant une vulnérabilité, favorise une plus grande disponibilité à l'environnement comme à autrui. On atteint sans doute un sommet en matière de défamiliarisation lorsque le normalien, parti en Asie, se découvre subitement analphabète.

Même lorsqu'il est moins radical, le changement de langue représente une expérience importante : il faut non seulement se débrouiller dans la vie courante – communiquer – mais aussi être capable de présenter sa recherche dans une langue étrangère et d'entrer en dialogue avec des chercheurs confirmés ou d'autres étudiants. À cet égard, la maîtrise de l'anglais est un prérequis pour quiconque veut aujourd'hui donner à son travail une audience à la fois large et choisie.

Néanmoins, dans les disciplines littéraires en tout cas, il subsiste des trésors de science et d'humanisme à puiser chez des chercheurs qui, pour des raisons diverses, n'ont pas acquis les compétences linguistiques en anglais devenues la norme dans notre monde globalisé. Le plurilinguisme est donc indispensable, à la fois pour recueillir l'héritage intellectuel de grands savants qui de toute évidence ne sauront jamais l'anglais, mais aussi pour irriguer une recherche qui doit être multipolaire, et enfin dans l'intérêt de la recherche elle-même, de sa créativité comme de sa gouvernance, l'expérience internationale apportant une salutaire multiplicité de points de vue, le sens de l'adaptation et l'habitude de la concertation.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'idée que l'ouverture d'esprit accompagnerait automatiquement l'expérience internationale. Quel bénéfice en retire-t-on en effet, lorsque l'on passe d'un campus privilégié à un autre, avec un encadrement administratif et académique de tous les instants ? Il convient sans doute de distinguer entre l'apport scientifique et l'enrichissement humain¹². La diversité des motivations, rarement contradictoires dans l'absolu, mais pas toujours compatibles dans la réalité, rend notre mission délicate face à des étudiants en plein questionnement, parfois écartelés entre des aspirations idéalistes et des considérations pragmatiques, entre le besoin de servir une noble cause et la nécessité de garantir leur avenir.

Parallèlement aux stages en laboratoires, on constate une demande croissante de séjours d'études – de préférence diplômants – de la part des scientifiques.

Les littéraires sont aussi en quête de validation et de « reconnaissance des acquis ». Souvent, avoir été *visiting student* ne suffit plus¹³.

De toute évidence, si le séjour à l'étranger a toujours été un point fort de la scolarité à l'ENS, son potentiel de formation scolaire et extra-scolaire, mais aussi son potentiel pour la notoriété internationale de l'École ne sont pas encore pleinement exploités. Le séjour à l'étranger s'inscrit avant tout dans un projet de formation ou de réorientation dont la pertinence est évaluée par les départements. Cette approche doit cependant être complétée par un examen soigneux des paramètres extérieurs aux études proprement dites, à commencer par une analyse des motivations des candidats. La direction des Relations internationales a donc ici pour tâche de croiser les paramètres¹⁴. Plus largement, le traitement de la question de la mobilité s'inscrit dans un projet stratégique d'établissement.

La politique de mobilité de la direction des Relations internationales : diversifier et structurer les parcours

Notre politique en matière de mobilité vise à favoriser la diversification des types de séjour et des destinations¹⁵ et à les articuler à la stratégie internationale globale de l'établissement qui distingue des aires géographiques prioritaires : pour des actions de développement, l'Europe et l'Asie, avec, au-delà, un accent sur les BRICS¹⁶. En Amérique du Nord, la priorité est à la consolidation et à la structuration de liens nombreux et anciens, tandis que la question de l'Afrique et de la francophonie constitue un défi nouveau pour l'ENS.

Mes forces se sont concentrées jusqu'à présent sur l'Asie, dans une action transversale qui porte sur la recherche, la formation et la vie de campus. Mes propositions se sont cristallisées dans le projet ENS-Fudan, présenté au directeur en août 2012, puis au conseil scientifique du 23 mai 2013. Ce projet s'inscrit dans une action en trois volets qui porte sur l'attractivité de l'ENS pour les étudiants étrangers, la formation des élèves et la vie de campus. Les volets « formation des normaliens » et « vie de campus » ont connu un bel aboutissement avec la création, à la rentrée 2013, du parcours Asie orientale piloté par Estelle Figon, professeur de japonais à ECLA, et l'organisation de la première « Semaine Extrêmes-Orients » dédiée à une ambitieuse trilogie « Chine-Corée-Japon », en janvier 2014, par une équipe d'élèves qui a montré ce que l'ENS a de meilleur : compétence, dynamisme, sens du collectif. Le volet formation des étudiants chinois a quant à lui évolué d'un programme de master vers un projet au niveau recherche entre le labex TransferS et le Centre de diffusion de la culture chinoise dans le monde, avec l'appui de l'Institute for Advanced Humanistic Studies.

La question de la mobilité se situe donc dans un *continuum* qui inclut les traditionnels séjours à l'étranger et vise à en optimiser les bénéfices en explicitant les



objectifs et en déployant l'éventail des possibles, traverse l'enjeu plus général de la formation, pour enfin aboutir à la question des débouchés professionnels¹⁷. Grâce à un ancrage de terrain solide, ainsi qu'à la confiance des forces vives de l'École, j'ai agi simultanément sur plusieurs fronts et souhaité favoriser la création de parcours de formation par aire linguistique et culturelle ouverts aux scientifiques comme aux littéraires, convaincue de l'importance d'une ouverture au monde étayée par une connaissance authentique des langues et des pays.

Parcours internationaux pluridisciplinaires : une expérience à systématiser ?

La création de parcours internationaux reposant sur l'acquisition d'une ou de plusieurs langues et la familiarisation avec les problématiques d'une aire donnée répond à un besoin vital d'ouverture internationale chez nos élèves, qui, au fil de ces expériences scolaires et extra-scolaires, tissent les réseaux informels de la recherche de demain et contribuent à fabriquer le matériau de base de coopérations institutionnelles solides, tout en étendant leur champ d'action professionnel au-delà de la sphère nord-américaine.

Le parcours « Monde arabe » a été précurseur dans ce domaine, en proposant aux élèves littéraires une formation complémentaire – devenue une mineure au diplôme de l'ENS – fondée sur la connaissance de la langue et de la civilisation et sur des séjours linguistiques et des stages de terrain en Égypte et au Yémen, ainsi qu'à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) de Damas tant que cela a été possible. Le parcours « Cultures germaniques », puisant dans une tradition franco-allemande exceptionnellement riche à l'ENS, a été créé en 2013, et le partenariat avec l'Université d'Iéna a été consolidé.

Après le parcours « Asie orientale » monté dans le cadre du projet ENS-Fudan, nous partons progressivement à la conquête de l'ouest avec un parcours « Asie du Sud », en projet pour la rentrée 2015, préparé par deux séminaires exploratoires qui viennent s'ajouter aux cours d'hindi proposés par ECLA. Le premier séminaire, intitulé « Épopées indiennes », propose un panorama ambitieux de la question dans ses dimensions anthropologiques, épistémologiques, littéraires, philosophiques et artistiques, des grandes épopées traditionnelles jusqu'à l'époque contemporaine. Il est le fruit d'un partenariat inédit avec le musée national des Arts asiatiques-Guimet, et se déroule au premier semestre, alternativement à l'École et au Musée, tandis que le second séminaire, intitulé « Inde fiction », portera sur la littérature indienne contemporaine de langue anglaise et sera animé par Marc Porée, professeur de littérature anglaise et directeur du LILA (département Littérature et langages).

Afin de poursuivre sur la voie d'une stratégie internationale globale qui se décline à tous les niveaux de l'institution, et notamment dans le domaine de la formation, un parcours d'études latino-américaines, ainsi qu'un parcours en études slaves devraient logiquement venir compléter le dispositif et aboutir à une offre cohérente et complète de mineures internationales au diplôme, construites sur un socle langue et civilisation et complétées par un système d'options obligatoires ou facultatives en sciences politiques, histoire, géographie, économie, sciences sociales, ainsi que par des séjours à l'étranger¹⁸.

Pour aller plus loin

État des lieux et bilan provisoire, cet article rappelle et consigne les étapes d'un engagement de cinq années sur la question de la mobilité sortante. Tout en respectant une tradition de flexibilité, j'ai voulu faire droit à une exigence de structuration qui se fait sentir au niveau mondial, national, comme au sein de l'écosystème ulmien, augmenter le nombre de séjours pour répondre à la hausse de la demande tout en favorisant l'ouverture thématique et méthodologique, et diversifier les destinations pour des raisons stratégiques.

Indissociable des autres composantes de la vie de l'établissement, la mobilité est un enjeu de formation majeur au cœur de la stratégie internationale de l'École car elle touche à l'avenir des jeunes générations. Elle implique un regard prospectif ainsi qu'un dialogue permanent avec les universités étrangères, en tenant compte de la diversité de leurs situations, ambitions et méthodes respectives. Le faible degré de technicité requis pour la fonction de directeur des Relations internationales ne doit pas induire en erreur sur la nature de cette mission qui, loin de se limiter à une question de gestion administrative – au demeurant indispensable et désormais incontournable – doit constamment évoluer pour répondre aux besoins de formation des élèves et de visibilité internationale de l'institution.

Parallèlement à la création de cinquante nouveaux séjours dans onze pays, j'ai indiqué des développements possibles en matière de diversification et de prise en compte de la variété des apports de l'expérience internationale et engagé des actions concrètes dans le domaine de la formation, de la vie de campus et des débouchés. Par ces actions, toujours préparées et menées en étroite concertation avec les enseignants-chercheurs et les élèves, j'ai voulu ouvrir des pistes pour un projet global qui suit les élèves dès leur première année de scolarité et les accompagne vers un projet professionnel susceptible d'allier accomplissement personnel et service de l'État.

Les actions internationales de développement sont conduites dans le cadre d'une approche inclusive comprenant les autres composantes de la vie internationale de



l'établissement, au premier chef desquelles la recherche. Des cercles vertueux se mettent alors en place et les actions se nourrissent les unes les autres, comme on le verra, j'espère, dans le supplément au Quinquennal de 2015.

Isabelle de Vendeuvre (1997 A/I)
Directrice des Relations internationales

Notes

1. L'accord avec l'Université de Columbia signé en 2011, l'accord avec Princeton signé en 2012 et celui avec l'Université de Californie conclu en 2013, offrent l'exemption de frais de scolarité pendant un semestre à vingt-cinq élèves par an en moyenne sur un total de cent cinquante départs environ dans le cadre de la mobilité encadrée par la DRI.
2. Plus de quinze langues sont enseignées à l'Espace des cultures et langues d'ailleurs, une composante qui a fêté ses dix ans en 2013-2014.
3. Pour des raisons historiques, les séjours courts en Italie forment une catégorie à part. Toujours aussi populaire, ce programme permet aux élèves ainsi qu'aux jeunes archicubes de partir à tout moment pour des séjours de quelques mois à Pise, Bologne ou Lecce. Ils sont gérés par Martine Bismut, représentante de l'ENS auprès de la Scuola Normale Superiore de Pise.
4. Ces séjours se subdivisent en séjours Erasmus et séjours professionnalisants. Les séjours Erasmus peuvent se faire de la troisième année de licence au M2 et au-delà. Pour les séjours professionnalisants, il faut être au moins en M2 l'année de candidature pour la première session, et en M1 pour la deuxième session. La commission d'attribution des séjours que je préside réunit les correspondants de la direction des Relations internationales, enseignants-chercheurs assurant l'interface avec leurs départements respectifs.
5. « Aide à la mobilité internationale étudiante », programme piloté par les régions.
6. Le « séjour professionnalisant » est un séjour de recherche ou un poste de lecteur ouvert aux normaliens inscrits en M2, voire en M1, l'année de candidature ; l'objectif est de préparer la thèse ou de s'initier au métier d'enseignant.
7. Chaque année, environ cent vingt normaliens étudiants sont admis à préparer le diplôme de l'ENS. Une cinquantaine d'entre eux seraient susceptibles de candidater pour un séjour professionnalisant à l'étranger.
8. Dans l'enseignement supérieur, les relations internationales sont généralement subdivisées en deux sections – mobilité et partenariats – placées sous la responsabilité du directeur des Relations internationales, ce qui garantit la cohérence de l'action internationale et favorise son dynamisme. Suivant cette logique organisationnelle, la DRI de l'ENS-Lyon compte sept agents, la DAIE de Sciences Po totalise trente-cinq personnes (direction, service de la mobilité, unités spécialisées par zone géographique).
9. On ajoute un stage de didactique du FLE pour les candidats retenus.
10. L'ENS-Lyon s'est doté de cet outil, Polytechnique envisage de l'acquérir. L'interopérabilité est une donnée cruciale pour l'intégration de ce logiciel à géométrie variable, qui peut traiter uniquement la mobilité ou devenir un outil de pilotage des relations internationales à part entière.

11. *Le Grand Tour revisité. Pour une archéologie du tourisme : le voyage des Français en Italie, milieu XVIII^e siècle-début XIX^e siècle*, Rome, École française de Rome, « Collection de l'École française de Rome » n° 398, 2008.
12. On pourrait formaliser une série d'indicateurs pour distinguer et mesurer les apports de l'expérience internationale – amélioration des compétences linguistiques, acquisition d'une formation complémentaire, approfondissement d'un projet de recherche, mais aussi les *soft skills*, le travail en équipe et l'exercice d'une responsabilité sociale, encore peu pris en compte par l'institution.
13. La mise en place de doubles diplômes avec des universités prestigieuses a été le fer de lance de l'internationalisation de Sciences Po sur les quinze dernières années. L'établissement compte aujourd'hui des doubles diplômes avec une vingtaine d'universités dans le monde, soit autant d'instruments au service de sa visibilité internationale comme institution ouverte sur le monde, qui le situent dans l'esprit des étudiants et des universités, voire dans l'opinion publique internationale, au moins aussi efficacement que ne le feraient les classements internationaux.
14. C'est pourquoi le directeur des Relations internationales est un enseignant-chercheur et siège à la commission des études.
15. Cinquante nouveaux séjours professionnalisants ont été créés entre 2010 et 2014, dans onze pays différents.
16. L'acronyme regroupe des pays émergents à forte croissance (Brésil, Russie, Inde, Chine) et, depuis 2011, l'Afrique du Sud.
17. C'est l'objet du programme « Tables rondes professionnelles » que j'ai lancé en 2014 avec deux éditions dédiées à l'Asie, l'une sur les métiers de la recherche et de la diplomatie culturelle, la seconde sur les métiers du numérique.
18. La collaboration de la direction des Études est essentielle, notamment pour veiller à la cohérence de l'ensemble de l'offre de formation et des parcours, en termes de volume horaire et de crédits de formation (ECTS).



CARRIÈRES ET VIE DES CLUBS

Le père André Brien, aumônier de l'École normale supérieure (1945-1964)
L'activité des clubs

LE PÈRE ANDRÉ BRIEN, AUMÔNIER DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (1945-1964)

Certains d'entre nous l'avaient surnommé « le prophète ». De quoi ou de qui était-il le prophète, cet homme devenu prêtre et qui fut durant près de vingt ans aumônier du groupe tala de notre École ?

Tout se passe en 1945, alors que lui-même était revenu d'un long séjour en Allemagne, dans un camp de prisonniers où il avait été appelé, sans l'avoir cherché, à reconstruire sa conception du monde et sa compréhension de l'existence humaine. Lui qui était issu d'une famille bourgeoise de tradition catholique, il avait découvert, à travers ses camarades de captivité dont beaucoup étaient devenus ses amis, que l'opposition entre le monde des croyants et le monde des incroyants était une illusion, mais que l'attente religieuse de chaque personne humaine n'était pas une illusion.

C'est pourquoi il était prêt à faire face, sans la moindre polémique, à cette formidable illusion qu'allait constituer le communisme, l'idéologie et le parti communistes, dont on sait depuis lors, grâce à l'historien François Furet, de quelle influence et même de quel prestige ils allaient bénéficier dans beaucoup de milieux intellectuels, et notamment parmi les élèves de l'École normale supérieure, dans les années 1950.

Je n'ai connu le père Brien qu'en 1959, peu après mon entrée dans notre maison de la rue d'Ulm. Le rayonnement de la personne et de la pensée de Louis Althusser y était alors à son zénith. Il m'arrivait de croiser ce maître intellectuel et spirituel dans les couloirs. Sa stature et son regard m'impressionnaient et je voyais à quel point il fascinait de nombreux jeunes philosophes, et aussi bien d'autres.

Le père André Brien ne chercha jamais à s'opposer à cette fascination. Et c'est pourquoi il put exercer parmi nous son ministère de prêtre : il croyait à la puissance cachée de la vérité du Christ, et il m'a raconté comment, aux débuts de son ministère rue d'Ulm, il aimait se référer aux paroles par lesquelles l'apôtre Paul s'adresse aux chrétiens de Corinthe : « Moi-même, quand je suis venu chez vous, frères, ce n'est pas avec le prestige de la parole ou de la sagesse que je suis venu vous annoncer le mystère de Dieu. Car j'ai décidé de ne rien savoir parmi vous sinon Jésus Christ, et Jésus Christ crucifié. » (1 *Cor.* 2, 1-2)

Et cette affirmation était vraie, car André Brien avait été appelé comme aumônier par le groupe tala lui-même, qui avait fait comprendre à l'archevêque de Paris,

le cardinal Suhard, qu'il fallait trouver un successeur à l'abbé Maxime Charles, l'aumônier des étudiants de la Sorbonne, qui était alors aussi aumônier de l'École, mais dont le style et la pensée ne convenaient pas du tout. Le père Brien m'a raconté comment il avait dû répondre aux questions d'un jury, animé par François Bédarida, futur secrétaire général du Centre catholique des intellectuels français (CCIF), pour être admis à son nouveau ministère. Lors du premier enseignement qu'il donna à l'École, il était réellement tremblant, car il s'attendait, comme son prédécesseur l'en avait prévenu, à voir ses auditeurs sortir l'un après l'autre de la salle pour marquer leur désaccord. Et personne n'était sorti...

Face à ceux qui choisissaient d'aller vers le communisme, le père Brien savait ce qui était le plus important : que la religion n'était pas une construction illusoire, et encore moins un opium, mais qu'elle correspond à une attente intérieure, elle-même inséparable d'une histoire personnelle et souvent familiale. À ses yeux de croyant, dont la foi et la pensée théologique avaient été mises à l'épreuve de la captivité et de la rencontre de ses amis incroyants, cette attente intérieure de Dieu constituait un terrain solide dans lequel la Révélation du Christ pouvait germer.

Et puis André Brien savait nous aimer et espérer en nous, bien au-delà de nos succès universitaires et de nos places dans la société. C'est pourquoi un groupe d'anciens se constitua plus tard autour de lui et continue de se réunir pour attester la force durable de ce qu'il nous apprenait à découvrir. Il ne citait presque jamais Pascal et pourtant il vivait de la fameuse distinction de ces trois ordres indissociables, dont le troisième, celui de l'amour, est le plus déterminant en ce monde et en l'autre.

Moi qui suis devenu prêtre grâce au père Brien, je sais que j'ai reçu de lui l'essentiel de ce qui inspire mon esprit et mon cœur, et aujourd'hui mon action d'évêque. J'ai présidé ses obsèques en 1999, en l'église de La Madeleine, à Paris. J'allais le rencontrer le plus souvent possible et j'ai été alors témoin de son rayonnement et de sa présence auprès de personnes qui auraient eu des raisons de désespérer de l'Église. Il ne cessait pas de croire que rien n'est plus grand que l'amour du Christ qui est « venu chercher et sauver ce qui était perdu » (*Luc 19, 10*).

Ceci n'est pas une homélie. C'est un acte de reconnaissance. Beaucoup savent que grâce à ce prêtre, nous avons pu comprendre ce qu'est l'intelligence du cœur, surtout quand le cœur d'un homme est intimement relié à la miséricorde du Christ. Il me semble évident qu'André Brien doit aujourd'hui beaucoup se réjouir de la présence et de l'action du pape François.

Angoulême, 18 novembre 2013

Claude Dagens (1959 l)

Évêque d'Angoulême et membre de l'Académie française



Claude Dagens a publié récemment *Catholiques et présents dans la société française. Foi en Dieu et démocratie* (Bayard Culture, 2012). On doit au père André Brien plusieurs textes parus dans la collection « Conférences de Notre-Dame de Paris », en particulier sur le thème « Croire pour vivre » (Bayard Presse, février et mars 1972).

L'ACTIVITÉ DES CLUBS

Le club des normaliens dans l'Entreprise

L'association sœur de l'a-Ulm, poursuit ses dîners avec une personnalité. Cédric Villani (1992 s), médaille Fields 2010, a présidé le dîner de rentrée, le 25 septembre 2014.

Le CNE poursuit par ailleurs ses « Petits-déjeuners ». Depuis la rentrée 2014 :

- le 25 septembre 2014, « Croyances écologiques et déclin français », avec Jean de Kervasdoué ;
- le 14 octobre 2014 : « Steve Jobs, un mythe vivant », avec David Brunat (1992 l) et Antoine Dubuquoy ;
- le 18 novembre 2014, « Histoire et mémoire », avec François Hartog (1968 l).

Le CNE a aussi convié ses adhérents à des « Afterworks », en début de soirée, dans des bars ou restaurants accessibles à tous.

Le 19 juin 2014, Alexandre Grux, ancien de Cachan, président de Normaliens autrement, partenaire du CNE, a organisé un dîner-débat multi-ENS à l'École militaire, sur le thème : « Big Data : quels risques pour quelles opportunités ? ».

Les manifestations du CNE sont en général ouvertes aux normaliens en entreprise des autres ENS.

Le cercle Normale Sup' Marine

Animé par Antonio Uda (1979 l), le Cercle a tenu ses deux premières réunions de rentrée à l'École, le 30 septembre et le 4 novembre 2014, destinées en particulier à la préparation de la participation de l'ENS à un cycle PSL de séminaires mensuels interdisciplinaires à la maison des Océans.

Le cercle a permis de nombreuses participations à des manifestations ayant pour thème la mer, notamment en 2014 :

- le 19 février, une table ronde consacrée à « L'innovation dans la construction navale et offshore », organisée par l'association X Mer/École polytechnique, à l'École polytechnique à Palaiseau ;

- le 12 mars, la conférence de Nicholas Purcell en salle Dussane sur « Deux grandes batailles navales de l'histoire, Trafalgar et la Chesapeake : tactiques et enseignements ? » ;
- le 24 mars, « Les Mémoires de la mer 2014 » qui se sont tenues à Paris, avec Éric Orsenna ;
- le 4 avril, le colloque sur « La mer et l'image » organisé par le Centre d'études supérieures de la marine à l'École militaire, suivi d'une visite du salon de la Marine au palais de Chaillot ;
- le 15 mai, l'atelier « La sûreté maritime dans tous ses États » organisé par la *Revue de Défense nationale* à l'École militaire ;
- le 21 mai, « La journée du marin » à l'hôtel de la Marine ;
- le 24 mars et le 7 octobre 2014 : « Les mardis de la Mer » organisés par l'Institut français de la mer (IFM) et le Centre d'études de la mer de l'Institut catholique de Paris (CETMER).

Le 12 novembre 2014, le Cercle a également participé à un colloque sur « L'Arctique. Un enjeu global », organisé par le Centre d'études stratégiques de la Marine, à l'École militaire, avec Michel Rocard et Hubert Védrine.

Signalons enfin, en janvier ou mars 2015, l'organisation d'une conférence en partenariat avec le laboratoire d'Archéologie sur le thème des dernières découvertes en archéologie sous-marine, avec Michel L'Hour.

La filière Diplomatie

Le 11 mars 2014, la filière Diplomatie a organisé, en salle Cavallès, une conférence sur le thème : « Trois ans de révolution en Syrie » par Jean-Pierre Filiu, professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po.

M. Nicolas Niemtchinow (1988 l), ambassadeur auprès des Nations unies, a souhaité constituer un réseau d'anciens normaliens présents dans les différentes organisations internationales et ONG basées à Genève (la liste de ces camarades est accessible à la fin de l'Annuaire, soit dans le répertoire géographique à la page des archicubes résidant à Genève, soit dans celui par fonction principale à la page des organisations internationales).

Dans le même registre, notons que nous avons établi un lien avec Jessica Matheron, responsable d'Alumni ParisTech qui souhaite organiser un réseau *Alumni ParisTech North America* en Amérique du Nord. Nous lui avons fourni les adresses électroniques de quelques dizaines d'archicubes résidant à New York et à Boston. Les archicubes pourraient avoir accès à leur organisation (<http://www.paristechnorthamerica.org/>) et notamment participer aux groupes créés au sein de cette organisation : *Business Angels* et *Energy*.



De même, Alexandrine Brami, ancienne de Cachan nous a proposé de créer un Groupe de normaliens au Brésil.

Le club Carrières, l'atelier « ENSuite »

Le club Carrières est d'inspiration un peu différente des autres clubs au sein de l'a-Ulm. Il ne rassemble pas d'anciens élèves qui ont un métier, une activité, une passion en commun, mais s'adresse à des élèves à la recherche d'informations sur leur avenir professionnel. Ce club Carrières est bien entendu lié au service Carrières de l'École, et fonctionne largement grâce à l'implication active d'une personne du service : Laurence Levasseur (1966 L) spécialiste des ressources humaines.

Il y a quelques années, des élèves ont été à l'initiative de la création de ce club au sein de l'École, et se proposaient de se confronter à un spécialiste venu leur parler de son métier, le service Carrières a immédiatement apporté son concours en aidant à la recherche d'intervenants. Très rapidement, il est devenu nécessaire de nous impliquer davantage dans son organisation du fait d'une certaine discontinuité dans l'engagement des promotions successives de normaliens. Rebaptisé « Atelier ENSuite », sa vocation actuelle est d'aider les élèves, peut-être plus particulièrement ceux qui ne pensent pas se diriger vers l'enseignement et la recherche publique, à choisir la direction qu'ils veulent donner à leur vie professionnelle. Il propose deux types d'interventions : des ateliers méthodologiques pour aider chacun à construire ou à affiner son projet, animés par L. Levasseur, et des rencontres avec d'anciens élèves pour partager leurs expériences. Les thèmes abordés répondent aux souhaits exprimés par les élèves inscrits à l'atelier.

L'atelier ENSuite a redémarré lundi 6 octobre 2014. Il prévoit d'inviter Bernard Deforge, professeur de lettres, « partenaire » chez PriceWaterhouseCoopers, et créateur de l'opération Phenix qui permet à des jeunes issus de formations littéraires et en sciences humaines (mais aussi scientifiques) d'intégrer une entreprise.

LES NORMALIENS PUBLIENT

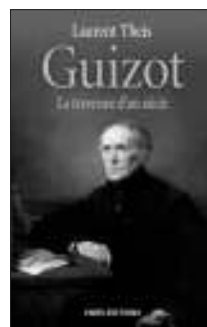
*Jean-Thomas Nordmann
Wladimir Mercouroff et Étienne Guyon
Lucie Marignac*



Jean-Thomas Nordmann (1966 l)



On peut tenir le nouveau livre de Laurent Theis (1969 l), *Guizot. La traversée d'un siècle* (CNRS Éditions, 2014), pour une forme de *retractatio*, cette posture issue de la culture antique consistant à revenir sur un sujet déjà traité pour procéder à des mises au point en fonction d'une expérience ultérieure. Le grand historien Henri Marrou s'y était jadis adonné avec beaucoup de fruit, notamment à propos de saint-Augustin. Laurent Theis a consacré naguère à Guizot une monographie d'ensemble justement remarquée et louée, qui faisait revivre l'homme derrière l'homme d'État : elle ne se moulait pas dans les formes traditionnelles de la biographie en ce que l'évolution chronologique d'une vie bien remplie se trouvait ramassée dans un chapitre liminaire que suivaient des développements consacrés à des aspects particuliers. Le lecteur disposait ainsi d'exposés d'ensemble sur l'action politique de Guizot, sur son œuvre éducative, sur ses amitiés, notamment féminines, sur ses convictions religieuses, sur les lieux et, pourrait-on dire, la géographie de son action, sans oublier les inimitiés qu'il a suscitées, en politique, plus qu'ailleurs peut-être, le moi ne se posant qu'en s'opposant. Ce type de biographie thématique présente l'avantage d'être extensible et c'est bien une extension que nous propose ce nouveau livre. Composé d'articles publiés séparément et en diverses circonstances, il n'est pas pour autant dépourvu d'unité ni d'une cohérence qu'une opportune introduction dégage avec force en présentant ce que l'on pourrait appeler la « situation » de Guizot : de la Terreur à la Commune, la vie de Guizot (1787-1874), c'est bien, et le sous-titre du livre est parfaitement choisi, la traversée d'un siècle, comme témoin et comme acteur ; s'il domine la première moitié du siècle par son action comme par ses écrits, son influence est moins visible après 1848 ; le voile de l'oubli ne tardera pas à recouvrir l'ampleur de son œuvre et la variété de ses activités. C'est de cette



variété que ce nouveau volume contribue à prendre la mesure, par des contributions qui soulignent notamment l'importance du religieux et de ce que l'on appellerait aujourd'hui le « culturel ». Guizot critique d'art ? C'est par un examen du Salon de 1810 qu'il entre dans la carrière des lettres ; sous-tendue par une confrontation avec Stendhal, l'analyse qu'en donne Laurent Theis montre comment la persistance d'un goût et d'une esthétique tout classiques se tempère d'une invitation à l'ouverture vers des sujets empruntés au monde contemporain. L'attention que Guizot ne cesse de porter à ce moyen d'expression et de communication en plein essor qu'est la presse fait l'objet d'une synthèse brève et dense. L'analyse de la grande loi de 1833 domine le rappel de l'action de Guizot au ministère de l'Instruction publique. La « tentation de l'Angleterre » explore un versant très important de la politique de Guizot et de sa réflexion sur le destin de la France ; si la méditation historique a précédé la connaissance du voisin britannique, la confrontation des deux nations est une constante de la pensée de l'historien et du politique. L'étude des relations de Guizot avec ses éditeurs s'appuie sur un examen minutieux des contrats, des « traités », comme on disait souvent, conservés dans les archives familiales d'un auteur, dont on oublie parfois qu'il ne fut pas seulement historien et qu'en certaines circonstances il dut quasiment vivre de sa plume. L'auteur de ce compte rendu a fait, voici quelques années, dans une brocante, l'acquisition d'un dictionnaire de synonymes, publié par Guizot au seuil du XIX^e siècle, qui demeure utilisable, abstraction faites des mots introduits depuis dans notre langue. La part de revenus que Guizot ne cesse de tirer de ses publications est loin d'être négligeable. De plus les contacts éditoriaux dessinent un cercle de sociabilité qui s'ajoute aux réseaux multiples dans lesquels Guizot insère son action. Restent encore des zones sur lesquelles des mises au point seraient bienvenues, si ce n'est à explorer, notamment la vieillesse de Guizot, cet « automne du patriarche » pour reprendre, comme l'a joliment fait Laurent Theis, le titre de Garcia Marquez ; depuis Sainte-Beuve, on a souvent apporté beaucoup d'attention aux années de formation des grands personnages, la jeunesse de Guizot a fait l'objet de recherches approfondies menées par Charles-Hippolyte Pouthas. Jadis, à propos de Chateaubriand, dans sa thèse qui fit date, Marie-Jeanne Durry avait montré l'intérêt d'étudier la vieillesse d'une personnalité d'exception. La vieillesse de Guizot est studieuse ; elle consacre un étonnant rayonnement intellectuel qui conjugue l'influence académique à la bienveillance attentive à l'égard des nouvelles générations. Guizot reçoit la jeunesse des écoles, et notamment des élèves de l'École normale. Il patronne les succès de Prévost-Paradol ; il appuie les premières œuvres publiées de Taine, dont il fait couronner l'*Essai sur Tite-Live*, puis l'*Histoire de la littérature anglaise*, à une époque où l'attribution des prix que l'Académie française met au concours constitue des événements qui rythment la vie culturelle du pays. Resterait également à approfondir la relation de l'évolution sociale à l'identité natio-

nale qui sous-tend largement la philosophie de l'histoire de Guizot. De son vivant comme après sa mort ses détracteurs ont souvent restreint la doctrine sociale de Guizot à une formule tronquée, réduite aux dimensions d'un méprisant défi, celle de « l'enrichissez-vous » ; prononcée, si elle le fut jamais, à propos de la question électorale, sous-tendue par l'idée que le droit de vote implique des responsabilités qui doivent sanctionner des formes de réussite individuelle, la formule aurait été suivie des termes « par le travail et l'épargne et vous serez électeurs » ; elle doit se lire comme un appel à l'initiative et à l'effort qui, dans un univers postérieur à la Révolution française, sont les facteurs d'une mobilité sociale inéluctable, à l'opposé de tout enfermement dans un ordre, une caste et même une classe. Trente ans après, les républicains devaient reprendre, à leur manière, sous la forme d'un constat plus encore que d'une prescription, cette vision de l'évolution sociale. Le grand discours que Gambetta prononce en 1872 pour signaler la montée de « couches nouvelles » et leur entrée dans la vie publique résonne comme une réponse à la formule des années quarante. Dans l'intervalle le suffrage universel (masculin) est devenu un acquis, mais dans les deux cas, l'accès aux responsabilités politiques se trouve lié à une promotion économique et sociale ; c'est par une forme de réussite que se conquiert pleinement le statut de citoyen et l'exercice d'un rôle actif par ceux dont l'aisance matérielle garantit l'indépendance intellectuelle. Guizot perçut-il cette filiation, qui est sans doute une clef de l'histoire de la société française ? Laurent Theis a raison de le relever : on n'en a jamais fini avec Guizot et, dans l'attente d'un troisième volume, (pourquoi pas d'autres confrontations, ou des portraits parallèles, comme ceux de Guizot et de Jules Ferry ?), saluons aussi les grandes qualités de clarté et d'élégance dont témoigne cet ouvrage.

Le livre d'Évelyne Charmeux (1952 L), *Lire ou déchiffrer. L'apprentissage de la lecture en questions* (ESF, 2013), apporte d'utiles informations qui éclairent la portée des controverses sur la lecture, dont la récurrence dans les débats sur l'école n'est plus à souligner. C'est là, on le sait, un sujet de polémiques très françaises. On se souvient des croisades d'un ministre de l'Éducation nationale contre la pratique et les effets de la méthode globale. Ce ministre, comme on dit familièrement, en prend ici pour son grade, cible qu'il est de plusieurs des contributions recueillies par Évelyne Charmeux. L'ouvrage invite à la réflexion en présentant, sous forme d'alternatives clairement exprimées, les questions jugées essentielles par une praticienne de la formation des maîtres, qui entend se consacrer au « militantisme pédagogique ». Ces alternatives sont des « carrefours perfides : ils sont au nombre de sept, avec deux directions possibles



pour chacun d'eux ». Il s'agit à chaque reprise de clarifier, en les reformulant le plus souvent, les termes d'une composante du débat : ainsi, s'agissant du moyen de vérifier l'aptitude à la lecture le plus communément utilisé, l'oralisation d'un texte écrit n'est pas la marque d'une lecture réussie ; on peut lire à haute voix, de façon intelligible, sans en réalité comprendre ce qu'on lit, les vrais lecteurs sachant dire non ce qu'ils voient, mais ce qu'ils ont compris, après appropriation et, d'une certaine manière, reformulation. Dans l'apprentissage, il faudra faire prévaloir cette démarche sur la seule oralisation. Il existe, de même, une aptitude à « reconnaître les lettres qui ne se prononcent pas qui transcende la distinction de l'analytique et du global et qui conditionne la capacité du lecteur. La connaissance du contexte facilite la lecture du texte pour l'apprenti lecteur autant sinon plus que pour le lecteur chevronné. Le développement du goût de lire accompagne et stimule l'apprentissage de la lecture, mais l'amour se commande-t-il ? Il peut être utile de développer au préalable le sentiment du besoin de lire car la liberté aura à s'exercer dans la lecture de textes parfois conçus pour éviter d'être lus, telles ces clauses de contrats imprimées en caractères minuscules. Le livre comprend de nombreuses observations de ce genre que l'on prend plaisir à glaner. On remarquera qu'elles procèdent le plus souvent d'une décomposition analytique, d'une dissociation des idées, comme aurait dit Rémy de Gourmont, mise au service d'un propos le plus souvent au service des méthodes dites globales. L'acquisition des capacités de lecteur n'est donc pas dissociable de celle du langage et de sa maîtrise, ainsi que de situations fondamentales de communication, voilà l'idée qui sous-tend l'essentiel du livre. Cette irrigation de la pédagogie par la linguistique va de pair avec l'utilisation des apports de la psychologie de l'enfance : les formateurs sont invités à méditer sur tout ce qui ne va pas de soi et qui, de ce fait, a valeur d'obstacle pour l'enfant. C'est là une utile invitation à la réflexion, voire au relativisme mais que l'assimilation des préférences analytiques au conservatisme et à la « réaction » obère quelque peu. Un livre militant, et parfois un peu trop, car certaines pages ne sont pas exemptes d'un manichéisme inutile. Le caractère magistral de l'exposé est mitigé par des pages plus vivantes qui reprennent des échanges entre l'auteur, qui tient un « blog », et certains de ses correspondants, indignés par des propos à l'emporte-pièce ou par l'imposition de méthodes contestées ; à d'autres moments l'auteur cède la parole à des « spécialistes », par exemple pour contester la médicalisation de la dyslexie. Certains lecteurs du livre pourront être interloqués par des affirmations aventureuses : ainsi d'une surprenante déclaration selon laquelle « une démarche pédagogique ne se juge pas sur les résultats, dont la réussite peut toujours être attribuée à d'autres facteurs, mais sur sa cohérence théorique ». Cette revendication d'une primauté du théorique sur tout pragmatisme ouvre la voie à des affirmations dogmatiques, voire à des positions dignes des médecins de Molière soucieux de voir des malades mourir selon les règles plutôt que de les guérir contre

elles. On se demande alors si les « chercheurs » en sciences pédagogiques n'auraient pas intérêt à sortir parfois de leur « laboratoire » et à relire certains classiques, dont le rappel compléterait la brève anthologie de textes contemporains sur la lecture qui clôt le livre. Comment laisser de côté l'étonnant docteur Javal dont la *Physiologie de la lecture et de l'écriture*, publiée au seuil du siècle dernier demeure, par sa conception de la lecture comme « perception visuelle d'un texte », singulièrement stimulante. Plus près de nous, on trouvera d'excellentes pages sur la lecture comme anticipation du sens dans *Latin et culture* de Jacques Perret (1924 l). Le grand latiniste, qui fut aussi un grand éducateur, s'appuie sur l'observation et l'expérience, pour décrire au plus près, et sans le jargon des professionnels autoproclamés de la pédagogie, la manière dont la perception de quelques signes graphiques sert de point de départ à la construction de significations que l'esprit du lecteur fait siennes. Il n'est pas de technique analytique réussie sans prise en considération de cette place de l'anticipation du sens. Inversement, à s'enfermer dans une perception des mots comme autant d'agrégats indissociables, on prend le risque d'ignorer les réalités alphabétiques dans une confusion avec l'écriture d'idéogrammes et de créer des handicaps qui freineront l'apprentissage de l'orthographe. Ce caractère mixte, composite, de la pratique de la lecture courante devrait sans doute être observé et sauvegardé dans l'apprentissage de la lecture, pour lequel, en dépit des certitudes proclamées par l'auteur, on peut continuer d'espérer que le pragmatisme l'emportera avec bonheur sur l'esprit de système.

*L*a *Journée de Bo* (Pippa éditions, 2014), de Daniel Treille (1959 s), raconte, de l'aube au crépuscule, une journée d'un astrophysicien qui se retrouve, après le départ de ses collègues, seul savant dans un observatoire dont l'activité doit cesser en fonction d'une décision du pouvoir politique. Une bureaucratie lointaine a décidé, en coupant brusquement les crédits nécessaires, de mettre fin à un programme de recherches sur les premières sources de lumière de l'univers, au moment où l'on pouvait espérer des premiers résultats positifs. Le protagoniste



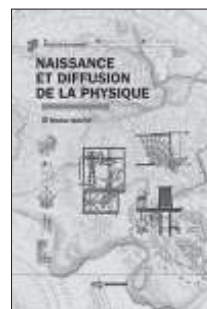
du récit, Bo, se retrouve maître d'un champ d'antennes tournées vers le cosmos, mais qui semblent vouées désormais à l'inactivité. Nous sommes quelque part en Asie centrale ; le rappel d'épisodes historiques, tels que l'« incident du 4 juin » et la guerre de Corée, ainsi qu'une terminologie transparente qui attribue le pouvoir suprême à un « Grand Nautonnier » situent la scène en Chine ; mais à vrai dire une localisation géographique précise est sans importance ; il suffit de dire qu'on est loin d'une capitale, lieu du pouvoir où se prennent les décisions qui affectent le destin du héros appelé à subir. La dépendance du savant à l'égard du pouvoir apparaît ainsi à l'horizon du propos. Le cadre est grandiose, situé dans des montagnes magnifiques,

mais menacé par des travaux d'équipement qui ont creusé « d'affreuses balafres dans le paysage ». Il fait froid et si la radio apporte quelques éléments d'information sur le reste du monde, ce n'est que par fragments. Bo a donc tout loisir pour s'abandonner aux sensations et aux souvenirs qui vont peupler cette journée ; jadis marié, Bo a perdu un enfant qui, quelques semaines après sa naissance « n'ayant pas réussi à prendre pied dans la vie, était retourné au néant » ; ce malheur, qui a miné le couple qu'il formait avec son épouse, continue de hanter Bo et de teinter ses pensées d'une tonalité funèbre, au moment où se dessine, pour lui, une forme de mort professionnelle. Bo n'a pas été insensible au charme d'une jeune collègue Zhu, dont la grâce enjolive quelques pages du récit, mais sans que des liens aient pu se nouer. Des incidents dérisoires reviennent à la pensée de Bo, tel ce dérèglement d'instruments de mesure dû à l'inopportune miction d'un renard sur un boîtier électronique. À côté des savants œuvraient des personnels auxiliaires autochtones ; que deviendront-ils après la fermeture de l'établissement ? Bo se sent investi d'une responsabilité à laquelle il doute de pouvoir faire face. Cette journée vide est donc, dans la solitude de Bo, une journée fort remplie d'attentes, d'interrogations et parfois de projets, au sein d'un site déserté sinon désertique, qui rappelle par moments Gracq et Buzzati. L'auteur est un physicien, mais doté d'une plume alerte et qui sait tirer des effets littéraires très sûrs de la contraction dans une journée d'une vie sans doute proche de son terme, qui rappelle un peu, toutes proportions gardées, le fruit qu'en sut tirer Pierre Bost dont la nouvelle *Monsieur L'admiral va bientôt mourir*, transposée au cinéma par Bertrand Tavernier, fournit la matière du très beau film *Un dimanche à la campagne*.

C'est aussi sur une journée particulière de la vie d'un savant que se construit le livre de Pierre Léna (1956 s) *Concorde 001 et l'ombre de la lune* (Le Pommier, 2014). Cette journée est celle du 30 juin 1973, pour laquelle les astronomes ont prévu un phénomène rare, une éclipse du soleil d'une durée exceptionnelle de plus de sept minutes dans certaines zones de la planète. Ce jour-là, le ciel noir donnera l'occasion de voir les étoiles en plein midi. Mais cette durée va être accrue par le recours aux ressources qu'offre un avion supersonique permettant à des observateurs se déplaçant à la même vitesse qu'elle de demeurer dans l'ombre lunaire encore plus longtemps. C'est l'expérience exceptionnelle que vit alors Pierre Léna. Embarqué avec sept autres astronomes à bord du prototype du Concorde, il va demeurer dans l'obscurité totale pendant soixante-quatorze minutes, trouvant là de quoi procéder à des observations d'une qualité sans précédent. « Le soleil a rendez-vous avec la lune » chantait Charles Trenet. Grâce au Concorde Pierre Léna aura été le témoin privilégié d'un tel rendez-vous. Son livre nous montre qu'un moment aussi exceptionnel résulte de la convergence de trois histoires différentes, des histoires parallèles qui se rencontrent dans l'espace non euclidien du miracle de la Science. Une histoire millénaire, celle des

attitudes humaines face au défi des éclipses. Une histoire plus immédiate, celle d'un avion supersonique à vocation commerciale utilisé comme laboratoire mobile. Une histoire individuelle, celle d'un chercheur qui est parvenu à organiser cette rencontre de l'astronomie et de l'aviation. Tout naturellement, cette triple histoire se déploie dans les quatre premiers chapitres du livre, tandis que le cinquième narre par le menu cette journée du 30 juin 1973, telle que l'auteur l'a vécue. Un sixième chapitre dresse le bilan scientifique de l'entreprise et ses prolongements durant quarante années de recherche en astrophysique sur l'existence d'« anneaux » du soleil et de disques de poussière autour de certaines étoiles qui pourraient suggérer la matière d'une histoire du système solaire. Des réflexions complémentaires donnent à penser que les progrès de la navigation supersonique permettraient de renouveler, en l'amplifiant, l'expérience de 1973. De précieuses annexes documentaires instruisent le lecteur profane tant sur les éclipses et la couronne du soleil que sur les caractéristiques et le destin du Concorde ; elles lui donnent l'ivresse de croire comprendre une partie des secrets de l'univers ; elles contribuent à faire de ce livre une synthèse réussie de la vulgarisation et de l'autobiographie.

On saluera une autre réussite en matière de vulgarisation avec la réédition du livre de Michel Soutif (1942 s), *Naissance et diffusion de la physique* (EDP Sciences, 2014). L'auteur sait éviter les paradoxes inutiles comme le montre l'idée directrice du livre selon laquelle le développement de la physique procède d'une dialectique de la raison et de l'expérience. Il sait aussi user d'un langage simple et clair pour présenter les différents domaines des sciences physiques entendues très largement, puisque les questions de mesure et d'évaluation s'appuient sur d'utiles rappels concernant la numération et le calcul, qui font ressortir la part des mathématiques dans l'essor de la physique. On peut regretter certains déséquilibres dans le traitement des divers champs de la physique : aux phénomènes électriques, par exemple, ne sont consacrés que des développements trop réduits. Mais on appréciera que Michel Soutif ne néglige jamais l'arrière-plan socio-historique des recherches et qu'il se fasse comparatiste pour situer les unes par rapport aux autres les conceptions occidentales et les visions orientales, notamment chinoises, des sciences de la nature. On goûtera de plus les prolongements philosophiques appelés par certaines des questions abordées, en particulier à propos des exposés sur le temps et sur la perception que nous en avons. Des tableaux et des « encadrés » facilitent la lecture d'un texte agréablement illustré et au demeurant toujours limpide. Rien ne manque à l'ouvrage, que des annexes, des index et une bibliographie vouent à de multiples modes d'utilisation.

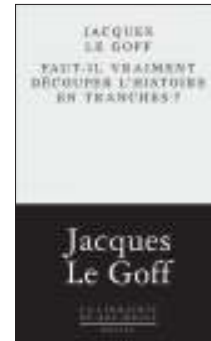


Des qualités analogues font, dans un tout autre domaine, le prix de l'ouvrage de Christine Heuraux (1978 L) *Croissance africaine : y croire et s'impatienter. 15 clés pour comprendre les défis du continent* (L'Harmattan, 2014). Un livre qui, publié dans d'autres collections aurait pu s'intituler « Clés pour l'Afrique » ou « L'Afrique pour les nuls » et qui offre une encyclopédie des données nécessaires à l'intelligence du présent et de l'avenir du continent africain. L'abondance des indications factuelles et l'objectivité du propos ne sauraient dissimuler une forme d'enthousiasme particulièrement roborative : on sent que l'auteur aime l'Afrique et ses habitants. Elle réagit vigoureusement contre un afro pessimisme qui cède progressivement le pas à des expressions d'optimisme raisonné, fondé sur la considération des atouts physiques et humains du continent et sur un taux de croissance moyen de 5 %, dont le chiffre donne à rêver. Le livre aborde méthodiquement l'examen de ces atouts, sans dissimuler le contraste qui oppose les richesses naturelles, minières, agricoles et humaines à la nécessité persistante de l'aide publique internationale. Aujourd'hui l'inflation et l'endettement, qui semblaient naguère constituer des handicaps insurmontables, sont contenus et bientôt maîtrisés. L'augmentation des investissements directs étrangers est telle que leur montant se rapproche de celui de l'aide publique au développement. Les investissements dans les services financiers et les services aux entreprises occupent une place grandissante, tandis que s'accélère la diversification des partenariats dans les échanges commerciaux. Le livre offre une perspective globale, suivant une présentation par thèmes et non par pays, afin d'éviter l'écueil de la fragmentation, mais il ne fait pas l'impasse sur la diversité des quarante-neuf pays qui composent l'économie de l'Afrique subsaharienne, reprenant notamment la classification des économies africaines en quatre catégories proposée en 2010 par le cabinet Mc Kinsey : pays à économie diversifiée, qui sont les « locomotives » du développement, pays exportateurs de pétrole ou de richesses minières à « économie rentière », économies en transition dans lesquelles l'industrie et les services commencent à concurrencer l'agriculture et « pays à économie de prétransition », euphémisme pour désigner les plus pauvres, encore enlisés dans le sous-développement. Richement documentée, cette incitation à la réflexion et à l'action aborde sommairement les questions politiques : une classification des régimes montre notamment comment les changements ne se traduisent pas par un passage immédiat du despotisme à la démocratie, mais font place à des formes de « démocraties molles », qualifiées par la Banque mondiale d'« anocraties », le suffrage universel faisant bon ménage avec la mauvaise gestion sur fond de dirigisme et de népotisme. Cet examen laisse de côté bien des aspects troubles, comme les diplomaties parallèles et la « Françafrique » ou ses équivalents en rapport avec d'autres puissances, même



si Christine Heuraux note des zones d'ombre, comme les « flux ou sorties illicites de capitaux », formule globale, qui recouvre des phénomènes aussi divers que l'évasion fiscale, les fausses facturations, les fraudes les plus variées, le racket et la corruption ; leur montant atteindrait un total de plus de 1 200 milliards de dollars, soit quatre fois plus que la dette totale de l'Afrique ; au lecteur de tirer les conclusions qui s'imposent sur les limites de l'État de droit comme entrave au développement. Éminemment clair et parfaitement pédagogique, le texte est encadré de nombreux titres et sous-titres qui facilitent la lecture, ainsi que de cartes et de tableaux toujours opportuns ; il s'enrichit de fiches et de « zooms », qui permettent d'aborder une foule de questions latérales et qui parfois bousculent des idées reçues, comme par exemple sur les migrations, qui restent, pour les trois quarts, intra-africaines. La démographie, les ressources naturelles, l'eau, l'agriculture, la pêche, les forêts, les transports, l'énergie, le système bancaire et financier, les productions industrielles, les technologies de l'information et de la communication, les systèmes éducatifs font ainsi l'objet de dossiers méthodiques dont les données factuelles conduisent toujours à des réflexions prospectives. Des indications bibliographiques suffisantes et des renvois aux sites internet appropriés permettront au lecteur d'actualiser sans efforts un ouvrage appelé à ne pas quitter la table de travail de tous les professionnels impliqués dans le développement du continent, mais que ses qualités de présentation et d'expression recommandent aussi à tout lecteur intéressé par ce continent des promesses qu'est devenue l'Afrique.

Par une singulière ironie de l'histoire Jacques Le Goff (1945 l), né un 1^{er} janvier, est mort le 1^{er} avril 2014, alors qu'il venait de faire paraître un livre contestant les coupures par lesquelles les historiens isolent des époques, les unes par rapport aux autres. *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?* (Seuil, 2014) met un terme à ce que l'on pourrait appeler la partie exotérique, c'est-à-dire de vulgarisation et de communication au grand public, d'une œuvre dont la partie plus ésotérique a établi l'érudition de l'auteur et sa renommée. Une somme sur la *Naissance du purgatoire* et une ample monographie sur saint Louis (de lecture parfois difficile, ce qui rend plus impatiente l'attente de la synthèse sur le sujet, que prépare François Bayrou, avec, on l'espère, une réussite analogue à celle du grand livre sur Henri IV) relèvent de la seconde catégorie. Dans la première, on rangera un remarquable manuel d'histoire du Moyen Âge pour la classe de quatrième publié au début des années 1960 et d'intéressants essais sur les milieux d'affaires et sur les intellectuels à l'époque médiévale, sans compter d'innombrables interventions sur les méthodes et les perspectives de la « nouvelle histoire ». Soyons francs : ce dernier ouvrage n'a pas valeur de chant du cygne, car il n'emporte pas toujours la



conviction du lecteur. Présenté comme « l'aboutissement d'une longue recherche » et reprenant, c'est vrai, plusieurs thèmes développés dans d'autres travaux, le propos manque parfois de densité et, plus grave, ne traite que bien trop sommairement du problème général de la périodisation pourtant censé constituer le sujet de cette ultime publication. Certes le livre s'ouvre par des indications sur ce que l'on pourrait appeler la préhistoire de la périodisation, c'est-à-dire sur l'usage de la notion de période antérieur à son utilisation par les historiens ; Jacques Le Goff évoque les visions du prophète Daniel dans l'Ancien Testament ; il rappelle comment saint Augustin divise l'histoire en fonction des événements décisifs qui scandent l'apparition et l'essor du christianisme ; il rappelle aussi les apports de l'auteur de la *Légende dorée* à la périodisation chrétienne ; il mentionne ensuite la division en siècles que Voltaire établit dans *Le Siècle de Louis XIV*, toutes références qui ne sont pas inutiles en soi mais qui ne conduisent pas à des conclusions perceptibles. La même impression de documentation arbitrairement déversée se dégage de la lecture d'un chapitre sur la naissance de l'histoire comme discipline autonome, au XVII^e siècle, et comme matière d'éducation scolaire, surtout au XIX^e siècle. Au lecteur d'inventer un lien et de supposer que cette naissance somme toute tardive implique le caractère récent des découpages opérés *a posteriori* par les historiens et d'en conclure que les périodes seraient peut-être en premier lieu des artifices pédagogiques au service des professeurs. Mais c'est en vain que l'on attend les réflexions qui pourraient en découler sur la distance qui sépare le vécu des contemporains des qualifications que les historiens apportent sur une période donnée. L'exemple le plus frappant pourrait être celui de l'antiquité tardive, souvent tenue pour décadente, mais après coup, et sans avoir été vécue comme telle. Cette opposition du vécu et du construit n'apparaît point. D'une manière générale, dans ce livre, Jacques Le Goff s'abstient de recourir aux apports des philosophies de l'histoire pourtant riches en indications sur le thème de la périodisation, qu'il s'agisse de Bergson, de Hegel ou de Péguy. L'essentiel du propos porte en fait sur la contestation d'une opposition entre Moyen Âge et Renaissance, élaborée au XIX^e siècle et contre laquelle Jacques Le Goff s'était déjà insurgé à plusieurs reprises, au bénéfice de l'affirmation d'un « long Moyen Âge » se prolongeant jusqu'au XVIII^e siècle. L'auteur fait sien la thèse d'une invention de la Renaissance par Michelet proposée jadis par Lucien Febvre, d'une Renaissance avec un R majuscule, véritable passage de l'ombre à la lumière. Il en conteste les jugements de valeur qu'implique cette opposition : Non, le Moyen Âge n'est pas l'ère des temps obscurs, non la Renaissance n'est pas une irruption des lumières. Sur la première de ces affirmations, Jacques Le Goff n'a pas de mal à reprendre les conclusions de ses travaux qui ont célébré l'inventive fécondité du Moyen Âge : épanouissement de la distinction romaine des arts mécaniques et des arts libéraux, unité de l'Europe savante, par l'extension de l'usage du latin, scolarisation et alphabétisation de populations plus nombreuses, primauté de la pensée



rationnelle, y compris en théologie, invention de nouvelles formes d'art, apparition de la mode, de la propreté et de la politesse dès le XIII^e siècle, le bilan est assurément positif. À l'opposé, les temps prétendument modernes apparaissent marqués du sceau de l'archaïsme : la crainte de la sorcellerie, apparue dès le Moyen Âge, se développe surtout au XVII^e siècle. Les techniques agricoles ne progressent pas après la fin de l'ère médiévale, la condition des paysans stagne et, jusqu'au XVIII^e siècle, l'alimentation des Européens est essentiellement constituée de nourritures végétales. Le théâtre shakespearien montre la permanence d'une Grande-Bretagne très médiévale et l'*Encyclopédie* récapitule un millénaire d'accumulation des savoirs techniques, plutôt qu'elle ne prélude à une révolution industrielle. Mais cette double argumentation rend-elle vraiment caduque la distinction du Moyen Âge et des Temps modernes ? Elle n'oblitére nullement la sensation de renouveau intensément vécue par les grands auteurs du XVI^e siècle. Elle n'efface pas les effets des découvertes transatlantiques et de la relation à de nouveaux mondes. Elle ne peut faire oublier les transformations liées à la genèse de l'État moderne, au triomphe de l'absolutisme monarchique et au regroupement des peuples en entités nationales. Assurément le lecteur pourra conclure à la relativité du découpage en périodes, mais non pas à l'inutilité de ce découpage qui n'est qu'une manifestation parmi d'autres de l'initiative de l'historien et de son rôle actif dans l'appréhension du passé. Le découpage n'est jamais qu'une forme de conceptualisation, opération par laquelle le chercheur isole, dans la continuité du réel, l'objet même de son étude. On lira donc ce livre moins pour un apport somme toute évanescant à la réflexion sur l'épistémologie de l'histoire que comme une agréable promenade historiographique. C'est une sorte de conversation à bâtons rompus qu'il propose. Le lecteur peut ainsi se familiariser (ou du moins le croire !) avec Huizinga, Panofsky et Braudel, et, pourvu de quelques références flatteuses, faire bonne figure dans plus d'un dîner en ville.

La nouvelle critique anglo-saxonne a beaucoup pratiqué le *close reading*. Cette méthode de lecture et d'interprétation consiste à s'attacher prioritairement sinon exclusivement à la lettre des textes pour en expliciter et en extraire toutes les significations en évitant de faire intervenir des connaissances extérieures. Ces variantes de nos explications de textes sont trop souvent confinées dans un immanentisme qui écarte les éclairages du contexte historique. René Pommier (1955 I) semble parfois pratiquer cette lecture prioritaire de la littéralité ; il part assurément des textes et les scrute aussi attentivement que possible, mais il évite le formalisme auquel pourrait conduire l'enfermement dans le texte et recourt, chaque fois que cela est nécessaire, aux données de l'histoire qui permettent d'éviter les contresens. Cette double attention à la lettre des textes et aux réalités dont ils rendent compte préside à l'élaboration de son nouveau livre sur Freud. En 2008 *Sigmund est fou et Freud a tout faux* s'en

prenait à la *Science des rêves*, dont une lecture attentive et méthodique montrait les à-peu-près et les incohérences. Aujourd'hui René Pommier entreprend la lecture critique d'*Un souvenir d'enfance de Léonard de Vinci*, qui connut, dès sa publication en 1910, un grand retentissement. C'est fort de la connaissance d'une époque durant laquelle notre moderne distinction de l'art et de la science n'est pas établie qu'il récuse d'emblée l'une des idées directrices de l'essai, à savoir, un conflit en grande partie inconscient entre l'art et la science, dont l'art sort non pas victorieux, mais en partie nié et détruit ; ce qu'atteste, chez le peintre, la difficulté à terminer ses œuvres et son indifférence à leur sort. En fonction de ce préalable se déploie une lecture fort attentive à débusquer contradictions, mise à l'écart des faits qui pourraient infirmer la thèse soutenue et sauts vers des conclusions hâtives. René Pommier n'admet ni l'homosexualité de Léonard, ni la mise en relation du sourire de la Joconde avec des expressions maternelles, ni l'idée même de sexualité infantile, ce qui limite assurément son ouverture aux interprétations psychanalytiques. Il n'a pas tort quand il relève la propension excessive de Freud à tenir certains sujets de tableaux pour des projections de désirs ou de pulsions du peintre, alors que ces sujets correspondent à des motifs habituels et à des traditions d'ateliers. Mais il ne tient pas compte des précautions prises par Freud pour cantonner son analyse à la psychologie de Léonard de Vinci sans prétendre faire œuvre de critique d'art (précautions déjà négligées par Gombrich). Remarquons aussi une imperméabilité à l'attrait littéraire du texte de Freud, que l'on pourrait traiter comme une sorte de roman policier (Freud craignait d'avoir versé dans une sorte de « roman historique »). Mais ce serait là faire une concession à Freud, sans doute excessive, aux yeux de René Pommier du moins, qui n'est pas sensible à l'art consommé d'associer dans l'essai l'investigation à l'exposition et qui n'entend point apprécier cet écrivain de talent que Freud n'a jamais cessé d'être.

De René Pommier un autre livre, *Défense de Montesquieu. Sur une lecture absurde du chapitre « De l'esclavage des nègres »* (Eurédit, 2014), montre qu'une juste lecture doit parfois aller au-delà des mots. Dans une perspective qui rappelle parfois celle d'Étiemble recensant les contresens accumulés sur Rimbaud, René Pommier montre les ravages entraînés par une incapacité à percevoir les tonalités d'un texte, et, au premier chef, l'ironie, qui, dans certains cas, commande le sens d'une page. Dans un recueil d'explications de textes publié dans le passé, René Pommier avait relevé que certains commentateurs n'avaient pas perçu l'ironie, dont Montesquieu faisait preuve dans le chapitre de l'*Esprit des lois* sur l'esclavage des nègres. Cette ironie qui lui semblait évidente pouvait-elle être sérieusement méconnue ? Dans la ligne de mire de René Pommier figure aujourd'hui, en première place, le livre d'une certaine Odile Tobner (*Du racisme français, quatre siècles de négrophobie*, Les Arènes, 2007), auquel il attribue un retentissement sans doute exagéré. Madame Tobner commente le texte

de Montesquieu en le prenant au pied de la lettre, c'est-à-dire en voyant une justification de l'esclavage dans les propos que Montesquieu prête, pour le ridiculiser, à un esclavagiste et en refusant de prendre en compte l'ironie dont l'auteur fait preuve. La meilleure réfutation des élucubrations de madame Tobner, c'est évidemment de relire, comme il nous y convie en publiant de nouveau ce texte impeccable, l'explication du chapitre de Montesquieu, que René Pommier avait écrite ; cette explication est un modèle du genre ; admirablement conduite, elle localise très exactement les passages dans lesquels les marques de l'ironie sont flagrantes. De plus René Pommier montre très clairement à quel point la situation du chapitre dans la progression et le contexte d'ensemble de l'*Esprit des lois* interdisent d'éluder l'ironie du propos. Cette défense de Montesquieu est donc une défense de l'explication de textes. Fallait-il dès lors insister à ce point sur « la bêtise noire de madame Tobner » au risque de la faire sortir un instant de l'obscurité dans laquelle la médiocrité de son propos devrait la confiner ? Le ridicule ne tuant plus depuis longtemps, la survie de madame Tobner ne saurait être mise en doute. Le livre de René Pommier va plus loin : il contient en effet d'excellentes pages sur l'ironie en tant que telle, et comme procédé littéraire et comme attitude intellectuelle. Par ailleurs, confrontant les pages de Montesquieu à d'autres auteurs traitant du même sujet, René Pommier procède à d'utiles mises au point, notamment sur Bossuet : l'évêque de Meaux ne condamne pas l'esclavage, mais ce n'est point par racisme ; comme théologien chrétien, il affirme à la fois l'égalité des hommes devant Dieu et le caractère sacré de toute autorité en ce qu'elle vient de Dieu et que la Bible, qui admet la servitude du vaincu au bénéfice du vainqueur, « ne peut jamais avoir tort ». De cette polémique, dont René Pommier sort évidemment vainqueur, tirons deux autres conclusions : la première, c'est que l'ironie n'est jamais sans danger car elle expose celui qui la pratique à ne pas être toujours compris ; la seconde, c'est que René Pommier n'aura pas résisté à la tentation de réaliser le tour de force d'écrire un livre sur et contre un contresens.

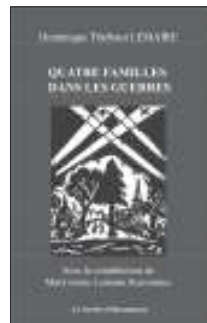


Le *Journal de Russie 1928-1929* (Noir sur Blanc/Rue d'Ulm, 2014) de Pierre Pascal (1910 l) est un document étonnant. On sait que le futur maître de l'enseignement du russe à la Sorbonne s'est trouvé assister aux révolutions qui ont conduit à remplacer le régime impérial par le pouvoir bolchevik. Cacique de sa promotion, agrégé des lettres, diplômé de russe de l'École des langues orientales, officier deux fois blessé au front, détaché en 1916 à la mission militaire en Russie, cet intellectuel catholique militant pour la réunion des Églises va décider de ne pas rentrer en France pour « entrer en bolchévisme », par une conversion toute religieuse, et se mettre au service du nouveau pouvoir. Si, dès le début des années 1920, des doutes préudent

au désenchantement, Pierre Pascal demeurera en URSS jusqu'en 1933, soit un séjour d'une durée exceptionnelle de dix-sept ans et qui fait de lui le témoin privilégié des phases les plus contrastées de l'Union soviétique naissante. Communisme de guerre, NEP, succession de Lénine et avènement de la dictature stalinienne, premiers grands plans d'équipement et collectivisation de l'agriculture, Pierre Pascal a vécu de l'intérieur, pourrait-on dire, ces événements majeurs. D'abord collaborateur du Commissaire aux affaires étrangères Tchitcherine, interprète du gouvernement russe dans plusieurs conférences internationales et chargé de la rédaction d'articles en français pour la presse de l'Internationale communiste, Pierre Pascal est progressivement écarté des postes à responsabilité politique pour être employé comme archiviste à l'Institut Marx-Engels. Mais ces diverses fonctions lui ont permis de nouer de multiples relations. Il connaît tout le monde et multiplie rencontres et contacts ; il fréquente les grands, mais, observateur attentif des choses de la rue, il sait percevoir la distance qui sépare le sommet de la base, ainsi que les réticences et l'esprit critique des ouvriers face à la langue de bois de la propagande. Le plus souvent à Moscou, redevenue capitale et où se jouent les rivalités et les luttes pour le pouvoir, Pierre Pascal ne néglige pas le reste du pays ; il voyage en usant de tous les moyens de transport et bien souvent à pied ; il manifeste fréquemment sa curiosité pour le monde rural et sa sympathie pour les paysans. Son journal nous livre les clefs d'une connaissance de la Russie dans ses profondeurs : ainsi à la date de juillet 1928 de précieuses notations sur « un chef-lieu de canton » nous emmènent à Kinechma, petite ville bâtie dans l'angle de la Kinechemka et de la Volga ; une description méthodique des édifices publics, des commerces et des maisons d'habitation, des transports et des églises de la cité est complétée par de nombreuses remarques sur la vie des habitants et sur leurs relations avec les autorités. Comparaison possible avec Jules Romains qui rapporte le voyage en Russie en 1922 de politiques français, lesquels remarquent la faiblesse des réalisations communistes au regard de l'importance des constructions effectuées durant les dernières années du régime tsariste. Lorsqu'il revient en France, c'est pour amorcer une carrière universitaire de premier plan : la documentation qu'il a accumulée durant son séjour en Russie lui permet de mener à bien une thèse sur Avvakoum et le schisme de l'Église orthodoxe au XVII^e siècle. Professeur aux Langues orientales à partir de 1937, il accède à la Sorbonne en 1950 et y enseigne jusqu'en 1960, année où il prend sa retraite. Ce n'est que tardivement, à partir des années 1970, alors que la conscience et la connaissance des réalités du communisme ne sont plus l'apanage de la droite et des adversaires des systèmes socialistes que Pierre Pascal songe à publier les carnets de notes qu'il a accumulés. Du vivant de leur auteur, qui meurt en 1983, quatre volumes sont publiés, qui couvrent les dix premières années (1916-1927) du séjour en Russie. Ils ont été revus par leur auteur, qui parfois commente et explique après coup les notations consignées au jour le

jour. Le volume qui nous intéresse aujourd'hui rassemble les derniers carnets de notes tenus du 1^{er} janvier 1928 au 31 décembre 1929 ; publication posthume, il est édité au sens scientifique du terme. C'est un journal au sens propre, puisque chaque jour Pierre Pascal note soigneusement faits et réflexions. Cette fragmentation, qui facilite la lecture d'un ensemble volumineux, n'empêche pas des lignes de force de se dégager rapidement. Aujourd'hui bien oublié, Henry Bordeaux avait le sens des titres ; on songe à celui de l'un de ses romans *Les Yeux qui s'ouvrent* ; ainsi pourrait s'intituler ce nouveau volume qui nous expose la perte progressive des illusions du narrateur ; sans renoncer à ses convictions, Pierre Pascal mesure chaque jour davantage l'écart qui sépare le projet révolutionnaire de sa réalisation, dans une perspective qui confine parfois au roman d'initiation et de formation. L'arrestation de plusieurs de ses amis proches accélère cette prise de conscience. Ni anarchiste ni trotskiste, Pierre Pascal ne cache pas son aversion grandissante à l'égard d'un pouvoir que son journal montre comme une dictature contre le prolétariat et comme le royaume du mensonge généralisé. La corruption des dirigeants le révulse. Il juge sévèrement l'avisement des consciences dont le régime se repaît. Il multiplie les notations sur la misère populaire d'autant plus accusatrices qu'elles semblent seulement objectives. À ce dégoût du présent répond un intérêt passionné pour les réalités historiques et religieuses de la Russie de toujours, qui inspirent déplacements et visites, notamment d'églises, ainsi que d'innombrables croquis et « choses vues ». Une lecture cursive du journal rend sensible ce glissement progressif du militantisme vers l'étude plus approfondie d'une réalité nationale. On saura gré aux responsables de cette publication, Jacques Catteau, Sophie Coeuré (1985 L) et Julie Bouvard, d'une annotation cursive riche, concise et précise qui, éclairant le destin de chaque personnage cité ou évoqué, fournit les éléments d'un véritable *who's who* du bolchévisme au mitan de l'entre-deux-guerres.

Dans la marée des livres suscités par le centenaire de la Première Guerre mondiale, le livre de Dominique Lemaire (1968 I), *Quatre familles dans les guerres* (Le Scribel/L'Harmattan, 2014), mérite une place à part. S'il peut sembler participer de la vogue des écrits mémoriels familiaux qui s'est développée depuis plusieurs années, sa portée dépasse celle des chroniques auxquelles le genre nous a habitués. Nous avons bien affaire à une enquête généalogique : l'auteur part à la recherche de ses ancêtres proches et de ceux de son épouse et oriente ses investigations autour des conduites tenues durant les conflits survenus depuis le XIX^e siècle. La leçon la plus frappante qui s'en dégage porte sur ce que l'on pourrait appeler la continuité familiale de l'esprit de résistance ;



on voit notamment très bien comment, lors des crises les plus graves, et en particulier durant la période de l'Occupation, les comportements des individus répondent à des précédents et s'enracinent dans les traditions des familles. Une sorte de cartographie des conduites vient ainsi donner du relief à des considérations sur la guerre et la paix, telles que les ont vécues deux familles françaises.

Depuis la fin des années 1960, l'examen scolaire et universitaire des textes littéraires a passé par des phases contrastées. Les perspectives historiques ont fait place après 1968 (la « pensée 68 » fut marquée par le refus de l'histoire, pour ne pas dire par son ignorance) aux études thématiques et génériques. La traduction en français, vingt ans après sa publication aux États-Unis, de la *Théorie littéraire* de Wellek et Warren, qui fut longtemps la bible des études littéraires dans les universités américaines, passa inaperçue, mais la décennie des années 1970 devait voir proliférer les manuels fondés sur la poétique des genres et sur les regroupements de textes en thèmes. Les résultats pédagogiques n'ont pas été à la hauteur des espérances conçues par certains réformateurs. Durant les années 1990 s'est opérée une sorte de reflux vers l'histoire. Les programmes d'enseignement secondaire mis en place au début du XXI^e siècle ont fait prévaloir une éclectique synthèse avec le choix de questions esthétiques abordées dans des œuvres éclairées par leur contexte historique, mais sans que l'histoire, incarnée dans la chronologie, soit l'épine dorsale des matières étudiées. Cet éclectisme a gagné l'enseignement supérieur. On en trouve l'expression dans le *Manuel d'analyse des textes* (Armand Colin, 2014), que viennent de publier Romain Lancrey-Javal (1978 l), Jacques et Maryse Vassevière, ainsi que Luc Vigier. Destiné en principe aux élèves des classes préparatoires et aux étudiants en lettres, l'ouvrage se lit agréablement et contribuera utilement au recyclage des maîtres. Et à l'édification du lecteur « honnête homme ». Après un chapitre initial consacré à l'histoire littéraire qui expose la succession des écoles et des tendances et un chapitre intitulé « La lecture plurielle » qui pose la question des genres dans sa généralité, le roman, la poésie, le théâtre et l'essai sont étudiés dans leurs dimensions historiques et esthétiques. Toutes les notions propres à être utilisées dans les explications de textes et dans les travaux universitaires consacrées à l'élucidation des œuvres littéraires sont méthodiquement passées en revue, à commencer par celles qui procèdent des progrès de la linguistique ; elles font généralement l'objet de mises au point claires et illustrées d'exemples adéquats. Les figures de style, les fonctions des personnages traités en forces agissantes (le fameux « modèle actanciel »), les questions de focalisation sont mises à la portée des débutants. Mais peut-on clarifier des notions mal élaborées par ceux qui les ont lancées sur le marché de la critique ? C'est le cas des isotopies, dont on cherchera en vain la valeur ajoutée par rapport à l'idée d'éléments récurrents, déjà bien contournée. Le langage de la critique universitaire reste pollué de néologismes prétentieux et qui, expliquant par la

présence d'une vertu dormitive la manière dont l'opium peut faciliter la plongée dans le sommeil, trop souvent, dispensent de la recherche d'une interprétation appropriée. Tels ces champs lexicaux, dont le labourage affadit tant d'explications de textes. Un manuel doit faire la part des choses et ne peut écarter l'élucidation de termes contestables, dès lors que leur usage se répand, fût-ce à tort. Ce livre le fait très correctement. La qualité de son contenu devrait lui assurer une carrière durable et prolongée.

À l'origine, il y eut le retentissement mondial du *Nom de la rose* d'Umberto Eco, que devait suivre le non moins triomphal succès du *Da Vinci code* de Dan Brown, pour ne pas parler du superbe *Club Dumas* d'Arturo Pérez-Reverte (adapté à l'écran par Roman Polanski sous le titre *La Neuvième porte*). Ces succès ont multiplié les vocations d'auteurs tentés par la combinaison du roman policier avec les nourritures spirituelles d'un ésotérisme puisant son inspiration dans les traditions les plus diverses. Le dernier roman d'Éliette Abecassis (1989 L) *Le Palimpseste d'Archimède* (Albin Michel, 2013) exploite ce filon, avec l'adjonction d'une composante supplémentaire, celle du roman de campus que les Anglo-Saxons pratiquent plus volontiers que les romanciers continentaux. Tout commence par l'assassinat d'un éminent mathématicien, retrouvé égorgé et éviscéré, au pied de l'obélisque de la place de la Concorde. Ce savant était propriétaire d'un mystérieux codex, qui va être racheté lors d'une vente aux enchères par un non moins mystérieux acquéreur. Il s'avère que ce codex est un palimpseste : sous un texte en latin apparaît un texte grec, écrit par Archimède et qui révélerait le secret du monde, la formule de l'univers contenue dans les décimales infinies du nombre Pi. Puis ne tarde pas à être tué un second mathématicien, dont on retrouve le cadavre, également éviscéré, dans le sous-sol d'une galerie marchande des Champs-Élysées. Deux autres assassinats, suivront, avec, à chaque reprise, des cadavres mutilés de façon analogue et déposés dans des lieux pouvant, par leur situation ou par leur matérialité, être dotés d'une signification symbolique. Ces meurtres font l'objet d'annonces sur un compte twitter. À l'enquête des services de police, diligentée par le commissaire Masquelier, s'ajoutent les investigations d'un professeur de philosophie, Elsa Maarek, auteur d'une thèse sur les rites sacrificiels dans l'Antiquité, secondée par son étudiant et disciple, Joachim Ravaisson (le roman est écrit par une agrégée de philosophie !), narrateur dont le lecteur partage les interrogations et les découvertes. La relation complexe entre ces deux derniers personnages prolonge le rapport du maître à l'élève établi par les philosophes de la Grèce antique au principe de la découverte, de l'appropriation et de la transmission du savoir. Tout naturellement les soupçons se portent successivement sur chacun des protagonistes, y compris (ô mânes d'Agatha Christie !) sur



le narrateur. À l'instar d'un grand magasin qui fit de cette ressource infinie le thème de campagnes publicitaires, on trouve tout dans ce roman, des mystères d'Éleusis au déroulement d'une autopsie, au traitement de parchemins fragiles par les laboratoires de la Bibliothèque nationale de France et au fonctionnement des réseaux sociaux, dont les vertus de communication matérialiseraient dans l'univers d'aujourd'hui des thèmes unitaires de la philosophie antique. De brefs exposés transforment à certains moments l'enquête en voyage à travers l'histoire des philosophies et des religions ; la philosophie grecque est représentée largement, de Pythagore à Platon et à Plotin, avant que le culte d'Isis ne se taille, si l'on peut dire, la part du lion, face à la Cabbale juive et au christianisme des Jésuites. Le lecteur se déplace dans l'espace et dans le temps : il participe à un épisode des Croisades avec l'histoire de Cosmas qui sauve au XIII^e siècle le manuscrit d'Archimède en le confiant aux moines de Saint-Sabas, couvent situé dans le désert de Judée et que Joachim visite brièvement et dangereusement. Il assiste à la mort d'Archimède et parcourt les galeries de la bibliothèque d'Alexandrie aux 500 000 volumes, incarnation du savoir absolu, rendue présente à Joachim dans une sorte de rêve initiatique. Il est instruit des liens qui unissent les mathématiques à la métaphysique par le nombre Pi, aux décimales innombrables, qui contiendrait la totalité des projets et des actions de chaque individu. Le narrateur est-il vraiment le personnage central du récit ? Le véritable héros du livre, c'est l'École, c'est la rue d'Ulm, où se déroule une grande part de l'action, et dont le directeur joue, dans l'intrigue du roman, un rôle non négligeable. Durant quasiment toute l'enquête, le lecteur vit à l'École ; en différents moments, il se trouve convié à une visite guidée (que n'épargnent pas quelques inexactitudes, comme celle qui fait de l'annexe située rue d'Ulm en face du bâtiment principal, un édifice des années 1950, ce qui est la vieillir de vingt ans). Symbole de la coexistence des littéraires et des scientifiques, qui innerve l'intrigue, l'École est omniprésente, avec la description de son vocabulaire, de ses rites, de son folklore, et d'un groupe tala manipulé par les Jésuites. On sent cette description prête à figurer dans une nouvelle édition de l'anthologie d'Alain Peyrefitte. D'autres débouchés peuvent attendre ce livre, assurément utilisable dans des enseignements d'écriture créative pour analyser les techniques de fragmentation du récit en brefs chapitres et d'apparition progressive des personnages et des éléments documentaires (qui semblent parfois directement importés de Wikipédia). On portera au crédit de l'auteur un professionnalisme dont témoignent le sens du rythme, l'art de tenir le lecteur en haleine et l'aptitude à distiller progressivement des informations, s'agissant notamment des références philosophiques et religieuses, introduites au fur et à mesure du récit et en évitant un didactisme trop pesant. On imagine aussi, et fort aisément, l'adaptation cinématographique d'un tel roman, écrit sans doute avec l'ambition de le voir porté à l'écran.



L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a organisé en 2011 un colloque pour célébrer Jacqueline de Romilly. Les actes viennent d'en être publiés dans un volume intitulé *Hommage à Jacqueline de Romilly. L'empreinte de son œuvre* (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 2014). Le sous-titre est bien choisi car les contributions présentées au colloque correspondent effectivement à des prolongements des aspects de l'œuvre de la grande helléniste. Rien d'étonnant à ce que cet hommage ait été très largement un hommage normalien, tant ont été profonds les liens qui unissaient Jacqueline de Romilly à l'École, dont elle fut une gloire, et comme élève et comme inspiratrice de bien des recherches sur la Grèce. Après un brillant portrait de Jacqueline de Romilly dû à Marc Fumaroli, le colloque s'est ouvert par une suggestive communication de Gilbert Dagron (1953 l) analysant au prisme de Byzance la « romanité » de l'hellénisme. Dans une synthèse non moins saisissante, Olivier Picard (1960 l) montre l'apport de la numismatique à l'intelligence de la politique de la Grèce antique, en faisant ressortir les marques distinctives des cités sur les pièces de monnaie en circulation jusqu'à l'époque hellénistique. Dominique Arnould (1970 L) enrichit les recherches sur la « paidéia » de l'explication de plusieurs textes classiques relatifs aux modalités d'acquisition et de transmission des savoirs. Dominique Mulliez (1974 l) traite un sujet apparemment moins proche des thèmes chers à Jacqueline de Romilly en nous éclairant sur les aspects concrets de la publication et de la conservation des actes juridiques. Une contribution particulièrement suggestive de Laurent Pernot (1973 l) éclaire, dans un survol portant sur près d'un millénaire, l'expression des « mystères de la rhétorique » qui suppose une comparaison entre l'apprentissage de cette technique avec l'initiation aux mystères. Cette association du secret au discours public a quelque chose de paradoxal. Son examen historique montre notamment la manière dont un art de la parole, conçu dans le cadre d'une démocratie naissante a survécu aux conditions de sa naissance pour s'adapter à d'autres régimes en s'identifiant à la culture littéraire et en se plaçant au principe de l'éducation libérale. Sylvain Perrot (2003 A/l) explore l'inscription des sons et de la musique dans l'évocation des paysages que l'on peut trouver chez les poètes grecs ; c'est là un domaine mal connu, et sur lequel manquent encore des synthèses, à propos de la Grèce en tout cas. Paul Demont (1969 l) se place dans le prolongement des travaux de Jacqueline de Romilly sur la démocratie antique en rassemblant, pour les commenter de façon lumineuse, les textes de Platon sur le tirage au sort et en dégageant la légitimité, parfois surprenante à nos yeux, de ces procédures, dont nous méconnaissons la portée religieuse. Remarquons aussi la communication de l'un de nos jeunes camarades Aurélien Pulice (2008 A/l) qui part de la figure de Brasidas pour poser et traiter, avec l'ampleur et la sagacité nécessaires, la question des rapports entre Homère et Thucydide, deux auteurs au cœur des recherches de Jacqueline de Romilly. Le rayonnement de Jacqueline de Romilly tenait largement à sa capacité de dépasser l'étude philologique des textes

pour en dégager cette portée permanente qui donne à l'humanisme sa valeur et sa dignité, mais elle savait étayer les envolées les plus suggestives sur des observations très précises de la substance même des mots d'un texte. Cette importance du vocabulaire apparut avec force dans sa grande étude sur la douceur dans la pensée grecque. On trouvera des traces de cette constante préoccupation dans plusieurs communications présentées au colloque. Le grand philologue qu'est Charles de Lamberterie (1965 I) associe à l'étude morphologique l'examen de l'évolution sémantique pour donner à l'examen du terme signifiant « heureux, content », une portée insoupçonnée. Disciple, s'il en fût de Jacqueline de Romilly, Monique Trédé (1963 L) donne un prolongement suggestif aux recherches sur l'idée de « kairós », de « moment opportun » qui ont fait sa notoriété et qui nous introduisent à cette intersection du divin et de l'humain si essentielle à l'humanisme grec. Quant à l'étude de Christine Mauduit (1982 L) sur la composition de l'*Hippolyte couronné* d'Euripide, elle apporte une passionnante contribution à l'histoire du mythe de Phèdre en éclairant une étape souvent méconnue, et là encore dans le sillage des travaux de Jacqueline de Romilly qui avait su donner à l'étude des tragiques grecs un singulier retentissement.

La Jeune Femme du chaudron (Les 3 colonnes, 2014) est signé d'André Cristofari-David. Un seul auteur ? C'est en fait le roman d'amour du couple formé par André Cristofari et Marguerite David (1941 L). Ce roman est constitué des lettres échangées de 1951 à 1958 (et accessoirement de quelques lettres ultérieures) par les deux époux, les lettres les plus nombreuses étant dues à la plume de notre camarade sévrienne disparue en 2008. De Marguerite David, professeur au Canada, André Cristofari, est tombé amoureux à la seule vue de photographies ; celles-ci lui ont été montrées par la mère de Marguerite, à qui il a servi occasionnellement de chauffeur. Il vit dans l'attente impatiente du retour en France de la déjà bien-aimée, qui va se voir proposer un poste au lycée Longchamp de Marseille, où elle fera le reste de sa carrière. La rencontre effective confirme le coup de foudre. Mais le jeune homme est appelé sous les drapeaux et la guerre d'Algérie succédant à la guerre d'Indochine il devra, en tant que sursitaire, servir le temps de la classe avec laquelle il a été incorporé ; les futurs époux seront séparés trois années durant. Les familles sont réticentes, car elle est plus âgée que lui et l'époque n'admet guère ce type de différence d'âge. L'attrait du fruit défendu n'est pas toujours absent de la relation qui s'est instaurée. Interrompues par des rencontres fugitives, ces années de séparation verront l'amour des deux jeunes gens croître et se fortifier. Pendant ces trois années, Marguerite, nommée dans cette correspondance Peggy, écrira une à deux lettres chaque jour de séparation à Babe, diminutif d'André.



Cette fécondité épistolaire forme la matière de ce livre. Elle révèle un indéniable talent, qu'on n'ose qualifier de littéraire, l'emploi de cet adjectif risquant d'introduire des résonances d'apprêt et d'artifice là où il y a d'abord et surtout effusion spontanée. Indépendamment de la relation des événements, on admirera l'art, si l'on peut au moins risquer ce terme, avec lequel la rédactrice des lettres sait varier les tons et associer aux faits de la vie quotidienne l'expression de sentiments très forts qui atteint tout naturellement le lyrisme. Des anecdotes familières alternent harmonieusement avec des interrogations spirituelles d'une indéniable profondeur. On craindrait de dévaloriser le livre en le recommandant à des amants en mal d'écriture, mais l'auteur de la présente recension, qui, durant son service militaire, avait été amené à prêter sa plume à des camarades de chambrée embarrassés pour confier leurs tendres sentiments à une correspondante restée au loin, aurait aimé disposer de matériaux aussi riches pour nourrir une inspiration trop souvent défaillante. On sait que, dans la langue de notre école, le terme de « sévrien » a fait jadis l'objet d'un usage péjoratif pour désigner des élèves tombés sous la coupe d'une camarade de l'ENSJF. La noblesse et l'élévation que montre cette correspondance suffiraient à faire justice d'un tel emploi.

La Bibliothèque de la Pléiade vient de s'enrichir d'un bijou que nous devons à Alain Morvan (1965 l), *Frankenstein et autres romans gothiques* (NRF, 2014). Rendu à ses « chères études », l'ancien recteur de l'académie de Lyon, dont on n'a pas oublié les courageux engagements contre le négationnisme et pour la défense de la laïcité, n'a pas chômé. Cette « Pléiade » est à la fois une édition de premier ordre et une excellente synthèse des multiples travaux qui, depuis plusieurs années, ont contribué à défricher un terrain longtemps laissé en jachère par les chercheurs. Entre 1764, année qui voit la publication du *Château d'Otrante* et 1818, quand paraît le *Frankenstein*, le roman gothique constitue l'une des lignes de crête de la littérature anglaise, qui, plus tard, va continuer d'irradier le genre romanesque, notamment chez les sœurs Brontë et chez Dickens. Au-delà d'une mode ou d'une école, le roman gothique est une forme d'expression essentielle au préromantisme et au romantisme, et dont les prolongements nourriront le développement de la littérature fantastique. Sa pérennité tient à ce qu'il explore un sentiment essentiel au vivant, la peur. Ancré dans la sensibilité britannique (Alain Morvan rappelle à bon droit les origines shakespeariennes du genre), le roman gothique va se développer sur un fond de curiosité pour la littérature et les civilisations primitives et sur de nouvelles interrogations concernant la mort et l'au-delà. La promotion du sublime comme valeur esthétique primordiale s'inscrit dans le cadre de cette nouvelle sensibilité, qui parcourt l'Europe de la seconde moitié du XVIII^e siècle. La noirceur et la scélérate



de la plupart des personnages, la complexité des relations entre victimes et bourreaux, la capture et l'enfermement des premiers par les seconds, souvent dans des châteaux hantés, la place des déviances, l'importance de moments propices à l'angoisse, au crépuscule ou dans la nuit, les figures privilégiées du macabre, à commencer par les squelettes, la fréquence du thème du double, voilà les principaux ingrédients constitutifs d'une atmosphère et d'une poétique du roman gothique. La préface d'Alain Morvan en montre la cohérence avant d'en examiner la postérité après 1830. Pour chacun des cinq romans retenus et traduits une notice évoque très classiquement la personnalité de l'auteur, les circonstances de la publication avant d'examiner les aspects proprement littéraires du récit. Alain Morvan tient à bon droit *Le Château d'Otrante* d'Horace Walpole pour la matrice du roman gothique. Manfred, seigneur d'Otrante, vit dans le cauchemar d'une prophétie qui annonce les conditions dans lesquelles, descendant d'un usurpateur, il sera dépossédé de son pouvoir et de son château médiéval à souhait et personnage central du roman ; leur réalisation progressive le conduira à se retirer dans un monastère. *Vathek*, de William Beckford, se présente à l'origine comme un « conte arabe », dans le genre pratiqué par Voltaire ; mais l'exotisme géographique passe au second plan dès que le protagoniste, dans sa recherche de la toute-puissance, est admis dans le palais souterrain de l'esprit du mal ; ce ne sont plus alors que phénomènes surnaturels et visions horribles jusqu'à la condamnation la plus terrible qui soit, la perte de l'espérance ; comme le note justement Alain Morvan, ici, tout « est excessif et superlatif ». *Le Moine*, de Matthew Gregory Lewis, rapporte les frasques et les débauches du prieur des Capucins de Madrid, qui, tentant d'échapper à la condamnation à mort par un pacte avec le diable, se trouvera précipité du haut des airs ; des interludes poétiques enrichissent de sortilèges le « climat général de mystère médiéval et de peur morbide », qu'Alain Morvan rattache à une esthétique « morbide, crépusculaire et funéraire » expliquant ainsi l'intérêt d'Artaud pour ce texte. *L'Italien*, d'Ann Radcliffe, relate l'histoire d'une jeune fille persécutée par sa famille qui veut lui imposer un mariage, dans une vertigineuse accumulation de péripéties, mettant en œuvre toutes les ressources du mélodrame, reconnaissance d'enfant, poignards empoisonnés, geôles de l'Inquisition ; la figure du scélérat persécuteur est ici moins stéréotypée, plus complexe que dans la plupart des romans du temps ; sa grandeur démoniaque fait pressentir le byronisme. *Frankenstein*, de Mary Shelley, raconte, on le sait, l'histoire d'un savant qui construit un être humain à partir de parties de différents corps provenant de cimetières et de chambres mortuaires ; les souffrances et la révolte du monstre contre son créateur forment la matière d'un roman, dont Alain Morvan dégage une originalité à chercher aussi dans la tension entre fond et forme : l'équilibre de la construction du récit « fait ressortir par contraste la hideur » du monstre. De solides analyses rétablissent ainsi le roman dans sa grandeur de mythe prométhéen du romantisme, par-delà les



affadissements du scientisme et de certaines adaptations cinématographiques. On saluera la pertinence et la sobriété, la juste mesure d'une annotation mise au service de la lecture. Ces qualités offrent un heureux contraste avec les lourdeurs de trop nombreux volumes de la prestigieuse collection, surchargés d'une importune philologie qui détourne plus qu'elle n'attire. On admirera la fluidité et l'élégance d'une traduction (dont on se demande parfois si elle n'améliore pas la qualité littéraire des textes originaux) qui réintègre dans l'éminente catégorie des chefs-d'œuvre de la littérature universelle une série de romans jusqu'à présent trop souvent enfermés dans la marginalité d'une infraculture.



VOYAGER DANS LE TEMPS. LA PHYSIQUE MODERNE ET LA TEMPORALITÉ

Marc Lachièze-Rey (Le Seuil, 2013)

Marc Lachièze-Rey est un ancien élève (1969 s), qui travaille au CEA comme physicien théoricien. Il s'intéresse aux rapports de cette discipline avec les mathématiques, la théorie de l'information et la philosophie. Il a publié plusieurs ouvrages d'introduction à la cosmologie, la physique des particules et l'astrophysique pour des lecteurs cultivés. Il a fait des conférences sur le boson de Higgs et la matière noire, dans le cadre du Club des normaliens dans l'entreprise.



Dans *Voyager dans le temps*, il s'attaque à l'idée séduisante de voyage temporel que nous propose la littérature de science-fiction, mais qui se heurte bien vite à des contradictions : si l'on pouvait voyager dans le passé, ne pourrait-on pas rencontrer son grand-père et le tuer, ce qui nous empêcherait d'exister ?

En analysant la notion de temps à la lumière des acquis de la science moderne, ne peut-on pas évaluer la possibilité effective d'un voyage dans le temps ? La perception immédiate par nos sens de notre environnement conduit à le décrire comme un espace anisotrope composé d'un espace horizontal à deux dimensions et d'une verticale soumise à la gravité ; cette distinction se retrouve encore dans l'aviation, où l'on mesure les distances parcourues en kilomètres et les altitudes en pieds.

Newton a créé la physique moderne en rupture avec le modèle anisotrope ancien en introduisant un espace euclidien isotrope à trois dimensions et un temps absolu ; la gravité (qui conduisait à distinguer la verticale) y est une force comme une autre.

Cependant, on a découvert que la vitesse c de la lumière ($c=300\,000\text{ km/s}$) n'obéit pas à la loi de composition des vitesses, valable dans le modèle de Newton ; c'est une vitesse limite, invariante en toutes circonstances. Ceci a conduit Einstein à énoncer la théorie de la relativité qui décrit la réalité spatio-temporelle à l'aide d'un espace isotrope à quatre dimensions où le temps intervient à côté des coordonnées spatiales, mais où les quatre dimensions jouent toutes le même rôle.



Dans cet espace, les objets décrivent une « trajectoire de vie » (appelée aussi « ligne d'univers ») qui les caractérise. Ces trajectoires sont de trois types : les lignes du genre temps (celles des objets massifs), les lignes du genre lumière (celle des objets sans masse, tels les photons de lumière) et les lignes du genre espace (celles d'objets hypothétiques se déplaçant plus vite que la lumière – jamais observés).

En relativité, il est impossible de définir la simultanéité de deux événements, l'un sur la ligne de vie d'un observateur A, et l'autre sur la ligne de vie d'un autre observateur B : en effet, comme ils sont séparés dans le quadri-espace, tout signal de synchronisation mettra un certain temps pour aller de l'un à l'autre, au plus vite à la vitesse de la lumière. Cependant, une synchronisation approximative est possible, si les lignes de vie sont proches et les mesures pas trop précises. On définit ainsi un « temps universel » valable sur Terre pour la vie de tous les jours. Mais si les mesures sont très précises, cela pose un problème, par exemple entre les satellites utilisés par le GPS, si on veut une bonne localisation.

La notion de temps absolu disparaît ainsi, puisqu'il est impossible à définir, comme le temps commun à tous les événements simultanés de la mécanique de Newton : chaque objet, chaque observateur possède un temps propre qu'il peut mesurer le long de sa ligne de vie, mais il ne peut pas le communiquer à d'autres observateurs, sauf à ceux qui sont très proches. Les notions même de temps et de chronologie absolus s'estompent, même s'il subsiste une notion de causalité (qui, dans la vie de tous les jours, semble liée à la chronologie). L'espace s'efface aussi : « Il est plus naturel de se représenter la réalité physique comme un être à quatre dimensions au lieu de se la représenter, comme on l'a fait jusqu'à présent, comme le devenir d'un être à trois dimensions. » (A. Einstein).

La différence entre relativité restreinte (énoncée en 1905) et relativité générale (1916) tient à la nature – plane ou courbe – de l'espace : la courbure est un effet de la gravitation, les objets massifs créant des champs gravitationnels qui déforment l'espace. En relativité restreinte, les lignes d'univers des objets en mouvement libre sont des droites dans un espace de Minkovski « plat » ; en relativité générale, ce sont des courbes « géodésiques » dans un espace courbe, un peu comme les géodésiques sur le globe terrestre, qui sont des portions de grands cercles qui permettent de trouver le plus court chemin entre deux points à la surface de la Terre.

En mécanique classique, la causalité est liée à la chronologie, ce qui rend impossible le voyage dans le passé. En relativité, la perte de la chronologie absolue n'entraîne pas celle de la causalité : un lien de causalité peut exister entre deux événements s'il existe une ligne de vie qui les relie et qui se trouve à l'intérieur d'un « cône de causalité », limité par des lignes de vie de genre lumière (ces lignes de vie sont des droites en relativité restreinte ; en relativité générale ce sont des géodésiques courbes et le cône de causalité est déformé). Mais s'il n'existe pas de telle ligne de vie, il ne peut y avoir de relation de causalité.

Le présent, dans l'espace-temps de Newton, est une tranche d'espace à trois dimensions à un instant donné, à la limite du passé et du futur. La notion de temps disparaît en relativité, et la notion de présent disparaît. À défaut de chronologie absolue, on peut définir des fonctions temporelles, tel le « temps cosmique » qui est le maximum de toutes les durées propres des courbes du genre temps entre deux évènements : ainsi « l'âge de l'Univers » est de 13,7 milliards d'années, ce qui est le temps cosmique depuis l'évènement le plus reculé dont la physique sait dire quelque chose, celui qui a marqué le début de son expansion, et maintenant.

Rien n'interdit des voyages temporels dans l'espace-temps de la relativité ; le plus célèbre est celui des jumeaux de Langevin : celui qui part en fusée pour un voyage spatial où il est accéléré, retrouve l'autre resté à terre à son retour, beaucoup plus vieux que lui. En effet, plus on va vite, plus on se rapproche de la vitesse de la lumière, plus le temps propre s'écoule lentement (sur une ligne de vie du type lumière, celle d'une particule sans masse qui se déplace à la vitesse de la lumière, le temps ne s'écoule plus du tout). Rien n'interdit non plus l'existence de « trous de vers », sortes de tunnels court-circuitant des parties éloignées de l'espace-temps, autorisant des boucles spatio-temporelles. Le grand logicien Gödel a montré, dès 1949, la possibilité théorique de tels voyages. Mais les accélérations et les vitesses à atteindre rendent ces voyages inaccessibles à notre expérience humaine.

Cet ouvrage très intéressant s'adresse naturellement aux scientifiques, à qui il expose la théorie de la relativité, sans concessions, de manière claire, avec des mots simples et sans formules. Mais il s'adresse aussi à un public éclairé, que les problèmes de causalité, de voyage temporel, de temps cyclique avec éternel retour, de déterminisme et de libre-arbitre intéressent. Ils y trouveront matière à réflexion, sur des bases scientifiques solides.

W. Mercoureff (1954 s)

AU CŒUR DES ATOMES FROIDS. L'AVENTURE DE L'IFRAF

*Photographies de Jean-François Dars, textes d'Anne Papillaut
Avec le concours de Michèle Leduc et Bruno Laburthe-Tolra
Préface de Claude Cohen-Tannoudji (Rue d'Ulm, 144 pages)*

L'histoire est née à l'École normale supérieure rue Lhomond, au laboratoire Kastler-Brossel qui ne portait pas encore ce nom. Après les pionniers dont les travaux ont conduit aux lasers, les descendants y apprennent à les utiliser pour immobiliser des atomes,





stopper leurs mouvements désordonnés d'agitation thermique, les « refroidir ». Leur température est voisine du zéro absolu, $-273,15$ ° Celsius. Ils approchent ainsi leurs propriétés paradoxales ultimes, prévues par la mécanique quantique. Ces propriétés ont donné naissance à des « expériences de pensée » dont la plus connue est celle du « chat de Schrödinger ». Les « atomes froids » permettent aujourd'hui aux physiciens de les réaliser, comme dans cette expérience d'un photon unique – un grain élémentaire de lumière – qui a pu vivre enfermé dans une cavité jusqu'à une demi-seconde et que l'on a baptisé Mathusalem ! Coincer les atomes dans des cavités, les faire rebondir, s'entrechoquer comme au billard, les trier objet par objet ou les regrouper en nuages. Ce qui n'était au départ qu'un rêve, puis une prouesse est tout naturellement devenu un outil.

Une communauté de scientifiques s'est constituée en 2005 en Région Île-de-France sous le nom « d'Institut francilien de recherche sur les atomes froids » (IFRAF). Le cœur de cet ensemble est, assurément, le laboratoire Kastler-Brossel du département de Physique de l'ENS, créé par ces deux grands savants qui ont formé de très nombreux physiciens dont les deux prix Nobel Claude Cohen-Tannoudji et Serge Haroche, mais bien d'autres aussi aujourd'hui à Paris, Orsay ou à Bordeaux. D'autres laboratoires en France travaillant sur le même thème des atomes froids se sont, depuis, associés à l'IFRAF.

Les éditions Rue d'Ulm publient un livre de très belles photos, illustrant *l'aventure de l'IFRAF*. C'est un livre de souvenirs, avec des « instantanés » en noir et blanc. Les légendes sont peut-être un peu ésotériques pour les non-scientifiques, mais ils verront en situation les acteurs de dix-sept laboratoires du domaine des atomes froids : des machines et des hommes... et des femmes. Les non-physiciens découvriront la recherche expérimentale dans un fatras de câbles, de lentilles, de bancs à vide... et de tableaux noirs.

Les lecteurs curieux seront conquis par l'atmosphère studieuse et passionnée qui se dégage de ces pages. Si vous n'avez pas eu la chance de vous promener dans ces laboratoires, faites connaissance dans ce beau livre avec les jeunes physiciens et physiciennes qui vous feront partager leur passion.

W. Mercouroff (1954 s) et Étienne Guyon (1955 s)



Cris – Errances – Mauvaises herbes
Nouvelle édition à paraître mi-février 2015
www.presses.ens.fr

« Chez Lu Xun, le pessimisme radical de la pensée se conjugue avec l'optimisme de la volonté. Le désespoir est la seule certitude raisonnable : l'absence d'espoir ne saurait toutefois justifier l'inaction. Il faut donc marcher. »

Simon Leys

LES ÉDITIONS RUE D'ULM

Lucie Marignac (1983 L)



Simon Leys († août 2014) *in memoriam*

« Il faut avoir l'esprit dur et le cœur tendre.

Mais le monde est plein de cœurs secs à l'esprit mou. » (J. Maritain)

Ryckmans avait l'esprit dur, le cœur tendre et la plume aiguisée.

Il nous manque.

Un événement, un livre

Cet automne, trois « beaux livres » pour saluer trois événements – ainsi que quelques autres. Un ouvrage de traduction et sur la traduction dirigé par Barbara Cassin célèbre le 10^e anniversaire de son magistral *Vocabulaire européen des philosophies*. Un riche ensemble de textes de Kostas Axelos et d'études sur son œuvre vient accompagner le don des archives du philosophe à la Bibliothèque de l'École. Un livre illustré sur les atomes froids et l'IFRAF coïncide avec l'inauguration des nouvelles salles de physique du Collège de France.

9 livres sont parus au cours des six derniers mois. Outre les deux périodiques annuels (*Lalies* et le *BIP*), le lecteur pourra découvrir au format papier et numérique des ouvrages d'histoire, de philosophie, d'anthropologie et d'économie, sans oublier les « sciences durables » ni la physique.

Livre culte pour les historiens et tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Russie, le Journal de Pierre Pascal constitue un témoignage exceptionnel sur l'expérience soviétique, vécue de l'intérieur. Entré major à l'École, agrégé de lettres, Pierre Pascal arrive en Russie en 1916. Il y restera jusqu'en 1933, après avoir fait le choix, malgré sa foi chrétienne et la réprobation de la France, d'« entrer en communisme ». Beau-frère de Victor Serge, ami de Boris Souvarine, il devient collaborateur de l'Internationale communiste et du commissariat du peuple aux Affaires étrangères, ainsi que le traducteur de Lénine. À son retour en France, il s'affirme comme le maître des études

slaves, traduisant les grandes œuvres de la littérature russe, veillant discrètement à la publication de Pasternak et Soljenitsyne, et s'engageant dans un demi-siècle de combats antitotalitaires, jusqu'à sa mort en 1983. Le *Journal de Russie 1928-1929* est un document rare sur les premières années du stalinisme, qui s'attache à dénoncer le mensonge permanent du régime. Document exceptionnel pour comprendre l'Union soviétique, il aborde les thèmes de l'engagement politique et des rapports entre orthodoxie et catholicisme ; il décrit également la vie quotidienne à Moscou dans les années 1920. Témoignant des premières fissures dans la foi de Pierre Pascal en l'idéologie communiste, cette « chronique d'une Révolution dénaturée » livre un réquisitoire contre le pouvoir stalinien et ses dérives totalitaires. Son édition a été préparée par Jacques Catteau, élève et ami de Pascal, avec la collaboration de Sophie Cœuré (1985 L) et Julie Bouvard. [En coédition avec les éditions Noir sur Blanc, format 15 × 23, 774 pages, 30 €]



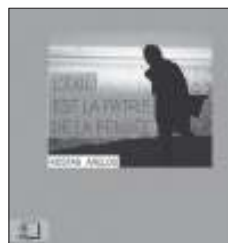
Sous la direction de Barbara Cassin, spécialiste de philosophie ancienne (CNRS-Labex TransferS), le volume *Philosopher en langues*, délibérément multilingue, est un ouvrage de traduction et sur la traduction. Il poursuit le geste du *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles* publié il y a 10 ans (Le Seuil-Le Robert) et constitue un manifeste à la fois philosophique et politique pour la diversité des langues. La traduction, comme savoir-faire avec les différences, devient visiblement l'un des meilleurs paradigmes, sans doute aujourd'hui le plus fécond, pour les sciences humaines.



Avec les contributions des maîtres d'œuvres des éditions-traductions-adaptations étrangères du Dictionnaire : Constantin Sigov, pour la version ukrainienne ; Ali Benmakhlouf, pour la version en arabe ; Emily Apter, pour la version anglo-américaine ; Anca Vasiliu, pour la version roumaine ; Fernando Santoro, pour la version portugaise (Brésil) ; Adi Ophir, pour la version en hébreu ; Rossella Saetta Cottone, pour la version italienne. Et de : Assaf Tamari, Judith Butler, Alexander Baumgarten et Oleksiy Panych. [Coll. « Études de littérature ancienne » n° 23, format 16 × 24, 224 pages, 19 €]

Philosophe d'origine grecque, penseur majeur de la seconde moitié du xx^e siècle, Kostas Axelos (1924-2010) n'a jamais cessé d'interroger son époque. Traducteur et « passeur », en France, de Heidegger et de Lukács, interprète de la pensée d'Héraclite et de Marx, il fonde et dirige la collection « Arguments » aux Éditions de

Minuit (1960-2005), qui prend la suite de la revue du même nom. À travers une vingtaine de livres et d'innombrables articles et conférences, son œuvre, dominée par les concepts de monde, d'errance et de jeu, veut « faire signe vers une pensée future ». *L'Exil est la patrie de la pensée* regroupe un ensemble de textes inédits ou introuvables d'Axelos.



Prolongeant ses derniers livres (*Réponses énigmatiques*, Minuit, 2005 ; *En quête de l'impensé*, Encre marine, 2012, posthume), il relit sous le signe de l'exil la vie et l'œuvre du philosophe, éclairant d'un jour nouveau une pensée singulière. On trouvera également dans ce recueil des contributions philosophiques majeures sur Axelos (P. Fougeyrollas, F. Dastur, S. Jollivet, L. Couloubaritsis), ainsi que de nombreux témoignages, dessins et photographies. Textes réunis par Servanne Jollivet (ENS-Lyon, 1998) et Katherina Daskalaki. [Hors-collection, format 19 × 20, 204 pages, 20 illustrations noir & blanc, 22 €]

Comment sont fabriqués les corps humains ? Comment sont-ils imprégnés de culture ? Le sport, où des nations différentes entrent en compétition dans le cadre de règles communes, permet de réfléchir à ces questions. Connu pour la rudesse et l'agilité de ses joueurs, ainsi que pour ses danses chantées avant les matchs, le rugby du Pacifique rend curieux les amateurs du monde entier. À la croisée des sciences sociales et des sciences du vivant, ce livre s'intéresse au cas de l'État indépendant de Samoa. Qu'est-ce qui fonde la spécificité et la force de ce rugby, capable de rivaliser avec les meilleures équipes ? Des écoles jusqu'aux compétitions internationales, Julien Clément (1999 I), docteur en anthropologie, analyse dans *Cultures physiques. Le rugby de Samoa* la socialisation des joueurs et l'assemblage original entre les institutions sportives et l'organisation des villages, dirigés par des chefs, qui la produit. Il étudie comment les garçons, les adolescents et les jeunes hommes apprennent le rugby, dans les entraînements (avec les méthodes d'origine néo-zélandaise promues internationalement) mais aussi dans une sociabilité villageoise masculine. Cet ensemble élabore un jeu et des techniques du corps spécifiques, que l'on voit se déployer pendant les rencontres et qui sont ici détaillées avec des perspectives empruntées aux sciences cognitives. Préface d'Alain Berthoz, professeur honoraire au Collège de France (chaire de Physiologie de la perception et de l'action). [Collection « Sciences sociales », format 15 × 21, 248 pages, 14 pl. couleur, 23 €]



Dans la « collection du Cepremap », *Bien ou mal payés ?* étudie comment les travailleurs du public et du privé jugent leurs salaires. Le salaire est une composante essentielle du niveau de vie. Son montant présente pour l'immense majorité des travailleurs un enjeu considérable. Comment les différents salariés perçoivent-ils à la fois le salaire qu'ils touchent et les écarts qui le séparent de celui des autres ? Portant sur les modalités subjectives de la perception des salaires ainsi que sur les critères de justice auxquels se réfèrent les individus pour évaluer leur montant, les deux grandes enquêtes dont est issu cet ouvrage mettent au jour les relations que les travailleurs entretiennent avec leur salaire ainsi que le sens qu'ils attribuent à leur rémunération. Un même questionnaire, l'enquête « SalSa » (« les salaires vus par les salariés »), a été administré à un échantillon de salariés des entreprises, privées et publiques, d'un côté, et à un échantillon de salariés de la fonction publique de l'autre. Il ressort de ces enquêtes que, du point de vue des salariés, le salaire ne se réduit jamais à une simple somme d'argent destinée à satisfaire des besoins. C'est aussi une façon de mesurer la valeur du travail accompli, sa reconnaissance par la société et donc la valeur de la personne elle-même, en soi mais aussi en relation avec les autres. C'est pourquoi la façon dont les individus connaissent, appréhendent et jugent leur rémunération et celle des autres est un élément essentiel pour comprendre les procédures de détermination et donc de négociation des salaires, mais aussi le sens que les individus attribuent à leur travail. Ouvrage collectif de Christian Baudelot (1960 l), Damien Cartron, Jérôme Gautié (1985 l), Olivier Godechot, Michel Gollac, Claudia Senik (1984 l). [N° 35, format 14 × 18, 232 pages, 13 €]



Au cours des années 1990, on a assisté à l'apparition de nouveaux instruments dans le domaine de l'action publique en matière de pollution (indice de la qualité de l'air, plans régionaux...) et à l'émergence de controverses sur les effets sanitaires des polluants atmosphériques. Ces débats ont sorti la pollution atmosphérique urbaine de l'espace étroit dans lequel l'expertise industrielle l'avait maintenue. Après le recours des outils mis en place par la Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (1996), se développe une approche élargissant le problème de la pollution aux espaces intérieurs et aux changements climatiques. Et cette nouvelle représentation s'opère dans le cadre d'un univers où l'action publique apparaît de plus en plus fragmentée. Pour réduire les polluants atmosphériques, on s'oriente vers une régulation des comportements individuels. Mais des solutions globales ont du mal à s'imposer et les différents modes de transport ne connaissent pas de réorganisations



significatives, ainsi que le montre Franck Boutaric, docteur en sciences politiques et spécialiste des politiques environnementales et sanitaires, dans un petit livre efficace, *Politique atmosphérique et action publique*. Préface de Corinne Lepage. [Collection « Sciences durables », format 14 × 18, 88 pages, 7,50 €]

Comme les débuts de la photographie scientifique arrêtaient le mouvement pour mieux le comprendre, la physique des atomes froids permet d'approcher et de travailler la matière en engourdissant les particules dans des bains de laser, abordant des domaines inexplorés là où seules s'aventuraient jusqu'alors les expériences de pensée. Coincer les atomes dans des cavités, les faire rebondir, s'entrechoquer comme au billard, les trier objet par objet ou les regrouper en nuages – ce qui n'était au départ qu'une prouesse est tout naturellement devenu un outil. Avec un champ d'application si varié et si vaste que se fit peu à peu sentir le besoin de regroupement. En Île-de-France fut alors créé l'IFRAF (Institut francilien de recherche sur les atomes froids), plate-forme de réflexion et d'action où les recherches se confrontent et se concertent, créant des liens, harmonisant les moyens, fédérant les efforts au sein de ce qui est désormais, au meilleur sens du terme, une communauté. Ce livre collectif, piloté par Michèle Leduc (1961 S) et Bruno Laburthe-Tolra, réunit des photos de Jean-François Dars maquettées par Anne Papillault, tous deux réalisateurs de films scientifiques au CNRS, qui marient textes et images. Avec des contributions de : Jean Dalibard (1977 s), Christophe Salomon, Élisabeth Giacobino (1965 S), Alain Aspect, Antoine Georges... Préface de Claude Cohen-Tannoudji (1953 s), prix Nobel de physique. [Hors-collection, format 22 × 18,5, 144 pages, 118 photos noir & blanc, 14 €]

Voir supra, p. 194-195, les réflexions de W. Mercoureff et d'É. Guyon.

Nous terminerons par nos deux revues annuelles. *Lalies* 34 s'ouvre par une étude sur l'exégèse homérique et la fiction dans la poésie augustéenne (Jean-Christophe Jolivet, 1986 l), puis, avant plusieurs *varia*, une présentation de la langue hongroise est due à Anna Söres. [Format 16 × 24, 226 pages, 29 €]



Le *Bulletin d'informations proustiennes* 44, sous l'impulsion de Nathalie Mauriac Dyer, est le premier de deux numéros suscités par le programme d'agrégation 2015. Un bel article de Philippe Chardin (1968 l) étudie « *Le Temps retrouvé*, roman de la fin d'un monde (?) ». Avec toujours les inédits et la genèse, les modèles et les sources, les notes de lecture et les activités proustiennes, après un ensemble d'articles sur les lectures de *Swann* au XX^e siècle (Barthes, Benjamin, Doubrovsky, Adorno, Jauss). [Format 16 × 24, 222 pages, 29 €]

Sagesse d'entrepreneur
Warren Buffett, Charlie Munger et Steve Jobs
Qui dit quoi ?

« Il est plus utile de savoir ce qu'on ne sait pas que d'être brillant. »

« Votre temps est limité, ne le gâchez pas en menant une existence qui n'est pas la vôtre. Ne soyez pas prisonniers des dogmes qui obligent à vivre en obéissant à la pensée d'autrui. »

« Si votre bateau prend l'eau, l'énergie que vous dépenserez à en changer sera sans doute plus productive que celle que vous dépenseriez à colmater les fuites. »

Pour tous renseignements :

Éditions Rue d'Ulm (Presses de l'ENS) – 45 rue d'Ulm – 75005 Paris

Téléphone : 01 44 32 36 85 (comptoir de vente) 36 80 / 36 83 (éditions)

Vente sur place à nos bureaux tous les jours de 9h à 11h30 et de 13h à 16h30, escalier de la direction, 2^e étage droite

Courriel : ulm-editions@ens.fr – Envoi du dernier catalogue papier sur demande www.pressens.fr (recherches dans le catalogue / achats en ligne / inscription à la lettre d'information mensuelle)

Remise accordée aux élèves, archicubes, amis, personnels de l'ENS : 5 % sur les nouveautés et 30 % sur le fonds

Relations presse : L. Debertrand – Courriel : laurence.debertrand@ens.fr – 36 89

Diffusion et distribution en librairie : Les Belles Lettres

Diffusion et distribution numérique : Numilog

ULMI & ORBI

Hommage à Charles Péguy
ENsemble : la Nuit des musées



HOMMAGE À CHARLES PÉGUY

Le 5 septembre 2014, la direction de l'École, représentée par Guillaume Bonnet, a voulu associer l'a-Ulm à l'hommage qu'elle rendait à Charles Péguy, mort la veille de la bataille de la Marne, d'une balle en plein front, à Villeroy, près de Meaux, exactement cent ans plus tôt. Sous un ciel bas, nous nous sommes recueillis devant une stèle en l'honneur de Charles Péguy, tout près de l'endroit où il est tombé, puis nous avons déposé une gerbe au pied du monument aux morts de son régiment. Le maire de Villeroy était présent, avec un détachement des pompiers de Paris, qui avaient choisi de rappeler les circonstances de sa mort. Élève littéraire de l'École en 1894, Charles Péguy était, à 41 ans, lieutenant dans un régiment rudement éprouvé par ces premiers combats à découvert. Le musée de Villeroy, où nous nous sommes rendus ensuite, conserve quelques reliques données par les siens : sa cantine, son képi, quelques livres. La stèle porte les vers célèbres de l'*Ève* de Péguy (1913) qui donnent une portée symbolique à sa Beauce natale et à la cathédrale de Chartres :

Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés.



ENSEmble : LA NUIT DES MUSÉES

Dans le cadre de la coopération entre l'ENS et le musée national des Arts asiatiques-Guimet, deux élèves en histoire et en histoire de l'art ont présenté des œuvres du Musée le 17 mai dernier devant un public manifestement captivé. Katia Sowels nous a parlé du Tibet et Adèle Akamatsu du Japon. Leurs connaissances, leurs regards amusés et curieux et leurs interrogations ont permis de découvrir ou de redécouvrir l'Asie et ses œuvres de façon singulière tout en échangeant sur ce qu'elles suggèrent. Les images guerrières ou sacrées du Tibet ont fourni un aperçu de l'histoire mouvementée de la région et des rites de méditation, dont Jung s'inspira en psychanalyse. Côté japonais, masques, paravents et cérémonie du thé ont été commentés devant des objets emblématiques de l'art nippon, de manière à apporter un éclairage sur des codes esthétiques à la fois proches et lointains.

La coopération avec le musée Guimet ainsi que d'autres institutions tournées vers l'Asie, comme l'École française d'Extrême-Orient ou le Centre d'études chinoises de l'Université chinoise de Hong Kong, ainsi qu'avec notre partenaire stratégique Hong Kong University of Science and Technology (HKUST), se développe et se structure. Voir : http://www.fabula.org/actualites/seminaire-epopees-indiennes_64781.php

Si vous avez un projet concernant l'Asie, vous pouvez envoyer votre message à l'attention d'Isabelle de Vendeuvre, directrice des Relations internationales, à dri@ens.fr



COURRIER DES LECTEURS

Guy Lecuyot



Quelques nouvelles de l'été 2014

Rue d'Ulm, si la période estivale est généralement un moment de calme, ce ne fut vraiment pas le cas cet été. Aux manifestations traditionnelles qui se déroulent chaque année comme le programme de tutorat « Talens » et Paris-Montagne dont le thème était « Connexions. Quand les sciences créent des liens », des congressistes sont venus animer amphithéâtres, couloirs et cour : au mois de juillet, le *Xth Congress of the European Association of Jewish Studies*¹ et, début septembre, le *4^e Congrès européen d'histoire mondiale et globale (rencontres, circulations, conflits)*.

De fait, l'École accueille de plus en plus de conférences, séminaires ou autres colloques. Les professeurs invités succèdent aux professeurs invités et, beaucoup l'auront remarqué, il est devenu difficile de se tenir au courant de tous les événements présents ou à venir prenant place dans les locaux de l'ENS. Rien de tel, pour tout savoir, ou presque, que de consulter régulièrement le site de l'École : <http://www.ens.fr/>

De même, dénicher une salle libre pour une quelconque réunion est aussi devenu une véritable gageure. Si les travaux sur le site de Jourdan ont quelque peu bouleversé les plannings, la rénovation de l'amphithéâtre du 29 rue d'Ulm apporte, fort heureusement, une nouvelle grande salle pour accueillir un large public (240 places).

À partir du 9 septembre, date marquant le début de la rentrée administrative et pédagogique, élèves et étudiants ont naturellement réinvesti progressivement la cour aux Ernest et présenté aux conscrits les nombreuses activités de la vie associative au sein de l'établissement. Passé ces quelques moments d'effervescence, tout est en ordre pour l'année académique 2014-2015.

1. Avec en sous titre : *Jewish and non-Jewish cultures in contact : new research perspectives*.



Exposition

Parmi toutes les manifestations programmées, journées particulières, séminaires et autres rencontres, je ne peux m'empêcher de signaler, puisque je suis l'un des principaux artisans de cet événement, la tenue d'une petite exposition, dans le hall du 45 et dans la salle historique de la bibliothèque², destinée à commémorer les cinquante ans de la fouille d'Aï Khanoum, citée grecque de l'Asie centrale. Cet événement s'inscrivait dans le cadre des activités du labex TransferS et d'un programme de traitement des archives scientifiques soutenu par l'École, le Caphes et l'UMR 8546 CNRS-ENS. Ce programme concerne les archives des fouilles qui ont eu lieu entre 1964 et 1978 dans le nord-est de l'Afghanistan et dont l'abondante documentation recueillie au cours des recherches est conservée en majeure partie au laboratoire d'archéologie de l'École³. À cette occasion, une plaquette a été éditée : *Il y a 50 ans... la découverte d'Aï Khanoum*⁴. Ce travail de classement des vieux papiers devrait, espérons-le, se poursuivre dans les années à venir.

2. Elle s'est tenue du 3 au 29 novembre dans le hall et du 17 au 29 novembre à la Bibliothèque.
3. Ce petit opuscule est dédié à Paul Bernard, ancien directeur de la Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) et de la fouille. De 1964, date de la première prospection effectuée par D. Schlumberger et P. Bernard, jusqu'en 1978, la DAFA a mené sur le site d'Aï Khanoum de nombreuses campagnes de fouilles grâce à l'autorisation du gouvernement afghan et au financement du ministère des Affaires étrangères français. Les comptes rendus des travaux réalisés ont été régulièrement publiés par P. Bernard dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* et dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*. Les publications définitives sont éditées dans la collection des *Mémoires de la DAFA, Fouilles d'Aï Khanoum*. Voir aussi dans le *Bulletin de la Société des amis de l'École normale supérieure* n° 277 de juin 2003, « Un helléniste en Asie Centrale, interview de Paul Bernard, par Guy Lecuyot », p. 36-47.
4. Signalons aussi la parution, chez Picard, de l'ouvrage dirigé par P. Leriche. *Civilisation de l'Orient hellénisé. Rencontre et échanges culturels d'Alexandre au Sassanides*, Paris, 2014.

Encouragements

Mais revenons à votre/notre bulletin.

Sans faire l'unanimité, les dossiers de *L'Archicube* semblent toujours trouver leur public. Heureusement, certains d'entre vous, pas assez nombreux à mon goût, ne manquent pas de nous le dire, de nous l'écrire et nous encouragent à continuer. Allant dans ce sens, notons que pas plus de dix pour cent des adhérents ne souhaitent pas ou plus recevoir le bulletin.

Enfin, citons ce courriel des plus encourageant à propos du n° 16, qualifié d'une remarquable qualité, dans lequel un lecteur nous écrit : « Votre/notre revue s'améliore extraordinairement en « vieillissant ». Ce numéro sur la mémoire est... inoubliable ! Mille bravos à toutes et à tous nos camarades. »

Novembre 2014

Pour obtenir des informations sur la vie de l'École et à l'École, les principaux événements, conférences et colloques, vous pouvez consulter son site web à l'adresse suivante : (<http://www.ens.fr/>)⁵.

Rappelons que les catalogues des bibliothèques sont consultables en ligne (<http://halley.ens.fr/>) ainsi que les nouveautés (http://halley.ens.fr/ftlist*frf/).

Pour toutes suggestions, vous pouvez nous écrire et/ou contacter le webmaster (webmaster@ens.fr).

中
日

5. Pour l'Intranet, voir <http://www.intranet.ens.fr/> et pour le lien avec le site de l'Association, voir <http://www.ens.fr/spip.php?article130>

LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

- N° 1 Juin 2006
L'École en 2006
- N° 2 Juin 2007
Jean Cavaillès (1923 l)
Archéologie et politique
La science du secret
- N° 3 Décembre 2007
Le numérique et l'édition
L'historien, la justice, la douleur et la vérité
- N° 4 Juin 2008
L'homme, la nature, le risque
Albert Fert (1957 s) prix Nobel
- N° 5 Décembre 2008
La ville, objet de savoir et champ d'action
Quelle ENS pour le XXI^e siècle ?
- N° 6 Juin 2009
Le sport à l'École, le sport et l'École
L'humanisme d'Aimé Césaire
- N° 7 Décembre 2009
La lumière
Les études arabes à l'ENS
L'ENS, une école impossible à normer ?
- N° 8 Mai 2010
Les réseaux
La bioéthique
La place du droit de l'OMC dans le droit international
- N° 9 Décembre 2010
Quelles langues pour quels savoirs ?
L'Institut Henri-Poincaré et la médaille Fields
L'École d'économie de Paris

-
- N° 10 Juin 2011
Quel mécénat pour l'enseignement supérieur et la recherche ?
La création de la banque d'épreuves littéraires
- N° 11 Décembre 2011
La cuisine
Hyung-Dong Lee
Paris Sciences et Lettres
- N° 12 Mai 2012
La coopération intellectuelle internationale
- N° 13 Décembre 2012
Frontières : penser à la limite
Le prix Romieu
- N° 14 Juin 2013
Mérite et excellence
Serge Haroche, prix Nobel de physique
- N° 15 Décembre 2013
Prendre la mer
- N° 16 Juin 2014
La mémoire
Léon Brunschvicg

L'ARCHICUBE

Revue de l'Association des anciens élèves, élèves
et amis de l'École normale supérieure

Siège de l'Association : 45, rue d'Ulm – 75230 Paris Cedex 05

Téléphone : 01 44 32 32 32 – Télécopie : 01 44 32 31 25

Courriel : aaeens@ens.fr

Site Internet : <http://www.archicubes.ens.fr>

Directeur de la publication :
Jean-Claude Lehmann, président de l'Association

Rédactrice en chef :
Véronique Caron
veronique.caron.81@normalesup.org

Comité éditorial : membres élus du conseil d'administration de l'Association
Marianne Bastid-Bruguière, Françoise Brissard
Mireille Gérard, Lucie Marignac, Jean-Thomas Nordmann,
Wladimir Mercouroff

Comité de rédaction : Le dossier : Véronique Caron
Carrières : François Bouvier
La vie des clubs : Wladimir Mercouroff
Les normaliens publient : Jean-Thomas Nordmann et Étienne Guyon
Ulmi & Orbi : Françoise Brissard et Mireille Gérard
Courrier des lecteurs : Guy Lecuyot (guy.lecuyot@ens.fr)
Diffusion : Wladimir Mercouroff
Suivi éditorial : Marie-Hélène Ravenel

Ce numéro 17 de
L'Archicube
a été achevé d'imprimer
sur les presses de l'imprimerie France Quercy
en décembre 2014.

ISSN : 1959-6391

Dépôt légal : décembre 2014
N° d'impression : 00-0000

Mise en pages
TyPAO sarl
75011 Paris